

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

LE COMTÉ ANGLAIS

AU POINT DE VUE ADMINISTRATIF

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 18 Juin 1912, à 2 heures

PAR

FRANÇOIS OLLIER

Président : M. BOUVIER, professeur.

Suffragants { *M. PIC, professeur.*
M. LAMEIRE, professeur.

PARIS
LIBRAIRIE DALLOZ

RUE SOUFFLOT, 14

1912



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41546718_0007

LE COMTÉ ANGLAIS
AU POINT DE VUE ADMINISTRATIF

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

MM.

CAILLEMER, C. ✱, I. 🌿, doyen honoraire, correspondant de l'Institut.

THALLER, ✱, I. 🌿, professeur honoraire.

AUDIBERT, I. 🌿, professeur honoraire.

FLURER, I. 🌿, doyen, professeur de Droit civil.

GARRAUD, I. 🌿, professeur de Droit criminel, correspondant de l'Institut.

APPLETON (Charles), I. 🌿, professeur de Droit romain.

COHENDEY, O. ✱, I. 🌿, professeur de Droit commercial.

PIC, I. 🌿, professeur de Droit international public.

APPLETON (Jean), I. 🌿, professeur de Droit administratif.

LAMBERT, A. 🌿, professeur d'Histoire générale du Droit français.

BOUVIER, I. 🌿, professeur de Science financière et de Législation française des finances.

LAMEIRE, I. 🌿, professeur d'Histoire du Droit public et de Droit administratif.

JOSSERAND, I. 🌿, professeur de Droit civil, assesseur du Doyen.

BROUILHET, I. 🌿, professeur d'Économie politique.

HUVELIN, I. 🌿, professeur de Droit romain.

LÉVY, I. 🌿, professeur de Droit civil.

GONNARD, A. 🌿, professeur d'Histoire des Doctrines économiques et d'Économie politique.

BOUVIER-BANGILLON, I. 🌿, professeur de Procédure civile.

BECQ (J.), I. 🌿, secrétaire.

LE COMTÉ ANGLAIS

AU POINT DE VUE ADMINISTRATIF

THÈSE POUR LE DOCTORAT

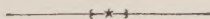
Présentée et soutenue le Mardi 18 Juin 1912, à 2 heures

PAR

FRANÇOIS OLLIER

Président : M. BOUVIER, professeur.

Suffragants { *M. PIC, professeur.*
 { *M. LAMEIRE, professeur.*



PARIS
LIBRAIRIE DALLOZ

RUE SOUFFLOT, 11

—
1912

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être consi-
dérées comme propres à leurs auteurs.*

AVERTISSEMENT

Nous avons étudié, dans ce livre, le Comté anglais à peu près exclusivement au point de vue administratif. Nous avons pourtant été obligé de dire quelques mots de l'organisation de la justice dans cette division territoriale, quand nous avons été amené à nous occuper du lord-lieutenant, du sheriff, du coroner et des juges de paix; mais nous ne nous sommes étendu sur cette question que dans la mesure qui était nécessaire à la compréhension de notre sujet.

Nous ne nous sommes pas occupé du comté de Londres, ni de l'organisation spéciale de la police métropolitaine.

F. O.

CHAPITRE I

COUP D'ŒIL D'ENSEMBLE SUR L'ADMINISTRATION LOCALE DE L'ANGLETERRE

§ 1. — Généralités sur l'administration locale anglaise.

Notre administration locale a été créée, pour ainsi dire, de toutes pièces par les lois administratives de l'an VIII. Elle a sans doute subi des changements depuis son institution; mais elle conserve encore aujourd'hui les caractères essentiels que lui ont imprimés ses fondateurs, c'est-à-dire le premier Consul et ses légistes. Tout en elle nous révèle qu'elle a été l'œuvre d'une seule époque et presque d'un seul homme : son aspect géométrique, son homogénéité, la hiérarchie bien déterminée de ses rouages. Tout en elle également nous montre, d'une façon évidente, que celui qui l'a instituée a voulu avant tout maintenir l'ordre public et faire sentir l'autorité du gouvernement central jusque sur les points du territoire français les plus éloignés de la capitale. Les préfets,

les sous-préfets, les maires mêmes et les tribunaux administratifs n'existent pas dans un autre but.

L'administration anglaise est, peut-on dire, l'opposé de la nôtre. Elle n'a pas été édifiée tout d'un coup dans son ensemble, comme celle-ci. Ce qui la caractérise, c'est de s'être développée peu à peu suivant les nécessités et les possibilités du moment et de n'avoir jamais subi de bouleversement.

Les Anglais, en matière de gouvernement local comme en tout autre, ont presque toujours mieux aimé améliorer les institutions existantes que d'en faire table rase, pour les remplacer ensuite par d'autres mieux adaptées aux besoins actuels. Cette liaison entre le présent et le passé nous frappe quand nous étudions les vieilles circonscriptions administratives de l'Angleterre : le comté, le bourg et la paroisse. Celles-ci évoquent en nous l'idée de quelque chose de très ancien, elles constituent pour ainsi dire la structure interne de la vieille Angleterre ; mais leur aspect un peu archaïque n'empêche pas qu'elles soient administrées maintenant par des autorités organisées de façon à donner pleine satisfaction aux besoins modernes. Le gouvernement local anglais est traditionnel dans la forme et progressiste au fond. Il y a là, nous semble-t-il, une manifestation de la force et de la souplesse de la constitution britannique, qui permet depuis longtemps aux institutions de se perfectionner d'une manière continue dans la légalité et l'ordre.

Le gouvernement local de l'Angleterre a un caractère encore plus particulier que ce traditionnalisme, plus apparent que réel, dont nous venons de dire quelques mots : il laisse aux habitants des circonscriptions locales la liberté et la responsabilité de l'administration de leurs intérêts collectifs, à la seule condition de se conformer aux lois. Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'Angleterre jouit d'une grande décentralisation administrative. C'est du temps de la domination des Saxons que ses habitants semblent avoir pris l'habitude de s'occuper librement de leurs intérêts locaux.

Depuis cette époque lointaine, les institutions de l'Angleterre ont évolué; mais que le gouvernement de ce pays ait été féodal, aristocratique, bourgeois ou presque démocratique, les habitants des villes et des campagnes anglaises ont toujours assuré, un peu plus ou un peu moins suivant les temps, l'administration des bourgs, des comtés et des paroisses, sans que le pouvoir central se chargeât de ce soin. Sous les premiers rois normands, il y eut bien une tentative de centralisation au moment de l'institution des *sheriffs*; néanmoins ces fonctionnaires du roi, nommés par lui à partir d'une certaine époque, mais élus par les populations au début, associaient largement les hommes libres des comtés à leur administration et ne devaient pas conserver longtemps leur situation prépondérante.

Pendant le dernier quart du ^{xix}^e siècle, les nécessités de la vie moderne ont rendu nécessaire l'institution d'un contrôle central, souvent assez serré, sur les corps locaux. L'on ferait erreur néanmoins si l'on concluait de là que l'Angleterre a rompu avec sa vieille politique locale traditionnelle et s'est dirigée dans la voie de la centralisation des nations continentales.

En réalité, en effet, le contrôle central des autorités locales anglaises n'est pas de nature à restreindre leur indépendance. Il ne s'exerce que dans des cas rigoureusement déterminés par la loi et a toujours un caractère exclusivement administratif. Il tend, tout en laissant une grande liberté aux corps locaux, à les prémunir contre leur propre faiblesse, à les éclairer, à leur permettre de résoudre facilement les difficultés en présence desquelles ils peuvent se trouver ; mais il n'a nullement en vue d'entraver en quoi que ce soit leur esprit d'initiative.

Nous avons donné au lecteur quelques idées générales sur le gouvernement local de l'Angleterre, nous allons étudier chacune de ses circonscriptions administratives : les anciennes d'abord et les récentes ensuite. Les premières sont : la paroisse, le bourg et le comté ; les secondes : le territoire de l'union, ainsi que les districts urbains et ruraux.

§ 2. — Circonscriptions locales de l'Angleterre d'origine ancienne autres que le comté (la paroisse et le bourg).

A. — La paroisse.

Parlons d'abord de la paroisse. Elle est le moins considérable des groupements administratifs du gouvernement local de l'Angleterre. Certains auteurs tels que Toulmin Smith, Freeman et Stuffs ne voient en elle qu'une continuation de l'ancien *town ship* des Saxons ; d'autres, comme M. F. W. Maitland, la font naître au xiv^e siècle (1). Il nous paraît sans intérêt de prendre parti dans cette controverse ; mais nous pouvons affirmer, sans craindre de trop nous avancer, que l'existence de la paroisse à la fin du moyen âge est certaine. A cette époque, elle a surtout un caractère ecclésiastique. La paroisse de ce temps-là, c'est l'association de fait que constituent les gens fréquentant une même église, dans le voisinage de laquelle ils résident.

Les premières manifestations de la vie paroissiale ont été des assemblées de fidèles convoqués par leur curé dans la *vestry* (vestiaire de l'église), pour s'occuper de questions ayant trait à l'exercice du culte et pour

(1) Voyez VAUTHIER, *le Gouvernement local de l'Angleterre*, p. 211 et note 1, p. 212.

voter le montant du *churchrate*, taxe destinée à assurer l'existence du clergé. Il est probable néanmoins que, dans ces réunions, les paroissiens étaient amenés quelquefois à s'occuper de leurs intérêts matériels collectifs. La paroisse primitive était donc gouvernée directement par ses habitants. Ceux-ci avaient besoin pourtant d'agents d'exécution.

Les marguilliers (*churchwardens*) remplissaient ce rôle. Ils étaient deux dans chaque paroisse. Le curé nommait l'un, les habitants élisaient l'autre. Ces *churchwardens* s'occupaient du matériel du culte et de la perception de la *churchrate*.

Au xvi^e siècle a lieu la réforme religieuse, dont l'un des résultats en Angleterre est la dispersion des congrégations catholiques et la confiscation de leurs biens. Jusque-là les ordres religieux avaient assuré l'assistance des indigents ; maintenant il va falloir que l'État se préoccupe d'assurer leur remplacement à ce point de vue. Qui charge-t-il alors de secourir les malheureux ? Les paroisses. En vertu d'une loi célèbre d'Élisabeth, de 1601, chaque paroisse est tenue de secourir ses pauvres, et ses habitants doivent s'imposer une taxe à cet effet.

Le pasteur anglican remplace le curé dans la présidence de la *vestry* (1), qui continue à s'occuper de ques-

(1) On appelle ainsi les réunions des paroissiens dans la *vestry* ou vestiaire de l'église.

tions d'ordre cultuel comme par le passé. Toutefois celles-ci ne constituent plus la principale préoccupation de cette assemblée, dont les efforts tendent surtout maintenant à assurer l'application de la loi des pauvres le plus économiquement possible.

Désormais la paroisse a une existence civile, et elle est chargée d'un véritable service public. Elle connaît une ère de véritable prospérité au xviii^e siècle et pendant la première moitié du xviii^e, alors que les petits propriétaires sont nombreux en Angleterre et lui fournissent des administrateurs. A cette époque, la paroisse constitue un groupement des plus vivants et la *vestry* assure, sur le territoire qui dépend d'elle, non seulement l'assistance des indigents, mais encore d'autres services publics, notamment la police et la voirie.

Mais, dès la fin du xviii^e siècle, les petites propriétés tendent à être absorbées par les grosses (1). Il résulte de cette véritable crise économique une extinction graduelle de la *yeomanry* ou classe des petits propriétaires, dont l'un des résultats est de priver la *vestry* de ses membres les plus actifs, les plus indépendants et les plus éclairés. La paroisse manque alors de ses guides naturels, et, comme elle a néanmoins besoin

(1) Sur le déclin de la classe des petits propriétaires anglais ou *yeomanry*, voir *l'Administration locale de l'Angleterre*, par ARMINJON, p. 34 et 35, 1^{er} paragraphe.

d'une direction, elle accepte assez facilement la tutelle des juges de paix du comté (1).

Au *xix^e* siècle, la *yeomanry* continue de s'éteindre progressivement, et une série de lois enlèvent petit à petit à la *vestry* les plus importantes de ses anciennes attributions, pour les confier soit aux juges de paix du comté, soit à des corps locaux nouvellement créés et que le pouvoir central contrôle rigoureusement, comme le bureau des tuteurs de l'union et le conseil de district routier (2).

Pourtant, en 1894, le Parlement a essayé d'arrêter la décadence des paroisses rurales et de rendre à ces corps locaux un peu de leur ancienne importance.

La réforme locale votée cette année-là a eu, selon nous, quatre caractères principaux :

1° Elle a réorganisé l'administration de la paroisse rurale ;

2° Elle l'a démocratisée ;

3° Elle l'a laïcisée ;

(1) Les juges de paix, dont nous parlerons longuement dans le chapitre suivant, étaient chargés à la fois d'administrer le comté et d'y rendre la justice dans un grand nombre d'affaires. Ils se recrutaient exclusivement parmi les gros propriétaires fonciers.

(2) Le *Gilbert's act* de 1782 a rendu les juges de paix maîtres de l'assistance publique, et une loi de 1775 a fait nommer le *surveyor* (agent voyer) de chaque paroisse par les juges de paix réunis en session spéciale. (13 Geo. III, c. 78.) En 1834, les bureaux des tuteurs de l'union sont devenus l'autorité chargée d'appliquer la loi des pauvres, et en 1856 l'organisation des forces de police du comté a été confiée aux juges de paix en *quarter session*. Avant cette dernière loi, l'autorité paroissiale était seule chargée de la police sur le territoire de chaque paroisse.

4° Elle a augmenté l'importance de ses attributions.

Tout ceci demande quelques développements :

1° Elle a réorganisé l'administration de la paroisse rurale. Depuis la loi de 1894 sur le gouvernement local, celle-ci comprend deux rouages principaux : l'assemblée paroissiale et le conseil de paroisse. L'assemblée paroissiale se compose de tous les électeurs parlementaires ou locaux de la paroisse.

Elle élit le conseil de paroisse, dont certains actes doivent avoir été approuvés par elle pour devenir valables.

Le conseil de paroisse s'occupe directement des affaires administratives de la paroisse (1). C'est lui qui nomme les surveillants des pauvres (*overseers*) (2).

(1) « Lorsqu'une paroisse a moins de 100 habitants, elle n'est pas, en principe, représentée par un conseil composé de délégués élus. L'assemblée des électeurs (le *parish meeting*) exerce alors directement un certain nombre de fonctions administratives. La paroisse peut toutefois, si le *parish meeting* y consent, être munie d'un *parish council*, en vertu d'une ordonnance du conseil de comté. Lorsqu'une paroisse compte plus de 100 habitants et moins de 300, la création d'un *parish council* conserve encore un caractère facultatif. Mais, ici, c'est au *parish meeting* qu'il appartient de trancher la question. Il peut exiger que le conseil de comté établisse dans la paroisse un *parish council*. Lorsqu'une paroisse a 300 habitants au moins, l'organisation d'un *parish council* est obligatoire. Une paroisse qui ne possède point de *parish council* peut être jointe à d'autres paroisses, pour être placée avec celles-ci sous l'autorité d'un même *parish council*. Ce groupement est décrété par une ordonnance du conseil de comté. Il exige l'assentiment préalable du *parish meeting* de chacune des paroisses intéressées et laisse à chacun de ces *parish meetings* une existence distincte.

« Lorsque le conseil de comté intervient, il édicte toutes les mesures de détail qu'entraîne la mise en œuvre de sa décision. » (VAUTHIER, *le Gouvernement local de l'Angleterre*, p. 286 et 287.)

(2) Les surveillants des pauvres (*overseers*) sont, dans chaque paroisse

Il se compose de cinq membres au minimum ou de quinze membres au maximum, qui sont élus pour un an. A un rouage suranné comme la *vestry*, qui était une assemblée trop nombreuse pour administrer avec des vues d'ensemble et de l'esprit de suite, a succédé un véritable conseil administratif responsable devant les habitants de la paroisse, et capable de mener à bien l'administration de celle-ci, en lui donnant l'unité de direction nécessaire.

2° La loi de 1894 a démocratisé l'administration de la paroisse. Avant 1894, les juges de paix nommaient les surveillants des pauvres : depuis cette époque, leur nomination relève du conseil de paroisse. De plus, la réforme locale votée cette année-là a eu pour résultat de permettre l'accès des fonctions administratives paroissiales aux journaliers agricoles, qui auparavant en étaient exclus en fait, soit par la pratique des *select vestries*, soit (1) par le vote plural.

d'une union, des agents d'exécution du *board of guardians*. Ils s'occupent en outre de la perception des taxes locales.

(1) Avant le *local government act* de 1894, l'administration de beaucoup de paroisses, au lieu de dépendre directement de la *vestry*, était concentrée entre les mains d'un comité restreint nommé *select vestry*, ou *vestry* choisie. Ces *select vestries* existaient en vertu, soit de la coutume, soit d'une loi de 1831. Bien souvent, en effet, elles avaient pris naissance par suite de l'habitude qu'avaient les habitants de nombreuses paroisses de laisser les plus instruits et les plus aisés d'entre eux s'occuper seuls effectivement des intérêts paroissiaux. De plus, une loi de 1831 avait donné une sorte de reconnaissance légale à la pratique des *select vestries*.

Elle autorisait les paroisses urbaines et les paroisses rurales de plus de 800 contribuables chefs de famille à créer des *select vestries* suivant un modèle qu'elle leur proposait.

Pour faire partie d'une *select vestry*, en vertu de la loi facultative de

One man one vote, une seule voix, un seul votant, tel a été le cri de ralliement des partisans de la réforme de 1894, et tel a été aussi le principe qu'ils y ont fait prévaloir.

Aussi maintenant, lors des élections paroissiales, le nombre des suffrages seul est décisif, leur qualité n'importe plus (1).

3^o La loi de 1894 a laïcisé l'administration de la paroisse. L'ancienne *vestry* rurale était présidée par le pasteur et s'occupait à la fois des questions matérielles du culte et de l'administration de la paroisse. Maintenant la *vestry* rurale subsiste toujours avec son ancienne organisation, elle est toujours présidée par le pasteur; mais sa compétence est restreinte aux affaires cultuelles.

4^o La loi de 1894 a augmenté les attributions de l'administration de la paroisse. Les attributions administratives du conseil de paroisse sont plus étendues que ne l'étaient autrefois celles de la *vestry*.

1831, il fallait payer, pour des propriétés sises dans la paroisse, une taxe annuelle de 10 livres sterling au moins. En vertu de la loi de 1831, les membres de la *select vestry* étaient élus par la *vestry*.

(1) Une loi de 1810 avait introduit le vote plural dans la *vestry*. Aux termes de cette loi, « tout paroissien payant la taxe des pauvres avait le droit de participer aux délibérations de la *vestry*; mais tous les paroissiens n'avaient pas la même influence. Celui dont les biens étaient imposés à la taxe des pauvres, à raison d'un revenu annuel inférieur à cinquante livres sterling, n'émettait qu'un vote. Le paroissien taxé à raison d'un revenu de cinquante à soixante-quinze livres, disposait de deux suffrages. Vingt-cinq livres de plus conféraient un troisième vote, et ainsi de suite, de vingt-cinq en vingt-cinq livres, jusqu'à six voix. » (VAUTHIER, *le Gouvernement local de l'Angleterre*, p. 226 et 227.)

La loi de 1894 a donné un rôle bien déterminé au conseil de paroisse (1).

Il a des fonctions au point de vue sanitaire, au point de vue de la voirie, au point de vue de l'organisation de la police rurale, et enfin il a un rôle important dans l'application de la loi sur les *allotments* (2).

L'organisation de la paroisse urbaine n'a pas été modifiée par la loi de 1894, la *vestry* conserve donc ses anciens pouvoirs dans cette circonscription. Les prérogatives des paroisses urbaines sont beaucoup plus réduites que celles des paroisses rurales.

Les autorités urbaines sur le territoire desquelles se trouvent ces paroisses tendent à les absorber et à se substituer à elles.

Maintenant que nous connaissons les grandes lignes de l'organisation des paroisses anglaises, nous allons étudier les bourgs.

(1) « Le conseil de paroisse n'a pas directement le pouvoir de lever une taxe; mais il peut engager des dépenses sans autorisation jusqu'à concurrence du montant d'une taxe de trois pence chaque année. Pour les dépenses nécessitant des recettes plus considérables, le consentement de l'assemblée de paroisse est nécessaire; mais la limite extrême (non compris les dépenses provenant de l'adoption de lois facultatives) est une taxe de six pence, qui doit comprendre toutes les charges annuelles afférentes aux emprunts. Si un emprunt est proposé, le consentement non seulement de l'assemblée de paroisse, mais du conseil de comté, est nécessaire avant tout engagement de dépense. Les dépenses de l'assemblée de paroisse sont comprises dans celles du conseil de paroisse. Le montant des sommes imputables sur le produit des taxes est demandé aux administrateurs, qui les prélèvent sur le produit de la taxe des pauvres de l'année. » (JENKS, traduct. Wilhelm, *le Gouvernement local de l'Angleterre*, p. 60, dernier alinéa, et 61, 1^{er} alinéa.)

(2) Pour ce qui concerne les *allotments*, voir le chapitre VI, p. 144, note 2.

B. — Le bourg.

Un bourg anglais est une agglomération urbaine qui a obtenu une charte d'incorporation. Dès le début de la domination normande en Angleterre, les habitants de plusieurs villes de ce pays ont essayé de se mettre à l'abri des exactions des fonctionnaires de leur roi, et ont signé avec celui-ci des contrats stipulant que le montant des impôts qu'ils devaient lui payer serait fixé à forfait et ne pourrait pas être élevé arbitrairement. Telles ont été les premières chartes d'incorporation. Après l'époque féodale, les rois d'Angleterre ont accordé des chartes aux agglomérations urbaines dont les habitants en faisaient la demande; mais le caractère de ces traités a changé avec les temps. Les premières chartes contenaient presque exclusivement des garanties en faveur des habitants de telle ou telle ville contre les agissements des agents du fisc royal. En général, elles garantissaient aussi aux bourgeois le droit d'avoir un patrimoine collectif commun. Mais bientôt la qualité de bourg assura aux villes qui l'obtenaient d'autres privilèges : le droit d'envoyer des délégués au Parlement, puis certains avantages d'ordre administratif, comme le pouvoir pour les bourgeois de s'administrer eux-mêmes dans telle ou telle limite. De plus, les bourgs déjà reconnus par le roi avaient le droit de s'adresser

au Parlement pour obtenir des libertés nouvelles, au moyen de la procédure spéciale des bills privés.

Jusqu'en 1835, le régime municipal anglais était le résultat d'une série d'actes particuliers et avait, en conséquence, peu d'uniformité. Mais, à cette époque, le Parlement essaya de réorganiser l'administration des villes. Une loi votée par lui soumit la plupart des bourgs à des règles communes. Son résultat fut, non seulement de mettre un peu d'uniformité dans l'organisation administrative des bourgs anglais, mais encore de leur donner un régime démocratique en y rendant presque universel le droit de suffrage municipal. Les lois de 1875 sur la santé publique, de 1882 sur l'administration municipale, de 1888 et de 1894 sur le gouvernement local, ont donné aux bourgs anglais leur physionomie actuelle. Ces diverses mesures législatives, quoique d'un caractère général, n'ont pas eu pourtant le résultat d'assujettir les bourgs à un même régime. Elles ont fixé, en effet, un minimum d'activité pour les conseils municipaux de ces villes; mais ceux-ci ont toujours le droit de solliciter du Parlement une extension de leurs attributions (1). Ceci étant, on comprend facilement qu'il peut y avoir encore aujourd'hui d'assez grandes différences entre

(1) Voir dans ce sens REDLICH et HIRST, *le Gouvernement local en Angleterre*, traduction française par W. OUALID, tome I^{er}, p. 279, dernier alinéa; 280 et 281, 1^{er} alinéa.

l'organisation d'un bourg et celle d'un autre. Les attributions des conseils municipaux des bourgs se rapportent principalement à la voirie, à la santé publique, à la police, à l'enseignement primaire et secondaire. Elles varient suivant l'importance des agglomérations urbaines. Par exemple, dans les bourgs de plus de 10 000 habitants, ces assemblées locales sont chargées de la police et de l'application des lois scolaires; tandis que, dans ceux dont la population n'atteint pas ce chiffre, ces fonctions sont assurées par le conseil de comté. Dès qu'un bourg a plus de 50 000 habitants, il est assimilé à un comté, et son conseil jouit, en plus de ses prérogatives municipales, de celles d'un conseil de comté. Quelques bourgs de moins de 50 000 habitants sont également assimilés à des comtés pour des raisons historiques.

Ils sont limitativement énumérés par la loi.

Le conseil municipal ou *town council* a toujours la gestion de la fortune du bourg (1). Il a le droit de faire

(1) « Le conseil municipal est élu au suffrage presque universel par les habitants du bourg. Font partie du corps électoral, pour les élections au conseil municipal, tous ceux qui sont inscrits sur le rôle des bourgeois. Pour prétendre à cette inscription, il faut réunir cinq conditions :

1^o Être âgé de plus de 21 ans;

2^o Résider depuis un an dans le bourg ou dans un rayon de sept milles hors de ses limites;

3^o Y posséder depuis le même laps de temps et à la date du 15 juillet de l'année courante, comme propriétaire ou occupant, soit un bien productif d'un revenu annuel de 10 livres, soit une maison, un magasin et en général toute espèce de bâtiments présentant quelque importance et quelque utilité;

4^o Avoir été imposé à raison de la propriété donnant la capacité élec-

des règlements qui peuvent être sanctionnés par des amendes ne dépassant pas cinq livres.

Il importe de remarquer que dans le bourg anglais il n'y a point de magistrat, élu ou non, ayant une situation analogue à celle de notre maire français. *Le mayor* anglais n'est qu'un président du *town council*, ayant, il est vrai, un titre très honorifique, mais ne possédant à lui seul aucun pouvoir d'exécution, sauf celui de convoquer extraordinairement le conseil qu'il préside.

Le *town council* ne se réunit que quatre fois par an (1). Malgré ce petit nombre de séances, il arrive quand même à bien administrer le bourg, au moyen du système des comités dont nous parlerons plus loin.

Dans ce chapitre, nous ne voulons parler que des circonscriptions locales de l'Angleterre autres que le comté. Nous parlerons longuement de cette division administrative dans les chapitres qui suivront celui-ci.

torale à toutes les taxes levées pendant les douze mois qui ont précédé l'élection;

5° Enfin, des susdits douze mois, n'avoir pas reçu de secours publics de la paroisse ou d'une union de paroisse. » (*L'Administration locale de l'Angleterre*, par ARMINJON, p. 114.)

(1) Voyez ARMINJON, *l'Administration locale de l'Angleterre*, p. 119, 4^e paragraphe.

§ 3. — Circonscriptions locales anglaises d'origine récente.

Les unions de paroisse, les districts urbains et les districts ruraux.

Étudions maintenant les circonscriptions locales anglaises d'origine récente (1). Ce sont : l'union des paroisses pour l'application de la loi des pauvres, le district urbain et le district rural.

L'union des paroisses pour l'application de la loi des pauvres a été créée en 1835 ; son institution a

(1) Une ancienne circonscription locale de l'Angleterre dont nous n'avons pas encore parlé est l'*hundred*.

On ne peut pas préciser exactement son origine. Néanmoins il est à peu près certain qu'elle remonte au ^x^e siècle, c'est-à-dire à l'époque de la monarchie saxonne. Dans ce temps-là, l'*hundred* constituait une véritable division administrative du comté ou *shire*. Sur un point déterminé de son territoire, les hommes libres se réunissaient sous la présidence du *scir gereffa* (chef administratif du comté) ou de son suppléant, pour s'occuper de leurs intérêts collectifs et spécialement de rendre la justice. Actuellement l'*hundred* n'est pas supprimé ; il subsiste, mais ne constitue plus qu'un souvenir. Sa survivance se manifeste par l'existence dans certains comtés de taxes d'*hundred*, perçues par le conseil de comté, exclusivement sur les habitants de telle ou de telle de ces circonscriptions, pour subvenir à certaines dépenses les intéressant spécialement.

Une autre subdivision de comté sur laquelle nous n'avons pas à nous étendre, mais dont nous devons au moins faire mention, est la *petty sessional division*. Elle constitue le ressort d'une cour de juges de paix siégeant en *petty session*. Cette circonscription avait autrefois une grande importance au point de vue administratif, du temps où les juges de paix étaient les maîtres du gouvernement local de l'Angleterre. Depuis les lois de 1888 et 1894, elle a surtout un caractère judiciaire, et c'est pour ce motif que nous n'en parlons ici qu'en note. Nous traiterons plus longuement, dans le chapitre suivant, la question des juges de paix siégeant en *petty session*. (Voir ce qu'il est dit sur ce sujet au chapitre II, pages 42, 64 et 65.)

été une conséquence du mouvement démocratique de 1832.

Avant 1835, les juges de paix, qui se recrutaient exclusivement dans l'aristocratie foncière ou *gentry*, étaient, en fait, les maîtres de l'assistance publique dans les paroisses. On leur reprochait de mal diriger ce service d'intérêt général, en se montrant généreux d'une façon excessive vis-à-vis des indigents aux dépens des contribuables. Cette manière d'agir était considérée comme ayant le double inconvénient d'être onéreuse pour les gens actifs et travailleurs, qui payaient la taxe des pauvres, et d'encourager la paresse chez les miséreux. En 1834, l'on voulut surtout, en créant les unions, soustraire l'assistance publique à l'influence prépondérante des juges de paix, et lui assurer une meilleure organisation que par le passé.

Les *unions* sont des fédérations de paroisses, en vue de la bonne application des lois sur l'assistance publique. Le siège de l'*union* se trouve dans la paroisse la plus importante.

Chaque paroisse y envoie des délégués élus (1), dont la réunion forme le bureau des tuteurs des pauvres.

Avant la réforme locale de 1894, les juges de paix

(1) Depuis 1834 jusqu'en 1894, les tuteurs de l'union ont été élus au vote plural; les électeurs les plus imposés de l'union pouvaient avoir jusqu'à six voix, et les tuteurs devaient eux-mêmes satisfaire à certaines conditions de cens. (Voir JENKS, *le Gouvernement local de l'Angleterre*, traduction Wilhelm, p. 119.)

résidant sur le territoire de l'union siégeaient de droit dans cette assemblée.

Le bureau des tuteurs vote le montant de la taxe des pauvres de l'union et la répartit entre les paroisses de cette circonscription, proportionnellement au nombre de leurs indigents. Il centralise le produit de cette taxe des pauvres et l'emploie à subvenir aux frais de l'assistance publique sur le territoire de l'union. Depuis la loi de 1894, les juges de paix ne siègent plus de droit au bureau des tuteurs, et, dans les unions de paroisses rurales, cette assemblée se compose des mêmes membres que le conseil de district rural. Le bureau des tuteurs est soumis à un contrôle rigoureux du pouvoir central.

Les agglomérations urbaines, autres que les bourgs, sont des districts urbains. Ces circonscriptions sont administrées par des conseils de district urbain élus par des électeurs paroissiaux de leur territoire. L'origine de ces autorités locales remonte aux *improvement act commissioners* (1) et aux bureaux de santé de

(1) Avant 1848, les habitants de plusieurs agglomérations urbaines avaient sollicité et obtenu du Parlement le droit d'avoir une certaine autonomie et de faire administrer leurs intérêts collectifs par des commissaires élus par eux. On les appelait les *improvement act commissioners*. En 1848, la plupart des villes dont nous parlons furent autorisées à se rendre applicable la législation sanitaire qui venait d'être votée. Le législateur britannique qui venait d'élaborer un véritable code d'hygiène n'osait alors le mettre en vigueur que dans les agglomérations qui demandaient à y être soumises.

1848. Un conseil de district a les mêmes pouvoirs qu'un conseil de bourg au point de vue de l'application des lois sanitaires ; mais, d'une façon générale, il a des prérogatives moins étendues.

En 1875, le Parlement a donné la qualité de district sanitaire rural à toutes les unions de paroisses qui n'avaient pas été dotées d'un bureau d'hygiène et les a fait administrer, au point de vue sanitaire, par un conseil élu par leurs habitants. Pour que les lois sur l'hygiène puissent devenir applicables dans telle ou telle localité, il fallait qu'un dixième des contribuables résidant dans celle-ci en fissent la demande au Parlement.

Les bureaux d'hygiène furent constitués, en 1848, dans les localités dont les habitants demandaient de se rendre obligatoire la loi sanitaire, mais ne dépendaient d'aucune autorité municipale. Le Parlement autorisait ces agglomérations à élire des conseils administratifs, qui étaient chargés de faire appliquer les lois sanitaires sur leur territoire. En 1875, les bureaux d'hygiène sont devenus les conseils de district sanitaires.

Le *local government act* de 1894 a donné à ces autorités locales leur physionomie actuelle. Le conseil de district rural est élu par les électeurs paroissiaux du district rural. Il est chargé, comme le conseil de district urbain, de l'application des lois sanitaires et de l'entretien de la voirie sur son territoire. Ce corps

local exerce maintenant les fonctions dont étaient chargés, avant 1894, non seulement le conseil de district sanitaire rural, mais encore le conseil de district routier.

Il n'est pas sans intérêt de constater qu'en Angleterre les villes et les campagnes ne sont pas soumises au même régime administratif.

Dès qu'un bourg anglais est suffisamment peuplé pour constituer un ensemble d'intérêts considérables, on le rend indépendant du comté, en en faisant un bourg de comté. En outre, au lieu d'assimiler, au point de vue administratif, un petit village à une ville, on fédère pour ainsi dire les paroisses rurales en districts ruraux, qui constituent alors des groupements presque égaux, en importance et en droits, aux districts urbains et aux bourgs.

CHAPITRE II

HISTOIRE DE L'ADMINISTRATION DU COMTÉ

Le comté est une vieille circonscription locale de l'Angleterre ; il existait déjà du temps de la domination des Angles et des Saxons. « La tradition nationale attribua de bonne heure à Alfred le Grand l'honneur d'avoir divisé le pays en comtés ou, pour mieux dire, en *shires*. Si l'exactitude matérielle de cette tradition n'est pas démontrée, du moins il n'y a rien qui la contredise absolument. C'est au temps de la splendeur de la monarchie anglo-saxonne (de 871 à 975) que le partage du royaume en districts administratifs s'est accompli. Un document datant de la fin de cette période contient une liste de trente-deux *shires*, qui correspondent à des comtés actuels » (1) (2).

(1) VAUTHIER, *le Gouvernement local de l'Angleterre*, p. 1.

(2) L'Angleterre comprend actuellement quarante comtés, et le pays de Galles douze. (Voir VAUTHIER, *le Gouvernement local de l'Angleterre*, p. 2, 5^e paragraphe.)

L'époque anglo-saxonne est peu connue, et au point de vue qui nous intéresse, comme à tous les autres du reste, elle diffère tellement des temps actuels, qu'elle ne présente que fort peu d'intérêt. Il est néanmoins indispensable d'en dire quelques mots, de façon à en donner au lecteur une notion au moins très générale.

L'un des traits caractéristiques du comté saxon ou *shire*, c'est la grande part que prennent les hommes libres qui président à son administration. Le représentant du roi (*scir gereffa*, *earl* ou *count*) convoquait deux fois par an, à des époques déterminées, les habitants libres du comté, afin de prendre leur avis sur toute chose importante et de rendre la justice avec leur concours; c'était cette réunion qui constituait le *scir gemot* (1) (2).

Au ix^e siècle, la féodalité et, par conséquent, la seigneurie font leur apparition en Angleterre, comme dans le reste de l'Europe. Le pouvoir central saxon, étant très faible, n'a pas été un obstacle en Angle-

(1) Voir VAUTHIER, *le Gouvernement local de l'Angleterre*, p. 3, dernier paragraphe, et p. 4, 1^{er} paragraphe.

(2) Le comté saxon ou *shire* se subdivisait en *hundreds* ou *centuries*. Les hommes libres de chacune de ces subdivisions du comté s'y réunissaient douze fois par an, pour y assurer l'administration de la justice et y maintenir l'ordre public. Ces assemblées étaient présidées par le *scir gereffa* ou son suppléant; elles constituaient ce qu'on appelait des *hundreds gemots*. Elles s'occupaient de questions moins importantes et d'un intérêt moins général que le *scir gemot* du comté. (Pour plus de développement sur cette question, voir VAUTHIER, *le Gouvernement local de l'Angleterre*, p. 4, 5 et 6.)

terre à cette désagrégation de l'État, et si le régime féodal y a pris moins d'extension qu'ailleurs, cela a tenu probablement, entre autres causes, à l'habitude qu'avaient les hommes libres de ce pays de se réunir pour participer à son gouvernement local. Une vie publique intense constitue, en effet, un lien puissant entre les habitants d'une région, et ne rend pas le terrain propice aux empiétements de pouvoir des hauts fonctionnaires et des riches particuliers.

Quoi qu'il en soit, l'Angleterre n'échappe pas complètement, au ix^e siècle, à la féodalité (1), et à cette époque l'on peut y voir, comme dans les autres parties de l'Europe, de gros propriétaires fonciers transformer leurs maisons en châteaux forts et devenir sur leurs terres de véritables petits souverains, à peu près indépendants en fait (2). Ils perçoivent des taxes, administrent, et rendent la justice. Le tribunal du seigneur a pour justiciables les serfs et les paysans habitant sur les terres de ce dernier.

A la fin du xi^e siècle, un événement important se produit : la conquête de l'Angleterre par les Normands. Jusque-là, le pouvoir central avait été très faible dans ce pays; mais maintenant il va y devenir très fort.

Guillaume le Conquérant, le nouveau roi que les

(1) Voir VAUTHIER, *le Gouvernement local de l'Angleterre*, p. 6, 7, 8, 9 et 10.

(2) « On estime que les habitants qui se trouvaient dans une dépendance plus ou moins étroite à l'égard des grands propriétaires fonciers représentaient plus de la moitié du royaume. » (VAUTHIER, *le Gouvernement local de l'Angleterre*, p. 8.)

armées normandes ont imposé à l'Angleterre, n'est pas homme à se résoudre à être un souverain à peu près nominal, comme les princes qui ont régné jusque-là sur les Saxons. Du reste, il a conquis un trône par l'épée, et il ne peut s'y maintenir qu'en restant fort. Il y a eu dans ce soldat heureux autre chose que l'étoffe d'un vulgaire aventurier, et il paraît avoir eu des idées de véritable homme d'État. Il fallait imposer sa domination et celle de ses Normands aux populations saxonnes; aussi a-t-il toujours réprimé avec la plus grande énergie toute tentative de révolte de leur part. Il fallait cependant aussi ne pas tourmenter les vaincus inutilement, et tâcher de les rattacher à l'ordre de choses nouveau; aussi a-t-il laissé subsister leurs vieilles institutions locales, comme le *scir gemot* et le *hundred gemot*, en faisant en sorte pourtant qu'elles fussent sous sa dépendance. En outre, il eut assez de clairvoyance pour comprendre que le véritable danger qui menaçait son État naissant, c'était la féodalité, par qui tant de rois de son temps étaient réduits à l'impuissance.

Après ses victoires, il fut obligé de donner en fief à ses compagnons d'armes les terres des seigneurs saxons dépossédés; mais comme c'était un profond politique, il fit en sorte de les distribuer aussi également que possible, afin d'éviter la création, comme en France, de grands feudataires qui auraient pu tenir en échec le pouvoir royal.

Néanmoins il y avait dans son armée des seigneurs qui lui avaient rendu de grands services, et qu'il ne pouvait pas se dispenser de récompenser d'une façon spéciale. Il n'y manqua pas ; mais il procéda de telle sorte, que sa reconnaissance ne créât pas de danger pour la suprématie de la couronne d'Angleterre. Il leur donna en fief des terres plus considérables que celles des autres, mais dispersées sur différentes parties de son royaume. « Robert Mortain, le mieux partagé des compagnons du Conquérant, comptait, nous dit M. Glasson, 248 manoirs dans le Cornwall, 54 dans le Sussex, 54 dans le Yorkshire, 99 dans le comté de Northampton, sans compter ceux qu'il possédait en moins grand nombre dans d'autres comtés (1). » On le comprend facilement, Guillaume n'avait plus à redouter, en agissant ainsi, la formation d'États féodaux indépendants.

Poursuivant toujours sa politique de défense préventive contre les empiétements possibles de ses plus grands feudataires, il fit prêter serment de fidélité, en 1085, à Salisbury, à tous ses vassaux et arrière-vassaux (2). Ainsi il liait directement par l'honneur, à sa maison, toute la noblesse d'Angleterre, tandis que son voisin le roi de France, qui ne recevait

(1) GLASSON, *Histoire des Institutions politiques de l'Angleterre*, tome II, p. 153.

(2) Voyez GLASSON, *Histoire des Institutions politiques de l'Angleterre*, tome II, p. 14.

l'hommage que de ses principaux vassaux, ignorait les autres et était bien souvent ignoré d'eux.

L'autorité royale étant devenue très puissante en Angleterre après la conquête normande, l'une des conséquences de cet état de choses est de rendre beaucoup plus fort le lien qui rattache le comté au pouvoir central.

Guillaume le Conquérant sait, par l'expérience de ce qui s'est passé dans les États voisins, que de hauts fonctionnaires trop puissants peuvent être tentés de se rendre indépendants du souverain qui les nomme. Aussi s'efforce-t-il d'empêcher que son représentant dans le comté y ait une situation trop solide. Il crée bien des comtes, mais aussi peu que possible, et ceux qu'il gratifie de ce titre n'ont dans les comtés, qui dépendent théoriquement d'eux, presque aucun pouvoir effectif (1). Ces comtes ne sont, en somme, que de hauts dignitaires sans autorité réelle, qui ne seront jamais assez forts pour songer à s'affranchir de la souveraineté royale. Guillaume fait gouverner effectivement le comté par le *viscomes* ou *sheriff*, qui est élu tous les ans par les francs-tenanciers du comté (2), mais dont la nomination est soumise à l'approbation royale. Ainsi il évite l'inféodation de cette fonction.

(1) Voyez ARMINJON, *l'Administration locale de l'Angleterre*, p. 17.

(2) GLASSON, *Histoire des Institutions politiques de l'Angleterre*, tome II, p. 360.

Le *viscomes* ou *sheriff* préside le *scir gemot* ou cour du comté, qui continue à fonctionner comme par le passé; mais la multiplicité de ses occupations l'empêche de se rendre à l'*hundred gemot*, où il se fait ordinairement représenter par des officiers d'ordre inférieur, désignés sous le nom de baillis.

Cependant la vieille organisation saxonne ne suffit plus pour maintenir l'ordre public, qui est souvent troublé à cette époque. Aussi le *sheriff* doit-il paraître deux fois par an en justicier dans chaque *centurie* (synonyme d'*hundred*), accompagné de douze vassaux et arrière-vassaux, pour y tenir avec leur concours une sorte de tribunal de police (*court leet*), devant lequel comparaissent les délinquants. C'est le *turnus viscomitis* ou tour du vicomte (1).

Sous les premiers rois normands, comme du reste déjà à la fin de l'époque saxonne, il y a à l'intérieur des comtés de petites seigneuries dont les propriétaires sont de véritables souverains, et qui ont spécialement le droit de justice sur les paysans qui habitent sur leurs terres. Mais ici le terrain n'est pas favorable au développement des institutions féodales. La petite féodalité dont nous parlons ne peut pas, en effet, s'appuyer sur une grande, grâce à la politique habile de Guillaume le Conquérant, et, de plus, elle a en face d'elle un État jeune et vigoureux qui veut vivre, et

(1) Voyez VAUTHIER, *le Gouvernement local de l'Angleterre*, p. 14.

qu'il n'est pas facile de désagréger. Et puis ce n'est pas tout; ce qu'il y avait de plus opposé à la féodalité, comme nous l'avons déjà fait remarquer plus haut, c'était l'existence, dans l'Angleterre du moyen âge, d'une vie publique et même presque uniquement locale, si rudimentaire qu'elle fût. Il est probable que ce fut là une des raisons qui ont déterminé les rois normands à respecter les institutions relativement libres des Saxons vaincus.

La seigneurie n'est, en somme, dans le comté anglais qu'un accident presque anormal, qui ne paraît pas conforme à la nature des choses, et elle ne tardera pas à disparaître complètement. Le tribunal féodal, qu'on désigne sous le nom de manoir à partir de la conquête normande, se voit de bonne heure enlever la plupart des cas importants, par l'usage fréquent que font les rois d'Angleterre du droit d'évocation, et il ne tarde pas à tomber en pleine décadence (1).

Sous les premiers rois normands, le principal rouage de l'administration du comté, c'était donc le vicomte ou *sheriff*. Mais les fonctionnaires de ce nom étaient loin de donner complète satisfaction à ceux qu'ils administraient et à l'autorité royale. « Leur équité, leur science, leur docilité, laissaient infiniment à désirer, leurs vexations irritaient la population anglo-saxonne, et leur vénalité entraînait les abus les plus

(1) Voyez VAUTHIER, *le Gouvernement local de l'Angleterre*, p. 15.

graves (1). » Mais les rois normands veulent faire régner l'ordre et la paix dans leur royaume. Aussi organisent-ils, dès la seconde moitié du ^{xr}^e siècle, une nouvelle institution dont le but est de surveiller les *sheriffs* et de les suppléer au besoin : celle des juges voyageurs.

Ce sont des envoyés du roi d'Angleterre, semblables aux *missi dominici* de Charlemagne, dont la fonction est de parcourir les comtés et d'y faire respecter partout la volonté de leur souverain. « Ils surveillent et contrôlent l'administration des *sheriffs*; au besoin ils se substituent à eux et les dépouillent indirectement de leur autorité; leur compétence est universelle, elle s'étend à la justice, aux finances, à l'armée. La justice devient bientôt leur préoccupation dominante, et au bout d'un certain temps ils ne sont plus que des juges. Depuis un statut de 1285, ces juges sont de véritables magistrats qui font partie de la cour du roi, et qui s'en détachent périodiquement pour rayonner dans le pays, pour présider dans les comtés les assises civiles et les assises criminelles. Ces juges remplacent les anciens *justiciarii itinerantes*, et les fonctions qu'ils remplissaient dès le ^{xiii}^e siècle sont aujourd'hui encore exercées par leurs continuateurs du banc de la reine » (2).

(1) VAUTHIER, *le Gouvernement local de l'Angleterre*, p. 16.

(2) VAUTHIER, *le Gouvernement local de l'Angleterre*, p. 16 et 17.

Les premiers rois normands de l'Angleterre ont été très forts parce que, par une politique clairvoyante et habile, ils ont su se garer de l'ennemi de tous les monarques de leur temps, de la haute féodalité ; mais ils n'ont pas régné sur un peuple accoutumé à l'obéissance passive vis-à-vis de l'État. Au contraire, comme nous l'avons vu, les Saxons étaient habitués depuis longtemps à s'occuper de la chose publique, et par conséquent à la contrôler. Leurs vieilles institutions, que les princes normands avaient respectées dans leur ensemble, contenaient des germes féconds de liberté politique. Il n'y avait pas sans doute en Angleterre de grand seigneur assez puissant pour traiter à lui seul d'égal à égal avec son roi, mais la masse des barons de ce pays avait pris l'habitude de collaborer au gouvernement des comtés avec les autres hommes libres, et, dans les bourgs, les bourgeois s'occupaient activement de l'administration municipale. Au début de la conquête normande, les races des vainqueurs et des vaincus sont encore distinctes, et les premiers sentent la nécessité de la discipline pour maintenir leur domination. Mais peu à peu, par la force des choses, les Saxons et les Normands se fondent entre eux et se transforment en Anglais. Après un siècle, la fusion est à peu près complète, et tous ces hommes, que ne sépare plus un antagonisme de race, se trouvent groupés entre eux, au moyen de leurs institutions locales libres, et il leur semble tout naturel, à eux

qui prennent une part active à l'administration des comtés et des bourgs, de demander à contrôler le gouvernement du royaume d'Angleterre. Aussi, lorsqu'un monarque comme Jean sans Terre donnera à ses sujets, par ses abus de pouvoir, de légitimes motifs de plainte, l'on pourra voir tous les Anglais marcher unis contre la tyrannie royale et réclamer des garanties contre elle pour l'avenir.

Ils les obtiendront en obligeant leur souverain à signer la grande charte en 1215. Cet acte, qui contient des engagements formels du roi d'Angleterre vis-à-vis de son peuple, a surtout de l'importance au point de vue de l'histoire constitutionnelle de ce pays ; nous ne nous étendrons donc pas sur ce point. Nous nous bornerons à faire remarquer que de l'époque où il a été signé, date la limitation effective du pouvoir royal en Angleterre par une assemblée représentative de la nation, ce qui revient à dire qu'il a donné naissance au Parlement anglais.

La conséquence de la grande charte, au point de vue de l'administration locale de l'Angleterre, est d'augmenter l'importance de la petite noblesse, ainsi que des propriétaires libres dans les comtés, et de la bourgeoisie dans les bourgs. Ces classes, unies à la haute aristocratie, ont triomphé de Jean sans Terre, et elles vont constituer plus tard la Chambre des communes. En vertu de la grande charte, le Parlement ne devait être convoqué que dans le cas où

l'autorité royale voudrait lever de nouveaux impôts; mais dès la fin du ^{xiii}^e siècle il devient à peu près permanent, et au milieu du ^{xiv}^e siècle il se partage en deux assemblées : l'une, la Chambre des lords, composée des grands seigneurs du royaume; l'autre, la Chambre des communes, formée par la réunion des députés des bourgeois des villes et des représentants de la petite noblesse, ainsi que des francs-tenanciers des comtés. L'homme libre, le propriétaire foncier, qui se bornait autrefois à aider le *sheriff* dans l'administration locale, prend donc en quelque sorte une importance nationale (1).

L'organisation locale que nous avons décrite sommairement était loin d'être parfaite. Le *sheriff* est un être vénal qui remplit mal les trop multiples fonctions dont il est chargé; le juge itinérant présente des garanties réelles, mais ne peut pas être toujours présent dans les comtés. On avait supporté relativement facilement ces imperfections, quand la brutalité des mœurs ne les rendait pas sensibles, et quand la population des comtés et des bourgs n'avait pas de moyen efficace de faire entendre en haut lieu ses revendications. Mais l'époque à laquelle nous parvenons maintenant, le

(1) Ces développements sont le résumé d'une partie du cours de droit constitutionnel comparé : *la Formation du Gouvernement parlementaire*, de M. le professeur BOUVIER, en 1907-1908, à la Faculté de droit de l'Université de Lyon.

xiv^e siècle (1), a été en Angleterre, comme dans la plupart des autres pays de l'Europe occidentale, une période de transition entre la féodalité expirante et l'organisation moderne naissante. Un état social nouveau, auquel on est mal préparé, se forme avec l'affaiblissement de l'autorité seigneuriale, l'affranchissement des serfs, le développement de l'industrie et du commerce, l'augmentation du bien-être et le perfectionnement de la culture générale des esprits. Cet ordre de choses nouveau demande des institutions nouvelles, et la vieille organisation locale, qu'on avait supportée jusque-là, apparaît à tous comme notablement insuffisante. Ce qu'on lui reproche surtout, c'est de mal assurer l'ordre public, ce besoin essentiel de toute société civilisée. Toutefois le Parlement anglais siège alors régulièrement, et il comprend dans son sein des membres du tiers état, c'est-à-dire de la classe la plus intéressée peut-être à la sécurité des personnes et des propriétés. Aussi ne manquera-t-il pas de se faire l'interprète, auprès du roi, des griefs des populations contre l'organisation locale. « Aucune bourgeoisie moderne, écrit Gneist, n'a certes réclamé autant de police que les Parlements anglais d'alors, qui ne pouvaient jamais obtenir assez de paix publique, ni assez d'appui pour son maintien (2). »

(1) Voir VAUTHIER, *le Gouvernement local de l'Angleterre*, p. 33, paragraphe 2.

(2) Voyez GNEIST, *la Constitution communale de l'Angleterre* (traduction française), tome I^{er}, p. 233, 2^e paragraphe.

Dans d'autres pays que l'Angleterre, on n'est arrivé à assurer l'ordre nécessaire à tout État civilisé qu'en développant beaucoup le pouvoir central, et en soumettant à une discipline rigoureuse vis-à-vis de lui tout ce qui était au-dessous de lui. Mais Édouard III ne procéda pas ainsi, au milieu du ^{xiv}^e siècle, pour assurer à ses sujets le bienfait de la sécurité. Il confia, en effet, à un certain nombre de gros propriétaires fonciers la mission délicate de maintenir la paix dans leurs comtés respectifs. On donna à ces hommes le nom de juges de paix (*justices of peace*). Cette institution date de 1360, et sa création marque une orientation définitive de la politique locale de l'Angleterre dans la voie de la décentralisation. L'État anglais déléguait, en somme, une partie de ses pouvoirs à des notabilités régionales.

« Un statut déclara que dans tout comté il serait nommé, pour la conservation de la paix, un lord et, avec lui, trois ou quatre des hommes les plus respectables de la circonscription, de même que quelques jurisconsultes. Ils doivent saisir et arrêter les accusés et les suspects et les envoyer en prison, exiger de tous ceux dont la réputation est mauvaise qu'ils fournissent des sûretés et des cautions garantissant leur bonne conduite à l'égard du roi et de son peuple, et, ces garanties faisant défaut, infliger aux personnes incriminées un châtimement convenable ; juger enfin sur une accusation, intentée au nom du roi et conformé-

ment aux lois et aux coutumes, les félonies et les crimes commis dans les comtés (1). »

La création des juges de paix a eu pour conséquence l'avènement de la *gentry* au gouvernement des comtés. Ce terme *gentry* désigne bien une aristocratie au sens large de ce mot, mais ne signifie nullement noblesse. La *gentry*, c'est la classe des gros propriétaires fonciers ruraux. La noblesse anglaise a perdu de bonne heure son caractère de caste militaire pour devenir une classe politique (2).

A partir du XIII^e siècle, il n'y a presque plus de différence, en Angleterre, entre la classe de la petite noblesse et celle des gros propriétaires libres. La noblesse dans ce pays occasionnait, en effet, plus de charges qu'elle ne procurait d'avantages. Les premiers rois normands de l'Angleterre sont assez forts pour exiger des nobles le strict accomplissement de leurs devoirs militaires féodaux. Il en résulte pour les chevaliers des déplacements fréquents et d'autant plus onéreux que, lorsqu'on les appelle à l'armée, c'est bien souvent pour aller guerroyer en France. Aussi prennent-ils l'habitude de se racheter du service militaire à prix d'argent. Les nobles devaient, de plus, payer un impôt assez considérable quand on

(1) Voir VAUTHIER, *le Gouvernement local de l'Angleterre*, p. 35, dernier alinéa, et p. 36, 1^{er} alinéa.

(2) Voir GLASSON, *Histoire des Institutions politiques de l'Angleterre*, tome III, p. 86, 90 et 91, 1^{er} alinéa. — Voir également VAUTHIER, p. 30, dernier alinéa.

les armait chevaliers. Aussi, dans un but d'économie, ils ne se prévalent plus de leurs prérogatives particulières et négligent même de se faire armer chevaliers, ce qui coûte cher et n'a plus de raison d'être, puisqu'ils ne combattent plus. La conséquence de cet état de choses est que, bientôt, presque plus rien ne distingue les nobles des gros propriétaires fonciers, et que ces deux classes se fondent en une seule, la *gentry*.

C'est dans cette dernière classe que les *magistrates* furent recrutés, en fait, dès le début; mais, un siècle environ après leur institution, un statut d'Henri IV subordonna leur nomination à des conditions de cens (1). A partir de cette loi il fallut, pour devenir juge de paix, avoir une fortune territoriale de vingt livres de revenu au minimum. Ce cens fut, depuis, modifié plusieurs fois. En 1888 il s'élevait à cent livres, mais en 1906 il a été complètement supprimé.

Les nobles, dès le *xiv^e* siècle, mirent leur point

(1) « On reconnaissait cependant qu'à la fortune devait se joindre la capacité. Un riche propriétaire, quelque confiance qu'il méritât d'inspirer par son caractère, pouvait n'être qu'un juriste médiocre. Dans le cas où il ne se trouvait pas parmi les propriétaires justifiant du cens requis un nombre suffisant de personnes versées dans la science du droit et de l'administration, le lord chancelier, aux termes même du statut qui vient d'être indiqué (celui d'Édouard VI), était invité à désigner comme juges de paix une certaine proportion de personnes instruites dans la science des lois. C'est à la nécessité d'avoir des magistrats éclairés que se rattache la clause célèbre dite du *quorum*. Dans les commissions instituant des juges de paix, il était dit que deux ou plusieurs d'entre eux devaient agir de concert pour avoir le droit d'instruire et de juger certaines

d'honneur à ne jamais demander de rétribution pour les services rendus par eux au comté, en qualité de juges de paix. Aussi la gratuité des fonctions de *magistrate* devinrent-elles bientôt un usage constant, et ce fut là peut-être une des raisons qui éloignèrent les gens de loi des *county benches* (1).

MM. Redlich et Hirst prétendent, non sans raison, que la création des juges de paix a été une transaction entre les « tendances de centralisation de la tradition normande et le provincialisme obstiné de la tradition saxonne (2) ». Les *magistrates* sont, en effet, des représentants des intérêts locaux qui, par suite de leur groupement, sont moins sous la coupe du pouvoir central que le *sheriff* fonctionnaire unique; mais l'État anglais s'est réservé le droit de les nommer et même de les révoquer au besoin, ce qui est de nature à empêcher toute velléité excessive d'indépendance de leur part.

Pourtant, il importe de le rappeler, dès le début de la conquête, les rois normands respectèrent tou-

affaires. La clause ajoutait toutefois : « pourvu que l'une ou plusieurs de ces personnes indiquées nominativement comme suit, participent à l'exercice de cette fonction : *Quorum aliquem vestrum A B C D unum esse volumus*. » Les individus que la commission énumérait nominativement, et dont elle exigeait le concours, étaient précisément des juriconsultes. La clause du *quorum* fut usitée jusqu'au XVIII^e siècle; à compter de cette époque elle perdit toute importance. » (VAUTHIER, *le Gouvernement local de l'Angleterre*, p. 5, 37 et 38.)

(1) Voir VAUTHIER, *le Gouvernement local de l'Angleterre*, p. 38.

(2) Voir REDLICH et HIRST, *le Gouvernement local de l'Angleterre*, traduction par W. OUALID, tome I^{er}, p. 24.

jours, dans la mesure du possible, les habitudes d'indépendance des Saxons. Quand Édouard III fit crédit, pour ainsi dire, aux propriétaires libres des comtés, ce n'était pas la première fois que le pouvoir central anglais avait recours à leurs services. Ils collaboraient déjà, comme on a pu le voir, à la cour du comté, à la *court leet*, au tribunal de l'*hundred*, et, de plus, l'autorité royale avait souvent recours à quelques-uns d'entre eux (1), pour assurer l'exécution de certains statuts spéciaux, relatifs au taux des denrées alimentaires, à la fabrication d'objets manufacturés, au taux maximum des salaires, à la répression de la mendicité et de l'excès de luxe.

La création des juges de paix constitua sans doute une sorte de *modus vivendi* nouveau, entre les autorités comitales et centrales; mais elle n'inaugura pas pourtant, de la part des rois d'Angleterre, une politique locale absolument nouvelle.

Une institution locale comme celle des juges de paix pouvait, au ^{xiv}^e siècle, donner de bons résultats dans un pays comme l'Angleterre, dont l'unité avait été fortement cimentée par deux siècles de gouvernement autoritaire, où la noblesse avait perdu peu à peu son caractère féodal, et où l'absence de très grands feudataires supprimait le danger du séparatisme. Mais en eût-il été de même en France, où l'empreinte

(1) Voir ARMINJON, *l'Administration locale de l'Angleterre*, p. 18.

féodale avait été beaucoup plus forte et où la royauté capétienne parvenait difficilement à maintenir ses grands vassaux dans l'obéissance ? Cela semble douteux.

Quand Édouard III institua les juges de paix, il ne supprima pas pourtant le *sheriff* et les juges voyageurs. Les *governments* de l'Angleterre du temps que nous étudions ont déjà, comme ceux d'aujourd'hui, leur pouvoir limité par des institutions libres, représentatives de la nation qu'ils doivent diriger, et comme eux ils ont trop d'intérêts à ménager pour songer à appliquer, si peu que ce soit, le système radical de la table rase. Dans ce pays, les transactions sont déjà la règle en politique, et les mesures empiriques une nécessité.

Jusqu'à Édouard IV, le *sheriff* conserva son ancienne juridiction pénale en concurrence, semble-t-il, avec les juges de paix ; mais un statut de ce roi changea cette situation en lui enlevant tout pouvoir en matière pénale (1).

Peu à peu, à mesure que la forte situation du Parlement développe chez les Anglais l'esprit d'indépendance et de liberté, les *magistrates* tendent à devenir de plus en plus les gouvernants effectifs des comtés. Par contre, le *sheriff* et les juges voyageurs, qui figu-

(1) Voir GLASSON, *Histoire des Institutions politiques de l'Angleterre*, tome IV, p. 352 et 353.

raient au premier rang parmi les dirigeants du comté d'avant Édouard III, voient leur importance diminuer tous les jours au profit des juges de paix. Le *sheriff*, en effet, est bientôt réduit au rôle d'un magistrat inférieur, et le juge voyageur est confiné dans ses attributions judiciaires.

Aussi les juges de paix ne tardent-ils pas à devenir tout-puissants, et au xvi^e siècle, au milieu de la ruine et du discrédit des vieilles institutions féodales, ils constituent la seule autorité vivante du comté.

Les Tudors, dont le règne est caractérisé par un retour en arrière vers l'absolutisme, ne s'attaquent pas aux juges de paix, mais, au lieu de les combattre, augmentent leurs pouvoirs. N'est-ce pas, en effet, sous Henri VIII et sous Élisabeth qu'on leur a donné le droit de juger sans jury les infractions de peu d'importance (1) ? La révolution anglaise du xvii^e siècle, beaucoup plus politique que sociale, épargne l'institution des magistrats. Ces derniers arrivent enfin petit à petit à concentrer entre leurs mains presque tous les pouvoirs locaux. Au xviii^e siècle, il en est ainsi en fait. Ils ont d'importantes prérogatives judiciaires et sont, de plus, les administrateurs du comté.

D'eux dépendent non seulement la police, mais

(1) Voir ARMINJON, *l'Administration locale de l'Angleterre*, p. 20, paragraphes 2 et 3.

encore les routes, les ponts, les hospices d'aliénés, et la taxe du comté qui subvient aux dépenses occasionnées par ses services publics.

Du reste, non seulement le comté, mais encore tout le gouvernement local rural de l'Angleterre est entre les mains des *magistrates*, et, par conséquent, de cette aristocratie terrienne et politique, la *gentry*, dans laquelle ils se recrutent exclusivement. Les divers rouages du gouvernement local rural de ce temps sont, en effet, la cour de *quarter session*, la cour de *petty session* et la paroisse.

Or la cour de *quarter session*, c'est l'assemblée plénière de tous les juges de paix du comté, qui se réunit quatre fois par an, pour faire fonction de conseil d'administration comital et de tribunal répressif. La cour de *petty session* est composée des juges de paix de la *petty sessional division*. Elle juge les délits peu graves et s'occupe de quelques affaires administratives spéciales à cette subdivision du comté. La paroisse n'échappe pas à l'influence des *magistrates*. Ils nomment, en effet, ses principaux fonctionnaires, comme le *surveyor* des routes et les *averseers* des pauvres, et, de plus, ils exercent sur elle une véritable tutelle, surtout pour ce qui concerne l'assistance publique (1).

(1) VAUTHIER, *le Gouvernement local de l'Angleterre*, p. 222, paragraphe 2.

Au xviii^e siècle, en somme, la *gentry* arrive à l'apogée de sa puissance. Non seulement, comme nous l'avons montré, elle domine dans le gouvernement local de l'Angleterre, mais encore elle est maîtresse de la Chambre des communes, qu'elle compose presque exclusivement, et elle a une suprématie sociale incontestable par suite de la disparition graduelle des petits propriétaires ou *yeomen*. Cette aristocratie foncière est alors, en somme, une véritable classe dirigeante. Mais le développement industriel du xix^e siècle ne tardera pas à porter des coups sensibles à sa prépondérance sociale, et le *reform bill*, ainsi que d'autres mesures dont nous parlerons plus tard, diminueront beaucoup sa puissance politique et administrative.

En 1832, en effet, l'État anglais a à soutenir l'assaut d'un violent mouvement démocratique dû à des causes profondes, et s'il évite une révolution, grâce à l'habileté de ses pilotes, l'on peut dire néanmoins que, dès cette époque, il est manifeste qu'il y a quelque chose de changé dans l'organisation sociale et dans l'esprit public du vieux royaume d'Angleterre. L'aristocratie, qui y tient entre ses mains ou sous sa dépendance les principaux rouages du gouvernement, y est toujours une force; mais elle n'a plus affaire à un pays soumis à ses volontés, comme jadis. L'opinion n'est plus satisfaite de l'ancien ordre des choses, dont elle avait jusque-là facilement supporté les imperfec-

tions, et elle réclame des réformes. On ne veut plus que les propriétaires fonciers constituent tout le corps électoral, on ne veut plus de l'organisation archaïque des villes d'alors, on ne veut plus d'un régime douanier qui protège les intérêts de quelques gros propriétaires terriens aux dépens du bien-être de la masse de la population, etc. etc. Une foule de questions électorales, municipales, douanières, etc., se posent maintenant, et il faut les résoudre. La véritable raison d'être de toute cette agitation est que la situation économique de l'Angleterre, profondément modifiée par le grand développement que viennent de prendre son industrie et son commerce, demande un ordre de choses nouveau, au point de vue politique et administratif.

L'ancienne organisation de l'État anglais convenait à un peuple composé en grande majorité d'agriculteurs, et où la classe dirigeante était constituée presque exclusivement par celle des gros propriétaires fonciers. Mais à l'époque à laquelle nous sommes parvenus, maintenant la vieille Angleterre a subi une véritable transformation, la population urbaine tend à y devenir beaucoup plus nombreuse que celle des campagnes, une riche bourgeoisie à fortune mobilière s'est formée, la classe des ouvriers d'usine a pris un développement considérable, et le pays n'est plus, au point de vue économique et social, ce qu'il était au ^{xviii} siècle.

L'ancienne aristocratie anglaise, qui a l'habitude

des luttes politiques, fait d'abord front devant la poussée populaire ; mais bientôt, convaincue de son impuissance à s'opposer directement à un mouvement irrésistible, elle entr'ouvre, pour ainsi dire, les portes de l'État britannique à la démocratie. La Chambre des lords, en effet, après une énergique résistance, se décide enfin à voter le *reform bill* de 1832, qui, augmentant dans de grandes proportions le nombre des électeurs parlementaires, sans établir pourtant le suffrage universel, met, en fait, la Chambre des communes sous la dépendance des classes moyennes.

Désormais, la politique anglaise va prendre des tendances démocratiques. A partir de 1832, les gouvernants de l'Angleterre dépendent d'un corps électoral élargi, et ils comprennent que celui-ci devra fatalement être de plus en plus étendu. Aussi, à partir de cette époque, les réformes démocratiques succèdent-elles aux réformes démocratiques.

En 1834, c'est la réorganisation du régime des bourgs, dont les conseils municipaux seront désormais élus par le régime d'un suffrage presque universel ; en 1835, c'est la création des unions en vue de l'application de la loi des pauvres ; en 1848, c'est l'institution des districts sanitaires, qu'on perfectionnera en 1858 et en 1875 ; en 1865 et en 1884, ce sont de nouvelles extensions du droit de suffrage parlementaire, qui permettent à la grande majorité du peuple anglais de voter pour les élections des membres de la Chambre

des communes ; en 1870, c'est l'organisation de l'enseignement primaire obligatoire ; en 1887, c'est la loi sur les *small holdings*, dont nous parlerons plus loin ; en 1888, c'est le remplacement, pour ce qui concerne l'administration des comtés, des *quarter sessions* par des conseils élus ; en 1908, c'est la loi sur les pensions du vieil âge, et en 1911, c'est la réforme de la Chambre des lords.

Parmi toutes ces réformes, une seule nous intéresse spécialement, celle de la création des conseils de comté, et si nous nous sommes un peu étendus sur le caractère démocratique de la politique anglaise à partir de 1832, c'est afin que le lecteur se rende compte des circonstances dans lesquelles ces assemblées comitales ont été créées. La loi de 1888 sur les conseils de comté, il importe que nous le fassions ressortir, a été votée bien tard, à la fin du xix^e siècle, alors que les bourgs avaient déjà, depuis 1834, un régime moderne, alors que tant d'autres mesures législatives avaient déjà été marquées de l'empreinte démocratique.

Le mouvement anti-aristocratique de 1832 avait pourtant été dirigé en partie contre les *magistrates*. « Le *reform bill*, écrivait un radical de ce temps-là, serait lettre morte et aurait été une lutte sans triomphe, si nous devions continuer à être régentés par l'autorité des juges de paix et par l'orgueil clérical (1). »

(1) WEBB, *The English local government from the Revolution to the municipal corporation act*, livre II, p. 606, note 1 (phrase traduite par F. OLLIER).

L'institution des *magistrates* constituait, en effet, une manifestation concrète de la domination de l'aristocratie terrienne sur l'ensemble du pays. C'était là un rouage du vieux gouvernement anglais, qui ne pouvait s'adapter que difficilement, dans beaucoup de cas, aux nécessités de la société nouvelle, née du développement industriel du XIX^e siècle.

L'opinion publique des années qui précédèrent et suivirent 1830 avait toute une série de griefs contre les juges de paix. On reprochait à ces magistrats volontaires de ne pas assurer partout également l'ordre et la sécurité. La naissance d'industries nouvelles, en effet, avait fait naître des centres populeux nouveaux qui, ne faisant bien souvent partie d'aucun bourg, dépendaient, dans ce cas, des magistrats des comtés ruraux. Or les juges de paix n'avaient pas à résider dans ces agglomérations ouvrières, et alors leur éloignement avait de grands inconvénients quand on avait besoin d'eux inopinément, en cas de troubles, par exemple.

Un autre motif de mécontentement contre les juges de paix était la manière dont ils appliquaient la loi des pauvres (1). L'assistance publique était, en fait, entre les mains des *magistrates*, et les classes moyennes reprochaient à ceux-ci d'encourager les indigents à la

(1) Voir REDLICH et HIRST, *le Gouvernement local de l'Angleterre* (traduction W. OUALID), tome I^{er}, p. 136 et 137.

paresse par des secours exagérés, et de se montrer généreux aux dépens des contribuables à la taxe des pauvres, c'est-à-dire de la partie laborieuse et productive de la population.

Il y avait aussi la question de la chasse. On estimait, dans le peuple, que les *magistrates* réprimaient trop rigoureusement les délits de chasse. Leur sévérité en cette matière choquait d'autant plus, que la législation alors en vigueur réservait le droit de chasse aux gens de leur classe. Ne pouvaient, en effet, s'adonner à la chasse, avant le *game act* de 1831, que les francs-tenanciers ayant cent livres de revenu (1). Aussi, quand les juges de paix condamnaient un braconnier, il semblait au peuple qu'ils agissaient en vue de défendre un de leur privilège, et non d'assurer l'intérêt général.

Parmi les motifs à récriminations contre les *magistrates*, citons une loi de 1815 qui permettait à deux juges de paix d'ordonner la clôture d'un sentier ouvert au public à travers une propriété privée, s'ils estimaient que le maintien de cette servitude de passage n'était pas nécessaire à l'intérêt public (2). Voilà encore un cas, disait-on, où, comme quand il s'agit de la répression des délits de chasse, les magistrats propriétaires fonciers sont chargés de la défense

(1) Voir WEBB, *The English local government from the Revolution to the municipal corporation act*, livre II, p. 597, dernière phrase, et 598.

(2) Voyez WEBB, *The English local government*,... p. 600, *in fine*, et 601.

des intérêts de leur classe. Pour terminer l'exposition des griefs de l'opinion anglaise contre les juges de paix vers 1830, n'oublions pas de parler de la question des licences des débits de boissons (1).

Les juges de paix, en session spéciale, constituaient l'autorité compétente pour les accorder, et ils avaient la tendance de ne le faire que très difficilement, afin d'entraver les progrès de l'alcoolisme, qui était un fléau de l'Angleterre de cette époque.

De là de vives réclamations. Les *magistrates*, disait-on, par cette manière de faire provoquent un renchérissement de boissons, ce qui est onéreux pour les classes ouvrières, et de plus ils favorisent injustement certains commerçants au détriment d'autres.

Il y avait là, en somme, une série de griefs, dont plusieurs étaient sérieux, contre les juges de paix ; aussi sommes-nous étonnés de ce que cette vieille institution aristocratique n'ait pas été balayée par le mouvement démocratique de 1832.

Cette longévité des juges de paix a eu, selon nous, trois causes principales :

1° L'existence, dans l'Angleterre de 1832, comme dans celle d'aujourd'hui, de partis organisés ;

2° Le mépris des Anglo-Saxons pour les principes abstraits ;

(1) Voyez WEBB, *English local government*, p. 586, 587 et 588.

3° Le fait qu'avant 1888 l'on ne savait par qui les remplacer.

1° L'existence dans l'Angleterre de 1832 comme dans celle d'aujourd'hui de partis organisés.

Dans un état comme l'Angleterre, en effet, le parti victorieux ne peut presque jamais imposer ses vues d'une façon complète à ses adversaires. Dans ce pays, des partis politiques solidement organisés rendent la vie publique intense depuis longtemps, et les hommes au pouvoir n'ont pas à leur disposition ce puissant moyen d'influence qu'est une administration centralisée (1). Aussi, sur le terrain électoral, l'opposition lutte-t-elle à armes à peu près égales avec les partisans du gouvernement (2). De là il résulte que, dans la politique anglaise, les vainqueurs d'aujourd'hui ayant toujours à redouter d'être les vaincus de demain, les transactions sont la règle, et les mesures radicales l'exception. Après comme avant le vote du *reform bill* de 1832, les *whigs* et les *tories* ont continué à

(1) Voyez ce que dit M. Blake Odgers sur les conséquences du gouvernement par parti qui rend difficiles les réformes d'ensemble. (BLAKE ODGERS, *Local government*, p. 55.)

(2) Des propositions de loi tendant à réformer l'administration comitale furent présentées à la Chambre des communes en 1836, 1837, 1849, 1850, 1851, 1852, 1860, 1868, 1871, 1878 et 1879. (Voir REDLICH et HIRST, *le Gouvernement local en Angleterre*, traduction OUALID, tome I^{er}, p. 210 à 216, 1^{er} alinéa; p. 249 et 263, dernier alinéa.)

occuper alternativement le pouvoir, et si les premiers sont arrivés à imprimer au mouvement de la législation anglaise une tendance démocratique, ils ont dû néanmoins tenir compte de l'existence des seconds ; ils ont dû, pour obtenir des résultats, encore plus négocier que combattre. A partir de 1834, il a été discuté devant la Chambre des communes de nombreux projets de réforme de l'administration comitale, et si aucun d'eux n'a abouti avant 1888, cela a dû tenir certainement à ce que le maintien des *magistrates* dans leurs anciennes prérogatives a servi comme de rançon à beaucoup de mesures démocratiques.

2° Le mépris des Anglais pour les principes abstraits.

Les Anglais ont, comme tous les Anglo-Saxons en général, le mépris des principes abstraits, et toutes les questions politiques se ramènent pour eux à des questions concrètes d'affaires.

Il y avait bien, parmi les hommes politiques et les écrivains libéraux, des gens qui attaquaient le principe même de l'institution des juges de paix. De l'avis, en effet, de plusieurs des adversaires des *magistrates*, des hommes n'étaient plus suffisamment qualifiés, au XIX^e siècle, pour administrer toute une région, par ce seul fait qu'ils y étaient gros propriétaires fonciers,

et il était inadmissible que des administrateurs ayant un pouvoir de taxation fussent complètement indépendants de leurs administrés.

Mais l'ensemble des adversaires des juges de paix ne se plaçait pas sur ce terrain-là. Ce qui importait, selon eux, ce n'était pas l'application du principe de l'égalité des citoyens devant la loi, ou celui de la nécessité de l'élection des autorités locales, mais la bonne solution d'une multitude de petites questions, comme celle de l'assistance publique, de l'organisation des centres populeux, au point de vue de la justice répressive et de la police de l'octroi, des licences du droit de chasse, de la clôture des sentiers traversant des propriétés, etc.

Le Parlement anglais, dans les années qui précéderent et suivirent 1832, donna une solution aux plus brûlantes de ces questions. Les *licensing acts* de 1828 et de 1830 (1), en effet, limitent beaucoup l'arbitraire des juges de paix au point de vue de l'octroi des licences ; le *game act* de 1831 rend un grand nombre de délits de chasse justiciables des *quarter sessions*, c'est-à-dire du jury, et donne le droit de chasse à quiconque a payé à l'État la somme nécessaire pour avoir un permis (2) ; la loi de 1835, par laquelle sont créées

(1) Voir WEBB, *English local government from the Revolution to the municipal corporation act*, p. 603.

(2) Voir WEBB, p. 605, note 2.

les unions, réforme l'assistance publique, qui cesse désormais d'être sous la dépendance des *magistrates*, et enfin une autre réforme, votée la même année, enlève à deux *magistrates* le droit de clore un sentier privé, pour ne le laisser qu'à la cour de *quarter session* (1). En somme, le législateur anglais, sans toucher à l'institution même des juges de paix, avait su donner satisfaction à la plupart des réclamations que l'on formulait contre ceux-ci. Or c'était là tout ce que demandait l'opinion anglaise, avant tout préoccupée d'obtenir des avantages concrets et des résultats pratiques. Qu'est-ce que cela lui faisait que les *magistrates* subsistassent, si l'on mettait fin à leurs abus?

Du reste, vers 1830 et dans les années postérieures, l'on ne se plaignait pas de l'ensemble de leur administration et de leur justice dans les comtés. On avait contre eux des griefs de détail que nous avons exposés; mais l'on n'était nullement hostile à leur institution en elle-même. « Les principes mis à part, on n'avait guère de reproches à adresser à l'administration d'un banc de comté moyen, » écrivent MM. Redlich et Hirst au sujet de l'époque que nous envisageons (2).

Aussi le peuple anglais, dès qu'il eut reçu les satis-

(1) Voyez WEBB, *English local government from the Revolution to the municipal corporation act*, p. 604, dernière phrase.

(2) Voir REDLICH et HIRST, *le Gouvernement local en Angleterre*, traduction OUALID, tome I^{er}, p. 216, 1^{er} paragraphe.

factions de détail qu'il réclamait, finit-il par s'accommoder très bien de la domination des *magistrates*.

Si une loi votée par le Parlement, en 1888, a retiré plus tard aux juges de paix leurs importantes fonctions d'administrateurs des comtés, cela n'a pas été dans le but de donner satisfaction à des réclamations de l'opinion démocratique contre une institution aristocratique, mais afin de permettre, comme nous le montrerons plus loin, la réorganisation de tout le gouvernement local de l'Angleterre.

« Je crois, disait, en 1888, à la Chambre des communes M. Ritchie, le ministre auteur de la loi dont nous parlons, que s'il n'avait pas été désirable d'augmenter les pouvoirs de l'autorité administrative des comtés, il n'y aurait pas eu de mouvement d'opinion en faveur d'un changement, même partiel, de leur administration actuelle (1). »

3^e Le fait qu'avant 1888 l'on ne savait par qui les remplacer.

Qui en effet, en 1832, aurait-on mis à la place des *magistrates*, à la tête de l'administration des comtés ?

(1) *Hansard's parliamentary debates*, volume 323, 2 mars 1888 au 21 mars 1888. Discours de M. Ritchie, p. 1642 et 1643 (phrase traduite par F. OLLIER).

Lord John Russel, un ministre *whig* du milieu du siècle dernier, n'a pas craint de dire un jour, à une députation, qu'il n'y avait pas dans le

Des préfets et des tribunaux judiciaires, comme ceux de chez nous; en un mot, une organisation locale semblable à la nôtre? Une pareille mesure aurait constitué une révolution complète par rapport à ce qui existait auparavant, et de plus elle aurait mis fin au *self government* des comtés. Il ne fallait donc pas y songer. Des conseils de comté élus? L'instruction primaire était tellement peu répandue dans les campagnes à cette époque-là, et les populations rurales étaient si dégradées, que cette solution ne pouvait pas donner pratiquement de bons résultats (1).

Des juges de paix nommés et payés par l'État? Les *whigs* et les *tories* se trouvaient d'accord pour repousser tout projet de ce genre. « Que pouvons-nous substituer à la magistrature gratuite? disait un écrivain du temps, Sydney Smith; il n'est pas douteux qu'une collection de juges ruraux, appointés par le gouvernement, deviendraient bientôt des tyrans corrompus et odieux, comme le sont souvent les magistrats du continent. Les *magistrates*, tels qu'ils sont actuellement, constituent un boulevard contre l'omnipotence de l'État (2). » Un journaliste *whig* du *Morning Chronicle* qualifiait les agissements possibles de

pays de mouvement réel ou général en faveur de la réforme de l'administration comitale. (Voyez dans ce sens REDLICH et HIRST, traduction ORALID, p. 216, fin du 1^{er} paragraphe.)

(1) Voyez WEBB, *English local government from the Revolution to the municipal corporation act*, livre II, p. 606.

(2) Cité par WEBB, p. 606.

juges de paix appointés (1) de « constantes, artificieuses et pourtant spécieuses opérations de serviteurs appointés du gouvernement, bien familiarisés avec les subtilités de la loi ».

Néanmoins, si la politique à tendances démocratiques du Parlement anglais, après le vote du *reform bill*, respecta l'institution des *magistrates*, elle lui porta cependant indirectement des coups sensibles. Avant 1832, la *quarter session*, la *petty session*, la *vestry paroissiale* et le conseil municipal du bourg étaient les seules autorités locales de l'Angleterre. Après cette époque, l'on estime ces vieux rouages insuffisants à satisfaire les besoins modernes, et l'on crée à côté d'eux plusieurs corps locaux nouveaux que l'on charge de cette mission.

Il y a bientôt des unions de paroisses en vue de l'application de la loi des pauvres, des conseils de districts sanitaires dont le but est de faire respecter la législation sur l'hygiène publique, des conseils de districts routiers destinés à permettre une bonne organisation de la voirie rurale, et des conseils de districts scolaires, institués pour diffuser l'enseignement primaire. Ces autorités nouvelles sont étroitement surveillées par le pouvoir central, et ne sont que dans une très faible mesure soumises à l'influence des juges de paix.

(1) Cité par WEBB, *English local government from the Revolution to the municipal corporation act*, livre II, p. 606 et 607.

Aussi, peu à peu, la situation des *magistrates* se trouve-t-elle diminuée. En 1888, avant le vote de la loi dont nous nous occupons, ils gouvernent encore le comté; mais une grande partie de l'administration locale leur échappe. Cela n'est pas tant dû aux pouvoirs qu'on leur a retirés, qu'à ceux qu'on ne leur a pas donnés. Comme on a organisé à peu près en dehors d'eux de nouvelles institutions locales, cela est, pour beaucoup de gens, la preuve qu'ils ne sont pas indispensables et qu'on peut se passer d'eux. Du reste, cela est exact: la *gentry* (1) n'est plus, à la fin du xix^e siècle, la seule classe suffisamment éclairée pour se charger de l'administration des comtés, et même de l'ensemble du gouvernement local. Ce qui était vrai au moyen âge, aux xvi^e, xvii^e, xviii^e et même au commencement du xix^e siècle, ne l'est plus en 1888. L'instruction a été répandue autant que possible, et, de plus, les populations ont pu faire, en quelque sorte, leur éducation administrative, dans les petits conseils locaux électifs, auxquels elles ont accès. On est donc amené à ne plus considérer le juge de paix comme un rouage supérieur, nécessaire à toute bonne organisation locale, et même à ne voir en lui que le représentant d'une institution surannée. La loi de 1884 sur le droit de suffrage, qui permet à la plupart des ouvriers

(1) Sur le déclin de la *gentry* au xix^e siècle, Voyez VAUTHIER, *le Gouvernement local de l'Angleterre*, p. 107 et 108.

agricoles de voter aux élections parlementaires, n'a certainement pas raffermi leurs pouvoirs. Après cette réforme démocratique, l'on se demandait pourquoi le journalier, qui avait sa part d'influence dans le gouvernement du Royaume-Uni, puisqu'il était électeur parlementaire, n'en avait aucune dans l'administration comitale. Les affaires du comté n'étaient-elles pas pourtant, semblait-il, plus à sa portée que celles de son pays tout entier? Avant que les juges de paix eussent été exclus du gouvernement des comtés par un texte de loi, ils avaient été subalternisés.

En 1888, l'administration aristocratique du comté était devenue un véritable anachronisme. Le cabinet qui présenta au Parlement la loi qui créa les conseils de comté, était conservateur et avait pour premier ministre lord Salisbury. Il y a là, semble-t-il, une démonstration de la nécessité de cette réforme. Les défenseurs naturels de la *gentry* eux-mêmes admettaient qu'à la fin du xix^e siècle, l'on ne pouvait plus reconnaître à la classe des gros propriétaires fonciers le droit exclusif d'administrer le comté. Des conseils élus succédèrent donc au *quarter session* dans l'administration des comtés, sans causer de secousse, sans provoquer de luttes passionnées, comme si enfin cela était une conséquence de la nature des choses.

Les débats de la loi de 1888, qui allait faire une si large brèche dans les pouvoirs des *magistrates*,

sont intéressants à lire. Aucun des orateurs qui y ont pris la parole ne s'est répandu en réclamations violentes contre la classe privilégiée, qu'on allait en quelque sorte détrôner (1). Bien au contraire, presque tous, même ceux qui voyaient avec plaisir l'avènement de la démocratie dans le gouvernement des comtés, ont fait l'éloge des juges de paix. M. Ritchie, le ministre, auteur du bill que l'on discutait, n'était pas parmi ceux qui leur étaient le moins favorables.

« Le gouvernement du comté par les *quarter sessions*, disait-il, est sans doute une anomalie, cela est certain pour tout le monde; mais, j'en suis persuadé, personne ne peut douter, non seulement que ces assemblées ont, dans leur ensemble, bien gouverné et bien rempli leurs fonctions, mais encore qu'elles l'ont fait avec désintéressement, sagesse et économie.

« Il me serait désagréable, ainsi qu'au cabinet, de penser que, quelle que pût être la réforme du gouvernement des comtés qui sera adoptée, nous n'obtiendrions pas des *county gentlemen*, dans l'avenir, la même aide et le même concours que nous avons obtenu d'eux jusqu'à ce jour dans l'administration des comtés. »

La délibération garda tout le temps le caractère positif d'une discussion d'affaires, et ne se laissa

(1) *Hansard's parliamentary debates*, vol. 323, 2 mars au 21 mars 1888, p. 1642 (phrase traduite par F. OLLIER).

jamais gagner par la passion politique et sociale que pouvait provoquer une réforme de la nature de celle qu'on entreprenait.

Du reste, les populations des comtés ne considérèrent pas la loi de 1888 comme un affranchissement, puisqu'elles choisirent, dès le début, un très grand nombre de leurs nouveaux conseillers élus parmi les *magistrates*. Aujourd'hui encore, ces derniers, quand ils ne forment pas la majorité des conseils de comté, y sont au moins une imposante minorité et y occupent les fonctions les plus importantes, comme celles de présidents de ces assemblées et des divers comités. Il n'y a que très peu de comtés, généralement ceux qui contiennent beaucoup de petits bourgs industriels, où la *gentry* ait cessé d'avoir au moins une très forte influence politique (1).

Cette absence d'hostilité, cette bienveillance même de l'ensemble de l'opinion anglaise vis-à-vis des juges de paix, ne s'explique pas pourtant uniquement par des motifs d'ordre utilitaire.

Elle a aussi une autre cause d'un ordre plus élevé : elle est, en quelque sorte, une manifestation de la reconnaissance des Anglais vis-à-vis d'une vieille institution qui a rendu à leur pays de grands services dans le passé.

(1) Voyez LAWRENCE LOWELL, *le Gouvernement de l'Angleterre*, tome II, trad. NERINK, p. 332, alinéa 2, et 333, alinéa 1.

En consentant autrefois à assumer la tâche délicate de maintenir la paix dans les comtés et d'y assurer une bonne administration, sans demander à personne aucune rétribution et sans user de leur autorité dans un autre but que celui de faire observer les lois, les juges de paix avaient bien mérité de la nation et de la liberté anglaises. Ils avaient permis à leur patrie de ne pas avoir recours à la centralisation, mortelle pour le *self government* et bien dangereuse pour la véritable liberté politique; ils lui avaient permis en outre d'avoir à sa disposition (1), pour la représenter dans sa Chambre des communes, toute une classe d'hommes instruits et cultivés, bien préparés à la pratique des affaires publiques nationales par la pratique des affaires locales.

Les *magistrates* ont contribué plus que quiconque à assurer à leur pays ce gouvernement à la fois libre, éclairé et positif, dont il est si fier, et que beaucoup de nations de l'Europe lui envient.

La loi de 1888 a diminué beaucoup l'importance, dans les comtés, des juges de paix et par conséquent de la *gentry*, mais leur y a laissé quand même une situation assez considérable, puisqu'elle a maintenu intactes leurs prérogatives judiciaires. Pourtant, en 1906, le Parlement a supprimé toutes les conditions de

(1) Voir dans ce sens VAUTHIER, *le Gouvernement local de l'Angleterre*, p. 105, paragraphe 1.

cens exigées précédemment pour devenir *magistrate* (1).

Cette mesure est une nouvelle preuve de la marche progressive, quoique lente, de la politique anglaise dans le sens démocratique ; mais, au point de vue du recrutement des justices de paix, elle n'a pas produit de grands changements. Les anciens *magistrates*, en effet, demeurent en place ; et de plus, à cause de leur gratuité et du temps qu'elles demandent, les fonctions de juge de paix continuent à être sollicitées par les mêmes gens que par le passé.

Si jamais une nouvelle loi décrétait que désormais les *magistrates* recevront des appointements, le changement serait certainement beaucoup plus considérable.

Nous avons montré que la loi de 1888 sur les *county councils* n'avait pas été inspirée par un esprit d'hostilité vis-à-vis de la *gentry* : cette réforme était cependant absolument nécessaire.

Elle a eu des causes profondes sur lesquelles nous insisterons dans le chapitre suivant.

(1) *The justices of peace act* 1906, 6 Edw. VII, ch. xvi, paragraphe 1.

APPENDICE AU CHAPITRE II

PRÉROGATIVES ACTUELLES DES JUGES DE PAIX

Les juges de paix sont nommés par le roi d'Angleterre, sur la présentation du lord lieutenant du comté. Pourtant la recommandation de ce dignitaire n'est pas légalement indispensable, mais elle a dans la pratique un résultat décisif.

Avant 1888, pour avoir le droit de devenir juge de paix, il fallait jouir dans le comté d'un revenu foncier actuel de 100 livres, ou d'un revenu foncier futur de 300 livres. Maintenant, depuis une loi de 1906, la nomination des juges de paix n'est plus subordonnée à aucune condition de cens (1), nous l'avons du reste déjà dit plus haut.

(1) Ce revenu foncier, présent ou futur, pouvait provenir d'une terre franche, soit d'un *copy hoed*, soit d'une terre tenue à bail depuis plus de vingt et un ans. Mais les pairs, les membres du Conseil privé et les fils aînés des pairs étaient dispensés de remplir ces conditions de cens. M. Vauthier estimait, en 1895, le nombre total des juges de paix de l'Angleterre à 20 000, et depuis cette époque ils sont certainement devenus plus nombreux. La moitié de ces juges de paix n'ont que ce titre, et n'exercent pas en fait leurs fonctions. (Voyez VAUTHIER, *le Gouvernement local de l'Angleterre*, p. 53 et 54.)

Actuellement, en outre, les présidents des conseils de comté et des conseils de district sont juges de paix de droit. Théoriquement, les juges de paix sont révocables à volonté par le roi; mais en fait ils sont inamovibles, la couronne n'usant de son droit de révocation que dans les cas où ils se montrent, d'une façon évidente, indignes des fonctions qu'ils occupent (1).

Ils ont le droit d'agir, soit seuls, soit en *petty session*, soit en *quarter session*. Seul le juge de paix a des pouvoirs judiciaires importants, dans le détail desquels je n'entrerai pas. Je dirai seulement qu'ils sont surtout relatifs à l'information des crimes et délits (2).

Il a aussi, même actuellement, certains pouvoirs que nous appellerions, en France, administratifs. Il est compétent en matière de réquisitions militaires et de billets de logement; malgré le transfert du contrôle des prisons au sous-secrétaire d'État, il a conservé le droit de visiter et d'inspecter les prisons, et il reste chargé, d'une façon générale, de maintenir l'ordre public (3). Aussi les constables lui doivent-ils obéissance.

La cour de *petty session* se compose d'au moins

(1) Voyez VAUTHIER, *le Gouvernement local de l'Angleterre*, p. 57, paragraphe 2.

(2) Voyez JENKS, traduction WILHELM, *le Gouvernement local de l'Angleterre*, p. 215 et 216, 1^{er} alinéa.

(3) Voyez le même ouvrage, p. 216 et 217, 1^{er} alinéa.

deux juges de paix. Son ressort ne s'étend que sur une partie du comté, la *petty sessional division*, qui la plupart du temps coïncide avec le district. La cour de *petty session* est compétente pour juger les délits peu importants et pour renvoyer les *indictable offences* (crimes et délits graves), soit devant les *quarter sessions*, soit devant les assises ; elle juge, de plus, certaines affaires civiles, et en matière administrative, il lui reste encore quelques pouvoirs, parmi lesquels je citerai celui d'octroyer les licences des liquoristes, d'en opérer le transfert, et de reviser les listes du jury (1).

La cour de *quarter session* est, théoriquement, l'assemblée générale de tous les juges de paix du comté.

C'était, avant 1888, suivant le travail auquel elle se livrait, soit une haute autorité judiciaire, soit le conseil administratif du comté ; mais elle n'a presque plus à s'occuper maintenant de l'administration comitale. Elle se réunit quatre fois par an, d'où son nom de cour de *quarter session*, ou, en français, de sessions trimestrielles.

La cour de *quarter session* est surtout une juridiction pénale répressive ; elle juge (2) avec l'assistance d'un jury les *indictable offences*, ou crimes qualifiés, à

(1) Voyez JENKS, *le Gouvernement local de l'Angleterre*, traduction Wilhelm, p. 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99.

(2) Voyez JENKS, traduction Wilhelm, p. 210, 211 et 212. Voyez également VAUTHIER, *le Gouvernement local de l'Angleterre*, p. 90, dernier alinéa.

l'exception de ceux qui sont d'une gravité telle, que leurs auteurs soient obligatoirement justiciables des assises. Elle a aussi une compétence d'appel dans un très grand nombre de cas, prévus par la loi, pour ce qui concerne les jugements des *petty sessions*. Dans ces derniers cas, elle statue sans avoir recours à aucun jury.

La loi de 1888 a enlevé aux *quarter sessions* la plupart de leurs prérogatives administratives. Il leur en reste pourtant quelques-unes. Elles ont des pouvoirs importants au point de vue de l'octroi des licences, et il leur reste un droit de surveillance sur la prison du comté et certains asiles d'aliénés. De plus, on leur a donné un rôle (nous en parlerons en temps voulu) dans la création des circonscriptions électorales pour le conseil de comté, et elles ont toujours le droit de subdiviser le comté en *petty sessional divisions*.

Pour terminer l'exposé de ces quelques notions très générales sur les juges de paix anglais, il n'est pas sans intérêt de dire quelques mots sur les voies de recours qui existent contre eux et leurs décisions (1).

Quand un juge de paix commet un acte délictueux dans l'exercice de ses fonctions, on peut le poursuivre pénalement. Il arrive aussi que sa responsabilité pécuniaire seule soit engagée ; il en est ainsi lorsque ses

(1) Voir VAUTHIER, *le Gouvernement local de l'Angleterre*, p. 97, paragraphe 3.

décisions, sans avoir le caractère d'actes pénalement punissables, constituent néanmoins ce que nous appellerions en style juridique français des fautes lourdes, et que, de plus, le demandeur établit que le magistrat poursuivi « a agi par malice et sans motif apparent (1) ». Toutefois la législation anglaise donne aux justiciables plusieurs autres moyens, d'un usage plus facile, de forcer les *magistrates* à observer la loi. Ces moyens sont le *writ de mandamus*, le *writ de certiorari* et le *special case*.

Par le *writ de mandamus*, le gouvernement anglais et tout particulier ont le pouvoir d'obliger les juges de paix ou toute autre autorité à remplir leurs fonctions. M. Vauthier le définit ainsi : « Le *writ de mandamus* est le mandat, l'ordre donné au nom de la souveraine, par les juges du banc de la reine (2), aux juges de paix (ou à d'autres autorités) d'avoir à exécuter certains actes qui rentrent dans leurs fonctions, et que, soit mauvais vouloir, soit incurie, soit fausse appréciation des limites de leur compétence, ils ont refusé d'accomplir (3). »

Le *writt de mandamus* met personnellement en cause les magistrats et fonctionnaires, qui s'exposent

(1) Voyez JENKS, *le Gouvernement local de l'Angleterre*, traduction Wilhelm, p. 217.

(2) M. Vauthier écrivait ces lignes sous le règne de la reine Victoria. Il écrirait maintenant : « L'ordre donné au nom du souverain par les juges du banc du roi. »

(3) Voir VAUTHIER, *le Gouvernement local de l'Angleterre*, p. 98.

à des sanctions pénales s'ils désobéissent à l'ordre de la cour. S'il s'agit d'un conseil élu, ceux qui sont responsables de l'inexécution d'un *writ de mandamus* sont les conseillers qui ont voté dans le sens de l'attitude qu'a prise l'assemblée dont ils font partie (1). M. de Franqueville donne d'intéressants exemples à ce sujet.

Avant la loi de 1888, le *writ de mandamus* était la seule sanction effective qui empêchât l'arbitraire des *magistrates* dans l'administration des comtés.

Le *writ de certiorari* (2) est un ordre par lequel le banc du roi évoque à lui une affaire qui a été portée devant les *magistrates*. Si cette évocation intervient après qu'un jugement a été rendu, la haute cour peut casser la sentence des premiers juges. Le *writ de certiorari* n'est pas permis dans toute espèce de procès, et il est subordonné à certaines conditions.

Il nous reste encore à parler du *special case*. Si la sentence des juges de paix constitue, de l'avis de l'un des plaideurs, un excès de pouvoir, la partie qui n'a pas reçu satisfaction demande au tribunal par qui l'affaire a été jugée, de lui établir un *special case*, c'est-à-dire de déterminer dans un écrit les faits de la cause et les motifs pour lesquels sa décision est con-

(1) VOIR DE FRANQUEVILLE, *l'Organisation judiciaire de la Grande-Bretagne*, tome I, p. 64, paragraphe 2. Voir également les notes 1, 2, 3, même page.

(2) VOIR VAUTHIER, *le Gouvernement local de l'Angleterre*, p. 99.

testée. Dans la pratique, c'est le greffier du tribunal ou les avocats des parties qui rédigent le *special case*; les juges se bornent, la plupart du temps, à y apposer leur signature. Ils ont le droit de faire subir des modifications au *special case* qu'on leur présente, et ils peuvent même refuser de le signer, s'il est manifestement absurde ou frivole. Mais ils doivent agir avec une grande prudence; car si, par un refus donné sans motif sérieux, ils empêchaient une partie de faire prévaloir ses droits légitimes, ils engageraient leur responsabilité.

Le *special case* est transmis ensuite à la haute cour, qui solutionne la question en litige. Elle peut ou statuer définitivement ou renvoyer de nouveau l'affaire devant les juges de paix, après avoir exprimé son opinion.

Une étude sur le comté administratif dans laquelle on ne donnerait pas au lecteur une notion au moins superficielle du *sheriff*, du *lord lieutenant* et du *coroner* serait forcément incomplète. Ces dignitaires n'ont pas ou n'ont plus de fonctions administratives à proprement parler; mais les deux premiers ont été autrefois de très grands personnages dans le comté, ce qui suffit à les rendre intéressants pour nous, et le troisième, également d'origine très ancienne, est nommé actuellement par le conseil de comté.

Parlons d'abord du *sheriff*. La création des juges de paix sous Édouard VI et l'extension continuelle

de leurs fonctions depuis cette époque, ont rejeté depuis bien longtemps ce dignitaire dans l'ombre. M. Jenks dit de lui qu'il n'a plus « que le souvenir d'un grand rôle (1) » ; pourtant il n'est pas devenu complètement inutile. « Actuellement, écrit encore cet auteur anglais, le *sheriff* peut être considéré comme le principal fonctionnaire exécutif des tribunaux civils et criminels, et, jusqu'à un certain point, comme l'agent du trésor (2). » Quoi qu'il en soit, nous sommes loin du temps où il était une sorte de vice-roi du comté, et il n'est plus en somme, actuellement, qu'un fonctionnaire honoré par tradition, mais sulbaterne en fait. On s'en rendra compte par cette énumération de ses principales attributions : il arrête les gens accusés de félonie, prépare la liste du jury d'assises, joue un rôle assez important dans les élections parlementaires en qualité de *returning officer*, fait exécuter les jugements civils et criminels, reçoit avec solennité et héberge les juges de la haute cour en tournée dans le comté pour les assises, et perçoit le montant de certaines dettes de la couronne.

Ces fonctions, comme on le voit, sont nombreuses et variées, mais n'ont à peu près plus rien de celles d'un gouverneur de comté.

(1) Voir JENKS, *le Gouvernement local de l'Angleterre*, traduction Wilhelm, p. 190, 2^e paragraphe.

(2) Voir JENKS, *le Gouvernement local de l'Angleterre*, traduction Wilhelm, p. 193.

Néanmoins la dignité de *sheriff*, quoique peu recherchée, car elle occasionne à celui qui la détient des charges considérables, jouit toujours d'un grand prestige. Le *sheriff*, tout dénué de pouvoirs réels qu'il est en fait, a toujours officiellement le rang du premier personnage du comté, et ce n'est pas là un des exemples les moins frappants de la politique traditionnaliste anglaise, qui subalternise, quand cela est nécessaire, les vieilles institutions du passé, mais ne les détruit que s'il n'y a pas moyen d'agir autrement.

La charge de *sheriff* n'est pas complètement gratuite. En effet, ce dignitaire a le droit de toucher un tant pour cent sur les sommes qu'il perçoit pour la couronne et de se faire payer des honoraires à l'occasion des actes de sa fonction.

Mais les émoluments que procure la dignité de *sheriff* sont de beaucoup dépassés par les dépenses qu'elle nécessite. « On estime que ces dépenses, écrit M. de Franqueville, excèdent l'indemnité allouée par l'État d'une somme qui varie entre 7 500 francs (comté d'Essex) et 5 600 francs (comté de Lancastre) (1). »

Le *sheriff* est nommé pour un an par le roi, suivant une procédure assez compliquée.

Le *sheriff*, comme du reste tous les fonctionnaires anglais, est personnellement responsable de tous ses actes, quels qu'ils soient.

(1) VOIR DE FRANQUEVILLE, *l'Organisation judiciaire de la Grande-Bretagne*, tome I, p. 607.

Cette dignité qui, nous l'avons dit, est très dispendieuse et peut engager la responsabilité pécuniaire de celui qui la détient, est l'apanage à peu près exclusif des gens riches du comté. La seule condition positive exigée par la loi pour être *sheriff*, est de posséder dans le comté des propriétés suffisantes pour que la responsabilité de ce magistrat ne soit pas un vain mot. La condition de fortune exigée varie donc suivant les comtés.

La dignité de *sheriff*, étant fort onéreuse, est peu recherchée. Les riches propriétaires que la volonté du roi désigne pour cet honneur le subissent plutôt qu'ils le recherchent. L'acceptation des fonctions de *sheriff* est, en effet, obligatoire, à moins qu'on ne se trouve dans les cas d'excuses prévus par la loi, qui sont très peu nombreux.

Il y a là, en somme, bien plus une lourde charge pour les propriétaires fonciers qu'un privilège pour eux. Toutefois le *sheriff* ne remplit pas lui-même toutes ses fonctions. Il se borne presque à représenter dans les cérémonies officielles et à se porter caution pour celui qui le remplace pour le reste. Il est, en effet, obligé de nommer un *sous-sheriff* qui, dans la plupart des cas, agit à sa place, mais en son nom et sous sa responsabilité. Ce *sous-sheriff* est ordinairement un *sollicitor*; il est rémunéré par le *sheriff*. Ce dernier nomme encore les baillis, qui correspondent à peu près aux huissiers, et il est également

responsable de leurs actes à l'occasion de leurs fonctions.

L'office de *lord lieutenant* a été créé en 1557.

A cette époque, ce dernier était le chef de la milice du comté et avait, par conséquent, un rôle important. Ensuite sa fonction s'est subalternisée en fait, tout en conservant, comme celle du *sheriff*, un caractère très honorifique (1). Depuis 1882, l'on peut dire qu'il n'a presque plus aucun pouvoir effectif en matière de milice. La plupart de ses anciennes attributions ont passé au *war office*.

Le *lord lieutenant* a aussi des fonctions civiles : il est ordinairement, en effet, président de la commission de paix et *custos rotulorum*, c'est-à-dire archiviste du comté. En qualité de président de la commission de paix, il désigne au lord chancelier les candidats qui lui semblent les plus aptes à devenir juges de paix, et c'est peut-être là le plus important de tous ses pouvoirs. Bien qu'il soit théoriquement archiviste du comté, il ne remplit pas ses fonctions en personne ; elles le sont effectivement par le *clerk of peace*, dont nous aurons à reparler plus loin. Les seules conditions positives pour être nommé *lord lieutenant* sont d'avoir un revenu actuel de 200 livres, ou une expectative sur un revenu de 300 livres, ou

(1) Voir JENKS, *le Gouvernement local de l'Angleterre*, traduction Wilhelm, p. 184.

encore de vivre depuis deux ans dans une maison de campagne imposée à raison de 100 livres par an (1). Cette fonction est très recherchée ; en fait, elle est réservée presque exclusivement aux pairs. Le *lord lieutenant* est nommé à vie.

Le *coroner* est un fonctionnaire spécialement chargé d'éclaircir les cas de mort subite, violente ou suspecte. Quand il a à exercer ses fonctions, il décide s'il y a lieu ou non à enquête. S'il se prononce pour l'affirmative, l'enquête a lieu sous sa direction, en présence d'un jury de douze membres au moins et de vingt-trois au plus (2). Si le verdict des jurés est assassinat ou meurtre et désigne quelqu'un comme l'auteur probable de ces crimes, le *coroner* doit faire arrêter l'individu et le renvoyer devant la cour d'assises. Il ne fait, en somme, qu'une instruction très sommaire, comparable aux enquêtes de nos commissaires de police dans des cas analogues à ceux dont il s'agit. La véritable instruction a lieu ensuite devant la cour de *petty session* (3). L'on croit que l'origine de cette magistrature remonte au xii^e siècle. Jusqu'à 1888, il était élu par les francs-tenanciers du comté ; depuis cette époque, il est nommé par le conseil de comté. La durée des fonctions de *coroner*

(1) ARMINJON, *l'Administration locale de l'Angleterre*, p. 177.

(2) Pour être valable, il doit réunir au moins 12 voix. (VAUTHIER, *le Gouvernement local de l'Angleterre*, p. 51.)

(3) Voir VAUTHIER, p. 51.

est illimitée. Ils touchent 25 francs par mois, pour chaque enquête ailleurs que dans les prisons, et 1 franc par mille pour frais de déplacement.

Voici un bref exposé des autorités du comté, autres que le conseil de comté. Nous n'en avons pas parlé longuement, car elles ont un caractère judiciaire ou militaire, mais presque plus rien d'administratif.

Dans le chapitre suivant, nous allons parler des conseils de comté proprement dits. Nous commencerons en exposant les raisons qui ont rendu leur création nécessaire.

CHAPITRE III

DIVERS ASPECTS DE LA RÉFORME DU GOUVERNEMENT LOCAL EN 1888

La loi qui a institué les conseils de comté a été sans doute, comme nous l'avons montré, une conséquence de la marche progressive de l'Angleterre vers la démocratie. Mais ce qui caractérise surtout cette réforme, c'est d'avoir été le commencement d'un remaniement complet de l'administration locale anglaise, d'après un plan d'ensemble. Avant la loi réformatrice de 1888, l'organisation locale de l'Angleterre était le produit d'une politique tout empirique.

Depuis 1835 (1), le Parlement britannique avait pris l'habitude, dès qu'un besoin se faisait sentir dans le gouvernement local de l'Angleterre, de créer un corps spécial destiné à y pourvoir. Par exemple, pour assurer l'efficacité de la loi des pauvres, il avait créé les

(1) Voir BLAKE ODGERS, *Local Government*, p. 21, paragraphe 2.

unions, en 1835; pour permettre un meilleur entretien des routes, il avait organisé des *highway boards*, en 1862; pour faire observer les lois sur l'hygiène, il avait institué des districts sanitaires, en 1848 et en 1875, et enfin, pour répandre l'enseignement primaire, il avait établi des bureaux scolaires élus en 1870. Cette législation fragmentaire avait eu pour résultat d'enlever toute homogénéité à l'administration locale anglaise. Celle-ci, en effet, après toutes ces réformes partielles, se composait d'un trop grand nombre d'autorités d'âges différents, qui n'étaient pas toutes réglementées d'après les mêmes principes et qui constituaient un ensemble disparate.

Ce qui augmentait encore la complication de cette organisation locale, c'était que toute autorité, si infime fût-elle, avait un pouvoir de taxation. Il en résultait l'existence d'une multitude de taxes. M. Godchen, qui était certainement, il est vrai, un très gros propriétaire, recevait, paraît-il, avant les réformes de 1888 et de 1894, « 87 feuilles d'imposition pour un total à payer de 1 100 livres, et 8 feuilles dans une seule paroisse pour un total à payer de 12 shellings 4 pence (1)! »

Cette multiplicité des taxes avait de grands inconvénients. En effet, elle créait d'abord, par son existence même, des frais de perception qui auraient pu

(1) BOUTMY, *Annales de l'École libre des sciences politiques : le Gouvernement local et la tutelle en Angleterre*, p. 169, 1^{er} paragraphe, année 1886.

être économisés, et ensuite chacune de ces petites autorités à pouvoir de taxation ignorait ce que coûtaient les autres et était portée à demander beaucoup au contribuable, comme s'il n'avait eu qu'elle à soutenir.

Mais le défaut capital de cette administration locale était peut-être que chacune de ses circonscriptions ne tenait aucun compte du territoire des autres.

Par exemple, la paroisse coupait parfois les limites du comté, l'union ignorait presque systématiquement cette circonscription, et les districts sanitaires ne coïncidaient pas forcément avec l'union, quoiqu'ils s'étendissent sur un territoire de dimension analogue, et il en était de même du district routier, ainsi que du district scolaire.

La situation déplorable de l'administration locale anglaise à la fin du *xix*^e siècle a été stigmatisée par M. Godchen dans cette phrase restée célèbre : « Notre gouvernement local est un chaos d'autorité, un chaos de taxes et un pire chaos de circonscriptions (1). »

Le Parlement se décida enfin, en 1888, à commencer l'œuvre délicate de la réorganisation de l'administration locale anglaise. A vrai dire, la réforme opérée à cette époque ne toucha guère directement qu'à l'orga-

(1) Néanmoins il était plus facile de critiquer que de réformer. M. Godchen, en effet, ne sut pas faire aboutir le projet de réorganisation locale qu'il déposa devant la Chambre des communes vers l'époque où il prononçait ce virulent réquisitoire contre l'administration locale de son pays. (Voir REDLICH et HIRST, *le Gouvernement local de l'Angleterre*, traduction Oualid, tome I^{er}, p. 207 et 208.)

nisation du comté; mais elle tendit à préparer les voies à une refonte totale du gouvernement local.

Quel que soit le plan de réforme adopté, il fallait, en effet, que le comté, la plus grande des circonscriptions locales, fût rajeuni, afin de fournir un cadre et une tête au gouvernement local futur. Cette loi a été fort justement comparée, par Gladstone, « à une esquisse de carte dont les détails restaient encore à remplir (1). » Elle constituait un premier coup de sape dans une organisation jusqu'alors à peu près intangible, et allait avoir comme conséquence naturelle la réforme de 1894, qui mit définitivement fin au triple chaos que, suivant M. Godchen, constituait l'administration locale anglaise d'avant 1888.

Le cabinet Salisbury se borna à demander et à obtenir la condition nécessaire de toute réorganisation locale sérieuse : la modernisation de l'administration comitale. Au point de vue de la réforme du gouvernement local de l'Angleterre, c'était, semblait-il au premier abord, bien peu de chose; certains reprochèrent même à M. Ritchie, le ministre auteur du projet dont nous parlons, d'avoir ajouté une autorité de plus, le *county council*, au trop grand nombre de celles qui existaient alors.

En réalité, la loi de 1888 a fait faire un grand pas à la réorganisation du gouvernement local.

(1) REDLICH et HIRST, *le Gouvernement local de l'Angleterre*, traduction Oualid, tome I^{er}, p. 260, 2^e alinéa.

Nous avons insisté sur ce que la loi de 1888 a mis fin à l'administration plusieurs fois séculaire des juges de paix dans les comtés, et a commencé la réorganisation du gouvernement local de l'Angleterre. Cette réforme a eu un autre caractère qu'il importe que nous mettions également en relief, celui d'avoir été une tentative de décentralisation.

M. Ritchie n'avait pas caché à la Chambre des communes qu'un des principaux buts de sa loi était de donner satisfaction à l'esprit de décentralisation de l'opinion. « Je crois, disait-il, que, quoiqu'il n'y ait pas de grande et pressante demande de changement dans le caractère du corps gouvernant du comté, il existe un réel et sérieux mouvement d'opinion en faveur d'un système de décentralisation, par lequel beaucoup des fonctions qui sont maintenant accomplies par le gouvernement pourraient être confiées aux autorités du comté, instituées de manière à représenter l'esprit public. » L'une des opinions admises en Angleterre, en effet, est que le *self government* est la condition nécessaire de la prospérité nationale. « C'est sans doute dans leurs assemblées locales, écrit non sans orgueil M. Blake Odgers, que nos pères ont pris ces leçons de respect d'eux-mêmes, d'aide mutuelle et de confiance en eux qui ont fait de la nation anglaise ce qu'elle est (1). » Or les

(1) BLACKKE ODGERS, *Local Government*, p. 3 (phrase traduite par F. OLLIER).

nombreux corps locaux créés depuis 1834 étaient tous étroitement subordonnés au pouvoir central et ignoraient, pour la plupart, la principale autorité régionale, celle du comté. Nous avons, du reste, déjà montré cela.

Les Anglais avaient subi cet état de choses comme une pénible nécessité. Ils comprenaient, en effet, que ces petits corps locaux se trouvaient dans la nécessité d'être surveillés. Ceux-ci, il est vrai, n'étaient pas encore dignes de la liberté. Tout nouvellement créés et n'ayant pas encore pu se constituer de traditions, ils avaient besoin d'être guidés dans leurs premiers pas; manquant parfois de zèle, ils avaient besoin d'être stimulés. Trop peu considérables pour échapper aux influences locales, ils avaient besoin d'être protégés; et, composés la plupart du temps de gens peu instruits, ils avaient besoin d'être éclairés. De plus, il était évident pour tout le monde que les juges de paix, réunis en *quarter sessions*, n'auraient pas eu l'autorité suffisante pour exercer ce contrôle local et que, par conséquent, seul le pouvoir central pouvait le faire. Néanmoins, cette situation subordonnée d'une partie des autorités locales, vis-à-vis du pouvoir central, déplaisait à l'opinion anglaise, et l'on espérait qu'une modernisation de l'autorité comitale rendrait peut-être possible une restauration, sur des bases nouvelles, du *self government* dans l'administration régionale.

L'on avait d'autant plus lieu de désirer cela, que le *local government board*, ayant à surveiller d'innombrables petites autorités, était surchargé de travail, et il semble que, dans l'intérêt même de son bon fonctionnement, il importait de lui demander moins.

La loi de 1888 a un article 10 en vertu duquel le *local government board* peut, par ordonnance provisoire soumise ensuite à l'approbation du Parlement, transférer au conseil de comté les pouvoirs de n'importe quel département d'État pour ce qui concerne l'administration locale. Si le *local government board* avait fait usage des pouvoirs, à lui confiés, par cet article, le conseil de comté l'aurait bientôt remplacé dans le contrôle des corps locaux secondaires du comté.

Malheureusement il n'en a pas été ainsi.

L'article 10 n'a été que peu ou pas du tout appliqué, par suite de la répugnance des bourgs et des districts urbains à dépendre du conseil de comté (1). A être

(1) Voir à ce sujet LAWRENCE LOWEL, *le Gouvernement de l'Angleterre* (traduction Nerink), tome II, page 338, dernier alinéa, et 339, premier alinéa.

« Cet article 10, duquel il faut rapprocher l'article 4, est extrêmement important. Il a été le résultat de concessions faites à l'opposition ultra conservatrice.

« Le *bill* originaire proposait expressément de transférer à l'instant aux conseils du comté les pouvoirs du secrétaire d'État relatifs aux cinquièmes et aux foires et marchés; ceux du bureau de commerce relatifs aux constructeurs dans les havres et ports, aux travaux pour les conduites de gaz et d'eau, aux tramways, à l'éclairage électrique, etc., et ceux du bureau d'administration locale relatifs aux bains publics et autres prescriptions du *public health act* de 1875. Des amendements définitifs firent exclure

contrôlés, ils préfèrent l'être par le pouvoir central, devant la haute autorité duquel ils s'inclinent, plutôt que par le *county council*, qui est peut-être trop près d'eux pour leur en imposer, et qui représente une majorité d'intérêts ruraux quelquefois en opposition avec leurs intérêts urbains. Pourtant le *local government act* de 1894, qui a complété celui de 1888, a donné au conseil de comté de véritables pouvoirs de contrôle vis-à-vis des autorités rurales du comté, c'est-à-dire des conseils de districts ruraux et des conseils de paroisse.

Par contre, comme nous le verrons avec plus de détails dans un autre chapitre, les conseils municipaux des bourgs sont à peu près indépendants de l'assemblée comitale, et les conseils de districts urbains ne sont que très peu subordonnés à celle-ci.

Le conseil de comté n'a véritablement prise que sur les corps locaux ruraux du comté. Les auteurs de la loi de 1888 comptaient sur l'assemblée comitale pour contrôler dorénavant tous les corps locaux du comté. Leurs espérances de décentralisation ne se sont donc

de ces transferts de pouvoir ceux des *school boards* et des *boards of guardians* (28 juin).

« La nécessité de l'ordre en conseil est un résultat de l'amendement de M. Chaplin, adopté, après deux nuits de débats, le 22 juin, par 306 voix contre 224. Il fut décidé que les pouvoirs de certains départements du gouvernement et d'autres autorités ne pourraient être transférés que par un ordre en conseil. » (*Annuaire de législation étrangère* de 1888, page 81, note 1.)

réalisées qu'en partie. Du reste, les autorités locales rurales du comté, bien qu'elles soient dans une certaine dépendance vis-à-vis du conseil de comté, sont toujours sous le contrôle supérieur du pouvoir central.

Pour terminer ce chapitre, montrons la loi de 1888 sous un dernier aspect. Elle a été, comme presque toutes les mesures législatives anglaises importantes, une transaction, ou même, si l'on veut, une série de transactions.

Cette loi n'a pas été le résultat d'une poussée violente et irrésistible de la démocratie victorieuse. Au lieu d'être une victoire, elle n'a guère été qu'un compromis. Aucun des partis en présence, en effet, n'a eu par elle complète satisfaction.

D'un côté, beaucoup de libéraux demandaient, en 1888, le bouleversement du vieux comté, où ils voulaient que le futur conseil élu eût désormais tous les pouvoirs, même celui de nommer les juges de paix (1). D'autre part, il ne manquait pas non plus de conservateurs irréductibles pour qui l'existence véritable du *self government*, c'est-à-dire du seul bon gouvernement local (2), était subordonnée au maintien de toutes les prérogatives des *magistrates*. Heureuse-

(1) Voyez dans ce sens un article de la *Westminster Review*, année 1888, pages 269 à 289 ; titre de l'article : *What local government must be*.

(2) Voyez aussi un article de la *Fornightly Review*, année 1888, pages 494 à 505 ; titre de l'article : *The destruction of self government*.

ment, le gros des deux partis adverses était plus raisonnable.

Les hommes qui mettaient au premier rang de leurs préoccupations la défense des éléments de la conservation sociale comprenaient, en effet, que le courant démocratique inhérent à notre époque ne pouvait pas être arrêté dans sa marche en avant, mais était tout au plus susceptible d'être canalisé. Aussi acceptèrent-ils facilement la réforme de 1888 qui leur était présentée par leurs propres partisans, ce qui constituait bien une garantie. La nouvelle loi livrait l'administration des comtés à des conseils élus, ce qui du reste devait fatalement arriver; mais, maintenant intactes les prérogatives judiciaires des juges de paix et leur mode de nomination, elle laissait encore à l'aristocratie rurale une partie de ses privilèges.

Pour ce qui concernait les libéraux, ils n'avaient, eux non plus, pas lieu d'être mécontents. Ils votèrent presque tous la réforme locale que présentaient leurs adversaires, et l'on dit même que la loi de 1888 obtint la chaleureuse approbation de Gladstone. Cela n'a rien d'étonnant, car la réforme de 1888 réalisait la plupart des revendications du parti auquel appartenait cet illustre homme d'État.

En somme, ce qu'on offrait de bon gré aux libéraux avait de la valeur. C'était la démocratisation du gouvernement du comté et la suppression des pouvoirs administratifs des *quarter sessions*.

La *gentry*, l'opinion libérale le comprenait bien, allait être diminuée par cette amputation de plusieurs des plus importantes prérogatives des magistrats, et elle prévoyait peut-être que bientôt les privilèges judiciaires de cette aristocratie rurale allaient lui être retirés, à la suite des progrès toujours de plus en plus grands du mouvement démocratique.

La loi de 1888 sur le gouvernement local n'a pas été seulement une transaction entre les *whigs* et les *tories* ; elle en a été aussi une entre les partisans du ministère qui l'a présentée (1). Le cabinet Salisbury, qui a eu l'initiative du *bill* dont nous nous occupons, n'était pas, en effet, conservateur pur, mais *unioniste*. Or les *unionistes* formaient un parti composé non seulement de conservateurs, mais encore de libéraux dissidents : ceux qui s'étaient séparés avec fracas, à la suite de Chamberlain, de l'ensemble de leurs amis quand Gladstone avait voulu que son parti accordât le *home rule* à l'Irlande. Or ces libéraux, quoique devenus *unionistes*, n'avaient pas abandonné leur ancien programme démocratique, et ils désiraient que leur concours leur fût payé par quelques concessions. L'une des satisfactions qu'on leur fit, fut le remplacement, pour ce qui concernait l'administration des comtés, des *quarter sessions* par un conseil élu.

(1) Voir REDLICH et HIRST, *le Gouvernement local de l'Angleterre*, traduction Oualid, tome I^{er}, page 100.

Il y a eu encore, dans la loi de 1888 sur le *government board*, une transaction entre la théorie et la pratique. En principe, pour faire une bonne réforme, il fallait non seulement donner au comté une administration moderne, mais encore réorganiser toutes les petites autorités secondaires, en vue de réduire leur nombre et de les simplifier. Or le législateur anglais de 1888 ne réalisa pas tout ce programme, qui lui parut trop formidable, et se borna à ébaucher la réorganisation du gouvernement local en créant les conseils de comté. Le Parlement britannique écouta les avis de M. Ritchie, qui disait à la Chambre des communes en défendant son *bill* : « Il est dangereux de surcharger notre machine au début (1). » Il sut n'avancer que lentement, afin d'être à peu près sûr de ne pas être obligé de reculer ensuite.

(1) Voir *Hansard's Parliamentary debates*, page 1647. Volume 323, 2 mars 1888 au 21 mars 1888 (phrase traduite par F. OLLIER).

CHAPITRE IV

LE CONSEIL DE COMTÉ — COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT

I

Nous avons montré, dans les chapitres précédents, les divers aspects de la réforme qui a institué les conseils de comté; nous allons, dans celui que nous commençons maintenant, parler de la composition et du fonctionnement de ces corps locaux.

Le conseil de comté se compose pour les deux tiers de conseillers élus par les populations, et pour un tiers d'*aldermen* nommés par ces conseillers. Étudions d'abord ce qui a rapport aux conseillers, nous nous occuperons ensuite des *aldermen*. Recherchons donc comment et par qui les conseillers de comté sont élus. Le régime des élections comitales est celui du scrutin uninominal, chaque division électorale du comté ayant à nommer un conseiller (1). Le candidat élu est celui

(1) Art. 2 du *local government act* de 1888. (*Annuaire de législation étrangère* de 1888, page 73.)

qui obtient le plus de voix, sans qu'il soit nécessaire qu'il ait la majorité absolue. Les élections ont lieu tous les trois ans, le 1^{er} mars, et, lorsqu'elles donnent lieu à des compétitions entre plusieurs candidats, elles se font au scrutin secret (1).

Le sectionnement du comté en circonscriptions électorales est dû au triple concours du *local government board*, des conseils de bourg et des *quarter sessions*.

La première de ces autorités doit fixer pour chaque comté le nombre des conseillers à élire et les répartir, à l'intérieur de chacune de ces circonscriptions, entre les bourgs et le reste du pays.

Ceci fait, il reste encore à opérer une double sous-répartition des conseillers : l'une à l'intérieur des bourgs ayant plus d'un représentant à élire à l'assemblée comitale, et l'autre dans la partie rurale ou relativement rurale du comté. La première de ces opérations est l'œuvre des conseils municipaux des bourgs ; la seconde est accomplie par la cour de *quarter session*.

Étudions maintenant la composition du corps électoral qui élit les conseillers de comté.

Quelles sont les conditions requises pour être électeur au conseil de comté ? Pour avoir cette qualité, il faut : 1^o être majeur de 21 ans ; 2^o résider depuis deux

(1) Art. 3 du *local government act* de 1888.

mois dans le comté ou dans un rayon de sept milles :
3° occuper seul ou collectivement depuis un an à partir du 15 juillet un comptoir, un magasin, une boutique ou un autre bâtiment, ou encore une terre bâtie ou non bâtie d'un rapport de 10 *pounds* (1) ;
4° avoir été imposé à la taxe des pauvres du chef des biens occupés ; 5° n'avoir pas été secouru depuis au moins douze mois par l'assistance publique.

Le sexe féminin n'est pas une cause d'exclusion du corps électoral comital. Les femmes veuves et non mariées âgées de 21 ans sont, en effet, électeurs. Le droit de suffrage local, tel qu'il est organisé par les lois de 1882 et de 1888, est, en somme, presque universel. Il permet, en effet, de voter à la plupart des fermiers, des ouvriers et des journaliers. Les seules personnes qui, sous le régime actuel, n'ont pas le droit de mettre valablement leur bulletin de vote dans l'urne lors des élections comitales, sont les gens sans résidence fixe, les pensionnaires de *boarding houses*, les célibataires logeant chez leurs parents, les domestiques et aussi, ne l'oublions pas, les individus assistés en vertu de la loi des pauvres.

Maintenant que nous nous sommes occupés des

(1) Art. 1^{er} de la loi du *county electors act* de 1888. (Voir l'*Annuaire de législation étrangère* de 1888, page 167, art 2 et 3. Voir aussi l'art. 9 du *Municipal corporation act* de 1882, qui s'applique ici en vertu du *county electors act* de 1888 qui y renvoie, art. 31, 33 et 63.)

électeurs du conseil de comté, nous allons dire quelques mots des éligibles à cette assemblée locale. Quels sont-ils? Tous ceux qui en sont électeurs, et de plus certains privilégiés (1).

Ces derniers sont : 1° ceux des électeurs parlementaires qui doivent leur franchise à leur qualité de propriétaire ; 2° les pairs d'Angleterre, à la seule condition de posséder une propriété dans le comté ; 3° les personnes dont l'habitation n'est pas située à plus de 15 *miles*, ni à moins de 7 *miles* du comté, lorsqu'elles ont satisfait à toutes les conditions exigées pour être électeur de l'assemblée comitale, à l'exception de celle de résidence, et qu'elles se trouvent dans une certaine aisance. Leur situation de fortune est suffisante pour leur permettre d'être éligibles au *county council* quand elles possèdent une propriété mobilière ou immobilière de 1 000 *livres sterling*, ou encore quand elles sont imposées à la taxe des pauvres pour une somme annuelle de 30 livres. Les *clergymen*, à l'encontre de ce qui se produit dans les bourgs pour les élections municipales, ne sont pas inéligibles au *county council*.

(1) Voir art. 2 de la loi de 1888 sur les conseils de comté (*Annuaire de législation étrangère* de 1888, page 72) et le *county electors act* de 1888, art. 12 (*Annuaire de législation étrangère*, année 1888, page 175).

Avant une loi du 28 août 1907, les femmes n'étaient pas éligibles au conseil de comté. Depuis cette époque, elles le sont sous les mêmes conditions qu'électeurs. Cette loi se trouve dans l'*Annuaire de législation étrangère* de 1907, pages 79 et 80. Lire la note 4 de la page 80, qui explique la portée et le sens de cette nouvelle loi.

Cette assemblée ne se compose pas seulement des représentants des populations des comtés, mais elle comprend aussi les *aldermen* (1), qui, comme nous l'avons déjà dit plus haut, constituent le tiers de ces membres. Cette dernière institution existait déjà dans les bourgs, avant d'être organisée dans les conseils de comtés par la loi de 1888.

Les *aldermen* sont élus pour six ans et renouvelés par moitié tous les trois ans, tandis que les mandats des conseillers proprement dits expirent en même temps au bout de trois ans. Les *aldermen* ont les mêmes droits que les autres membres du conseil de comté, avec certaines restrictions néanmoins; ainsi ils ne votent pas pour l'élection des autres *aldermen*. Le législateur anglais semble avoir voulu éviter que ces *aldermen*, nommés par le conseil de comté, empêchent cette assemblée de suivre les fluctuations de l'opinion en perpétuant, malgré les avis du corps électoral, l'ancienne majorité à laquelle ils auraient dû leur nomination.

Les *aldermen* représentent les intérêts généraux du comté; ils constituent dans le conseil de comté un élément plus stable que les conseillers de comté, et assurent ainsi de l'esprit de suite aux travaux de cette assemblée locale.

(1) Voyez REDLICH et HIRST, *le Gouvernement local de l'Angleterre*, traduction Qualid, tome II, pages 24 et 25.

Le nombre des membres des conseils de comté est relativement considérable. Ces assemblées ont en moyenne, d'après M. Vauthier, de cinquante à soixante conseillers (sans compter les *aldermen*).

Le conseil de comté a un président ou *chairman* qu'il élit tous les ans, le 7 mars. On peut le choisir parmi les conseillers de comté et les *aldermen*, ou, en dehors de l'assemblée comitale, parmi les éligibles au *county council*. Il a peu de pouvoirs propres. Son rôle se borne presque à présider le conseil et à le représenter dans les cérémonies officielles. Toutefois sa voix est prépondérante en cas d'égalité de suffrages lors d'un vote. Il est, en outre, juge de paix de droit. Il peut être appointé, si le conseil de comté le juge bon. L'acceptation des fonctions de *chairman* n'est pas obligatoire; mais, si celui qui les refuse les a acceptées d'avance, il est passible d'une amende dont le maximum est de 100 *pounds* (1). Le conseil de comté a le pouvoir d'adjoindre à son *chairman*, s'il juge que cela est nécessaire, un *vice-chairman*.

(1) Voyez VAUTHIER, le Gouvernement local de l'Angleterre, page 123.

II

Nous venons de parler de la composition des conseils de comté. Nous allons essayer maintenant de montrer comment ces corps fonctionnent.

Les conseils sont faits pour délibérer, mais les individus seuls doivent agir : telle est, depuis l'an VIII, l'une des règles les moins discutées de notre organisation administrative française. Aussi sommes-nous portés à nous étonner, lorsque nous apprenons qu'en Angleterre, une assemblée locale administre à elle seule une circonscription comme le comté. Ce régime administratif fonctionne néanmoins dans ce pays et y donne même, comme nous le verrons plus tard, d'assez bons résultats.

Mais, il faut bien le reconnaître, s'il en est ainsi, cela est dû à une organisation particulière, bien spéciale aux assemblées locales anglaises, cela est dû au système des comités.

Essayons de le décrire en peu de mots :

La loi de 1888, s'inspirant de ce qui se passait dans les bourgs, a donné au conseil de comté, dans son article 84, le droit de déléguer tout ou partie de ses

pouvoirs à des comités choisis par lui dans son sein. Ce simple texte a suffi à rendre possible la bonne administration du comté par un conseil élu.

Une assemblée ou réunion générale est inapte à bien administrer une circonscription locale, cela est évident. L'atmosphère des réunions d'hommes un peu nombreuses, en effet, si elle est propice aux grandes discussions de principes, ne l'est pas du tout à l'administration proprement dite, qui demande surtout du calme, de l'application et du sang-froid.

Mais un comité n'est qu'un petit groupe de conseillers de comté et d'*aldermen* qui ont été désignés par leurs collègues pour s'occuper d'une catégorie d'affaires déterminée. Souvent les membres qui le composent ont été choisis à cause de leur compétence spéciale; néanmoins, s'il n'en est pas ainsi, ils arrivent ordinairement assez rapidement, par la pratique des affaires de leur comité, à se familiariser avec les questions dont ils ont à s'occuper.

Dans les réunions d'un comité, rien de théâtral, rien de bruyant, rien qui soit de nature à distraire ceux qui y prennent part de leur tâche, bien plus ardue que brillante. Tout se passe généralement dans une petite pièce, autour d'une table, sans public; et là, des administrateurs volontaires et gratuits prennent connais-

(1) Voyez à ce sujet REDLICH et HIRST, traduction Oualid, tome II, pages 27, 28, 29, 30, 31.

sance du courrier du *county council* ayant trait à ce dont ils s'occupent, commentent des rapports, écoutent les avis des agents techniques, contrôlent les actes des fonctionnaires comitaux, prennent des décisions, etc.

Le danger qu'il y aurait à mettre l'administration du comté sous la direction immédiate d'une assemblée nombreuse est donc ainsi évité.

Le pouvoir de délégation des conseils de comté est encore plus étendu que celui des conseils municipaux des bourgs.

Ces derniers, en effet, sont obligés d'approuver formellement, pour les rendre valables, les décisions que prennent leurs comités en leur lieu et place, tandis que les premiers peuvent s'en dispenser.

Le législateur de 1888 a néanmoins pris des précautions pour que le conseil de comté, sans perdre son temps à donner des approbations de forme aux actes de ses comités, pût cependant les contrôler effectivement. Ainsi, en vertu de l'article 82 (1) du *local government board act* de 1888, chaque comité est tenu de faire un compte rendu de ses travaux au conseil de comté (2). Ce rapport est ordinairement entouré de la publicité la plus large, de façon que le

(1) Voir l'art. 82 de la loi de 1888. (*Annuaire de législation étrangère*, page 144.)

(2) La loi ne dit pas quand les comités doivent produire leur rapport, ni combien de fois ils sont tenus de le faire dans un laps de temps déterminé; ces questions sont résolues par les règlements intérieurs des conseils de comté.

jour de la réunion la plus prochaine de l'assemblée comitale, après la rédaction définitive de ce document, chacun des membres du *county council* ait pu en prendre connaissance.

Deux cas peuvent se produire : ou ce rapport, lors de la séance publique du conseil de comté, donne lieu à des critiques, ou, au contraire, il ne provoque aucune opposition. Dans le premier cas, les membres de l'assemblée comitale qui ne sont pas contents du rapport du comité font à son sujet les propositions qu'ils veulent, et le conseil de comté décide, en dernier ressort, quelle est la solution qu'il convient d'adopter.

Dans le second, les conclusions du rapport du comité sont considérées comme adoptées par l'assemblée comitale, qui, à leur sujet, n'a pas même besoin de procéder à une délibération, ni à un vote. Remarquons en outre qu'un conseil de comté peut donner à ses comités le pouvoir d'exécuter provisoirement leurs décisions, qu'ils devront toujours néanmoins faire approuver au moins tacitement par l'assemblée comitale, pour les rendre définitivement valables.

Le droit de délégations du conseil de comté n'est pas cependant sans limites; ainsi la loi lui interdit formellement de se décharger sur un comité des pouvoirs qu'il a en matière de levée de taxes et d'emprunt.

En somme, le rôle du conseil de comté consiste à imprimer une direction générale aux comités et à

exercer une sorte de contrôle supérieur sur leurs actes.

Grâce au système des comités, cette assemblée locale peut remplir les multiples fonctions qui lui ont été confiées en ne siégeant que quatre ou cinq fois chaque année.

Il est possible d'établir trois sortes de classifications des comités. On peut les diviser : 1° en comités obligatoires et facultatifs ; 2° en comités permanents et temporaires ; 3° en comités mixtes et homogènes.

Occupons-nous d'abord des comités obligatoires et facultatifs. Le conseil de comté est obligé par la loi de constituer certains comités ; nous les appellerons les comités obligatoires.

Ceux-ci sont au nombre de quatre, ce sont :

1° Le comité des finances (1) ;

2° Le comité mixte permanent, qui s'occupe de la police du comté et se compose de *magistrates* et de membres du conseil de comté en nombre égal (2) ;

3° Le comité chargé de la surveillance de l'hospice comital d'aliénés (3) ;

4° Le comité de l'éducation, qui s'occupe de ce qui a trait aux écoles du comté (4).

(1) Voir *Annuaire de législation étrangère* de 1888 : le *local government act* de 1888, art. 80, sect. 3.

(2) Voir dans l'*Annuaire de législation étrangère* de 1888, le *local government act* de 1888, art. 30.

(3) Voir, le *lunatic act* de 1890, 53 Vict., ch. 53, sect. 239.

(4) Voir l'*education act* de 1902, 2 Edw. VII, art. 42, sect. 117.

Nous nous étendrons sur chacun d'eux en temps voulu.

Tous les autres comités sont facultatifs, c'est-à-dire n'existent que si le conseil de comté le juge nécessaire. Néanmoins il y en a qu'on trouve dans presque tous les conseils de comté, pour cette raison qu'ils correspondent à des catégories d'affaires qui rentrent dans les attributions importantes de ces assemblées. Ce sont : les comités des grandes routes et ponts, de la santé publique, du gouvernement local, des maladies contagieuses des animaux, des écoles industrielles, des établissements d'amendement, de l'assiette des taxes, de ce qui a rapport au Parlement, etc.

Parlons maintenant des comités permanents et *ad hoc*. Un comité permanent est celui qui est chargé d'assurer un service public, d'une durée indéfinie ; par exemple, le comité des finances et celui des grandes routes et ponts.

Un comité *ad hoc* est celui qui existe en vue de la réalisation ou simplement de l'étude d'un projet spécial, et qui ne survit pas à l'accomplissement de sa mission ; par exemple, un comité ayant à s'occuper de réaliser une entente entre deux *county concils*, ou de faire le nécessaire pour obtenir la détermination des limites de deux comtés, ou de deux districts à l'intérieur d'un même comté.

Notre troisième classification est celle des comités

mixtes (1) et des comités homogènes. Le local *government act* de 1888, dans son article 81, autorise les conseils de comté, de bourg et les cours de *quarter session* à créer des comités mixtes, s'ils le jugent bon, pour conférer de leurs intérêts communs.

S'agira-t-il, par exemple, d'un règlement de police à établir? le conseil de comté pourra avoir intérêt à connaître l'avis sur ce sujet des juges de paix du comté.

Or il y aura un moyen bien simple de parvenir à cela, ce sera de former, avec le concours de la cour de sessions trimestrielles du comté, un comité mixte composé d'un nombre égal de *magistrates* et de membres de l'assemblée comitale, auquel l'on donnera pour mission d'étudier la mesure projetée.

Sera-t-il question de la détermination des limites de deux comtés? les conseils de ces deux circonscriptions ne manqueront presque jamais de nommer un comité mixte, afin de faciliter l'opération. Y aura-t-il lieu de créer une grande route (*main road*)? les conseils de comté des pays qu'elle devra traverser formeront presque toujours entre eux un comité mixte : d'abord pour assurer la construction de cette voie de communication, et ensuite pour permettre son entretien dans

(1) Sur les comités mixtes, voyez REDLICH et HIRST, *le Gouvernement local de l'Angleterre*, traduction Oualid, tome II, pages 31, 32, 35, dernier alinéa; 36, 37 et 38, 1^{er} alinéa.

de bonnes conditions. Et il en sera de même pour l'exécution de tout travail pouvant être utile à plusieurs comtés ou bourgs, qu'il s'agisse de drainages, d'égouts, de mesures de police, etc.

Le législateur anglais encourage tant qu'il le peut la formation des comités mixtes.

Il fait même plus, puisque parfois il les impose.

Ainsi il arrive que le Parlement, afin de solutionner certaines difficultés, constitue des comités mixtes par loi privée, et oblige les autorités locales qu'il a visées en agissant ainsi, à y envoyer des délégués.

Les comités mixtes ont un double avantage. Ils empêchent d'abord les corps locaux anglais, toujours très jaloux de leur indépendance, de tomber dans une sorte de faux patriotisme local, étroit et exclusif, qui les pousserait à se désintéresser de ce qui se passe ailleurs que chez eux, et à oublier même l'existence de la solidarité nationale. Ensuite ils permettent, en facilitant les ententes entre les divers corps locaux, la réalisation de projets que chacune de ces autorités serait souvent impuissante à exécuter séparément dans d'aussi bonnes conditions. Pour en finir avec les comités mixtes, remarquons que des unions de ce genre sont particulièrement utiles en Angleterre, pays à administration décentralisée. Là, en effet, les diverses autorités locales ne sont pas unies entre elles, ou tout au plus le sont à peine par ce lien commun qui n'est

très fort que dans les États centralisés, et qu'on appelle le pouvoir central administratif.

Les comités homogènes sont ceux qui ne comprennent dans leur sein que des membres appartenant à une même autorité locale. A ce propos, remarquons qu'un conseil de district peut recevoir une délégation du conseil de comté pour un objet déterminé, et se comporter alors comme l'un de ses comités.

Maintenant que nous avons donné au lecteur quelques notions sur les comités du *county council*, il nous reste à lui dire quelques mots des fonctionnaires comitaux.

Les comités du *county council* ne peuvent pas s'occuper de tout ce qui a rapport à l'administration comitale; ils ont besoin d'agents d'exécution des ordres qu'ils donnent, ou, autrement dit, de fonctionnaires.

Il y a un nombre de ceux-ci, que tout conseil de comté ou de bourg doit nommer obligatoirement.

Ce sont : le *clerk* ou secrétaire du conseil de comté (1); le *chief constable*, chef de la police de comté; le trésorier du comté (*county treasurer*); le *public analyst* (chimiste public); l'agent voyer du comté (*county surveyor*); les inspecteurs des poids et mesures du comté et le *coroner county*. (Voir le *local government act* de 1888, art. 5.)

(1) Voir REDLICH et HIRST, traduction Oualid, tome II, page 45.

Si le *county council* le veut, il peut nommer d'autres fonctionnaires que ceux-ci ; mais, en général, il ne le fait que pour ce qui concerne les emplois inférieurs, dont le nombre des titulaires varie suivant l'importance des comtés (1).

En principe, l'assemblée comitale jouit d'une liberté absolue au point de vue de la nomination, de la révocation et des appointements de ses fonctionnaires.

(Les situations spéciales du *clerk* du *county council* et du *chief constable* dont nous avons parlé plus haut font néanmoins exception à cette règle.)

Pourtant, malgré cette absence de réglementation, il s'est établi dans la plupart des comtés une organisation à peu près uniforme pour ce qui concerne les fonctionnaires (2).

Cela tient à la pratique des comités mixtes, qui crée des rapports entre les *county councils* et leur permet de prendre modèle les uns sur les autres. De plus, il existe une vaste association de tous les conseils de comté d'Angleterre (*the county councils' association*), dont le but est de faciliter à ces corps locaux l'accomplissement de leur tâche. On comprend facilement

(1) Voir REDLICH et HIRST, tome II, page 44.

(2) La nomination des fonctionnaires du comté est faite ordinairement par les comités compétents, définitivement s'il s'agit d'un emploi subalterne, et définitivement jusqu'à approbation du *county council*, s'il s'agit d'un emploi important.

qu'il y ait là aussi un facteur d'unification pour l'organisation de l'ensemble des conseils de comté, qui reçoivent ainsi à peu près les mêmes inspirations.

Nous avons quelques explications à donner au sujet du secrétaire du conseil de comté et du *constable* principal.

Le secrétaire du conseil de comté est un fonctionnaire important.

Une partie de son rôle consiste à assurer le fonctionnement du conseil de comté au point de vue matériel (1). Il envoie aux conseillers et *aldermen* leurs convocations aux séances du conseil et des comités, s'occupe de l'impression des rapports de ces derniers, garde les archives de l'assemblée comitale sous la direction plus théorique que réelle du *custos rotulorum*, fait parvenir au secrétariat d'État ou au bureau d'administration locale les rapports et renseignements que ces autorités doivent recevoir en vertu de la loi, reçoit la correspondance adressée à cette personne morale qu'est un *county council*, etc. etc... Il est plus qu'un greffier ou qu'un secrétaire subalterne. On se tromperait fort si on le considérait comme n'étant qu'un instrument passif entre les mains du conseil et de ses comités; il est, en effet, le juriste de l'administration comitale. On le recrute toujours parmi

(1) Sur le rôle du *clerk*, voir REDLICH et HIRST, traduction Oualid, tome II, page 50, paragraphe 2.

les gens de loi, et il est ordinairement un ancien *solicitor*. C'est à lui de suppléer à l'ignorance habituelle des membres du *county council* en matière juridique et de leur expliquer, quand cela est nécessaire, quels sont les droits et les obligations de l'assemblée dont ils font partie. Aussi assiste-t-il à toutes les séances des comités, ou s'y fait-il tout au moins représenter. Naturellement, c'est à lui qu'incombe la mission de représenter le *county council* en justice, lorsque ce corps local a un procès à soutenir. Ce qui contribue, outre tout cela, à faire du *clerk* du *county council* un personnage d'une certaine importance, c'est qu'il constitue presque le seul élément tout à fait stable de l'administration comitale. Les conseillers et *aldermen* passent, mais le *clerk* reste.

Le secrétaire du conseil de comté est en même temps greffier de la cour de sessions trimestrielles. Bien qu'il soit appointé par le *county council*, il est néanmoins nommé et révocable par le comité mixte permanent.

De celui-ci dépendent également la nomination et la révocation du *chief constable* ou chef de la police du comté.

Les fonctionnaires en général jouent un rôle important dans l'administration du comté. Ils ne sont pas de simples instruments du conseil de comté. Ils ont accès dans les comités, où l'on a presque toujours besoin de leurs lumières, et s'ils n'y votent pas, ils n'y

en ont pas moins, comme on peut le comprendre, une très grande influence.

Pour donner une conclusion à ce chapitre, nous pouvons dire que la machine administrative du comté se compose du *conseil de comté qui contrôle, des comités qui ordonnent et des fonctionnaires qui exécutent.*

CHAPITRE V

ATTRIBUTIONS DU CONSEIL DE COMTÉ

Généralités.

« Quand une loi d'intérêt général a été votée par nos Chambres françaises et promulguée par le Président de la République, notre gouvernement centralisé a à sa disposition toute une armée de fonctionnaires et de multiples administrations d'État pour en assurer l'exécution.

Si la mesure législative en question appartient à la catégorie des lois pénales, la gendarmerie nationale, le ministère public, la magistrature assise et l'administration pénitentiaire sont là pour en assurer l'exécution; si c'est une loi d'intérêt départemental ou régional, sa mise en vigueur dépend le plus souvent du préfet; s'il s'agit d'une loi relative à la grande

voirie, les ingénieurs et toute la *hiérarchie* des ponts et chaussées sont à la disposition du gouvernement etc. etc...

Dans le Royaume-Uni, par contre, le pouvoir exécutif a des prérogatives très réduites. La doctrine du *self government* veut que le ministère y exerce seulement le minimum des pouvoirs indispensables à tout gouvernement. Il se borne en effet, ou à peu près, à avoir la haute main sur les finances, la défense nationale, les rapports des colonies avec la métropole, l'administration des postes et télégraphes, la nomination des juges et enfin le contrôle des corps locaux.

Quels sont donc les rouages qui permettent d'exécuter les volontés du Parlement britannique, pour ce qui concerne l'administration du Royaume-Uni, dans les cas très nombreux où le gouvernement n'est pas armé pour le faire? Ce sont les autorités locales, que le législateur britannique considère comme étant en quelque sorte ses agents d'exécution. Les plus considérables d'entre elles sont les conseils de comté. Aussi charge-t-on ceux-ci des missions les plus délicates.

Maintenant que nous avons mis en relief la situation de ces corps locaux vis-à-vis du Parlement, nous allons pouvoir commencer l'étude détaillée de leurs attributions en Angleterre.

Il n'entre pas dans notre but de traiter la question

de l'organisation des conseils de comté en Irlande et en Écosse.

Nous étudierons en premier lieu :

- 1° La situation juridique et le domaine privé des conseils de comté anglais ;
- 2° Leurs attributions administratives ;
- 3° Leur pouvoir réglementaire ;
- 4° Leurs rapports avec les habitants des comtés ;
- 5° Leurs rapports avec les autres corps locaux des comtés.

§ 1. — **La situation juridique et le domaine privé
des conseils de comté anglais.**

Le *county council*, d'après la loi de 1888, est *corporate body* ; ce qui veut dire en français qu'il a la personnalité morale, qu'il est capable d'avoir des droits et des obligations. A l'époque où les *quarter sessions* administraient le comté, l'autorité administrative de cette circonscription ne constituait pas un *corporate body*. Les propriétés du comté étaient théoriquement celles du *clerk* des *quarter sessions*, et c'était ce fonctionnaire qu'on assignait en justice quand on avait un litige avec l'administration comitale. Tous les anciens biens du comté, ou plus exactement des

habitants du comté, appartiennent maintenant nominale-
ment et effectivement au *county council* (1).

Ce corps local peut acquérir par voie d'échange ou de vente, faire des constructions et louer ses biens, sans avoir à demander aucune permission; mais s'il veut aliéner des immeubles ou contracter des emprunts d'une certaine importance, il a besoin de l'autorisation préalable du *local government board*.

§ 2. — **Attributions administratives du conseil de comté.**

En 1888, l'on a abandonné au conseil de comté la plupart des attributions des juges de paix en *quarter session* ayant un caractère administratif, tandis qu'on a laissé à ces hommes de la *gentry* toutes leurs prérogatives judiciaires.

Cette séparation de l'administration et de la justice n'est pourtant pas aussi tranchée dans le comté que nous serions tentés de le croire.

D'un côté, en effet, le conseil de comté a, dans des cas déterminés, le droit d'exproprier des particuliers d'une portion de leurs terres (2); ce qui, d'après nos

(1) Voir la loi de 1888, article 79.

(2) Voir, dans l'*Annuaire de législation étrangère* de 1907, la loi de 1907 sur les *small holdings*, article 39.

idées françaises, constitue un pouvoir judiciaire. De l'autre, on n'a pas retiré aux juges de paix toutes leurs anciennes fonctions administratives.

Ainsi ils jouent encore un certain rôle au point de vue de l'octroi, des licences et de l'administration de la police.

On appelle licences, en Angleterre, des permissions accordées par l'autorité, à l'occasion de certains actes, et qui donnent habituellement lieu à la perception d'un droit pour le compte de l'État. Avant 1888, la plupart des licences étaient octroyées par les juges de paix en *quarter* ou en *petty session*.

Depuis cette époque, le *county council* les a remplacés, dans la majorité des cas, en tant qu'autorité chargée de concéder les licences. C'est, en effet, l'assemblée comitale qui délivre les autorisations nécessaires pour ouvrir au public une salle de bal, de concert ou de théâtre, et pour établir un champ de courses (1). Toutefois, les juges de paix en *petty session* ont conservé le droit de statuer sur les demandes de licences des marchands de spiritueux. Si ces commerçants le jugent bon, ils peuvent en appeler des décisions de la cour de *petty session*, dans des cas de ce genre, devant la cour de *quarter session*.

Lors des débats de la loi de 1888 devant la Chambre

(1) Voir la loi de 1888, art. 3, paragraphe 5.

des communes, l'on discuta vivement la question suivante : A qui confier désormais l'administration des forces de police du comté ? Pourquoi, disaient les conservateurs, enlèverait-on aux *magistrates* des fonctions dont ils s'acquittent depuis des siècles à la satisfaction de tous ? Est-il opportun de les remplacer par des gens qui n'auront certainement pas leur expérience des choses de la police, et qui n'auront peut-être pas leur indépendance ? Est-il admissible, répondaient les libéraux, que le conseil de comté n'ait pas la direction d'un service comme la police, dont il payera toutes les dépenses ? Le résultat du choc de ces points de vue opposés a été une transaction. L'on a retiré à la *quarter session* l'administration et la direction de la police du comté, et on les a confiées, non pas au conseil de comté, mais à un comité mixte permanent, composé d'un nombre égal de membres de l'assemblée comitale et de juges de paix, délégués les uns et les autres par leurs collègues (1).

(1) Le comité mixte permanent (*standing joint committee*) nomme et révoque le secrétaire *clerk* du *county council*, qui est en même temps greffier de la session trimestrielle. Il règle toutes les questions qui par leur nature même intéressent tout ensemble le conseil de comté et la session trimestrielle. Il décide du montant des dépenses qui doivent être faites en pareil cas. Le conseil de comté pourvoit au paiement des sommes acquises au moyen du *county fund*. De même, c'est au comité mixte qu'il appartient de déterminer les locaux dans lesquels les *quarter sessions* et les *justices out of session* tiendront leurs séances. Le *county council* doit veiller à ce que les locaux, les fournitures de livres, soient effectivement mis à la disposition des juges de paix.

Le conseil de comté subvient à toutes les dépenses de la police, et il vote généralement sans difficulté les crédits que lui demande le comité mixte permanent.

Ce dernier décide sur toutes les questions qui regardent la police du comté.

Le conseil de comté a des attributions importantes au point de vue scolaire. Il est chargé d'assurer l'application dans le comté, ou tout au moins dans sa plus grande partie, des lois sur l'instruction primaire, et d'y rendre effective pour tous les enfants l'obligation de fréquenter l'école. Il constitue donc une autorité scolaire (1). Ce corps local entretient des écoles primaires publiques et subventionne des écoles primaires libres. C'est à lui de juger quelle est la meilleure de ces deux manières de procéder (2). Les écoles primaires

(1) Voyez l'*education act* de 1902, art. 1, dans l'*Annuaire de législation étrangère* de 1902. — Les autorités scolaires d'enseignement primaire sont, avec le conseil de comté, les conseils des bourgs de plus de 10 000 habitants et les conseils des districts urbains de plus de 20 000 habitants. Quant aux conseils des bourgs de comté, étant assimilés à des conseils de comté, ils assurent eux-mêmes l'application des lois scolaires sur leur territoire.

(2) Le conseil de comté est chargé d'assurer dans le comté, non seulement la diffusion de l'enseignement primaire, mais aussi celle de l'enseignement secondaire. — Sur tout le territoire du comté (bourgs de comté exceptés), il entretient directement des écoles d'enseignement secondaire et les subventionne concurremment avec les conseils de bourgs et de districts urbains. D'où, souvent, la nécessité de comités mixtes pour éviter les conflits. — Pour les besoins de l'enseignement primaire, le conseil de comté a un pouvoir de taxation illimité, sur la partie du comté qui dépend de lui à ce point de vue. Pour les besoins de l'enseignement secondaire, le conseil de comté ne peut imposer à tout le territoire du comté (en exceptant toujours les bourgs de comté) qu'une taxe additionnelle de 2 *pence* par livre, à moins d'une autorisation du *local govern-*

publiques sont laïques et doivent observer la neutralité au point de vue religieux. Les écoles primaires subventionnées peuvent avoir un caractère confessionnel, mais doivent être organisées de telle manière que les enfants n'appartenant pas à la religion qui y est enseignée, puissent ne pas être présents aux heures de classe consacrées à l'instruction religieuse.

Le conseil de comté est obligé d'avoir un comité scolaire, qui est chargé de s'occuper de tout ce qui concerne les écoles (1). L'organisation de ce comité doit avoir été approuvée par le *board of education*.

Il se compose :

1° De membres élus par le conseil de comté et faisant partie de cette assemblée, à moins qu'elle n'en décide autrement ;

2° De membres nommés par le conseil de comté sur la désignation d'autres corps, comme les écoles libres ou les associations s'intéressant aux choses scolaires. Cette dernière catégorie de membres devra se composer de personnes expertes en matière d'éducation, ou connaissant bien les besoins particuliers du comté, au point de vue scolaire.

L'un des périls économiques dont se sont le plus

ment board. — Les conseils de bourgs et de districts urbains peuvent lever sur le territoire qui dépend d'eux une taxe additionnelle de 1 *penny* par livre. (Voyez REDLICH et HIRST, trad. Oualid, tome II, p. 280 et 281, 1^{er} alinéa.)

(1) Voyez l'*Education act* de 1902, art. 17, dans l'*Annuaire de législation étrangère* de 1902.

préoccupés les hommes d'État anglais à la fin du xix^e siècle, a été la dépopulation des campagnes de leur pays. De là toute une législation qui tend à faciliter beaucoup l'acquisition des petites propriétés, ou la prise à bail de terres peu considérables, et qui favorise les petits propriétaires ainsi que les petits fermiers. C'est le conseil de comté qui est chargé de la mise en vigueur de ces lois. Il achète de petits lots de terre et les vend ou les loue, dans de conditions particulièrement favorables, à des gens du peuple qui sont ainsi rattachés à l'agriculture.

Une loi de 1907, à laquelle nous avons déjà fait allusion, a été jusqu'à autoriser le conseil de comté à exproprier, avec l'autorisation du ministère de l'agriculture (*board of agriculture*), les gros propriétaires qui refusent de céder à ce corps local la portion de leurs terres qui lui paraît remplir les conditions nécessaires pour constituer un *small holding*.

Au point de vue de la régularisation des limites des circonscriptions locales, le *county council* joue un rôle important. Dans certains cas il prend des initiatives, dans d'autres il fait des propositions, dans d'autres il donne des avis.

Le conseil de comté joue un véritable rôle de tuteur vis-à-vis de la plupart des autres autorités locales de son territoire. Nous développerons cela plus loin.

Il est l'autorité de voirie du comté : de lui dépendent les grandes routes et ponts. Il surveille les conseils de

district urbains et ruraux qui entretiennent les voies de communications secondaires.

Le conseil de comté assure l'application des lois sur la pollution des rivières, sur la pêche du saumon, sur la protection des anciens monuments, sur l'ivrognerie, et il poursuit devant les tribunaux ceux qui les violent. Il a alors un rôle qui ressemble à celui de notre ministère public.

Il est chargé (1) dans le comté de l'administration et de l'entretien des asiles d'aliénés, de la vérification des poids et mesures, de l'administration et de l'entretien des écoles pénitentiaires, de l'enregistrement des sociétés scientifiques, des dons charitables, de l'enregistrement et du contrôle des statuts des sociétés de crédit populaire, de la division du comté en districts de vote pour les élections parlementaires, etc.

Les prérogatives du conseil de comté se sont considérablement accrues depuis 1888. Pour le montrer, je me bornerai à citer les lois de 1894 sur le gouvernement local, de 1898 sur l'ivrognerie, de 1900 sur la protection des anciens monuments, de 1905 sur les ouvriers sans travail, et de 1908 sur les pensions du vieil âge, qui lui ont donné des missions nouvelles (2).

(1) Voir la loi de 1888, art. 3, art. 6, art. 14.

(2) Sur les pouvoirs conférés au *county council* par des lois récentes, voyez BLAKE ODGERS, *Local government*, page 13, 1^{er} alinéa.

§ 3. — Pouvoir réglementaire du conseil de comté.

Le *county council* a le droit de faire des *byelaws* (règlements) « applicables au comté tout entier ou à des parties spécifiées du comté (1) ». Pour qu'un de ces règlements soit valable, il faut qu'il ait été voté en séance du conseil, alors que les deux tiers des conseillers étaient présents, et que de plus il ne soit pas contraire aux lois du royaume (2).

D'une façon générale, ces statuts locaux ne sont applicables que quarante jours après leur publication par voie d'affiches, et, passé un délai de même longueur, après qu'un exemplaire portant le sceau du *county council* a été adressé au secrétaire d'Etat. Avant l'expiration de ce délai, le roi a le droit de désapprouver ces règlements, après avis de son conseil privé, ce qui a pour résultat d'en empêcher la mise en vigueur. La désapprobation royale peut ne porter aussi que sur une partie d'un *byelaw*.

Les règlements qui répriment certains dommages causés au public qui n'ont été prévus par aucune loi (*nuisances*), n'ont pas besoin d'être envoyés au secrétaire d'Etat et ne peuvent pas être désapprouvés par le

(1) Les *byelaws* des conseils de comté ne sont pas applicables sur le territoire des bourgs.

(2) Voir la loi de 1888, art. 16.

roi, suivant la procédure exposée plus haut ; mais, pour être valables, ils doivent avoir été approuvés par le *local government board* (1). Le conseil de comté peut sanctionner ses *byelaws* en édictant des amendes contre ceux qui ne les observent pas. Les peines ne peuvent pas s'élever à plus de 5 livres.

Les tribunaux judiciaires ont le droit et le devoir de refuser d'appliquer un règlement qui serait contraire aux lois en vigueur, ou qui serait simplement déraisonnable. L'approbation d'un *byelaw* par le *local government board* laisse intact le pouvoir qu'a l'autorité judiciaire de se prononcer souverainement au sujet de sa validité (2).

(1) Le législateur anglais a pris ses précautions pour que l'approbation du *local government board* soit donnée en pleine connaissance de cause. Il faut, en effet, qu'un mois avant de demander à ce département ministériel son approbation, nécessaire pour rendre valable un *byelaw*, le *county council* ait rendu publique son intention de la solliciter. Ce résultat sera obtenu au moyen d'une ou plusieurs insertions dans les journaux locaux, pour avertir le public du projet de l'assemblée comitale de demander au *local government board* la confirmation d'un règlement voté par elle. En outre, pendant le mois qui précèdera la demande d'approbation, copie du règlement proposé devra être déposée au greffe du *county council*, et elle demeure à la disposition de tout contribuable qui voudra en prendre connaissance. (Voir l'article 185 du *Public health act* de 1875, *Annuaire de législation étrangère*, année 1875, page 82. — Voir également *The county government*, by Glen and Gordon, page 88, 3^e paragraphe.)

(2) Voir ce que disent à ce sujet MM. Redlich et Hirst, traduction Oualid, tome II, page 409, dernier paragraphe, et 410, 1^{er} paragraphe. On traite, dans le passage que nous indiquons, la question des règlements municipaux ; mais ils sont sous le même régime que ceux du *county council*.

§ 4. — **Rapports du conseil de comté avec les habitants des diverses parties du comté.**

Les divers rouages de l'administration locale française tendent surtout, comme nous l'avons déjà montré, à permettre à l'action du pouvoir central exécutif de se faire sentir effectivement sur tous les points du territoire français. Le résultat de cette unité de but est de donner à notre organisation locale l'aspect d'un monument remarquable par sa simplicité et sa régularité.

L'administration locale anglaise est aussi complexe et irrégulière que la nôtre est simple et régulière. Rien en elle ne tend à faciliter l'action du pouvoir central exécutif.

Les autorités locales anglaises ont été constituées à peu près exclusivement en considération des intérêts des habitants de leurs circonscriptions; elles se sont développées par l'activité de ceux-ci et pour eux. L'organisation locale anglaise tend à favoriser autant que possible le *self government*. Quand en Angleterre un groupement administratif est assez considérable pour se subvenir à lui-même, on lui donne, suivant ses forces et ses ressources, une autonomie plus ou moins grande.

Il résulte de là que la situation des habitants du

comté, vis-à-vis du *county council*, n'est pas la même dans toutes les parties du territoire de cette circonscription administrative. Nous allons le montrer.

Parlons d'abord des habitants des bourgs.

Ils se trouvent, vis-à-vis du *county council*, dans une situation qui varie suivant l'importance plus ou moins grande de leur ville.

Si l'on se place au point de vue des rapports de leurs habitants avec le *county council*, l'on peut diviser les bourgs en trois catégories. Ce sont :

1° Les bourgs de comté ;

2° Les bourgs de moins de 50 000 et de plus de 10 000 habitants ;

3° Les bourgs de moins de 10 000 habitants.

Les habitants de tous ces bourgs sont plus indépendants du *county council* que ceux des autres parties du comté. Ainsi ils ne sont pas soumis aux règlements de l'assemblée comitale (1), qui sont pourtant obligatoires dans les districts urbains et ruraux.

Mais, à d'autres points de vue, leur situation vis-à-vis du conseil de comté varie suivant la catégorie dans laquelle se trouve le bourg où ils résident.

Les habitants du bourg de comté sont, peut-on dire, à peu près indépendants du *county council*.

Les habitants des bourgs de la deuxième catégorie sont taxables par l'assemblée comitale et y envoient

(1) Voir l'article 16, paragraphe 2, du *local government act* de 1888.

des délégués (1). Néanmoins ils sont soustraits à l'autorité du *county council* à de nombreux points de vue. Ainsi, c'est de leur conseil municipal que dépendent leur police, leurs écoles primaires, leur inspection des poids et mesures et l'application dans leur ville des lois sur les épizooties.

Les services publics que nous venons d'énumérer sont assurés dans les bourgs de la troisième catégorie, non pas par leurs conseils municipaux, mais par le conseil de comté. Les habitants de ces villes sont donc bien plus sous la dépendance de l'autorité administrative du comté que ceux des bourgs de la deuxième catégorie (2).

Le conseil de comté exerce son pouvoir réglementaire dans les districts urbains et ruraux, et l'on peut

(1) Quand un bourg de cette catégorie a une cour de sessions trimestrielles, il n'est pas taxable par le conseil de comté pour subvenir aux frais de la cour de sessions trimestrielles du comté (art. 35, paragraphe 2, du *local government act* de 1888). Par contre, quand un bourg de moins de 10 000 habitants a une cour de sessions trimestrielles, il n'est pas dispensé de contribuer aux charges financières de celle du comté. Le législateur anglais veut décourager ces petits bourgs d'entretenir une cour de sessions trimestrielles (*local government act* de 1888, art. 38, paragraphe 5).

Les conseillers délégués au conseil de comté par les bourgs de plus de 10 000 habitants (bourgs de comtés exceptés) ne peuvent pas prendre part dans l'assemblée comitale « aux votes ou délibérations, concernant les matières dans lesquelles les circonscriptions qui les ont élues ne sont point soumises aux taxes levées sur le reste du comté » (*local government act* de 1888, art. 35, paragraphe 6).

(2) Comparez les articles 35, 36, 37, 38 et 39 du *local government act* de 1888 (annuaire de législation étrangère de 1888) — Voir également dans REDLICH et HIRST, *le Gouvernement local de l'Angleterre*, traduction Oualid, tome II, p. 131, 132 et 133, une étude très détaillée des rapports des comtés et des bourgs.

dire qu'en général ses attributions n'y subissent aucune restriction, sauf dans les districts urbains considérables. Les conseils des districts urbains d'au moins 20 000 habitants, en effet, remplissent à sa place certaines de ses fonctions sur leur territoire. Ainsi ils constituent les autorités scolaires de leurs districts et y coopèrent, avec le pouvoir central, à l'application de la loi des pensions du vieil âge.

Rien de particulier à dire des rapports des habitants de la paroisse avec l'autorité administrative du comté.

Leur situation vis-à-vis de l'administration comitale varie suivant qu'ils font partie d'un bourg de telle catégorie, d'un district urbain de 20 000 habitants, d'un district urbain moins peuplé, ou d'un district rural. Il va de soi que l'autorité paroissiale, la moins considérable de toutes celles du gouvernement local de l'Angleterre, n'a pas l'envergure suffisante pour remplacer le *county council*, dans l'exercice d'aucune de ses fonctions, sur le territoire de la paroisse.

Il résulte de tout ce que nous venons de dire que les agglomérations urbaines échappent plus ou moins, suivant leur importance, à l'administration du *county council*, et que cette dernière ne fonctionne dans sa plénitude que dans la partie rurale du comté.

§ 5. — Rapports du conseil de comté avec les autorités locales du comté.

Les auteurs de la loi de 1888 avaient eu en vue de faire du *county council* un véritable délégué du pouvoir central, pour le contrôle des autres corps locaux du comté. Cette mesure décentralisatrice aurait pourtant eu un défaut pour les populations anglaises, celui de détruire l'un des avantages du gouvernement local de leur pays, qui était et est encore de séparer nettement les intérêts ruraux et urbains.

Aussi l'article II de la loi réformatrice de 1888, qui permettait au *local government board* de donner en temps opportun, à l'autorité comitale, les attributions des divers ministères de contrôle central, est-il resté à peu près lettre morte, par suite de la répugnance des conseils des bourgs et des districts urbains à dépendre d'une assemblée composée habituellement d'une majorité de ruraux, comme le *county council* (1).

Mais le *local government act* de 1894 a nettement

(1) Les conseils municipaux des bourgs et les conseils de comté ne s'ignorent pourtant pas mutuellement. Dans beaucoup de cas où cela est nécessaire au point de vue de leurs intérêts communs, les conseils de comtés et de bourgs sont autorisés, et même encouragés, par la loi à former ensemble des comités mixtes.

subordonné au *county council* les autorités rurales du comté (conseil de district rural ou de paroisse).

Il ne faudrait pas croire cependant que toutes les autorités urbaines échappent à la tutelle du conseil de comté.

Il en est ainsi pour les conseils municipaux des bourgs; mais les conseils de districts urbains et les bureaux urbains de tuteurs ne sont pas complètement indépendants de l'autorité comitale.

Ainsi, le *county council* est un des pouvoirs compétents pour modifier les limites des districts urbains, ainsi que celles de l'union. Et c'est lui qui décide si les tuteurs des pauvres d'une union se retireront par tiers ou tous à la fois (1).

A cela se réduit à peu près l'action du conseil de comté sur le conseil de district urbain et le bureau des tuteurs d'une union urbaine. Ces assemblées locales jouissent donc, vis-à-vis de lui, d'une large autonomie. Dans la plupart de leurs actes, en effet, elles sont indépendantes de l'autorité comitale.

La situation du conseil de district rural vis-à-vis du conseil de comté n'est plus la même que celle du conseil de district urbain ou du bureau des tuteurs de l'union urbaine. Le conseil de district rural est véritablement sous le contrôle du conseil de comté. Quand un conseil de paroisse se plaint à l'autorité comitale

(1) Voir le *local government act* de 1894, article 20, paragraphe 6.

de ce que son conseil de district néglige ses attributions, aux points de vue de l'hygiène publique, de l'entretien de la voirie ou de l'application de la loi sur les *allotments*, le conseil de comté peut, s'il lui est démontré que les griefs allégués sont fondés, se substituer à l'assemblée administrative du district rural, pour l'accomplissement de celles des fonctions en question qu'elle remplit mal (1). Dans des cas de ce genre, tous les frais de l'intervention du conseil de comté seront à la charge du conseil de district (2). Il va de soi que le conseil de comté a, vis-à-vis d'un conseil de district rural, tous les pouvoirs qu'il possède vis-à-vis d'un conseil de district urbain.

Le conseil de paroisse (3) est beaucoup plus étroitement subordonné au conseil de comté que le conseil de district rural. Le conseil de comté contrôle tous les actes un peu importants du conseil de paroisse, et ce dernier a presque continuellement besoin de ses autorisations et de ses appuis.

Pour le montrer, je me bornerai à dire que le conseil de comté peut modifier les limites des paroisses

(1) Voir le *local government act* de 1894, article 16. (*Annuaire de législation étrangère* de 1894, page 83.)

(2) Voir le *local government act* de 1894, article 63, paragraphe b. (*Annuaire de législation étrangère* de 1894, page 133.)

(3) Nous ne parlons ici que des paroisses rurales. Les paroisses urbaines n'ont point de conseil. Leur organisation n'a pas été modifiée par le *local government act* de 1894, ce qui revient à dire qu'elles demeurent à peu près indépendantes de l'autorité comitale.

rurales, diviser l'une d'elles en deux, fondre deux d'entre elles en une, et prononcer la dissolution d'un conseil de paroisse dont la population est insuffisante, si l'assemblée paroissiale en fait la demande ; que les dépenses paroissiales rurales de nature à entraîner un emprunt, et les emprunts mêmes, sont soumis à son approbation ; que le conseil de paroisse s'adresse à lui quand il croit avoir à se plaindre de son conseil de district rural, etc. etc. Pour plus de détails, voir la note (1).

(1) Pour donner un exposé un peu détaillé des rapports du *county council* et du conseil de paroisse, nous ne croyons pas pouvoir mieux faire que de citer le passage suivant de l'*Annuaire de législation étrangère* de 1894.

« Le conseil de paroisse a été placé sous l'autorité immédiate du conseil de comté, qui l'institue, l'organise, le surveille ou le protège, le modifie ou le supprime au besoin. Le conseil de comté, au moyen d'arrêtés ou ordonnances (*orders*) et en s'appuyant, dans les cas prévus, sur l'autorité suprême du bureau central (*local government board*), règle et dirige tous ses mouvements. On peut dire que son intervention est de toutes les heures.

« On va en juger.

« Le conseil de comté a été chargé de terminer toutes les difficultés soulevées par la première réunion des assemblées paroissiales et par la première élection des conseils.

« Il fait nommer les conseils dans les paroisses de trois cents habitants, par application de la loi ; dans celles de cent à trois cents, si l'assemblée ne s'y oppose pas.

« Au lieu de faire administrer une paroisse de moins de trois cents habitants par un conseil, il peut, à la requête ou avec le consentement de l'assemblée de cette paroisse, la joindre à une ou plusieurs autres, pour former un groupe sous un seul et même conseil commun. Toutefois les assemblées des paroisses groupées n'en demeurent pas moins séparées et indépendantes.

« Si l'une des paroisses ainsi groupées devient assez populeuse par elle-même, il dissout le groupe et donne à cette paroisse un conseil séparé.

« Il suffit, du reste, d'une requête du conseil du groupe ou de l'une des

Pour donner une conclusion à ce paragraphe, nous dirons : 1° que le conseil de comté a peu ou point

assemblées des paroisses qui la composent pour qu'il ordonne, s'il le juge à propos, la dissolution.

« En sens inverse, le conseil de comté peut diviser une paroisse en deux ou plusieurs autres, et ordonner alors que chaque paroisse nouvelle aura un tuteur des pauvres particulier, lequel, dans un district rural, sera conseiller de district.

« Il peut aussi fondre deux paroisses en une seule; mais, dans ce cas aussi bien que dans le précédent, il a besoin de l'approbation du bureau central de gouvernement local.

« Le conseil de comté ordonne quelquefois que, dans certaines parties de la paroisse très distinctes des autres par leur configuration et leurs droits et propriétés, le consentement de l'assemblée de ces localités sera nécessaire avant qu'on y mette à exécution les résolutions du conseil affectant ces propriétés et ces droits.

« Nous avons vu plus haut qu'il est loisible au conseil de comté de conférer à l'assemblée paroissiale, sur sa requête, tous les pouvoirs du conseil de paroisse.

« Si le conseil de paroisse le lui demande, il modifie le tracé des limites de la paroisse, en vue de l'exécution des *adoptive acts*, sauf à faire parvenir deux copies de son arrêté ou ordonnance, l'une au bureau central du gouvernement local, l'autre au bureau d'agriculture.

« Si ce changement dans la délimitation de la paroisse est opéré pour d'autres fins que l'exécution des *adoptive acts*, l'ordonnance du conseil de comté doit être alors confirmée par le bureau central. On n'a plus que six semaines, au lieu de trois mois, pour le délai d'appel contre toute ordonnance du conseil de comté qui modifie une circonscription locale ou en change le nom.

« Cet appel appartient à toute autorité locale, y compris le bureau de tuteurs (*board of guardians*).

« Dans le cas où une paroisse rurale coïnciderait en étendue avec un district rural, le conseil de comté arrête le parti à prendre. Ordinairement il les fait rentrer l'un dans l'autre : paroisse ou district se confondent.

« C'est le conseil de comté qui fixe le jour et la durée du *poll*, lorsqu'il est réclamé dans les assemblées paroissiales. Il ne peut être ouvert avant six ou huit heures du soir. Il détermine et change à son gré le nombre des conseillers à élire dans chaque paroisse, et c'est en conséquence de ce pouvoir qu'il joint ensemble diverses paroisses ou qu'il les partage en quartiers, tout comme fait le bureau central dans les élections des tuteurs des pauvres.

« S'il arrive que le nombre des conseillers élus ne suffise pas à complé-

d'action sur les autorités urbaines du comté, mais qu'il est un véritable tuteur pour les autorités rurales

ter le conseil, il peut faire procéder à de nouvelles élections et désigner, en attendant, des administrateurs provisoires.

« Pour trancher les difficultés qui naîtraient de l'élection individuelle d'un conseiller seul, il peut ordonner de recommencer cette élection.

« Il lève, s'il le juge bon, l'interdiction de faire partie du conseil de paroisse qui pèse sur les individus engagés avec ce dernier dans les affaires d'intérêt.

« Il arrête s'il y a certitude, et après avoir consulté l'assemblée, le nom que portera le conseil de paroisse.

« C'est le conseil de comté qui décide s'il y a lieu de dissoudre un conseil de paroisse pour cause de décroissance de la population, lorsque l'assemblée paroissiale le lui propose.

« Il détermine par des règlements les garanties que doit offrir le receveur ou trésorier (*treasurer*) du conseil de paroisse.

« Le conseil de comté veille à la conservation des registres, documents et papiers divers du conseil de paroisse et fait exécuter les règlements qu'il a édictés à cet effet.

« Il tranche les difficultés relatives à la garde ou à la communication de ces pièces.

« Concurremment avec le bureau de gouvernement local, dont le consentement doit confirmer le sien, il autorise les emprunts du conseil de paroisse, et, disposition remarquable, il peut être lui-même son prêteur. C'est le conseil de comté qui doit approuver les dépenses du conseil de paroisse consenties par l'assemblée paroissiale, mais qui entraîneraient un emprunt.

« Il reçoit les plaintes et les réclamations du conseil de paroisse contre le conseil de district, par exemple lorsque ce dernier manque de pourvoir aux égouts, à la distribution de l'eau, aux voies de communications.

« Le conseil de comté doit surtout s'opposer lui-même, au défaut du conseil de district négligent, à l'obstruction des chemins.

« Le conseil de comté a le devoir de procéder aux enquêtes préliminaires, à la suite desquelles il peut autoriser le conseil de paroisse à se rendre acquéreur par contrainte des terres dont il a besoin pour les *allotments*, ou qui servent à la commune.

« L'arrêté qu'il prend à cet effet, après qu'il a été confirmé par le bureau central, a force de loi, à moins qu'il n'y ait été fait opposition devant ce bureau dans le délai que les règlements de celui-ci ont indiqués.

« Il fixe le montant des frais de ces enquêtes et décide à qui incombera l'obligation de les payer.

« Il autorise aussi le conseil de paroisse, sauf approbation du bureau

de cette circonscription ; 2° que son pouvoir de contrôle varie en raison inverse de l'importance des corps locaux sur lesquels il a à s'exercer.

central, à louer de force, au lieu de les acheter, les terres destinées aux *allotments*.

« Il peut arriver que le propriétaire ainsi évincé soit autorisé à son tour à reprendre possession de son bien.

« C'est le conseil de comté qui le lui rend, en lui imposant une indemnité au profit du conseil de paroisse.

« Un comité permanent (*standing committee*), nommé tous les ans par le conseil de comté, reçoit la mission spéciale de s'occuper de toutes les affaires de ce genre.

« Lorsque deux ou plusieurs paroisses ont été réunies en un groupe par le conseil de comté et qu'il existait des curateurs chargés d'administrer les fondations charitables, il détermine par un arrêté les droits respectifs que garde sur ces *charities* chacune des paroisses groupées. Son arrêté doit être approuvé par les *charity commissioners*. Ainsi le conseil de paroisse et le conseil de comté, dans leur action respective, sont constamment en rapport.

« On pourrait dire qu'ils marchent côte à côte et ne se quittent point. » (*Annuaire de législation étrangère* de 1894, pages 34, 35 et 36.)

CHAPITRE VI

LE CONSEIL DE COMTÉ ET LE POUVOIR CENTRAL

§ 1. — Caractère du contrôle du pouvoir central sur les autorités locales anglaises.

Stuart Mill compare un système d'administration locale complètement indépendante du pouvoir central « à une école où il n'y aurait pas de maîtres, mais seulement des élèves maîtres à qui l'on n'aurait jamais rien appris (1) ». Cet illustre écrivain nous montre, dans ce membre de phrase, comment les Anglais comprennent le contrôle des autorités locales par le gouvernement central. D'après eux, il faut que ce dernier soit, pour les corps locaux, beaucoup moins un supérieur hiérarchique qu'un tuteur bienveillant et un éducateur. Il ne doit pas limiter en quoi que ce soit l'initiative des autorités urbaines ou rurales ; son rôle est, au contraire, de faciliter la tâche de celles-ci en les

(1) Cité par REDLICH et HIRST, traduction Oualid, tome I^{er}, p. 235, 1^{er} alinéa.

éclairant et en les stimulant au besoin. Les commissaires nommés par le Parlement en 1869, pour enquêter sur la nécessité de surveiller les autorités sanitaires, s'exprimaient ainsi :

« Il devrait y avoir un ministère reconnu et suffisamment puissant, non pas pour centraliser l'administration, mais au contraire pour mettre la vie locale en mouvement; un réel pouvoir moteur, une autorité à laquelle puissent s'adresser, pour être guidées ou aidées, toutes les autorités sanitaires du gouvernement local du pays (1). » La conséquence de ce rapport a été la création du *local government board*.

Au cours de la discussion qui précéda le vote de la loi par laquelle fut créé, en 1871, ce nouveau département ministériel, l'auteur de la réforme en question, M. Stanfeld, se défendit d'avoir en vue de commencer une œuvre de centralisation et déclara en substance que son but était de régulariser le *self government* et non d'y mettre fin. « Ce *bill*, disait-il, donnera dans ce pays une nouvelle force au principe du *self government* au lieu de le détruire (2). »

L'on se tromperait donc fort si l'on croyait que le grand développement du contrôle central anglais au XIX^e siècle a été le résultat d'un mouvement de

(1) Voyez BLAKE ODGERS, *Local government*, p. 249, 1^{er} alinéa (phrase traduite par F. Ollier).

(2) *Hansard's parliamentary debates*, année 1871, volume 37, p. 78 et 79 (phrase traduite par F. Ollier).

réaction contre la vieille politique locale traditionnelle de l'Angleterre. Non, les réformateurs successifs du gouvernement local anglais de ces quatre-vingts dernières années n'ont nullement visé à doter leur pays d'une administration centralisée à la manière française; ils ont tout simplement essayé de solutionner d'une façon pratique et satisfaisante certains problèmes *concrets*, mais d'une importance nationale. Les divers ministères de contrôle local anglais, en effet, ont été établis à différentes époques pour remédier à des vices évidents de telle ou telle organisation locale qui ne donnait pas satisfaction aux besoins de la vie moderne. Les Anglais ont le culte du *self government* parce que la liberté des autorités locales leur paraît utile au point de vue du bon gouvernement de leur pays; mais toutes les fois que l'expérience leur a démontré que dans un cas déterminé l'intérêt général exigeait que le pouvoir central intervînt, ils n'ont pas manqué de donner à ce dernier les armes nécessaires pour agir effectivement. « Quelque respect que l'Angleterre ait toujours professé pour la liberté des individus, écrit M. Vauthier, elle n'a jamais hésité, lorsque l'emploi de la contrainte lui a paru nécessaire, à faire usage de cette contrainte avec une énergie, une décision et un esprit de suite qui déconcertent les nations du continent (1). » Ainsi, en 1835, pour assurer la bonne

(1) Voir VAUTHIER, *le Gouvernement local de l'Angleterre*, page 350, 1^{er} alinéa.

application de la loi des pauvres, en 1871 pour développer l'enseignement primaire et, en 1875, pour imposer l'observation des lois sanitaires, le législateur anglais a résolument soumis les unions et les conseils de district scolaires et sanitaires, à une surveillance minutieuse du pouvoir central.

En 1888, l'on n'a pas exempté les *county councils* du contrôle central, loin de là; mais on leur a laissé une indépendance relative comparativement aux corps locaux moins importants qu'eux, et même plus tard, en 1894, on a fait des nouvelles assemblées comitales les auxiliaires du *local government board* dans la surveillance des autorités locales. Ceci s'explique par ce fait que, vu l'importance de leurs fonctions, les conseils de comté ont été considérés avec raison, dès leur création, comme devant attirer dans leur sein des hommes de plus d'envergure que les membres des corps locaux moins considérables. La liberté, pour les Anglais, n'est pas une fin, mais un moyen.

Le contrôle central est exercé en Angleterre par plusieurs départements ministériels, dont aucun n'est investi de la mission générale de surveiller les autorités locales.

Les ministères anglais de contrôle local sont le *local government board*, le *home office*, le *board of education*, le *board of agriculture* et le *board of trade*.

Nous allons étudier les rapports de chacun d'eux avec le *county council*.

§ 1. — Contrôle du “ local government board ”
sur le “ county council ”.

Le *local government board* est un véritable département ministériel. Son président siège, en effet, régulièrement dans le cabinet. C'est une sorte de ministère de l'intérieur, dans les attributions duquel rentre la plus grande partie du contrôle des autorités locales. Il se compose de tout un ensemble de fonctionnaires, commis, chefs de bureau, inspecteurs, techniciens, auditeurs, etc., qui concourent à des titres divers à la surveillance des corps locaux.

Il a été créé dans sa forme actuelle en 1871, quand les hommes d'État anglais eurent été convaincus que le seul moyen de faire appliquer des lois sanitaires était de soumettre à une surveillance rigoureuse les autorités chargées de leur mise en vigueur. A cette époque l'on fit absorber, par le nouveau ministère qu'on créait, l'ancien bureau de la loi des pauvres.

Pour ce qui concerne le contrôle du conseil de comté, les pouvoirs du *local government board* sont loin d'être aussi étendus que pour ce qui a rapport à l'application de la loi des pauvres par les unions, et à la mise en vigueur de la législation de l'hygiène par les autorités sanitaires (1).

(1) « Les règlements et ordonnances du *local government board* en matière d'assistance publique peuvent imposer, à peu près n'importe

Ce département ministériel exerce néanmoins un contrôle assez serré sur les finances comitales, au moyen de vérifications des auditeurs de district, dont nous parlerons en temps voulu. Quoi qu'il en soit, l'on ne peut pas dire cependant que le *local government board* tienne le conseil de comté dans une dépendance étroite. La subordination de ce corps local au ministère de contrôle dont nous nous occupons, se montre le plus souvent par la nécessité où se trouve le premier de soumettre à l'approbation du second certains de ses actes importants, comme les aliénations d'immeubles, les emprunts, les règlements réprimant les *nuisances*, les ordonnances groupant deux paroisses en une seule, celles en divisant une en deux ou modifiant les limites d'un *district*, etc. (1).

quel acte, sauf la distribution de secours dans des cas particuliers. Ces règlements généraux se rapportent même à toutes sortes de questions que l'on peut concevoir, comme, par exemple, la procédure dans les réunions des tuteurs, l'heure du lever des assistés dans les asiles (*work houses*), l'espèce et la quantité de nourriture qu'ils recevront, les conditions dans lesquelles on leur permettra l'usage du tabac et les endroits où ils peuvent fumer.

« Ces règlements, tellement détaillés qu'ils remplissent un gros volume, ont pour but de limiter à peu près complètement l'action des tuteurs à l'application, pour chaque individu, de règles qui sont minutieusement formulées. » (LAWRENCE LOWELL, *le Gouvernement de l'Angleterre*, tome II, p. 351, traduction Nerink.)

(1) « Il serait fastidieux et inutile de transcrire tout au long les minutieuses dispositions contenues dans la troisième partie de l'*act* de 1888, relative aux limites; mais le principe général par lequel le législateur entendait que fussent régies toutes les modifications à venir est formulé en ces termes : « Dans toute modification de limites opérée sous l'autorité de cet *act*, on prendra soin que, dans la mesure praticable, les limites d'une circonscription territoriale de gouvernement local ne coupent pas

Le *local government board* ne se borne pas seulement à contrôler les conseils de comté et les autres corps locaux, mais il leur facilite aussi leur travail en les éclairant de ses avis.

Que l'application d'une loi nouvelle embarrasse un corps local, ou que simplement celui-ci hésite sur la meilleure ligne de conduite à suivre dans tel ou tel cas ; il fait appel aux lumières du *local government board*, qui, après étude de la question, lui fait savoir ce qu'il en pense. Qu'un conflit se produise entre un *county council* et une ou plusieurs autres autorités locales, ce différend doit presque toujours être soumis à l'arbitrage du *local government board*.

Pour avoir une idée exacte des rapports du *local government board* et du conseil de comté, il faudrait savoir comment ce département ministériel contrôle les finances comitales. Il nous a semblé préférable de traiter cette question importante quand nous étudierons les finances du *county council*. Nous allons montrer comment s'exerce sur ce corps local le contrôle

les limites d'une autre circonscription de gouvernement local » (art. 60 du *local government act* de 1888). D'après le *local government act* de 1894, ce principe général est développé, et le conseil de comté a pouvoir, dans certains cas et dans certaines conditions, de prendre lui-même une ordonnance pour appliquer ces dispositions, en ce qui concerne les circonscriptions d'autorités inférieures (conseils de paroisse et de district) comprises dans ses limites. » (REDLICH et HIRST, tome II, page 8, par. 2.) Si pendant deux ans le conseil de comté n'use pas des pouvoirs à lui conférés en matière de changement de limites, ils passent au *local government board*, qui pourra les exercer à sa place (art. 38 du *local government act* de 1894. — *Annuaire de législation étrangère* de 1894).

d'un autre département ministériel important, le *home office* (1).

§ 2. — Contrôle du “ *home office* ”.

Le *home office* est une sorte de ministère de la police.

Nous n'avons pas à entrer dans les détails de ses multiples fonctions. Cela seul qui nous intéresse, c'est que ce département ministériel est chargé de contrôler la police des comtés.

Nous allons essayer de montrer au lecteur la manière dont l'État anglais s'y prend pour avoir prise sur ce service public important, en respectant dans la mesure du possible le principe du *self government* des autorités locales.

Avant 1856, les autorités locales étaient à peu près indépendantes du pouvoir central au point de vue de la police, et l'organisation de ce service était des plus rudimentaires à l'intérieur des comtés. L'on va s'en rendre compte :

Chaque paroisse devait assurer sa propre police sous la surveillance des juges de paix en *quarter session*. Dans l'intérieur de chaque paroisse, les fonctions de *constable* (agent de police) étaient remplies à

(1) Les décisions du *local government board*, comme celles des autres départements ministériels de contrôle local, sont, suivant les cas, soit définitives, soit provisoires, jusqu'à confirmation du Parlement.

tour de rôle par les habitants pendant un temps déterminé et après désignation de la cour de *quarter session*. Ceux qui le voulaient pouvaient se faire remplacer, pour ce service généralement peu recherché, par quelqu'un qu'ils payaient. Il arrivait souvent que des paroisses trouvaient avantageux d'appointer des *constables* professionnels, ce qui dispensait leurs habitants des désagréables corvées policières, et c'était aussi, le plus souvent, le meilleur moyen d'assurer l'ordre public (1).

Ce régime de police était possible quand l'Angleterre était un pays agricole et sédentaire; mais il devint absolument insuffisant après les changements que provoqua, dans la manière de vivre des habitants de ce pays, le développement industriel et commercial de la première moitié du xix^e siècle.

A cette époque-là, en effet, d'un côté l'Angleterre tend à devenir un vaste pays usinier, avec une population composée en majorité d'ouvriers nomades difficiles à surveiller et à discipliner, tandis que d'un autre l'adoucissement des mœurs et le grand développement des affaires de toute sorte rendent le besoin de la sécurité publique plus fort que jamais.

Aussi, en 1856, le Parlement crut-il devoir voter une loi instituant dans chaque comté et dans chaque bourg un corps de policiers professionnels (2).

(1) Sur l'organisation de la police dans les comtés avant 1856, voir VAUTHIER, *le Gouvernement local de l'Angleterre*, p. 154 et 155.

(2) 19 et 20, *Vict. ch.* 59.

Lors du vote de cette réforme, le législateur anglais s'est trouvé en présence d'un problème insoluble en apparence :

Comment arriver à obliger les autorités des comtés et des bourgs à avoir une police suffisante, tout en respectant le principe du *self government*?

Le Parlement britannique a résolu la difficulté en subventionnant la police des comtés et des bourgs sous condition.

Il a dit aux autorités comitales et municipales : « Le pouvoir central vous donnera tant pour votre police, mais à la condition que vous ayez chacune un corps de policiers suffisamment nombreux et bien organisé. »

En fait, la Trésorerie payait le tiers des frais de solde et d'habillement des *policemen* des comtés et des bourgs, quand les autorités de ces circonscriptions pouvaient lui présenter un certificat du secrétaire d'État du *home office* constatant que leur police avait été satisfaisante pendant l'année écoulée.

Petit à petit cette subvention conditionnelle s'est élevée du tiers à la moitié des frais de solde et d'habillement des *policemen*.

Ce système a donné de très bons résultats, les autorités locales étant presque toujours désireuses de ne pas perdre leurs droits à une subvention. Son grand avantage a été de permettre au *home office* de réglementer les polices locales presque comme si elles étaient siennes et de les rendre ainsi, dignes d'un peuple moderne.

Depuis 1888, l'organisation du contrôle de la police des comtés a été légèrement modifiée. Le conseil de comté reçoit du pouvoir central une subvention générale consistant dans le produit de certains impôts, et une partie de ces sommes doit, en principe, être employée à subvenir, dans les mêmes proportions que précédemment, à une partie des frais de la police du comté. Mais alors le conseil de comté ou de bourg de comté dont la police est jugée insuffisante par l'inspection du *home office* doit verser à la Trésorerie une amende égale à la moitié des frais de solde et d'habillement des *policemen*, ou, autrement dit, au montant de sa subvention (1).

Il va de soi que la police des comtés et des bourgs est soumise à des inspections rigoureuses du *home office*. On sait déjà que le *constable* principal du comté est nommé par le comité mixte permanent, avec l'approbation du *home office*.

Telles sont les grandes lignes de l'organisation du contrôle de la police des comtés par le pouvoir central anglais.

(1) Loi du 13 août 1888, art. 25, paragraphe 1.

§ 4. — Contrôle du “ board of education ”.

Depuis une loi de 1902, le conseil de comté est devenu la principale autorité chargée de veiller à la mise en vigueur des lois sur l'enseignement primaire. Il a reçu, en effet, la mission de diffuser l'enseignement primaire dans le comté (1), soit en y subventionnant des écoles privées, soit en y entretenant directement des écoles primaires publiques là où il estime que c'est nécessaire, et de veiller à ce que la règle légale de l'enseignement primaire obligatoire fût effectivement appliquée.

Le conseil de comté, en tant qu'autorité scolaire, est sous le contrôle du *board of education* ou ministère de l'instruction publique.

Les pouvoirs de ce département ministériel sont assez étendus : le pouvoir central anglais subventionnant les écoles primaires publiques et un grand nombre d'écoles primaires privées, le *board of education* les inspecte pour s'assurer qu'elles méritent leurs subsides.

(1) Nous rappelons au lecteur que le conseil de comté n'est pas toujours la seule autorité locale scolaire du territoire du comté. Les districts urbains d'au moins 20 000 habitants et les bourgs d'au moins de 10 000 habitants sont en effet eux-mêmes des *education authorities* indépendantes de l'assemblée comitale.

Sur le comité d'éducation du *county council*, voir l'art. 17 du *local education act* de 1902 (*Annuaire de législation étrangère* de 1902).

L'organisation du comité d'éducation de chaque *county council* doit avoir été approuvée par le *board of education*, et c'est ce dernier enfin qui est chargé de veiller, d'une façon générale, à ce que le *county council* et certaines autres autorités locales remplissent bien les fonctions qui leur ont été confiées par la loi au point de vue scolaire.

Si, par hasard, une autorité locale scolaire refuse d'assurer l'enseignement primaire sur le territoire dépendant d'elle comme elle en est légalement tenue, le pouvoir central anglais ne sera pas désarmé. Le législateur britannique a donné, en effet, des pouvoirs spéciaux au *board of education* pour parer à des situations de ce genre (1).

En pareil cas, ce département ministériel assure de lui-même le service dont cette autorité locale scolaire ne s'est pas occupée, et fait les dépenses nécessaires pour parvenir à ce résultat. Le *board* rentrera dans ses débours, en les déduisant des subventions que l'État anglais paye aux autorités scolaires du comté.

Pour en finir avec le *board of education*, nous dirons qu'il exerce aussi son contrôle sur les écoles secondaires ou professionnelles que les autorités locales scolaires entretiennent ou soutiennent pécuniairement, comme elles en ont le droit.

Mais là, comme en matière d'enseignement pri-

(1) 4, Edw. VII, ch. 18.

maire, l'intervention du pouvoir central anglais se justifie par ses subventions.

§ 5. — Contrôle du “ board of agriculture ”.

Le *board of agriculture* ou ministère de l'agriculture exerce, lui aussi, son contrôle sur le conseil de comté. Ce dernier est chargé, en effet, d'assurer l'application d'un certain nombre de mesures législatives ayant des rapports avec l'agriculture, parmi lesquelles nous citerons les lois de 1893 sur les produits alimentaires et les engrais (1), de 1894 sur les maladies contagieuses des animaux (2), de 1892 et de 1907 sur les *allotments* et les *smoll holdings* (3).

L'étendue des pouvoirs du ministère de l'agriculture anglais varie suivant les cas.

Tantôt le *board* a seulement le pouvoir de rendre

(1) Voir 56 et 57, Vict., ch. 56.

(2) Voir 57 et 58, Vict., ch. 57, et l'*Annuaire de législation étrangère* de 1894, p. 168 et 169.

(3) A la fin du siècle dernier, le Parlement britannique a voulu enrayer le dépeuplement des campagnes anglaises en permettant à tous ceux qui voudraient devenir petits fermiers ou petits propriétaires de louer ou d'acheter des terres dans des conditions particulières favorables. Une loi de 1890 a fait du *county council* l'autorité locale chargée de mettre à exécution les différentes mesures votées dans ce sens par le Parlement. Le conseil de comté est, depuis ce temps, une sorte d'intermédiaire entre les gros propriétaires auxquels il achète des terrains et les petits acheteurs auxquels il les cède dans des conditions très avantageuses pour ces derniers. Les vices de la législation antérieure à 1907, au point de vue de la réalisation du but de ses auteurs, étaient au nombre

valable ou non les décisions du *county council*, en leur accordant ou en leur refusant sa confirmation; tantôt il peut, s'il l'estime nécessaire, substituer à ce corps local, pour l'exercice de certaines de ses fonctions, des commissaires nommés par lui tantôt enfin, comme pour ce qui concerne les maladies contagieuses des animaux, il jouit d'un pouvoir réglementaire et fait de l'autorité comitale son agent d'exécution.

Pour donner une conclusion à cette description très générale des rapports du *board of agriculture* et du *county council*, nous dirons que le contrôle de ce ministère de l'agriculture, quoique ne s'exerçant pas sur des fonctions du conseil de comté d'importance primordiale, est peut-être l'un des plus serrés auquel soit soumise cet autorité locale.

de deux : 1^o le *county council* ne pouvait acheter du terrain que si l'on voulait bien le lui vendre, et 2^o le pouvoir central ne pouvait pas obliger ce corps local à s'occuper activement de son rôle d'intermédiaire, qui était le plus souvent de nature à lui occasionner beaucoup de travail pour relativement peu de profit.

Une loi de 1907 a remédié à cet état de choses. En effet, depuis qu'elle est en vigueur, les plans des *small holdings* (on appelle ainsi les terres que le conseil de comté loue ou vend à de petits propriétaires ou à de petits fermiers), que le *county council* projette de constituer, sont soumis au *board of agriculture*, qui les approuve ou non. En cas d'approbation d'un plan par le *board* ou de refus du propriétaire visé de céder sa terre à l'amiable, le *county council* peut exproprier ce dernier, si le *board* l'y autorise. En outre, si un conseil de comté refuse d'appliquer la loi sur les *small holdings*, le *board of agriculture* se charge de la faire mettre en vigueur par des commissaires nommés par lui (Voir la loi de 1907 sur les *small holdings*, dans l'*Annuaire de législation étrangère* de 1907.)

§ 6. — Contrôle du “ board of trade ”.

Le *board of trade* ou ministère du commerce a un certain rôle dans le gouvernement local de l'Angleterre (1).

Divers textes de la loi lui permettent, en effet, d'accorder définitivement ou provisoirement, suivant les cas, des autorisations aux autorités locales pour s'occuper de certaines affaires industrielles, comme d'entreprises de gaz, d'électricité ou d'eau à distribuer, de ports à creuser, de jetées à élever, etc. etc.

Il n'y a guère qu'une loi générale, autorisant les conseils de comté à entreprendre des affaires de ce genre, celle de 1896 sur les chemins de fer à voies étroites. Si un conseil de comté fait construire un chemin de fer à voie étroite, il s'adressera à la commission des chemins de fer à voies étroites (2), et lui demandera d'approuver son projet. L'approbation de la commission, pour être valable, devra avoir été confirmée par le *board of trade*, et si ce dernier estime le projet trop considé-

(1) Sur le *board of trade*, voir REDLICH et HIRST, trad. Oualid, tome II, p. 379. — Voir également dans LAWRENCE LOWEL, *le Gouvernement de l'Angleterre*, le paragraphe du chapitre sur le contrôle central qu'ils consacrent au *board of trade*.

(2) La commission des chemins de fer à voies étroites se compose de trois membres, nommés par le président du *board of trade* ou ministère du commerce.

nable pour prendre sur lui de l'autoriser, il portera la question devant le Parlement, qui décidera (1).

Dans le cas où la commission refuserait l'approbation sollicitée par le conseil de comté, ce dernier pourrait en appeler de cette décision du *board*.

Il faut remarquer que, dans le cas que nous venons d'exposer, le *board* tranche des questions qui autrefois auraient été seulement du ressort du Parlement.

§ 7. — Pouvoirs du conseil de comté en matière de " bills " privés.

On peut définir le *bill* privé : « Un projet de loi présenté devant l'une des deux Chambres du Parlement, dans l'intérêt exclusif d'une personne, d'une société ou d'un corps local (2). »

La plupart de ces *bills* privés sont relatifs à des travaux publics : par exemple, à des entreprises de

(1) Les lois sur les *allotments* et les *small holdings* autorisent aussi les *county councils* à s'occuper, en quelque sorte, d'entreprises agricoles d'un genre spécial ; mais là, l'autorité comitale n'a rien à faire avec le *board of trade*. Les *allotments* sont des terres que les autorités sanitaires vendent ou louent, dans des conditions analogues à celles dans lesquelles les conseils de comté vendent ou louent les *small holdings*.

Le but de la loi sur les *allotments* n'est pas de régénérer l'agriculture, mais de rattacher les ouvriers à la société et à la patrie, en en faisant de petits propriétaires. La dimension du *small holding* n'est pas fixée, mais l'*allotment* ne peut dépasser un acre environ.

(2) LAWRENCE LOWELL, *le Gouvernement de l'Angleterre*, traduction Nerink, tome I^{er}, p. 453 à 456.

tramways, de chemins de fer, de distributions d'eau, de gaz, d'électricité, etc.

Il peut en exister également se rapportant à d'autres questions ; ainsi il y en a de relatifs à des réglementations de police et d'hygiène. L'on peut dire qu'avant les grandes réformes administratives du gouvernement local anglais au xix^e siècle, la législation par voie de *bill* privé était le seul moyen qu'avaient les corps locaux de progresser.

La procédure des *bills* privés a un aspect tout à fait judiciaire. La requête au Parlement, qui en est le premier acte, doit être entourée de conditions de publicité particulières (insertions dans les journaux locaux et dans la gazette officielle), afin de permettre à tous les intéressés d'être prévenus à temps pour pouvoir intervenir et faire valoir leurs droits.

Les présidents des comités des deux Chambres décident ensuite devant laquelle des deux le *bill* sera examiné en premier lieu. Ceci fait, l'affaire va devant l'un des comités de la Chambre des communes ou de la Chambre des Lords.

Là se déroule un vrai procès. Ceux qui sollicitent le *bill* font valoir leurs raisons, et ceux qui s'y opposent, en alléguant qu'il lèse leurs intérêts légitimes, sont entendus également. En général, partisans et adversaires du *bill* sont assistés d'avocats.

Après ces diverses auditions, le comité fait un rapport concluant à l'adoption ou au rejet du *bill*, et la

Chambre des lords ou des communes, suivant que c'est devant l'une ou devant l'autre qu'a commencé la procédure, décide. Une fois le *bill* voté par l'une des deux Chambres, il doit suivre une procédure analogue devant l'autre, et alors, s'il est adopté une seconde fois, il devient loi dès qu'il a la signature royale.

Les conseils de comté, jusqu'à une loi de 1903, n'avaient pas le droit de déposer des *bills* privés devant le parlement; mais ils pouvaient intervenir dans les procédures, des projets de loi de cette sorte, pour combattre ceux d'entre eux qui leur semblaient contraires à leurs intérêts légitimes (1). Depuis 1903, ils ont acquis le droit d'initiative en matière de *bills* privés (2); mais, d'une façon générale, ils n'en font pas, paraît-il, un usage très fréquent (3).

Maintenant que nous avons traité la question des rapports des conseils de comté avec le pouvoir central, nous allons parler, dans le chapitre qui va suivre, des finances de ces corps locaux.

(1) *Local government act* de 1888, article 15.

(2) 3, Edw. III, ch. 9.

(3) Sur la procédure des bills privés, voir LAWRENCE LOWELL, *le Gouvernement de l'Angleterre*, traduction Nerink, tome 1^{er}, p. 451 à 492.

CHAPITRE VII

LES FINANCES DU " COUNTY COUNCIL "

§ 1. — Préparation et vote du budget.

La loi de 1888 a fait des *county councils* de véritables autorités financières. Nous ne pouvons donc nous dispenser de parler un peu longuement des finances de ces corps locaux.

L'année financière des *county councils* s'étend du 1^{er} avril au 31 mars (1). Le premier travail auquel se livre un groupement bien organisé est la préparation de son budget. Pour ce qui concerne le *county council*, c'est là une des principales fonctions de son comité des finances. Avant le 31 mars, chaque comité vote une évaluation des dépenses pour l'année suivante du ou des services qu'il a à administrer. Ces

(1) *Local government act* de 1888, art. 73, paragraphe 1.

prévisions sont ensuite transmises par les présidents des divers comités au comité des finances. Ce dernier opère alors la revision de ces évaluations, qu'il fait modifier au besoin, et établit de son côté des prévisions, aussi exactes que possible, des ressources sur lesquelles l'assemblée comitale pourra compter, pour l'année qui va commencer. Une fois les recettes et les dépenses équilibrées, le budget est prêt à être présenté devant le conseil de comté. Dès qu'il en est ainsi, un exemplaire du projet du budget comital est envoyé à chaque conseiller de comté ou *alderman*, et peu de temps après, quand ils ont pu en prendre connaissance, il est soumis à l'approbation du conseil. Le budget est voté au début de l'année financière, c'est-à-dire vers le 1^{er} avril.

Le conseil de comté ne vote pas en une fois son budget pour toute l'année. Il se borne à prévoir les recettes et les dépenses comitales du premier et du second semestre de l'année, et si au bout de six mois il apprend par le comité des finances que les recettes ne sont pas aussi abondantes qu'il l'avait espéré, il rectifie ses anciennes évaluations en conséquence (1).

(1) Voir le *Local government act* de 1888, art. 74. Voir aussi VAUTHIER, *le Gouvernement local de l'Angleterre*, page 152, note 2.

§ 2. — Ressources du conseil de comté.

A. — Les subventions de l'État.

Les ressources du conseil de comté sont les subventions que ce corps local reçoit de l'État, le produit des taxes du comté, le revenu du domaine privé comital, et enfin les emprunts.

Parlons d'abord des subventions que le conseil de comté reçoit du pouvoir central. Elles consistent dans le rendement total ou partiel de certains impôts, comme les droits de licence (*licence duties*), les droits de succession (*estate duties*) et les droits de douanes (*excise duties*).

Avant 1908, le montant des licences (1) était perçu dans chaque comté par des agents du pouvoir central, les commissaires du revenu intérieur. Ceux-ci le ver-

(1) *Liste des licences dont le produit a été abandonné aux conseils de comté et de bourg de comté par la loi de 1888 en vertu de l'art. 20, par. 1.*

1^o *Les licences pour la vente des spiritueux destinés à être consommés sur les lieux.*

Ce sont :

- Les licences des détaillants de spiritueux (cabaretiers);
- des détaillants occasionnels de spiritueux;
 - des détaillants de bière;
 - des détaillants occasionnels de bière;
 - des détaillants de bière et de vin;
 - des détaillants de cidre;
 - des détaillants de vin;
 - des détaillants occasionnels de vins;
 - des détaillants de sucreries.

saient intégralement à la Banque d'Angleterre, au compte de la *local taxation*. Ces sommes étaient ensuite payées par la banque, sous la direction du *local government board*, aux conseils des comtés sur le territoire desquels elles avaient été perçues.

2° Les licences pour la vente au détail de spiritueux destinés à être consommés au dehors.

Ce sont :

Les licences		des détaillants de bière ;
		des détaillants de bière et de vin ;
—	—	des détaillants de cidre ;
—	—	des détaillants de vin ;
—	—	des détaillants de sucreries ;
—	—	des détaillants de bière de table.

3° Les licences des jeux.

4° Les autres licences que voici :

Les licences	pour le commerce en gros de la bière ;
—	pour le commerce en gros des spiritueux ;
—	pour le commerce en gros des vins ;
—	pour les tenanciers de maisons de rafraîchissements ;
—	des chiens ;
—	de la chasse ;
—	des fusils ;
—	des commissaires priseurs ;
—	des marchands de tabac ;
—	des voitures ;
—	des cartes à jouer ;
—	des locomotives ;
—	des chevaux et mulets ;
—	des marchands de chevaux ;
—	des porteurs d'armoiries ;
—	des domestiques mâles ;
—	des colporteurs ;
—	des régisseurs ;
—	des prêteurs sur gages ;
—	des marchands d'assiettes.

Cette liste ne se trouve pas dans l'*Annuaire de législation étrangère* de 1888 ; elle a été traduite par F. OLLIER dans le *Local government act* de 1888, MACMORRAN AND DILL, page 203.

Liste des licences actuellement perçues directement par les conseils de

Cette situation a été légèrement modifiée par la loi de finances de 1908 (art. 6). Celle-ci donne aux *county councils* le droit d'opérer eux-mêmes le recouvrement de certaines licences dont nous donnons l'énumération en note. Les sommes perçues ainsi directement par les conseils de comté sont un peu moins élevées que celles qui continuent à être recouvrées par les soins des commissaires du revenu intérieur.

Pendant l'année financière 1909-1910, les conseils de comté ou de bourg de comté ont touché du fait des licences 3 827 691 livres, dont 2 097 795 versées par le compte de la *local taxation* et 1 729 896 perçues directement par eux (1).

Pour en finir avec les *licences*, nous dirons encore qu'en vertu de l'article 6 de la loi de finances de 1908, une somme de 4 000 livres est versée chaque année par la Trésorerie au compte de la *local taxation* de la Banque d'Angleterre, qui la distribue entre les divers conseils de comté et de bourg

comté (les autres licences dont le produit a été abandonné aux autorités locales sont perçues par les commissaires du revenu intérieur) :

Ce sont :

Les licences		pour la chasse ;
—	—	pour les chiens ;
—	—	pour certains établissements ;
—	—	pour le port des armoiries ;
—	—	pour les voitures.

(Voir le rapport du *local government board*, année 1908-1909, 2^e partie, page xii.)

(1) Voir dans ce sens le rapport du *local government board* 1909-10, p. xiii, avant-dernier alinéa ; p. xiv, dernier alinéa, et p. xv, 1^{er} alinéa.

de comté, proportionnellement aux produits des droits de licence perçus directement par chacun de ces corps locaux.

Parlons maintenant de l'*Estate duty*.

Le *local government act* de 1888 avait donné aux conseils de comté le produit des trois quarts de la moitié des droits sur l'enregistrement des testaments du Royaume-Uni (*probate duty*).

Une loi de 1894 a changé la source de cette subvention, sans en modifier sensiblement le montant, en remplaçant le produit d'une partie du *probate duty* par celui d'une partie de l'*Estate duty*, ou des droits successoraux du Royaume-Uni. La fraction de l'*Estate duty* qui est abandonnée aux conseils de comté par le *finance act* de 1894 est égale à 1 1/2 pour 100 de la valeur des biens, qui donnent lieu à la perception de cet impôt (1).

La répartition de ces sommes entre les conseils de comté se fait proportionnellement aux subsides du pouvoir central que recevait l'autorité administrative de chaque comté avant le 31 mars 1888 (2).

Depuis 1896, les allocations aux conseils de comté tirées du produit de l'*Estate duty* sont devenues beaucoup plus considérables que par le passé. En vertu d'une loi de cette année-là, en effet, les occupants

(1) Voir *finance act* de 1894; 57, 58 Vict., ch. 30, section 19.

(2) Loi de 1888, act. 22.

des terres et des bâtiments d'exploitation agricole sont exonérés de la moitié de leurs taxes locales. L'État britannique dédommage les autorités locales anglaises en leur remboursant le montant des pertes que ces exemptions de taxes causent à leurs finances, et pour cela c'est encore à l'*Estate duty* qu'il demande des fonds (1). Ainsi les *county councils* reçoivent de la Trésorerie des sommes assez importantes, du fait de l'application de cette loi de 1896.

Quelques mots maintenant sur l'emploi des fonds représentant la part de l'Angleterre dans le produit des droits de douane et des contributions indirectes du Royaume-Uni. Une grande partie de ces sommes revient aux *county councils* (2). On prélève d'abord sur elles 300 000 livres destinées à assurer des pensions de retraite au personnel de la police.

Cette subvention, dont l'emploi est bien déterminé, est distribuée aux différentes autorités de police d'Angleterre et du pays de Galles qui sont, comme on le sait déjà, les conseils de comté, de bourg de comté et de bourg de plus de 10 000 habitants. Pour cette répartition, on divise la somme en question en deux parties égales, dont l'une est destinée au comté de Londres, et l'autre aux différentes autorités de police d'Angleterre et du pays de Galles. La part de chacune

(1) Voir 59, 60, Vict. ch. 14, sections 1 et 2.

(2) 53, 54, Vict., ch. 60, section 1.

de celles-ci est fixée d'après les règles spéciales, dans lesquelles on tient compte du nombre des policemen, des retenues déjà opérées sur leurs salaires et des versements de pension déjà effectués, etc.

Ce prélèvement une fois fait, le restant de la part de l'Angleterre dans le produit des droits de douane et des contributions indirectes du Royaume-Uni est distribué entre les conseils de comté, proportionnellement aux subsides que la session trimestrielle recevait du pouvoir central pour l'administration du comté avant le 31 mars 1888.

Les règles de répartition des subventions du pouvoir central qui viennent d'être exposées pouvaient s'appliquer facilement en 1888 aux conseils des comtés dont le territoire ne comprenait aucun bourg de comté; mais, quand il en était autrement, elles devenaient insuffisantes (1).

En effet, avant création des *county councils*, l'autorité administrative de la plupart des bourgs que la nouvelle loi élevait au rang de bourgs de comté, n'était pas assimilée à celle d'un comté. L'on manquait donc de base, en 1888, pour fixer la proportion des subsides que l'Échiquier devait verser aux conseils de ces nouvelles circonscriptions administratives. De plus, dans le calcul des subventions à allouer aux conseils de comté, il fallait tenir compte de ce fait que

(1) Avant 1888, il n'y avait qu'un petit nombre de bourgs qui, pour des raisons historiques, étaient assimilés à des comtés.

la création d'un bourg de comté diminuait l'importance du comté d'où on l'extrayait, pour ainsi dire.

Pour trancher ces difficultés, le législateur britannique s'en est remis autant que possible à l'initiative des corps locaux qu'intéresse leur bonne solution. En effet, d'après les lois du 13 août 1888, art. 32, et du 18 août 1890, art. 1^{er}, § *b*, quand sur le territoire d'un comté administratif, il se trouve un ou plusieurs bourgs de comté, les conseils de ces circonscriptions doivent former des comités mixtes pour répartir équitablement entre eux toutes les allocations du pouvoir central. « Ces arrangements, lisons-nous dans le rapport du *local government board* de l'année 1889-1890, doivent se faire de telle sorte qu'un comté ne soit pas placé dans une situation financière pire que celle dans laquelle il se serait trouvé, si aucun bourg de comté n'avait été constitué sur son territoire, et qu'aucun bourg de comté ne soit placé dans une situation financière pire que celle dans laquelle il se serait trouvé, s'il était demeuré une partie intégrante du comté (1). »

En vertu de la loi de 1888, ces conventions devaient avoir été conclues dans l'année qui suivrait le 1^{er} avril 1889. Si dans ce délai, certains des conseils

(1) *Nineteenth annual report of the local government board year 1889-1890*, 2^e partie, page xvii (phrase traduite par F. OLLIER).

Après le vote du *local government board*, des arrangements de ce genre ont été nécessaires dans 7 comtés. Sur ce nombre, 5 seulement ont été le résultat de conventions amiables entre les parties intéressées, et 22 ont été imposés par les commissaires.

intéressés ne pouvaient arriver à s'entendre, des commissaires, nommés par le *local government act* même, devaient solutionner d'autorité le problème des rapports financiers de ces corps locaux, dans les différentes espèces où cette question n'aurait pas été résolue à l'amiable (1).

Les arrangements amiables ou forcés, dont nous venons de parler, n'ont pas un caractère immuable et doivent, dans la pensée du législateur, être adaptés aux modifications survenues dans la situation respective des corps locaux qui y participent. Celui-ci a même pris ses précautions pour empêcher que l'incurie ou l'absence d'esprit d'entente des conseils de comté ou de bourg, ne laissent subsister des situations financières devenues contraires à l'équité. « Lorsque au bout de cinq ans, lisons-nous dans le § 6 de l'art. 32 du *local government act* de 1888, il sera constaté devant le bureau d'administration locale (*local government board*), par le conseil du comté ou du bourg, que la convention financière est devenue contraire à l'équité et que les parties n'ont pu s'entendre pour la modifier, le bureau désignera un arbitre qui tiendra lieu de la commission nommée par la présente loi, et qui établira pour cinq ans une nouvelle convention (2). »

(1) Voir la loi de 1888, art. 32, paragraphe 1, et le rapport du *local government board*, 1889-90, page xvii, fin du par. 1^{er}.

(2) *Local government act* de 1888, art. 32, paragraphe 6. (*Annuaire de législation étrangère* de 1888.)

Les gratifications du pouvoir central aux conseils de comté et aux autres autorités locales, sont déposées à la Banque d'Angleterre au compte de la « taxation locale ». De là, elles sont payées aux conseils qui doivent en bénéficier soit directement, soit indirectement, par le canal du compte de la « contribution de l'Échiquier ».

Sont payées directement aux conseils de comté, ainsi qu'aux autres autorités locales que le pouvoir central soutient pécuniairement :

1° Les subventions qui ont été instituées par l'*agricultural rate act* de 1896, pour dédommager les autorités rurales du dégrèvement des agriculteurs de la moitié de leurs impôts locaux. Ces sommes sont versées aux diverses autorités locales rurales (conseils de comté compris) par la Banque d'Angleterre, sous la direction du *local government board*.

2° La subvention de 300000 livres fournie par l'*excise duty* est destinée à participer aux frais des pensions de retraite de la police. Les bénéficiaires de cette libéralité du pouvoir central sont les autorités de police, c'est-à-dire les conseils de comté, de bourg de comté et de bourg de plus de 10000 habitants. Ces sommes, comme les précédentes, sont versées à ces différents corps locaux par la Banque d'Angleterre, sous la direction du *local government board*.

3° Les subventions du pouvoir central aux autorités scolaires. Ces dernières sont les conseils de comté, de bourg de comté, de bourg et de district urbain.

Ces sommes sont versées aux corps locaux qui doivent en bénéficier, par la Banque d'Angleterre, sous la direction du *board of education*.

Les autres allocations du pouvoir central aux autorités locales sont toutes versées par la Banque d'Angleterre, sous la direction du *local government board*, dans les caisses des conseils de comté ou de bourg de comté, et inscrites à un compte spécial qui existe entre l'Échiquier et chacun de ses corps locaux, le compte de « la contribution de l'Échiquier ».

Les subventions du gouvernement central inscrites à ce compte, ou plus exactement à ces comptes, sont ce qui revient à chaque conseil de comté ou de bourg de comté :

1° Sur le produit des licences ;

2° Sur le produit de l'*Estate duty* qui est abandonné à ces corps locaux, en n'y comprenant pas les sommes destinées à appliquer l'*agricultural rate act* de 1896 ;

3° Sur ce qui reste de la part de l'Angleterre dans le produit des droits de douane et des contributions indirectes du Royaume-Uni, après qu'on y a opéré un prélèvement de 300 000 livres pour les pensions de la police.

Ces sommes ne sont pas à la disposition du conseil de comté.

Le compte de la contribution de l'Échiquier, en effet, avant de subvenir aux besoins de l'administration comitale, doit verser aux fonctionnaires enregistreurs

des décès et des naissances dans les paroisses, aux unions, aux autorités sanitaires et enfin aux conseils de bourg les subventions que le pouvoir central leur octroyait directement avant la mise en vigueur de la loi de 1888.

« Les sommes que produisent certains impôts, écrit M. Vauthier, affluent dans la caisse du comté comme dans un réservoir central. Elles se répandent de là par des canaux dont la loi a déterminé la direction, la pente et la capacité, soit dans les bourgs municipaux; soit vers d'autres circonscriptions locales (1). » Une fois ces subventions payées aux corps locaux et aux fonctionnaires qui doivent en bénéficier, le conseil de comté doit employer à pourvoir aux besoins généraux du comté, ce qui reste des sommes qui ont été inscrites à son compte de la contribution de l'Échiquier. Habituellement, les dépenses générales du comté suffisent à absorber complètement ce qui reste alors du produit de ce compte. Néanmoins le législateur de 1888 a cru devoir prévenir le cas où, les frais de l'administration générale du comté une fois payés, il resterait un reliquat au compte de la contribution de l'Échiquier. S'il en est ainsi, cette somme doit être répartie entre les différentes autorités locales du comté,

(1) VAUTHIER, *le Gouvernement local de l'Angleterre*, page 147, dernier alinéa, et 148, 1^{er} alinéa. Voir en outre ce que ce même auteur écrit sur le compte de la contribution de l'Échiquier, page 147, avant notre citation.

d'après des règles minutieuses et compliquées dans le détail desquelles nous n'entrerons pas. Nous dirons seulement que l'idée directrice est d'empêcher qu'aucune partie du comté ne soit plus favorisée qu'une autre.

Le compte de la taxation locale est créancier, vis-à-vis du compte de la contribution de l'Échiquier de chaque conseil de comté, des sommes qui en vertu de la loi doivent être inscrites à ce dernier compte. Ceci étant, lorsque pour un motif quelconque un conseil de comté anglais a contracté une dette vis-à-vis de l'État britannique (1), il est facile à ce dernier de rentrer dans ses fonds en retenant, sur les sommes qu'il a à verser au compte de la contribution de l'Échiquier de ce corps local, le montant de ce qui lui est dû.

Par exemple, c'est par ce moyen rapide et facile que l'Échiquier touche le montant des amendes infligées, en vertu de l'article 25 du *local government act* de 1888, aux conseils de comté dont la police a été jugée insuffisante par l'inspection du *home office* (2).

Les allocations que les *county councils* reçoivent de l'État, directement ou indirectement, par l'intermédiaire du compte de contribution de l'Échiquier, permettent au gouvernement central d'avoir prise sur eux. En réalité, toutes les subventions du pouvoir cen-

(1) Loi du 13 août 1888, art. 27, paragraphe 1.

(2) Loi du 13 août 1888, art. 25, paragraphe 1.

tral à ces corps locaux et aux autres sont subordonnées à cette condition, expresse ou tacite, qu'ils rempliront convenablement leurs obligations légales. Dans une circonstance récente, le Parlement britannique n'a pas hésité à modifier sa législation antérieure, afin d'obliger les autorités scolaires anglaises (dont font partie les conseils de comté) à s'acquitter de leurs fonctions. Il a voté alors une loi d'après laquelle le ministère de l'instruction publique (*board of education*) peut appliquer l'*education act* de 1902, à la place et aux frais de celles des autorités scolaires qui ne le font pas. Pour rentrer dans ses débours, le pouvoir central est autorisé à retenir ce qui lui est dû sur ses gratifications aux autorités en question.

Sans doute, il entre dans la politique de tous les gouvernements anglais de laisser aux *county councils* une autonomie aussi étendue que possible. Néanmoins la faculté qu'a toujours, en fait, le pouvoir central exécutif de leur retirer tout ou partie de ses libéralités, après autorisation du Parlement, constitue une sorte de menace, plus efficace peut-être que celle d'un *writ de mandamus*, contre ceux de ces corps locaux qu'ils rempliraient mal ou pas du tout leurs obligations légales.

Si le législateur de 1888 avait accordé aux conseils de comté le droit de percevoir les impôts dont il leur abandonnait le produit sous certaines conditions, il aurait renoncé gratuitement à l'un de ses moyens de

pression les plus efficaces, non seulement sur ces corps locaux, mais encore sur la plupart des autres, auxquels le compte de la contribution de l'Échiquier verse actuellement des subsides.

B. — Les taxes du comté.

En général, les allocations de l'État ne suffisent pas pour subvenir à tous les besoins du comté. Aussi son conseil a-t-il, comme les autres autorités locales, le droit de taxer ses administrés. Les taxes du comté sont établies d'après les mêmes principes que la taxe des pauvres, ce qui revient à dire qu'elles sont proportionnelles au revenu net des immeubles.

Les évaluations sur lesquelles elles sont basées sont faites théoriquement par le conseil de comté, mais sont, en fait, l'œuvre de son comité de répartition (*assessment committee*). Ces évaluations sont revisées de temps à autre, quand le conseil de comté le juge nécessaire.

Les taxes du comté sont votées chaque année par le conseil de comté, en assemblée générale. Ensuite, l'*assessment committee* en fait la répartition entre les paroisses du comté (1). Leur sous-répartition entre les contribuables, à l'intérieur de chaque paroisse, est l'œuvre des *overseers*. Pour ce qui concerne leur per-

(1) Voir MACMORRAN AND DILL, *The local government act 1888*, page 5, 5^e paragraphe. Voir également 15 et 16, Vict., paragraphe 2.

ception, elle est confiée aux gardiens de chaque union du comté, qui reçoivent à cet effet des mandats du *county council*. Les décisions de ce dernier, relativement à l'évaluation du revenu imposable des paroisses du comté et à la répartition des taxes entre celles-ci, peuvent être attaquées devant la cour de *quarter session*.

Les taxes elles-mêmes font l'objet de recours devant cette juridiction, si les contribuables qui se croient lésés le jugent bon.

Il y a plusieurs taxes de comté, qui sont néanmoins toutes levées et assises d'après les principes que nous venons d'exposer.

Ce sont : la taxe générale du comté et les taxes spéciales du comté.

La première subvient aux dépenses intéressant le comté tout entier ; par exemple, celles relatives à la tenue des assises et aux grandes routes.

Les secondes entretiennent des services publics dont une partie du comté ne bénéficie pas. Elles sont plus ou moins nombreuses, suivant l'autonomie plus ou moins grande des bourgs et des districts urbains qu'un comté peut avoir sur son territoire. Le législateur britannique ne veut pas, en effet, qu'une partie de comté anglais soit taxée par le conseil de comté pour des services publics qu'elle assure déjà à ses frais pour elle-même. La plus importante de ces taxes spéciales est peut-être la taxe de police (*police rate*). Si un

comté ne comprend aucun bourg entretenant sa propre police, cette taxe se confond avec la taxe générale dont nous avons parlé plus haut. Mais quand il en est autrement, ce qui est le cas de beaucoup le plus fréquent, elle n'est pas perçue sur les habitants des villes dont les conseils ont le caractère d'autorité de police.

La taxe scolaire est, en fait, une taxe spéciale dans la grande majorité des comtés (1). Les contribuables des bourgs de plus de 10 000 habitants et des districts urbains de plus de 20 000 habitants n'y sont pas assujettis, les conseils de ces circonscriptions constituant des autorités scolaires.

La taxe destinée à entretenir l'asile d'aliénés du comté est souvent une taxe spéciale. En vertu d'une loi de 1890, en effet, certains bourgs limitativement énumérés ont le droit d'avoir un asile d'aliénés. Quand il en est ainsi, les habitants des villes en question ne doivent pas être taxés pour soutenir celui du comté (2).

Pour en finir avec les taxes spéciales, disons quelques mots de la taxe de l'*hundred*, qu'on trouve

(1) D'après MM. REDLICH et HIRST (tome II, p. 279), il y a en Angleterre onze comtés ne comprenant pas de bourgs de plus de 10 000 habitants, ni de districts urbains de plus de 20 000 habitants. Il y a donc onze comtés où les taxes scolaires et de police ne sont pas spéciales.

(2) Sur les taxes générales et spéciales, Voy. WRIGHT AND HOBHOUSE, *Local government and taxation in England and Wales*, page 36, 3^e paragraphe.

maintenant dans bien peu de comtés, mais qui présente un intérêt historique. Elle était autrefois établie par la *quarter session*, sur les habitants de telle ou de telle de ces antiques circonscriptions, pour subvenir à des dépenses qui devaient leur profiter spécialement. On trouve encore cette taxe dans quelques comtés, où son but est de faire entretenir certains ponts par les habitants de l'*hundred*. C'est là à peu près le seul cas où cette vieille circonscription manifeste sa survivance.

C. — Le domaine privé.

La troisième source de revenus des conseils de comté est leur domaine privé. Rien de spécial à dire à ce sujet, si ce n'est que le montant de ce qu'il rend est infime, comparativement aux autres ressources de ces corps locaux. Pendant l'année financière 1907-1908, le total des recettes des conseils de comté, autres que les emprunts, s'est élevé à 15 567 553 livres. Sur ce chiffre formidable, le revenu des propriétés des comtés ne représente que 77 183 livres (1). La mise en vigueur de la loi de 1907, sur les *small holdings*, a dû néanmoins augmenter un peu le rendement actuel du domaine privé comital.

(1) Chiffres extraits du rapport annuel de la taxation locale, 2^e partie. Comptes des conseils de comté, pages 10 et 11.

D. — Les emprunts.

Les allocations du gouvernement central, les taxes locales et les revenus de leur domaine privé, constituent les ressources ordinaires des conseils de comté. Celles-ci assurent le fonctionnement normal de l'administration des comtés; mais elles peuvent ne pas être suffisantes pour couvrir les dépenses imprévues que leurs conseils ont parfois à supporter. Dans les cas de ce genre, le *county council* se tirera généralement d'affaire en ayant recours à un expédient tentant, à l'emprunt.

Ce moyen de se procurer des fonds n'étant pas sans dangers pour les finances comitales, le conseil de comté ne peut en user que sous certaines conditions.

Quand le montant de l'emprunt ne dépasse pas le dixième du revenu de la propriété imposable du comté, cette opération, pour être valable, a seulement besoin de l'approbation du *local government board*. Quand cette proportion est dépassée, il faut aussi au *county council* une autorisation expresse du Parlement (1).

(1) Le conseil de comté n'est pas soumis à ces limitations pour les emprunts relatifs à la mise en vigueur des lois scolaires et de celles relatives aux *small holdings*, ainsi que dans les cas où il veut se procurer de l'argent pour le prêter aux paroisses.

L'article 69 du *local government act* de 1888 donne la liste des objets en vue desquels un conseil de comté peut être autorisé à emprunter.

Dans cette énumération limitative, citons la consolidation des dettes du comté, l'achat de terres ou de bâtiments, et l'accomplissement de certains travaux permanents dont la dépense est de nature à peser pendant plusieurs années sur les finances du comté.

Le montant des emprunts des conseils de comté a continuellement augmenté depuis 1888. On s'en rendra compte en lisant les chiffres que nous donnons en note (1).

Tout emprunt doit avoir été complètement amorti au bout de trente ans par des remboursements égaux, annuels ou bisannuels, opérés au moyen d'un fond d'amortissement.

(1) Montant des emprunts autorisés par le *local government board* depuis 1889-90, jusqu'à l'époque actuelle, pour des buts autres que l'application des lois scolaires :

Années 1889-90	62 612 livres.	Années 1900-01	971 646 livres.
— 1890-91	151 240 —	— 1901-02	1 207 208 —
— 1891-92	153 629 —	— 1902-03	714 461 —
— 1892-93	391 357 —	— 1903-04	885 626 —
— 1893-94	365 685 —	— 1904-05	965 707 —
— 1894-95	581 633 —	— 1905-06	678 658 —
— 1895-96	472 428 —	— 1906-07	456 855 —
— 1896-97	441 429 —	— 1907-08	314 217 —
— 1897-98	534 217 —	— 1908-09	656 178 —
— 1898-99	554 401 —	— 1909-10	1 228 239 —
— 1899-00	1 047 776 —	Total... .	12 835 202 —

(Chiffres tirés du rapport du *local government board* de l'année 1909-10, 2^e partie, page xxiii.)

§ 3. — **Comment le conseil de comté dépense ses ressources.**

Maintenant que le lecteur a quelques notions sur les ressources des conseils de comté, nous allons lui montrer comment ces corps locaux dépensent leurs revenus. On sait déjà que les fonds du trésor du conseil de comté sont employés à subvenir aux divers services de l'administration comitale, et nous n'avons plus rien d'intéressant à dire à ce sujet. Ce que nous nous proposons de montrer maintenant, c'est la procédure suivant laquelle les sommes composant le trésor du comté (*county fund*) parviennent aux divers services administratifs qu'elles doivent alimenter.

Le législateur a pris ses précautions pour assurer à l'assemblée comitale tout entière un contrôle rigoureux sur ses finances, et pour empêcher des dilapidations.

Une obligation pécuniaire dépassant 50 livres ne peut être mise à la charge d'un conseil de comté qu'en vertu d'une résolution prise par ce corps local en assemblée générale, après estimation présentée par son comité des finances. Sauf dans des cas formellement spécifiés par la loi, ou s'il s'agit de l'exécution d'une décision de justice, un paiement du trésorier du comté ne peut avoir lieu qu'en vertu d'un ordre

du conseil signé de trois membres du comité des finances ayant assisté à la séance de l'assemblée comitale dans laquelle l'ordonnance en question a été votée. Cette ordonnance doit également avoir été contre-signée par le secrétaire (*clerk*) du conseil de comté (1).

§ 4. — Le contrôle des finances comitales.

Les ressources diverses du conseil de comté et leurs affectations nombreuses, mais généralement bien déterminées par la loi, rendent les finances de ce corps local assez complexes. Le résultat de cet état de choses est de rendre nécessaire pour chaque *county council* l'existence de plusieurs comptes. Ce sont : le compte de la contribution de l'Échiquier, le compte général du comté, qui comprend les recettes des dépenses intéressant le comté tout entier, et les comptes spéciaux du comté, qui comprennent les recettes et les dépenses intéressant seulement certaines parties du comté (2).

Tous ces comptes doivent être tenus rigoureusement. Afin d'obtenir ce résultat, le législateur de 1888 a soumis les conseils de comté à un contrôle financier très serré, exercé par le pouvoir central.

(1) Voir VAUTHIER, *le Gouvernement local de l'Angleterre*, p. 153, alinéa 2, et le *local government act* de 1888, art. 80, paragraphe 1.

(2) Voir l'art. 68 du *local government act* de 1888.

Chaque année, en effet, des agents du *local government board*, nommés auditeurs de district, font une vérification des comptes de tout conseil de comté. C'est certainement là une des circonstances où le contrôle central pénètre le plus minutieusement dans les détails de l'administration comitale (1).

Les auditeurs sont munis de pouvoirs considérables. Non seulement ils examinent tous les comptes du conseil de comté et signalent toutes les irrégularités qu'ils y voient, mais encore ils fixent les responsabilités de chacun par rapport à la gestion financière du comté, et se comportent à la fois comme des inspecteurs et comme des juges.

Quand ils se trouvent en présence d'une dépense illégale, ils refusent de l'approuver et la mettent à la charge de la ou des personnes qui l'ont autorisée (2). Si un déficit est constaté dans la caisse du comté, il sera mis à la charge du comptable dont la négligence ou la mauvaise conduite en aura été la cause. Les auditeurs mettent également à la charge des comptables les sommes qui auraient dû être portées aux comptes du comté et ne l'ont pas été (3).

(1) La date de cette vérification est le jour le plus rapproché que possible du 25 mars où les auditeurs pourront l'opérer. Elle a lieu naturellement après que les comptes de l'année ont été arrêtés. Ces derniers le sont à la fin de chaque année financière.

(2) Ces personnes peuvent être les membres du conseil de comté qui ont voté la dépense. S'il s'agit d'un paiement irrégulier, la responsabilité du *clerk* et du trésorier se trouvera engagée.

(3) Voir 38 et 39, Vict., ch. 55, section 247, paragraphe 7.

Les décisions des auditeurs ont force exécutoire au bout de quatorze jours, si dans ce délai elles n'ont pas été l'objet d'un appel (1).

Tous ceux qui s'estiment lésés injustement par les condamnations des auditeurs, ont contre elles deux voies de recours à leur choix. Ils peuvent, en effet, en appeler de la décision de ces vérificateurs soit devant le banc du roi en suivant la procédure des *writs de certiorari*, soit devant le *local government board*.

C'est ce dernier recours qui est choisi généralement, pour deux raisons : 1° parce qu'il ne coûte rien ; tandis que la procédure de la haute cour est assez coûteuse ; 2° parce que le *local government board* peut dispenser ceux qui s'adressent à lui du paiement des amendes qui leur sont infligées par les auditeurs, quand il estime que ces peines, bien que parfaitement justifiées au point de vue du droit, ne le sont pas au point de vue de l'équité (2).

Le contrôle financier du pouvoir central sur les conseils de comté n'a rien d'occulte. Il est entouré de la publicité la plus large, et même, comme nous allons le voir, tous les contribuables du comté peuvent y collaborer.

(1) Voir 38 et 39, Vict., ch. 55, section 247, paragraphe 9.

(2) *Poor law audit act* 1848 ; 11 et 12, Vict., ch. 91, section 4. — Voir à ce sujet REDLICH et HIRST (traduction Oualid), tome II, page 333. Voir également l'art. 71 de la loi de 1888, paragraphe 3, et le *public health act* de 1875 ; 38 et 39, Vict., ch. 55, section 247, paragraphes 3, 4, 5 et 6.

Quatorze jours avant la vérification de ses comptes par les auditeurs, l'autorité comitale doit avertir le public, par la voie de la presse, de la date de cette opération, et une copie de ces comptes est déposée au greffe du *county council* et laissée à la disposition des gens qui veulent en prendre connaissance.

La séance des vérifications des comptes a lieu non seulement en public, mais encore avec le concours du public. Tous les contribuables présents, en effet, ont le droit d'y prendre la parole. S'ils estiment que les auditeurs ont approuvé des dépenses irrégulières, ils peuvent en appeler de leur décision au *local government board* ou au banc du roi.

Mais ce n'est pas tout; quatorze jours après la revision des comptes du *county council*, les auditeurs envoient leur rapport financier au *clerk* de cette autorité locale. Ce dernier doit garder ce document dans ses bureaux et en faire publier un résumé par la presse locale (1).

On ne peut pas dire que ce contrôle financier des auditeurs de district soit contraire au *self govern-*

(1) N'oublions pas de dire également que le *clerk* de tout conseil de comté est tenu d'envoyer une copie des comptes de cette autorité locale au *local government board* à la fin de l'année financière, après qu'ils ont été définitivement arrêtés. Ce département ministériel est lui-même dans l'obligation d'en publier un résumé, à l'usage des membres du Parlement. (Voir la loi du 13 août 1888, art. 71, 1^{er} alinéa.)

ment des habitants des comtés. Il assure la vérification des finances comitales d'une façon pratique et méthodique, tout en permettant aux contribuables du comté de surveiller effectivement l'emploi de leurs deniers par leur conseil élu.

CHAPITRE VIII

COMPARAISON DE L'ADMINISTRATION DU DÉPARTEMENT ET DE CELLE DU COMTÉ

§ 1. — Idée générale de l'administration locale du département.

Pour terminer notre étude du conseil de comté anglais, il ne sera pas sans intérêt de comparer ce corps local avec l'administration départementale française qui repose, comme on le verra tout à l'heure, sur des principes totalement différents.

L'équivalent du conseil de comté anglais dans notre gouvernement, ce n'est pas seulement le conseil général et le préfet agissant comme représentant du département, mais c'est encore le préfet agissant comme représentant de l'État, l'Université, l'Administration des ponts et chaussées, l'Inspection des poids et mesures, et même, jusqu'à un certain point, le ministère public. Comparer la manière dont s'exerce l'action administrative dans le département à celle dont elle

se manifeste dans le comté, ce serait se laisser amener à faire un parallèle entre notre gouvernement centralisé et le gouvernement décentralisé de l'Angleterre. Or cela exigerait non pas un chapitre, mais au moins un volume.

Notre but est plus modeste.

Nous nous proposons de comparer au conseil de comté anglais notre administration départementale, en tant qu'elle s'occupe des intérêts locaux du département. Cette comparaison nous entraînera moins loin que celle dont nous venons de parler; elle pourra être plus précise que celle-ci et fixera davantage, dans l'esprit du lecteur, les caractères essentiels de l'administration comitale.

L'administration départementale locale se compose du conseil général et du préfet agissant comme représentant du département.

Quelles sont les attributions de cette administration départementale locale?

Elles sont des plus diverses, mais consistent surtout dans la direction et l'entretien de services publics d'intérêt général qui ont été considérés comme intéressant les habitants du département d'une façon toute particulière, et comme devant par conséquent être mis à leur charge.

Par exemple, l'assistance des enfants, les asiles d'aliénés, les dépôts de mendicité, les routes départementales, le maintien en bon état de certains édifices

publics, comme les casernes de gendarmerie, les tribunaux, les prisons, les écoles normales d'instituteurs, etc. etc.

Maintenant que nous avons donné au lecteur une idée générale de l'objet de l'administration locale du département, nous allons étudier ses rouages.

Nous donnerons d'abord quelques explications sur le conseil général, puis nous nous occuperons du préfet agissant comme représentant du département.

§ 2. — Le conseil général, la commission départementale et le préfet.

Les conseils généraux ont été créés par la loi du 28 pluviôse an VIII, en un temps de réaction contre les administrations collectives élues de la Révolution, qui n'avaient presque jamais su maintenir l'ordre public.

A cet époque l'on sépare nettement, dans l'administration locale, l'action et la délibération. Or, pour ce qui concerne la gestion des intérêts locaux du département, l'action est confiée au préfet, et la délibération au conseil général.

Mais les prérogatives de cette assemblée sont très réduites; elles consistent, ou à peu près, à éclairer le préfet sur les besoins du département, à répartir les quatre contributions entre les arrondissements du département et à proposer des centimes additionnels

pour acquitter les dépenses de l'administration locale du département, dont un grand nombre sont obligatoires. Le mode de recrutement des conseillers généraux de l'an VIII n'était pas de nature à leur donner une grande indépendance vis-à-vis du pouvoir central. Ils étaient, en effet, nommés par le Premier Consul, qui les choisissait parmi les notables du département.

Les conseils généraux ont donc eu des débuts des plus modestes ; mais, dans la suite, leur importance s'est sensiblement accrue. Nous allons le montrer.

Quelques années après l'institution des conseils généraux, « les décrets du 5 avril et du 16 décembre 1811 concédèrent aux départements la propriété des édifices occupés par le service de l'administration des cours et tribunaux et les chargèrent de l'entretien des routes impériales de troisième classe. » (Voir l'art. 6 de la loi du 28 pluviôse an VIII.)

Ces mesures ont eu pour résultat principal d'augmenter les charges des contribuables des départements ; mais on leur a reconnu souvent une autre conséquence : celle d'avoir donné naissance à la personnalité morale du département ; car, pour être propriétaire, il est nécessaire d'être capable d'avoir des droits et des obligations.

Néanmoins, ce n'est qu'en 1833 qu'on peut constater un progrès véritable de la décentralisation départementale.

Une loi du 22 juin de cette année-là reconnaît, en

effet, expressément la personnalité morale du département, qui n'était pas admise alors par tout le monde, malgré les décrets de 1811 dont nous venons de parler.

Mais, en 1833, on décentralisa surtout en donnant aux conseils généraux une situation plus indépendante et des pouvoirs plus étendus que par le passé.

A partir de cette époque, en effet, les membres des conseils généraux sont élus par les électeurs du département, et ces assemblées départementales ont le droit de délibérer sur un grand nombre de questions.

Les décisions du conseil général ne sont néanmoins exécutoires qu'après autorisation de l'autorité supérieure, qui est le roi, le ministre ou le préfet, suivant les cas.

Ce nouveau régime des conseils généraux dure trente-trois ans, jusqu'à la loi du 18 juillet 1866, qui augmente encore leur indépendance.

Désormais on leur donne le pouvoir de statuer définitivement dans un très grand nombre d'affaires, avec cette restriction que l'empereur aura le droit d'annuler leurs délibérations pour violation de la loi par un décret en conseil d'État. Pour ce qui concerne la validité des délibérations autres que celles qui sont exécutoires par elles-mêmes, l'approbation de l'autorité supérieure est toujours nécessaire ; mais dans un petit nombre de cas elle peut être donnée tacitement.

L'indépendance et l'importance des conseils géné-

raux ont été encore accrues par la loi du 10 août 1871, qui a été une véritable mesure de décentralisation et a donné à ces assemblées départementales le régime sous lequel elles vivent aujourd'hui.

Cette réforme a rendu bien plus nombreuses que précédemment les délibérations définitives des conseils généraux, et, de plus, par la création de la commission départementale, elle leur a permis d'exercer un contrôle effectif sur l'administration des préfets.

Nous allons maintenant résumer très brièvement l'organisation actuelle du conseil général.

Ses attributions peuvent se diviser en quatre catégories :

1° Il s'occupe de la répartition des quatre contributions entre les arrondissements du département ;

2° Il délibère sur toutes les questions d'intérêt départemental local ;

3° Il exerce une sorte de tutelle sur les administrations municipales. Par exemple, il fixe le maximum des centimes extraordinaires que les conseils municipaux sont autorisés à faire percevoir sur les habitants de leur commune ;

4° Il émet des vœux qui, dans la pensée du législateur, ne doivent pas avoir de caractère politique.

Quelques mots maintenant sur la commission départementale. C'est une délégation permanente du conseil général ayant certains pouvoirs propres, entre autres celui de contrôler la gestion financière du préfet et

ceux que le conseil général veut bien lui déléguer (1).

Le conseil général ne siège que temporairement. Il n'a que deux sessions par an, l'une en avril, l'autre en août. La première ne peut durer que quinze jours au maximum, la seconde qu'un mois. La commission départementale se réunit toutes les fois qu'elle est convoquée, soit par son président, soit par le préfet. En pratique, cela a lieu une fois par mois. Le préfet assiste à ses séances.

Ni le conseil général, ni la commission départementale ne peuvent s'immiscer dans l'action administrative du préfet. Ce dernier concentre entre ses mains, aujourd'hui comme en l'an VIII, tout le pouvoir exécutif de l'administration locale du département. Si le conseil général décide définitivement dans un très grand nombre de cas, c'est toujours le préfet qui agit.

(1) « La jurisprudence exige que ces délégations soient spéciales et temporaires; spéciales, cela veut dire que le conseil général ne peut pas déléguer à la commission départementale un groupe d'attributions; temporaires, cela veut dire qu'une fois que l'affaire qui fait l'objet de la délégation est réglée, le rôle de la commission doit être terminé. Ces deux restrictions ne sont pas les seules qui soient apportées au pouvoir de délégation reconnu au conseil général par la loi de 1871. Il ne faut pas que ce pouvoir soit pour les conseils généraux un moyen d'abdiquer telle fonction qui leur est spécialement confiée dans l'intérêt général ou même départemental. Aussi n'admet-on ni la délégation des fonctions qu'a le conseil en matière de contributions, ni celle du droit de voter le budget départemental, ni celle du droit de déterminer l'affectation de crédit que le conseil voterait en bloc. L'application de l'article 77 de la loi de 1871, envisagée sous ce rapport, soulève plus une question de mesure qu'une question de principe. » (BARTHÉLEMY, *Cours élémentaire de droit administratif*.)

Le conseil général détermine si dans telle ou telle circonstance le département doit intenter un procès, mais le préfet représente le département en justice. Le conseil général vote le budget du département, mais le préfet le prépare et l'exécute. Le conseil général fixe les conditions de nomination et de recrutement des fonctionnaires exclusivement rétribués par le département, mais le préfet les nomme et les révoque. Le conseil général délibère sur les questions d'intérêt local, départemental ; mais aucune affaire ne peut lui être soumise par un autre que par le préfet.

Le préfet n'est pas un instrument passif du conseil général. Pour ce qui concerne l'administration locale du département, il est non seulement l'agent d'exécution du conseil général, mais encore son surveillant et son régulateur au nom de l'État. Qu'un conseil général refuse de voter une dépense obligatoire, le préfet en avertira le gouvernement, et le crédit en question sera, en général, inscrit d'office par décret au budget du département. Qu'un conseil général prenne une décision illégale, le préfet demandera au chef de l'État d'en prononcer l'annulation, par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique. Qu'un conseil général se réunisse illégalement, le préfet prononcera lui-même la nullité de ses délibérations par un arrêté motivé. Si les conseillers généraux persistent à se réunir en violation de la loi, il ordonnera d'opérer leur dispersion par la force et

fera le nécessaire pour que le parquet les poursuive, s'il y a lieu, en vertu de l'article 238 du Code pénal qui punit l'immixtion dans les fonctions publiques (Loi du 10 août 1871, article 34).

§ 3. — **Le conseil de comté et l'administration locale du département.**

Nous connaissons maintenant dans leurs grandes lignes l'administration locale du département et le conseil de comté. Nous allons donc pouvoir les comparer dans leurs diverses parties. Parlons d'abord des rôles respectifs du conseil de comté et du département pour ce qui concerne leurs rapports avec les plus importants des services publics, ceux qui sont d'un intérêt non seulement local, mais encore et peut-être même surtout national. La plupart des services de ce genre sont assurés, dans le comté ou dans sa plus grande partie, par le *county council*. Pour le montrer, je me bornerai à rappeler que ce corps local a la haute main dans le comté sur l'enseignement primaire, l'enseignement secondaire, la vérification des poids et mesures, les *main roads*, qui correspondent à nos routes nationales, les ponts et même, dans une certaine mesure, sur la police, qu'il se borne à alimenter pécuniairement, mais qui est dirigée et administrée par le comité mixte permanent, composé d'un nombre égal de juges de paix et de membres de l'assemblée comitale.

Dans le département, la plupart des services publics importants dépendent du pouvoir central; mais le conseil général doit contribuer aux dépenses que la plupart d'entre eux occasionnent. Ainsi, celles qui se rapportent à l'entretien et au loyer des préfectures, des sous-préfectures, des casernes de gendarmerie, des tribunaux civils ou de commerce, des cours d'assises, des écoles normales d'instituteurs et des locaux nécessaires au conseil supérieur de l'instruction publique, sont obligatoires pour cette assemblée locale.

L'État français procure aux habitants du département des avantages comme l'instruction, l'ordre, la justice et la bonne administration; mais il est inévitabel de les leur faire payer dans une certaine mesure.

En Angleterre, le pouvoir central s'en remet au conseil de comté pour assurer le fonctionnement des services publics importants; mais il les soutient financièrement par ses subventions, ce qui lui donne le droit de les contrôler rigoureusement.

C'est peut-être par leur fonctionnement que les administrations départementales et comitales font le plus contraste l'une avec l'autre. Comparons-les donc maintenant à ce point de vue.

Nous avons déjà exposé comment le conseil de comté administre. Nous avons montré ses membres, dans leurs comités, prenant des décisions, s'entendant avec des fonctionnaires techniques, écoutant leurs avis, leur donnant des ordres, enfin administrant eux-mêmes

le comté. L'administration départementale française repose, comme on le sait déjà, sur des principes totalement différents. Dans le département, point d'administration collective ; le conseil général et la commission départementale délibèrent, mais le préfet seul agit.

Celui-ci est le véritable chef de l'administration départementale. Il a sous sa dépendance directe tous les fonctionnaires départementaux. Il les nomme, il leur transmet ses ordres et ses instructions, il est maître de leur avancement, et enfin il les révoque s'il l'estime nécessaire. C'est, en quelque sorte, le moteur de la machine départementale. Le préfet est sans doute tenu d'exécuter les délibérations légales du conseil général ; mais, ne l'oublions pas, les décisions des assemblées départementales sont comme les lois et les traités, c'est-à-dire qu'elles valent surtout par la manière dont on les applique.

Il résulte de tout ceci qu'il est plus important pour les habitants d'un département français d'obtenir du gouvernement un bon préfet que d'élire un bon conseil général.

Le recrutement du conseil de comté est, par contre, d'une importance capitale pour les intérêts comitaux. Qu'un conseil de comté soit composé de malhonnêtes gens ou simplement d'incapables, l'administration comitale fonctionnera mal, et les électeurs qui les auront choisis seront les premiers à souffrir de cet état de choses. S'il en est ainsi, non seulement les

services publics du comté ne leur procureront pas tous les avantages qu'ils seraient en droit d'en attendre, mais encore cette mauvaise gestion des intérêts comitiaux aura pour résultat presque fatal une augmentation du poids des taxes.

Le conseil de comté est un véritable rouage du gouvernement local de l'Angleterre. Il assure, au moyen de fonctionnaires nommés par lui, rétribués par lui et responsables devant lui, les nombreux services publics du comté qui lui ont été confiés par la loi; il jouit, de plus, d'un pouvoir réglementaire assez étendu; enfin l'on peut dire qu'il est une application complète du principe du *self government*. Le *county council* nous montre ce que peut être une administration décentralisée.

L'administration départementale a l'aspect d'un groupe de services publics d'État dont on aurait mis les dépenses spécialement à la charge des habitants du département, en permettant aux représentants de ceux-ci, réunis en conseil général, d'exercer sur ces rouages administratifs un certain contrôle et même une sorte de direction restreinte.

Elle constitue un des exemples les plus parfaits de ce qu'est une administration locale centralisée.

Il nous reste encore à comparer les finances du conseil de comté et de l'administration départementale. La question financière est vitale dans toute organisation. La comparaison des finances départementales

et comitales a donc une certaine importance. Elle mérite que nous nous y arrêtions quelque peu.

Nous comparerons le conseil de comté et l'administration départementale :

1° *Au point de vue de leurs ressources;*

2° *Au point de vue de la nature et de la perception de leurs taxes;*

3° *Au point de vue de leur contrôle financier.*

Les ressources de l'administration départementale sont beaucoup moins abondantes que celles du conseil de comté, ce qui est naturel, les services publics qu'a à assurer cette autorité locale étant beaucoup plus considérables que ceux qui dépendent du conseil général.

La partie de beaucoup la plus considérable des ressources (1) de l'administration départementale est

(1) Les ressources du département se divisent en recettes ordinaires et extraordinaires.

A. « Les recettes ordinaires se composent : 1° du produit des centimes additionnels ordinaires sans affectation spéciale, dont le maximum est fixé annuellement par la loi de finances. (Le maximum, depuis la loi du 13 juillet 1900, est fixé à 25 centimes additionnels à la contribution foncière, et à 8 centimes additionnels aux quatre contributions directes.)

« 2° Du produit des centimes spéciaux. Les conseils généraux peuvent voter 10 centimes pour les dépenses de la vicinalité (L. 13 juillet 1900, art. 11, D. P. 1901. 4. 29), 1 centime pour les dépenses du cadastre (L. 17 mars 1898, D. P. 98. 4. 38), un nombre indéterminé de centimes pour les dépenses de l'assistance médicale gratuite (L. 15 juillet 1893, D. P. 94. 4. 23). A l'exception du centime du cadastre, qui ne porte que sur la contribution foncière des propriétés non bâties, toutes les autres catégories de centimes spéciaux portent sur les quatre contributions simultanément. Le conseil général ne peut voter les centimes de toute nature portant sur les quatre contributions directes qu'après avoir épuisé les 25 centimes ordinaires (L. 13 juillet 1900, art. 14, par. 1^{er}).

« 3° Des produits éventuels. Ce sont : les revenus et produits des propriétés départementales, le produit d'expéditions d'anciennes pièces et

le produit des centimes additionnels, qui sont, en fait, des taxes départementales. Comme le conseil de comté, le département reçoit certaines subventions de l'État. Ces ressources sont peu considérables relativement aux précédentes.

d'actes de la préfecture déposés aux archives, le produit des droits de péage des baies et passages d'eau sur les routes et chemins à la charge du département, les autres droits de péage et tous autres droits concédés au département par les lois, telles que les redevances imposées aux concessionnaires de chemins de fer d'intérêt local ou de tramways, ou aux concessionnaires de prises d'eau sur des canaux appartenant aux départements; l'attribution faite aux départements, pour le service des enfants assistés, d'une partie des fonds des amendes de police correctionnelle (L. 28 avr. 1893, art. 45).

« 4^o Des subventions de l'État. Celles-ci peuvent avoir ou non une affectation spéciale. Depuis la loi du 18 juillet 1866, qui a supprimé le fonds commun, il existe un fonds de subvention inscrit annuellement au budget du ministère de l'intérieur, et qui est réparti chaque année par un tableau annexé à la loi de finances, ou par une loi spéciale, entre les départements dont le budget est en déficit (L. 10 août 1871, art. 58, 7^o). En dehors de ces subventions générales, l'État s'est engagé par des lois spéciales à allouer des subventions aux départements en vue de certains objets particuliers. Les subventions peuvent être accordées aux départements pour la construction et l'installation de leurs écoles normales, en considération de leur situation pécuniaire et de leurs sacrifices (L. 9 août 1879, art. 5). L'État peut s'engager, en cas d'insuffisance des recettes d'un chemin de fer d'intérêt local ou d'un tramway, à subvenir pour partie au paiement de cette insuffisance, à condition qu'une part au moins équivalente sera payée par le département (L. 11 juin 1880, art. 13 et 36, D. P. 81. 4. 20). Il peut accorder, pour le rachat des ponts à péage dépendant des routes départementales ou des chemins vicinaux, une subvention dont le maximum est fixé à la moitié de la dépense (L. 30 juillet 1880, art. 7, D. P. 81. 4. 24).

« Lorsque les conseils généraux ont dû, pour payer leur part contributive dans les dépenses de l'assistance médicale gratuite, recourir à l'établissement de centimes additionnels, l'État concourt à ces dépenses départementales par une subvention qui varie de 10 à 70 pour 100 du total de ces dépenses couvertes par des centimes additionnels, et calculée en raison inverse de la valeur du centime départemental par kilomètre carré (L. 25 juillet 1893, art. 29). L'État contribue aussi, dans les conditions prévues par la loi sur l'assistance médicale et conformément aux barèmes A et B de cette loi, au paiement des pensions constituées par les départements ou les communes au profit des vieillards indigents ou infirmes

En Angleterre, par contre, les subventions du pouvoir central au *county council* constituent une source de revenus très abondants pour ce corps local, et lui procurent un revenu supérieur à celui des taxes du comté.

(L. 29 mars 1897, art. 43). En cas d'établissement de services réguliers de voitures automobiles destinées au transport des voyageurs et des marchandises et subventionnées par les départements, l'État peut s'engager à payer une subvention (L. 13 avril 1898, art. 86, D. P. 98. 4. 97).

« La loi du 5 juin 1875, art. 7 (D. P. 76. 4. 9), en imposant aux départements de transformer leurs prisons en prisons cellulaires, disposait que des subventions pourraient leur être accordées par l'État suivant les ressources du budget. Il devait être tenu compte, dans la fixation de ces subventions, de l'étendue des sacrifices précédemment faits par les départements, de la situation de leurs finances et du produit du centime départemental. Elles ne pouvaient en aucun cas dépasser la moitié, le tiers ou le quart de la dépense, suivant que la valeur du centime était inférieure à 20 000 francs, supérieure à 20 000 francs et inférieure à 40 000 francs, ou supérieure à 40 000 francs. La loi du 4 février 1893 (D. P. 93. 4. 48) a permis à l'État, en déclassant les prisons départementales, de mettre les départements en demeure d'effectuer les travaux d'appropriation ou de reconstruction. Le département qui, sur cette mise en demeure, exécute volontairement les travaux, a droit au maximum de la subvention de l'État dans les conditions prévues par l'art. 7 de la loi de 1875.

« Les subventions peuvent être accordées par l'État aux départements pour l'achèvement de leur réseau des chemins vicinaux (L. 12 mars 1880). Ces subventions sont accordées dans les conditions déterminées par le décret du 3 juin 1880 (D. P. 81. 4. 39) modifié par celui du 4 juillet 1895, en ayant égard aux besoins, aux ressources et aux services des départements et des communes. Il n'est tenu compte que de la portion à couvrir au moyen de ressources extraordinaires. Peuvent seuls recevoir des subventions les départements qui consacreront aux dépenses de la vicinalité la totalité des ressources spéciales ordinaires que la loi met à leur disposition. L'État doit contribuer, en outre, pour une partie, aux dépenses du service des enfants assistés (L. 27 juin 1904, art. 45, 48; L. 28 juin 1904, art. 4, D. P. 1905. 4. 22).

« Les dépenses du service départemental de désinfection, créé en vertu de la loi du 15 février 1902 (D. P. 1902. 4. 41), sont supportées par les départements et par l'État dans les proportions établies au barème B annexé à la loi du 15 juillet 1893. Les dépenses rendues nécessaires par la destruction des objets mobiliers contaminés sont réparties entre les départements.

Les situations respectives du conseil de comté et du département au point de vue de leurs recettes s'expliquent fort bien. L'administration départementale, en effet, n'est guère chargée que de services d'intérêt local, tandis que le conseil de comté a assuré non seulement des services d'intérêt local, mais encore des services d'intérêt national, comme l'instruction publique et la police du comté.

Les centimes additionnels départementaux sont perçus sur les habitants du département pour subvenir aux intérêts départementaux, tandis que les taxes du comté le sont sur les habitants du comté pour subvenir aux intérêts comitaux; mais là s'arrête la ressemblance. Les centimes additionnels départementaux, en effet, ne peuvent pas s'élever au delà d'un maximum fixé chaque année par la loi de finance, alors que les taxes du comté ne sont limitées que par la volonté du *county council*. L'État français se chargeant de la perception des centimes additionnels départementaux, le conseil général n'a pas à s'en occuper, alors que

« 5° Au nombre des produits éventuels figurent encore les contingents des communes, contributions obligatoires qui leur sont imposées par le conseil général pour leur participation à des travaux ou à des services d'intérêt départemental ou intercommunal. Il en est ainsi pour les services des enfants assistés (L. 5 mai 1869), des aliénés (L. 30 juin 1836 et 10 août 1871), et de la santé publique (L. 15 février 1902).

B. « Recettes extraordinaires.

« Les recettes extraordinaires du département consistent : 1° en centimes extraordinaires ; 2° en emprunts ; 3° en produits éventuels extraordinaires. 1° Les conseils généraux peuvent voter des centimes extraordinaires, dans la limite du maximum fixé annuellement par la loi de finances (L. 10 août 1871, art. 40). Ce maximum, depuis 1871, a toujours été fixé à 12. Les centimes

le conseil de comté doit veiller à ce que les surveillants et gardiens des pauvres fassent rentrer exactement le montant des taxes du comté.

L'assiette des centimes additionnels est la même que celle des impôts d'État auxquels ils sont super-

extraordinaires portent sur les quatre contributions directes. En outre, les conseils généraux peuvent voter des centimes extraordinaires en sus du maximum fixé par la loi de finances, mais seulement en vertu d'une autorisation donnée par un décret rendu en conseil d'État (L. 1871, art. 42, modifié par la loi du 12 juillet 1898).

« D'après la loi du 13 juillet 1900, les conseils généraux ne peuvent demander au gouvernement l'autorisation d'établir des contributions extraordinaires spéciales qu'après avoir épuisé les 12 centimes que leur accorde la loi.

« 2^o Les conseils généraux peuvent, sans autorisation, voter des emprunts départementaux remboursables, dans un délai qui ne peut excéder trente années, sur les ressources soit ordinaires, soit extraordinaires. Dans le cas où un emprunt serait voté au delà de ces limites, cet emprunt devrait être autorisé par un décret rendu en conseil d'État (L. 1871, art. 40 et 41, modifiés par la loi du 12 juillet 1898).

« La délibération du conseil général qui vote l'emprunt (ou le décret qui l'approuve) fixe les conditions essentielles de cet emprunt, le taux d'intérêt, la durée de l'amortissement. L'emprunt voté et approuvé, s'il y a lieu, le préfet doit obtenir l'avis conforme de la commission départementale pour le choix du moment où il sera réalisé et les conditions de la réalisation (L. 1871, art. 81). Les modes de réalisation des emprunts sont : l'adjudication à une ou plusieurs maisons de banque, l'adjudicataire devant être la maison qui offrira la somme la plus élevée ou demandera la plus faible commission ; la souscription publique faite par l'émission d'obligations remboursables par tirages au sort annuels (Décret 23 juin 1879, D. P. 80. 4. 28) ; le traitement de gré à gré soit avec de grands établissements de crédit, tels que le Crédit foncier, la Caisse des dépôts et consignations, la Caisse nationale des retraites sur la vieillesse.

« 3^o Les produits éventuels et extraordinaires dont les départements peuvent disposer sont : le prix de vente de leurs biens ; l'indemnité qui pourrait leur être accordée par décret en conseil d'État en cas d'incorporation au réseau d'intérêt général d'un chemin de fer départemental (L. 11 juin 1880) ; les dons et legs qui leur sont faits ; le remboursement des capitaux exigibles et des rentes rachetées, et toutes autres recettes accidentelles (Décret 12 juillet 1893, art. 37).

« Beaucoup de recettes du département ont une affectation spéciale. Il en

posés ; celle des taxes du comté dépend des évaluations annuelles du comité de répartition du conseil de comté.

Toutes les divisions du département sont égales devant les centimes additionnels départementaux, alors que les taxes du comté sont plus ou moins lourdes dans telle ou telle partie du comté, suivant la mesure dans laquelle celle-ci en profite.

Les centimes additionnels existent, en réalité, dans l'intérêt de l'État presque autant que dans celui du département.

Le pouvoir central français permet bien, en effet, au conseil général de taxer les habitants du département en vue de subvenir aux intérêts départementaux ; mais il exige qu'une partie des centimes additionnels perçus dans ce but soit employée au profit de certains services publics qu'il assure lui-même, et il ne tolère pas que les taxes départementales s'élèvent

est ainsi des centimes de la vicinalité, du cadastre de l'assistance, d'une partie des subventions de l'État, des contingents communaux, des produits des amendes, d'une partie des centimes extraordinaires, des dons et legs.

« Cependant, quant aux ressources de la vicinalité, les départements qui, pour assurer le service des chemins vicinaux, n'ont pas besoin de faire emploi de la totalité des centimes spéciaux, peuvent appliquer le surplus aux autres dépenses de leur budget ordinaire. Les départements qui, étant en situation d'user de cette faculté, n'en feraient pas usage, ne pourraient recevoir aucune allocation sur le fonds des subventions (L. 10 août 1871, art. 60). D'autre part, les départements ne peuvent détourner les centimes spéciaux de la vicinalité de leur destination qu'en renonçant au bénéfice des subventions allouées par l'État en exécution de la loi du 12 mars 1880 (Décret 12 juillet 1893, art. 38). » (DALLOZ, *Dictionnaire de Droit*, v^o Département, n^{os} 100 à 113.)

au delà d'une limite fixée chaque année par la loi de finance, afin qu'elles n'accablent pas le contribuable et ne gênent pas ainsi la rentrée régulière des impôts d'État.

Les taxes du comté existent exclusivement dans l'intérêt du comté. Elles constituent une manifestation du *self government* de ses habitants.

N'étant pas limitées par la loi, elles ne le sont que par le bon sens des électeurs du comté et de leurs élus.

On peut ajouter que leur accroissement constitue une des sanctions de la mauvaise administration toujours possible du comté. En fait, des taxes du comté d'un montant exagéré sont peu à craindre; car, d'un côté, le corps électoral qui élit les conseillers du comté est naturellement animé du désir de payer le moins possible, et, de l'autre, les dépenses auxquelles peut se livrer un conseil de comté sont rigoureusement déterminées par la loi.

De plus, des subventions abondantes de l'État permettent à ce corps local de demander relativement peu aux contribuables du comté.

Passons maintenant à la question du contrôle financier des administrations comitales et départementales.

« Le préfet dresse pour chaque année le compte des recettes et des dépenses du département, dans les formes indiquées aux articles 26 et 27 de la loi du 10 août 1871. »

Ce compte, communiqué à la commission départe-

mentale dix jours avant la session d'août, est débattu par le conseil général hors la présence du préfet.

Les observations du conseil sur les comptes sont adressées directement par son président au ministre de l'intérieur. Le compte, provisoirement arrêté par le conseil général, est définitivement réglé par décret et rendu public par la voie de l'impression (Loi de 1871, articles 66, 67 ; Décret du 12 juillet 1893 et 20 janvier 1900, articles 208 et suivants).

Le trésorier-payeur général produit chaque année un compte de sa gestion.

Ce compte est soumis à la commission départementale en même temps que le compte d'administration du préfet, puis au conseil général. Le conseil général prend une délibération spéciale sur les résultats du compte, qui est soumis ensuite au jugement de la Cour des comptes (Décrets du 12 juillet 1893 et du 20 janvier 1900, art. 210 et suivants) (1). Le contrôle du conseil général, bien que très différent de celui des auditeurs de district sur le conseil de comté, n'est pas du tout illusoire. L'assemblée départementale est mise en état de se rendre compte exactement de la gestion du préfet. Le conseil général n'a aucun pouvoir propre sur celui-ci. Néanmoins, les observations de l'assemblée départementale sur les comptes du préfet étant transmises au ministère de l'intérieur,

(1) DALLOZ, *Dictionnaire de Droit*, v^o *Département*, n^o 127.

il est à peu près certain que, dans les cas où des irrégularités graves auraient été constatées à la charge de ce fonctionnaire, le gouvernement est, en fait, obligé de sévir contre lui.

Le contrôle des finances du conseil de comté a un tout autre caractère. Dans le comté anglais, aucun représentant du pouvoir central n'est contrôlé par l'assemblée comitale; mais, au contraire, cette dernière est contrôlée par le pouvoir central et par un autre élément qui est exclu du contrôle de l'administration financière du département, par les contribuables.

Nous allons essayer maintenant de juger les deux administrations comitale et départementale dans leur ensemble, et de donner une conclusion au parallèle que nous venons de faire.

CONCLUSION

Pour ce qui concerne l'administration départementale, il ne semble pas que les habitants du département aient le droit de s'en plaindre. De combien de bienfaits l'État français ne gratifie-t-il pas, en effet, le département ?

Il met à son service les capacités et l'expérience d'un administrateur de carrière comme le préfet, lui perçoit ses impôts, garde ses deniers, et le fait jouir ainsi des avantages et des garanties de sa propre organisation administrative et financière. Autrefois l'on pouvait reprocher à l'administration départementale d'être trop indépendante de l'assemblée élue du département. Depuis la loi du 10 août 1871, il n'en est plus ainsi. Cette réforme décentralisatrice a, en effet, donné au conseil général un pouvoir de décision, relativement à la plupart des questions d'intérêt départemental.

Si l'on se place au point de vue purement administratif, il y a surtout à dire du bien de notre organisation départementale actuelle. Depuis quarante ans elle n'a pas donné lieu, en somme, à des plaintes sérieuses.

Le conseil de comté ne ressemble à aucun de nos rouages administratifs ; mais il ne paraît pas remplir moins bien pour cela son rôle d'autorité administrative de comté. On peut même dire que cette autorité locale a jusqu'ici fonctionné à la satisfaction de tous (1).

Ce qui tend à le prouver, c'est que depuis 1888 de nouvelles lois ont augmenté, dans de notables proportions, le nombre et l'importance de ses attributions.

Quand on étudie le conseil de comté anglais, l'on se trouve en présence d'une organisation contraire à presque tous nos principes administratifs, mais qui est très bien adaptée au caractère d'un peuple dont les autorités locales ont été habituées depuis longtemps à se diriger elles-mêmes sans le secours de l'État.

Si l'on se place au point de vue purement administratif, il semble donc que l'administration comitale anglaise, comme l'administration départementale française, donnent toutes les deux satisfaction aux intérêts collectifs qui leur sont confiés, et l'on ne peut pas dire que l'une d'entre elles se montre d'une façon évidente supérieure à l'autre.

A notre avis, pourtant, l'administration comitale a un mérite que ne possède pas au même degré l'administration départementale, celui d'être remarquablement favorable au développement de la vie publique.

L'administration comitale, en effet, habitue les

(1) Voyez dans ce sens REDLICH et HIRST, *le Gouvernement local de l'Angleterre*, traduction Oualid, tome II, p. 61, 2^e alinéa, et p. 61, 1^{er} alinéa.

habitants des comtés à avoir une opinion sur les affaires publiques, et à supporter les conséquences bonnes ou mauvaises de la manière dont elles sont gérées, ainsi que du choix des mandataires qu'ils choisissent.

L'administration comitale anglaise est ce que les électeurs du comté la font ; elle est en quelque sorte leur œuvre. La bonne ou mauvaise gestion des affaires nationales n'a que des répercussions éloignées sur les intérêts personnels des électeurs ; mais la mauvaise administration du comté est de nature à les léser directement. Si la police du comté est organisée d'une façon insuffisante, cela gênera tous les gens paisibles du comté. Si la vérification des poids et mesures ne se fait pas convenablement dans le comté, cela enlèvera toute sécurité au commerce dans le comté.

Si les grandes routes du comté sont mal entretenues, cela entravera la circulation dans le comté.

Si le conseil de comté édicte des règlements à la légère, cela pourra atteindre des intérêts légitimes dans le comté. Si enfin les finances du conseil de comté sont mal gérées, cela aura pour conséquence fatale une augmentation du poids des taxes du comté.

Ce qu'il importe aux électeurs du comté, ce n'est pas d'avoir dans leur assemblée élue une majorité de représentants de la même nuance que le parti du

gouvernement central, mais d'y avoir un nombre suffisant d'hommes capables d'administrer.

Les électeurs s'habituent, aux élections locales en général, et spécialement aux élections comitales, les plus importantes de toutes, à considérer les affaires publiques en elles-mêmes et à choisir les hommes en raison de leur rendement probable.

Quand vient le jour des élections parlementaires, ils ont appris à regarder la chose publique comme la leur propre ; ils ont développé les tendances naturelles qui les poussent, comme tous les hommes, à se faire une opinion sur les questions d'intérêt général, et ont pris l'habitude de n'accorder leurs suffrages qu'à des gens leur paraissant avoir de la valeur.

De plus, celui qui a exercé soit les fonctions de membre d'un conseil de comté, soit celles de membre d'un conseil de bourg, soit même encore celles de juge de paix, est particulièrement apte à occuper utilement pour sa patrie un siège au Parlement.

Il a pu apprendre en effet, dans les assemblées locales, à assumer des responsabilités, à prendre des décisions, à manier les hommes, à solutionner des questions complexes : n'est-il donc pas plus qualifié qu'un autre pour participer à cette gigantesque *business* qu'est le gouvernement de l'Empire britannique ?

Gladstone prétendait « que les succès merveilleux de la race anglo-saxonne, en Europe et ailleurs, étaient dus en grande partie au système des institutions locales

et du *self government*, qui impose incessamment à chacun des responsabilités et des devoirs publics » (1).

« Plus les années s'accumulent sur moi, disait-il un jour à la Chambre des communes, plus j'attache d'importance aux institutions locales. C'est par elles que nous acquérons l'intelligence, le jugement, l'expérience politique; que nous nous rendons aptes à la liberté; sans elles nous n'aurions pas pu conserver nos institutions centrales (2). »

Comme nous l'avons déjà mis en relief, la plus ou moins bonne composition de l'assemblée départementale n'a pas une importance aussi grande que celle du conseil de comté.

Le conseil général, en effet, n'a pas à s'occuper de questions ayant une portée bien grande. Les affaires sur lesquelles il délibère lui sont préparées par le préfet, et il n'a pas à exécuter ses propres décisions; il n'est donc pas absolument nécessaire, comme cela l'est pour le *county council*, qu'il comprenne dans son sein des hommes de valeur capables d'administrer.

Mais s'il a peu de pouvoirs, le conseil général a parfois beaucoup à demander au gouvernement central, de qui dépendent directement la plupart des services publics importants qui fonctionnent dans le département.

(1) Voir FERRAND, *les Institutions administratives en France et à l'étranger*, p. 67 *in fine*, et 68, 1^{er} alinéa.

(2) Voir FERRAND, *les Institutions administratives en France et à l'étranger*, p. 67.

La loi lui reconnaît expressément, du reste, le pouvoir d'émettre des vœux. Il demandera de cette manière l'amélioration de tel ou tel service public dans le département : qu'une ligne de chemin de fer en projet passe par tel endroit, qu'un pont y soit élevé, qu'une route nationale y soit construite, que la police y soit mieux faite, que le nombre des brigades de gendarmerie y soit augmenté, etc.

Le peu d'importance des attributions propres du conseil général, et la situation de solliciteur dans laquelle il se trouve souvent vis-à-vis du pouvoir central, font que ceux qui élisent ses membres ont plus d'intérêt à les choisir parmi les partisans du ministère au pouvoir que parmi les gens les plus aptes à comprendre les besoins et à administrer les intérêts du département. De plus, en France, le mandat de conseiller général est, pour les hommes politiques de toutes nuances, comme un premier échelon de leur carrière. C'est au conseil général qu'ils commencent à se faire connaître avant de briguer un siège à la Chambre ou au Sénat. Le résultat de cet état de choses est que les élections au conseil général se font fréquemment sur de vagues questions de politique nationale, et qu'on s'y occupe peu de ce qui concerne la gestion des affaires départementales.

Ces élections au conseil général ne sont pas faites pour former beaucoup l'esprit public des électeurs.

Elles les habituent à voter plutôt pour la couleur

politique du candidat que pour l'homme lui-même ; à se passionner pour des idées abstraites plutôt que de faire l'effort nécessaire pour se créer une opinion sur des questions concrètes d'intérêt général, et enfin à ne pas supporter les conséquences directes du choix plus ou moins bon de leurs mandataires.

Notre administration départementale est donc bien moins propre au développement de la vie publique que l'administration comitale.

Pour remédier à cela, ne serait-il pas bon pour nous de prendre modèle sur l'Angleterre et d'établir dans nos départements un régime administratif analogue à celui du comté ?

A notre avis, il serait puéril de vouloir bouleverser de fond en comble notre organisation administrative départementale, pour la remplacer par une institution qui donne de bons résultats en Angleterre, mais qui n'est pas sûrement appropriée au génie de notre race. Il y aurait pourtant lieu de souhaiter une décentralisation départementale beaucoup plus grande. Ainsi seulement, en effet, nous pourrions arriver à mettre notre régime administratif local en concordance avec notre régime parlementaire. Quoi qu'il en soit, si nous cherchons des modèles chez les Anglais, imitons d'abord la manière de réformer sûre et lente suivie, et toute subordonnée aux résultats, qui a été presque toujours celle de leur Parlement. La centralisation administrative, dont le bon fonctionnement dépend

de la clairvoyance et de la fermeté du pouvoir central, peut être décrétée par une loi ; mais la décentralisation administrative, dont le résultat dépend surtout de l'esprit public des populations qui en jouissent, ne peut être établie d'une façon durable que par une politique à grande portée. L'insuccès des assemblées départementales de la Révolution a tenu sans doute surtout à la période de crise et d'anarchie chronique pendant laquelle elles ont fonctionné ; mais le fait que leur création bouleversait presque sans transition de vieilles habitudes et des principes administratifs admis antérieurement, n'a pas été pourtant étranger à leur échec.

La première mesure de décentralisation départementale à réaliser serait, selon nous, de donner au conseil général le droit d'exécuter ses décisions.

Le rôle du préfet au point de vue de l'administration des intérêts locaux du département se bornerait alors à veiller au nom de l'État à ce que cette assemblée remplisse ses devoirs légaux et ne sorte pas de ses attributions.

L'objection la plus sérieuse que l'on puisse présenter à cette mesure est la suivante : Comment remplacer un administrateur permanent comme le préfet par une assemblée élue, n'ayant que deux sessions de quelques jours par an ?

Pour répondre victorieusement à cet argument, nous n'avons qu'à montrer l'exemple du conseil de

comté qui, en ne siégeant qu'un petit nombre de fois chaque année, arrive, au moyen du système des comités, à assurer des services administratifs bien plus importants que ceux qui incomberaient au conseil général, si jamais la mesure que nous préconisons était adoptée.

Nous avons dans notre administration départementale un organe permanent autre que le préfet : la commission départementale.

Pourquoi le conseil général ne lui délèguerait-il pas le pouvoir d'exécuter en son nom ses délibérations ? S'il en était ainsi, il faudrait augmenter le nombre des membres de la commission départementale, la diviser en plusieurs sous-commissions et rendre ses séances plus fréquentes.

Nous aurions ainsi de véritables comités analogues à ceux du conseil de comté.

Cette réforme serait contraire à tous les principes administratifs admis jusqu'à maintenant en France ; mais par elle, seulement, nous pourrions introduire dans notre administration locale un germe de *self government*.

Si l'on remplaçait le préfet, dans ses fonctions d'administrateur des intérêts locaux du département, par un administrateur élu par les conseillers généraux et choisi parmi eux, cela pourrait avoir de grands inconvénients. Ce fonctionnaire issu de l'élection n'aurait pas la compétence administrative du préfet,

et, étant seul chargé d'exécuter les décisions du conseil général, il empêcherait les autres membres de cette assemblée de participer directement à la gestion des affaires du département. L'administration départementale risquerait alors de devenir la chose d'un homme, qui serait lui-même le plus souvent prisonnier d'un groupe, comme cela a lieu dans beaucoup de communes pour ce qui concerne l'administration municipale, et ses effets deviendraient nuls au point de vue du développement de l'esprit public des électeurs.

Nous perdrons donc les avantages administratifs du régime préfectoral, sans acquérir ceux du conseil de comté au point de vue de l'éducation politique des masses.

Le système des comités a le grand avantage de faire d'une administration locale la chose de tous. Il permet l'emploi, dans un conseil élu, de tous les membres de cette assemblée ayant quelque valeur. Par la force des choses, en effet, l'on délègue ceux-ci dans les comités où ils peuvent rendre des services. Cette mise en valeur de toutes les capacités qui peuvent se rencontrer dans une assemblée locale n'est pas chose indifférente, qu'on se place au point de vue purement administratif ou au point de vue politique. Nous n'avons aucune raison de croire qu'au point de vue administratif le système des comités donnerait chez nous de moins bons résultats qu'en Angleterre, et qu'il nous

ferait regretter en quoi que ce soit le régime préfectoral. Il permettrait de plus à notre administration départementale d'être, comme l'administration comitale, une véritable école de vie publique. En effet, d'une part, il habituerait nos conseillers généraux au maniement des affaires administratives et leur donnerait l'habitude de la responsabilité; tandis que, d'une autre, les habitants du département, n'ayant plus à leur service un administrateur nommé par l'État, devraient se préoccuper de se choisir des hommes capables et non des politiciens pour gérer leurs intérêts.

Dans le cas où les premières tentatives de décentralisation départementale que nous préconisons auraient réussi, il ne faudrait pas hésiter à les compléter en confiant au conseil général la plus grande partie de la tutelle des communes, et en lui conférant un pouvoir réglementaire général dans le département.

Pour ménager les transitions, l'on pourrait subordonner les règlements du conseil général et ses actes de tutelle vis-à-vis des communes à l'approbation du préfet. Ainsi, le conseil général deviendrait un véritable conseil administratif du département et tendrait beaucoup à se rapprocher du conseil de comté.

Toutefois, il serait encore loin de l'égaliser en importance. Pour que le conseil général eût à peu près les mêmes attributions que le conseil de comté, il faudrait que la police, l'instruction primaire, l'instruction secondaire, l'inspection des poids et mesures et la

grande voirie dépendent de lui dans le département.

Si l'on confiait à cette assemblée locale les services publics dont nous venons de donner l'énumération, et qui en France sont entre les mains de fonctionnaires de l'État, l'on ferait subir à notre organisation administrative tout entière un véritable bouleversement; mais l'on introduirait dans notre administration le véritable *self government*. Qui nous dit pourtant que ces réformes ne s'accompliront jamais?

Le jour où nous aurons commencé à prendre le goût de l'indépendance vis-à-vis de l'État et celui du contrôle de nos propres intérêts locaux, il y a beaucoup de chance pour que la vieille machine administrative napoléonienne nous paraisse insupportable.

LOI DU 13 AOÛT 1888

AMENDANT LES LOIS RELATIVES A L'ADMINISTRATION LOCALE
EN ANGLETERRE ET DANS LE PAYS DE GALLES ET RÉGLANT DIVERSES
MATIÈRES QUI S'Y RATTACHENT

PREMIÈRE PARTIE

CONSEILS DE COMTÉ

Constitution du conseil de comté (1).

ART. 1^{er}. — Il sera établi, dans chacun des comtés administratifs définis par la présente loi, un conseil auquel sera confié le maniement des affaires financières et administratives de ce comté. Ce conseil sera composé d'un président, d'*aldermen* et de conseillers.

ART. 2. — § 1. Les membres du conseil de comté seront élus d'après les mêmes règles, procéderont de la même manière et seront à tous égards dans la même position que le conseil élu par un bourg divisé en quartiers, à l'exception toutefois des règles particulières formulées par la présente loi, notamment des suivantes.

§ 2. En ce qui concerne les *aldermen* et conseillers :

a) Les clercs engagés dans les saints ordres et tous autres ministres de la religion pourront être élus *aldermen* ou conseillers.

(1) Extrait de l'*Annuaire de Législation étrangère* de 1888, p. 71 à 151. Nous ne reproduisons pas les annotations qui se trouvent dans l'*Annuaire* à côté de ce texte.

b) Pourront être *aldermen* ou conseillers, bien que ne réunissant pas toutes les conditions requises par l'*act* de 1882 sur les *corporations municipales*, un pair possédant une propriété dans le comté, ou toute autre personne inscrite sur les listes électorales parlementaires, comme possédant la propriété d'une tenure quelconque située dans le comté.

c) Les *aldermen* prendront le nom d'*aldermen* de comté, et les conseillers celui de conseillers de comté. Un *alderman* de comté ne pourra, en cette qualité, voter pour l'élection d'un autre *alderman*.

d) Les conseillers de comté sont élus pour trois ans. A l'expiration de ce terme, il sera procédé à leur renouvellement total.

e) Les divisions du comté en vue de l'élection des conseillers de comté seront appelées divisions électorales (*electoral divisions*) et non quartiers (*wards*). Chaque circonscription élira un conseiller seulement.

§ 3. En ce qui concerne le nombre des conseillers et les limites des divisions électorales :

a) Le bureau d'administration locale (*local government board*) fixera le nombre des conseillers de comté et la proportion de ce nombre entre chacun des bourgs qui ont une population suffisante pour élire un conseiller et le reste du comté.

b) Chaque bourg nommant un conseiller constituera une division électorale.

c) Dans le reste du comté, les divisions électorales seront délimitées par le conseiller du bourg pour les bourgs ayant plus d'un conseiller à élire, et, en dehors des bourgs, par la cour des sessions trimestrielles.

Pour les élections qui suivront la première, des changements pourront être faits en conformité des dispositions de la présente loi.

§ 4. En ce qui concerne les électeurs au conseil de comté :

Seront électeurs pour le conseil de comté, dans les bourgs, les bourgeois inscrits sur les listes électorales conformément aux dispositions de l'act de 1882 sur les corporations municipales et les lois qui l'ont modifié, et partout ailleurs les personnes inscrites sur la liste des électeurs du comté par application des dispositions de l'act de 1888 sur les électeurs du comté.

§ 5. En ce qui concerne le président du conseil du comté :

a) Le président du conseil de comté s'appellera président (*chairman*) et non maire (*mayor*).

b) Il sera, en vertu de son office, juge de paix pour le comté; mais, avant d'agir comme tel, il devra, s'il ne l'a déjà fait, prêter les serments exigés par la loi, autres que celui qui regarde la condition de propriété.

§ 6. Le conseil de comté peut choisir parmi ses membres un vice-président (*vice-chairman*) pour remplir son office durant le même temps et avec les mêmes pouvoirs que le président.

Pouvoirs du conseil de comté. — Translation des pouvoirs des cours de sessions trimestrielles.

ART. 3. — Sont transférés au conseil de comté les affaires administratives confiées jusqu'ici aux juges de paix assemblés en session trimestrielle ou aux comités nommés par eux et dont l'énumération suit :

1° Créer, asseoir, lever les taxes de comté, de police, de centurie (*hundred*) et autres, en répartir et en employer le montant, ordonnancer les paiements à faire sur

le produit de ces taxes ou sur les fonds du comté engagés dans le commerce ou réservés (*county stock or county fund*), préparer et reviser la base de la moyenne de la taxe de comté ;

2° Contracter des emprunts ;

3° Recevoir les comptes du trésorier du comté et lui donner décharge ;

4° Tenir en état les locaux destinés aux assemblées du comté, aux cours d'assises, au logement des juges, aux audiences, aux postes de police, à la détention des accusés ; veiller aux bâtiments, ouvrages et propriétés du comté et réserver, dans ces bâtiments, l'emplacement nécessaire aux comités mixtes institués par le présent *act* ;

5° Accorder des licences, en vertu des actes généraux sur la matière, pour l'ouverture des salles de musique ou de danse, et celles qu'autorise le *race courses licensing act* de 1879 ;

6° Pourvoir à tout ce qui concerne les asiles pour aliénés indigents, les entretenir, agrandir, administrer, inspecter ;

7° Établir, entretenir et soutenir par ses contributions les écoles pénitenciaires et professionnelles ;

8° Réparer les ponts avec les routes y attenantes, et exercer tous les pouvoirs confiés à l'autorité du comté par l'*act* de 1878 sur les chemins publics et les locomotives routières ;

9° Établir le tarif des honoraires et autres frais alloués aux inspecteurs, chimistes experts (*analysts*) et tous agents du comté autres que le secrétaire des sessions trimestrielles (*clerk of the peace*) et les greffiers des juges de paix (*clerks of the justices*) ;

10° Nommer, salarier et révoquer le trésorier du comté, l'inspecteur du comté, les chimistes experts, les agents chargés d'exécuter l'*act* de 1875 sur les matières explosives et tous fonctionnaires et employés ou agents (*offi-*

cers) payés sur la taxe de comté, à l'exception du secrétaire des sessions trimestrielles et des greffiers des juges de paix;

11° Fixer le traitement de tout *coroner* qui doit être payé sur la taxe du comté, ainsi que les frais de divers genres qui lui sont alloués; diviser le comté en districts de *coroners* et assigner à chacun d'eux le sien;

12° Diviser le comté en sections de vote pour les élections au Parlement; désigner les lieux de vote, les endroits où siégeront les cours pour la revision des listes électorales; régler les dépenses et autres questions relatives à la confection de la liste des électeurs pour le Parlement;

13° Appliquer, en qualité d'autorité locale, les lois relatives aux maladies contagieuses des animaux, aux insectes nuisibles, à la conservation du poisson, aux oiseaux sauvages, aux poids et mesures, aux compteurs à gaz, ainsi que l'*act* de 1869 sur le timbre local;

14° Prononcer sur toutes les questions relatives à l'*act* de 1886 sur les dommages résultant d'émeutes (*Riot [damages] act*);

15° Enregistrer les statuts des sociétés savantes, les dons charitables, etc.; confirmer et enregistrer les statuts des sociétés de prêts;

16° Veiller à toutes les autres affaires qui lui sont transférées spécialement par la présente loi.

ART. 4. — Les pouvoirs, obligations et responsabilités dérivant, pour les cours de sessions trimestrielles et pour les juges de paix, de quelque *act* local, peuvent toujours, s'ils sont analogues à ceux que transfère le présent *act*, être transférés aux conseils de comté par un arrêté provisoire du bureau d'administration locale (*local government board*).

Les coroners.

ART. 5. — §§ 1 et 2. Au jour fixé, les *coroners* de comté ne seront plus nommés par les *freeholders*, mais par le conseil de comté, qui, dans le cas où le comté comprendra plusieurs *districts*, assignera à chacun le sien. Aucun *alderman* ou conseiller ne pourra être nommé *coroner*.

§§ 3 et 4. Dans le cas où le district d'un *coroner* serait situé partie dans un comté administratif, partie dans un autre, le *coroner* sera nommé, payé et indemnisé par le comité commun (*joint committee*) du comté entier (*entire county*), lequel disposera les choses de manière que, à la première vacance ou à toute autre époque qu'il fixera, le district du *coroner* coïncide avec un comté administratif.

§ 5. Le *coroner* n'en continue pas moins d'avoir juridiction sur tout le comté, et peut toujours être révoqué par un *writ de coronatore exonerando* ou autrement.

§ 6. Les articles 11 et 14 de la première annexe du *coroners act* de 1887 sont abrogés.

§ 7. Le *coroner* ne peut être ni *alderman*, ni conseiller dans le comté où il exerce ses fonctions.

Les ponts.

ART. 6. — Le conseil de comté aura le pouvoir de construire de nouveaux ponts, comme aussi d'acheter ou de prendre à des conditions débattues ceux qui ne seront pas ponts de comté au moment de la mise en vigueur du présent *act*. Il aura le pouvoir d'entretenir, réparer et améliorer les ponts ainsi construits ou acquis.

Les pouvoirs des juges de paix hors sessions.

ART. 7. — Sont transférés au conseil de comté les pouvoirs des juges de paix hors sessions relatifs :

a) Aux licences à accorder pour les représentations théâtrales publiques ;

b) A l'exécution de l'*explosives act* de 1875.

Les appels contre les taxes.

ART. 8. — § 1. Les cours de sessions trimestrielles et les juges de paix conservent leurs pouvoirs pour juger les appels en matière de taxes.

§ 2. Toute affaire des sessions trimestrielles ou de leurs comités qui n'est pas transférée par le présent *act* au conseil de comté, est réservée à ces sessions et continuera d'être traitée par elles comme si cet *act* n'avait pas été voté.

La police; le comité mixte permanent.

ART. 9. — § 1. Les pouvoirs et obligations de la cour de sessions trimestrielles et des juges de paix hors sessions relatifs à la police appartiendront dorénavant à cette cour conjointement avec le conseil de comté ; les pouvoirs seront exercés et les obligations remplies par le comité mixte permanent (*standing joint committee*), formé de la manière qu'il est dit plus loin par la cour et le conseil.

§ 2. Il est entendu que les *constables*, pour les fonctions qui s'ajoutent à leurs devoirs habituels en vertu de l'*act* de 1886 sur la police des comtés et des bourgs (*County*

and borough police act, 19 et 20, Vict., ch. 69), seront à la disposition à la fois de la cour, du conseil et du comité mixte.

§ 3. Il n'est touché en rien aux pouvoirs et obligations des juges de paix en leur qualité de conservateurs de la paix, et tous les *constables* avec leur chef sont tenus, comme par le passé, d'obéir à leurs réquisitions légales.

Pouvoirs transférés par le bureau central d'administration locale.

ART. 10. — § 1. Le bureau d'administration locale pourra, par arrêté provisoire (*provisional order*), transférer aux conseils de comté les pouvoirs suivants, lorsqu'ils lui paraîtront se rapporter aux affaires du comté et avoir un caractère administratif :

a) Les pouvoirs conférés par des statuts au conseil privé, à un secrétaire d'État, au bureau de commerce, à lui-même, au département de l'éducation ou à tout autre département ministériel ;

b) Les pouvoirs également conférés aux commissaires des égouts, aux conservateurs ou à tout autre corps public, incorporé ou non, à l'exception toutefois des corporations municipales, des autorités sanitaires, des bureaux d'école et des bureaux de tuteurs des unions.

Le bureau, par son arrêté provisoire, limitera et modifiera ces pouvoirs comme il le jugera bon, prendra les mesures nécessaires afin d'en opérer la transmission, et pourra, à cet effet, transférer toute espèce d'autorité comprise dans l'ordre de Sa Majesté en conseil.

§ 2. Il est entendu que ce transfert d'attribution aura dû recevoir d'avance l'approbation de l'autorité à laquelle

les attributions sont retirées et n'aura d'effet qu'après avoir été confirmé par le Parlement.

§ 3. Dans le cas où les autorités ainsi dépouillées exerceraient leurs pouvoirs dans deux ou plusieurs comtés, ces pouvoirs seront transférés conjointement aux conseils de tous ces comtés, et ceux-ci les exerceront au moyen d'un comité commun (*joint committee*) formé par ces conseils.

§ 4. L'*act* du Parlement qui confirmera un arrêté provisoire de ce genre sera considéré comme un *act* général d'utilité publique.

Les grandes routes (*main roads*).

ART. 11. — § 1. Tous les chemins du comté actuellement qualifiés grandes routes (*main roads*) par le *Highways and locomotives (amendment) act* de 1878, y compris tous les ponts sur lesquels ils passent, si l'entretien de ces ponts est à la charge d'une autorité des chemins publics (*highway authority*), seront, à l'avenir, entièrement entretenus et réparés; de plus améliorés raisonnablement en vue de diminuer les frais d'entretien et au besoin élargis par le conseil de comté, qui est constitué à cet égard, bureau des chemins publics ou bureau routier (*highway board*). Comme tel il sera chargé d'empêcher l'encombrement et l'obstruction des chemins et aussi d'assurer au public la jouissance des terrains vagues qui les longent, et il exercera tous les pouvoirs qui lui sont donnés pour l'entretien et la réparation des routes : le tout considéré comme charge générale du comté et imputé sur ses frais généraux.

§§ 2 et 3. Il est entendu que toute autorité urbaine peut, dans les douze mois de la mise en vigueur de la présente loi ou du classement d'un chemin dans les grandes routes, réclamer et obtenir pour elle le droit d'entretenir,

réparer et améliorer les grandes routes de son district. Le même droit lui appartient dans le cas où une route existante serait classée comme grande route. Dans tous les cas, le conseil de comté contribuera aux frais de ces routes par une somme payée annuellement à cette autorité, et sa contribution sera fixée par un accord entre l'autorité urbaine et le conseil ou, à défaut d'accord, par l'arbitrage du bureau d'administration locale.

§§ 4 et 5. Les mêmes arrangements peuvent être pris avec un conseil de district, par le conseil de comté, qui toutefois, en aucun cas, ne versera le montant de sa contribution annuelle que sur un rapport satisfaisant de l'inspecteur de comté.

§§ 6 et 12. Les différends qui s'élèveraient entre le conseil de comté qui prend l'entretien des grandes routes et une autorité des chemins publics ou de la salubrité relativement à l'usage des tranchées et voies souterraines pratiquées dans ces routes, seront réglés par l'arbitrage de la manière indiquée par le présent *act*.

Toutefois, l'autorité locale qui a pratiqué des tranchées, en vue d'égout ou de quelque autre objet, dans les grandes routes dont se charge le conseil de comté, est tenue de réparer la route. Si elle y manque, le conseil a le droit de faire faire des travaux de réparation aux frais de cette autorité.

§ 7. Lorsque le conseil de comté classe un chemin parmi les grandes routes, sa déclaration n'a pas d'effet avant que ce chemin ait été mis en assez bon état pour le satisfaire.

§§ 8 et 9. Si le conseil de district néglige l'entretien des routes dont il s'est chargé, le conseil de comté, après l'avoir mis en demeure, peut faire exécuter les réparations aux frais du district.

Toutes les contestations qui viendraient à s'élever, à ce sujet, entre le conseil de comté et un conseil de district seront soumises, si l'un ou l'autre le demande, à l'arbitrage du bureau d'administration locale.

§ 10. Le conseil de comté peut toujours contribuer, s'il le juge bon, à l'entretien et à l'amélioration de tout chemin public, que ce chemin soit ou non une grande route.

§ 11. Toute autorité qui a le droit ou la charge d'éclairer les chemins du district peut ou doit également éclairer les grandes routes.

§ 12. (Joint au § 6.)

§ 13. L'article 20 du *highway and locomotives amendment act* de 1878 s'appliquera comme s'il était inséré au présent article.

ART. 12. — §§ 1 et 2. Suppression des péages dans l'île de *Wight*. — Maintien des pouvoirs de la commission de chemins publics dans le comté de Southampton.

ART. 13. — §§ 1, 2 et 3, *a*, *b*. (Extension des dispositions de la présente loi aux chemins de la partie sud de la principauté de Galles. — Suppression dans ce pays des bureaux des routes de comté et de district; transfert de leurs attributions, propriétés, dettes et obligations aux conseils des six comtés du sud du pays de Galles.)

Les rivières.

ART. 14. — § 1. (Le conseil de comté peut, en outre de toute autre autorité, veiller à l'exécution du *Rivers pollution prevention act* de 1876.)

§ 2. Il peut également contribuer aux dépenses faites à cet effet par un autre conseil de comté ou par toute autorité urbaine ou rurale.

§ 3. (Dans le cas où une rivière traverse plusieurs comtés administratifs, le bureau d'administration locale, à la requête du conseil de l'un de ces comtés, peut constituer par arrêté provisoire un comité commun qui les représente tous, et dont les frais sont supportés en commun.)

Les bills au Parlement.

ART. 15. — (Le conseil de comté aura, pour s'opposer aux *bills* présentés au Parlement et soutenir ou défendre par les moyens légaux les intérêts des habitants du comté, tous les pouvoirs conférés au conseil d'un bourg municipal par l'*act* 35 et 36 Vict., ch. 91 (1872). Il est entendu que :

a) Le consentement des propriétaires et des contribuables ne sera pas nécessaire pour que le conseil puisse agir conformément à cet article ;

b) Le présent article ne confère pas au conseil de comté le pouvoir de présenter des *bills* au Parlement, ni de subir ou d'imposer aucune dépense relative à des *bills* de ce genre.

Les statuts locaux (*byelaws*).

ART. 16. — § 1. Le conseil de comté aura, pour faire des statuts locaux (*byelaws*) applicables au comté entier ou à des parties spécifiées du comté, les mêmes pouvoirs que ceux qui ont été conférés au conseil d'un bourg par l'article 23 du *Municipal corporations act* de 1882. L'ar-

ticle 187 du *Public health act* de 1875 sera applicable à ces *byelaws*.

§ 2. Il est entendu que les *byelaws* émanant du conseil de comté n'auront point d'effet dans les bourgs.

Médecins du service de santé.

ART. 17. — § 1. Le conseil de comté peut nommer et rétribuer un ou plusieurs médecins attachés au service de santé (*medical officers of health*). Ces médecins ne pourront, sans le consentement écrit du même conseil, occuper aucun autre emploi, ni exercer leur profession dans leur intérêt privé.

§§ 2 et 3. Tout conseil de district qui ne veut pas nommer lui-même un médecin ou agent médical de santé, comme il y est tenu par la loi de 1875, pourra s'entendre avec le comté pour employer, en les rétribuant convenablement, celui ou ceux que le conseil de comté aura nommés, et cet arrangement suffira pour satisfaire à la loi.

ART. 18. — §§ 1 et 2. Exige que les médecins de santé réunissent les conditions nécessaires pour exercer légalement leur profession et que, dans les comtés ou districts au-dessus de dix mille âmes, ils aient obtenu un diplôme ou fait un stage.

ART. 19. — §§ 1 et 2. Ils doivent périodiquement, sous peine d'être privés de leurs honoraires, envoyer un rapport au conseil de comté, qui en expédie un double au bureau d'administration locale. Celui-ci reste chargé de les contraindre à la bonne exécution de leur mandat.

**Relations financières entre l'Échiquier et le comté,
et contributions du comté aux dépenses des fonctionnaires (officers) des unions.**

**Les droits sur les licences frappées d'une taxe locale
(duties on local taxation licences).**

ART. 20. — § 1. Au terme de l'année financière qui sera close le 31 mars prochain après l'adoption du présent *act*, la commission du revenu intérieur versera de temps en temps à la Banque d'Angleterre, au compte des taxes locales (*local taxation*), de la manière et sous les conditions prescrites par le Trésor, les sommes régulièrement certifiées comme provenant des taxes perçues par cette commission dans chaque comté administratif de l'Angleterre et du pays de Galles sur les licences spécifiées dans la première annexe du présent *act*, y compris le montant des amendes et déchéances (*forfeitures*) auxquelles le recouvrement de ces taxes aura donné lieu et qui sera considéré comme faisant partie du produit qu'elles auront donné.

§ 2. Les sommes ainsi déposées seront, sous la direction du bureau d'administration locale, payées au conseil de chaque comté.

§ 3. Un ordre de la Reine, donné en conseil sur la proposition du Trésor, pourra transporter aux conseils de comté le droit de percevoir tout ou partie des taxes sur les licences locales. Dans ce cas, les conseils de comté, ainsi que les agents nommés par eux pour lever ces taxes, auront (sauf les exceptions et modifications formulées dans l'ordre de la Reine) tous mêmes pouvoirs et obligations qu'avait avant eux la commission du revenu intérieur,

soit pour accorder, soit pour retirer ces licences, soit pour régler tout ce qui concerne les taxes, amendes et pénalités qui s'y rapportent.

§ 4. Il est entendu que : 1° Le montant des condamnations pécuniaires recouvrées par un conseil de comté, autorisé comme il est dit, sera payé non plus à l'Échiquier, mais à la caisse de comté (*county fund*) et porté au même compte que les taxes ;

2° Le conseil de comté aura les mêmes pouvoirs que le Trésor pour lever les déchéances (*forfeitures*), comme remettre ou adoucir tout ou partie des peines prononcées ;

3° La présente loi ne confère pas au conseil les privilèges appartenant spécialement à la Couronne en cas de poursuites devant les tribunaux.

§ 5, *a* et *b*. Le conseil de comté prendra les mesures nécessaires pour que les licences soient accordées aussi près que possible de la résidence de ceux qui les obtiennent. Une licence, s'il est nécessaire, aura son effet en dehors du comté dans lequel elle aura été délivrée.

Les droits d'homologation des testaments (probate duties).

ART. 21. — Après la fin de l'année financière courante, la commission du revenu intérieur versera à la Banque d'Angleterre, compte des taxes locales, les quatre cinquièmes de la moitié du produit des droits de *probate* (homologation des testaments) recueilli par elle. Par l'expression « droits de *probate* », on entend ici les droits de timbre perçus sur l'*affidavit* exigé de toute personne requérant en Angleterre, dans le pays de Galles ou en Irlande, l'homologation d'un testament ou des lettres d'envoi en curatelle et sur l'inventaire présenté et enregistré

en Écosse, comme aussi sur les états de propriétés personnelles et mobilières spécifiées à l'article 38 de l'*act* de 1881 sur les douanes et les revenus intérieurs, 44 et 45 Vict., ch. 12), y compris toutes les condamnations pécuniaires et déchéances à l'occasion des différents droits de timbre.

Emploi de ces ressources; des répartitions.

ART. 22. — § 1 et 3. Les sommes versées, comme il est dit à l'article précédent, au compte *local taxation* sur le produit des droits d'homologation (*probate duty*) seront réparties entre les différents comtés de l'Angleterre et du pays de Galles, jusqu'à ce que le Parlement en décide autrement, proportionnellement à la part, certifiée par le bureau d'administration locale, que chaque comté, dans la dernière année financière close le 31 mars, a reçue sur les subventions fournies par l'Échiquier en supplément aux taxes locales, lesquelles subventions sont supprimées.

§ 2. Dispositions spéciales au sud du pays de Galles et de l'île de Wight.

ART. 23. — § 1. Les sommes ainsi reçues par le conseil de comté et provenant :

- a) Des droits sur la taxe des licences locales ;
- b) D'une part dans les droits sur les testaments ;

Seront versées à la caisse de comté (*county fund*) et portées à un compte spécial intitulé compte de la contribution de l'Échiquier (*Exchequer contribution account*).

§ 2. Les fonds existant à ce compte seront employés à payer, et dans l'ordre qui suit :

1^o Les dépenses imputables sur les sommes qui y figurent ;

2° Les sommes qui, aux termes de la présente loi, doivent être payées au lieu et place des subventions locales ;

3° Les subventions que le conseil de comté doit fournir pour les dépenses des tuteurs des unions de la loi des pauvres ;

4° Le remboursement au compte général de la caisse de comté des frais pour lesquels des taxes de comté peuvent être établies sur tout le territoire du comté.

§ 3. Si, après ces paiements faits, il reste un excédent, on distribuera aux bourgs des sessions trimestrielles exemptés de contribuer aux dépenses propres du comté une part calculée sur la proportion qui existe entre la valeur imposable du territoire de chacun de ces bourgs et celle du territoire du comté entier, déduction faite, bien entendu, de ceux des frais du comté auxquels le bourg aurait pu être spécialement tenu.

§§ 4 et 5. Le second excédent, s'il en reste un encore, sera employé à rembourser les dépenses incombant à tout le comté, en dehors de ces bourgs déjà venus en partage.

§ 6. Le troisième excédent sera d'abord distribué aux bourgs qui entretiennent une police séparée en exécution des *acts* sur la police des comtés et des bourgs, à l'exclusion des bourgs de sessions trimestrielles, et en proportion de la valeur imposable de leur territoire comparée à celle du comté entier, les bourgs de sessions trimestrielles mis en dehors ; puis, ce partage fait, ce même excédent sera employé à rembourser à la caisse de comté (*county fund*) les frais de police et autres pour lesquels le reste du comté, en dehors de tous les bourgs déjà venus en partage, est régulièrement soumis à une contribution.

On assimilera aux bourgs les villes qui, sans avoir le rang de bourgs, entretiennent cependant une police séparée, subventionnée par le comté en exécution du présent *act*.

§ 7. Le quatrième excédent, s'il y en a encore un et qu'il soit trop considérable pour être simplement reporté au compte suivant, sera partagé entre les districts, en dehors des bourgs de sessions trimestrielles et des bourgs de police séparée, et toujours en proportion de la valeur imposable de leur territoire.

§ 8. Si une partie d'un comté est située dans le district de la police métropolitaine, l'*act* présent s'appliquera comme si cette partie était un bourg de police séparée, sauf que la somme qui reviendrait à un bourg de cette sorte sera attribuée aux districts situés entièrement ou en partie dans cette portion de comté et distribuée entre eux en proportion de la valeur imposable du territoire de chacun, ou suivant qu'il est pratiqué dans le district de la police métropolitaine.

§ 9. Toutes les sommes payées en exécution de cet article seront versées, dans les bourgs, à la caisse du bourg ; dans les districts, à la caisse du district, et appliquées aux dépenses générales du bourg ou du district, c'est-à-dire à celles pour lesquelles la totalité du bourg ou du district est imposable.

§ 10. La valeur imposable, dont il est question dans cet article, sera déterminée suivant la base ou la moyenne adoptée pour les contributions actuelles du comté.

ART. 24. — Vu que certaines subventions locales fournies jusqu'à présent par l'Échiquier sont désormais supprimées en raison de la présente loi, qui cède aux conseils de comté le produit des licences et de l'impôt du *probate*, les dispositions suivantes seront applicables.

§ 1. Toute disposition légale qui requiert ou autorise le paiement sur les fonds de l'Échiquier de n'importe quelle subvention locale, désormais partout remplacée par la con-

tribution des conseils de comté, cesse d'avoir effet à partir du 31 mars 1889, sans préjudice des droits acquis avant ce jour.

§ 2. A partir du 31 mars 1889, le conseil de comté payera de temps à autre, pour tenir lieu des subventions locales, et sur la caisse de comté en les mettant sur le compte de la contribution de l'Échiquier, les sommes suivantes :

a) Aux tuteurs des unions des pauvres ou aux fonctionnaires de toute autre division administrative comprise partiellement ou en totalité dans le comté, les sommes fixées par le bureau d'administration locale comme subventions locales, pour la rémunération des maîtres des écoles de la loi des pauvres et, en vertu de l'*act* de 1867 sur la vaccination, pour celle des vaccinateurs publics.

b) Aux tuteurs des unions des pauvres, les droits d'école dus pour les enfants pauvres qu'on envoie d'un dépôt de mendicité (*workhouse*) à une école publique élémentaire.

c) A chaque autorité locale qui se sera conformée aux dispositions du *public health act* de 1875 ou de tout autre *act* abrogé par celui-ci, la moitié du traitement des médecins de santé ou des *inspectors* des choses nuisibles (*nuisances*) nommés en exécution de cet *act*. Cependant, si ces fonctionnaires ont négligé d'adresser des rapports au bureau d'administration locale aux époques fixées par la loi, cette moitié sera confisquée au profit de la Couronne et versée par le conseil de comté à l'Échiquier et non à l'autorité locale.

d) Aux fonctionnaires enregistreurs (*registrars*) des naissances et décès, une somme égale à la rémunération que leur donnaient les tuteurs des pauvres sur la subvention locale accordée par le Parlement dans l'année financière qui a été close le 31 mars 1889.

e, f, g) Une somme de 4 shillings par semaine pour

chaque aliéné indigent dont est chargé le comté, et pour lequel la charge nette qui incombe au conseil de comté, déduction faite des sommes reçues pour le maintien de cet aliéné dans l'asile et provenant d'autres sources que les taxes locales, se monte à 4 shellings au plus par semaine. Cette somme de 4 shellings sera payée aux tuteurs des unions des pauvres ou aux conseils des bourgs, suivant que l'entretien de l'aliéné indigent incombera à l'union des pauvres ou au conseil du bourg.

h) Le montant des indemnités dues, en vertu de l'article 18 de l'*act* 18 et 19 Vict., ch. 126 (1855), aux secrétaires ou à tous autres fonctionnaires des cours de sessions trimestrielles.

i et j) La moitié de la dépense qui a été nécessaire pour payer et habiller la police du comté durant la précédente année et aussi de celle qu'ont faite les bourgs qui entretiennent une police séparée, en vertu des *acts* sur la police des comtés et des bourgs.

k) Dans les comtés où des taxes sont levées pour la police métropolitaine, une somme égale à celle qui aurait été fournie par l'échiquier.

§ 3. Les dispositions des articles 189 et 191 du *public health act* de 1875, relatives aux fonctionnaires payés en partie au moyen de fonds votés par le Parlement, seront appliquées aux fonctionnaires énoncés dans le paragraphe précédent.

§ 4. Les payements qui doivent être affectés au salaire et à l'habillement de la police d'une ville, en exécution de l'*act* de 1856 sur la police des bourgs et comtés, seront faits par le conseil de comté entre les mains de l'autorité de la ville.

§ 5. Lorsque les tuteurs des pauvres et autres autorités qui doivent recevoir des sommes, en vertu du présent

article, sur le certificat du bureau d'administration locale, appartiennent à une union ou à une circonscription quelconque s'étendant sur deux ou plusieurs comtés administratifs, le conseil de chaque comté ne payera qu'une partie proportionnelle de ces sommes fixée par le bureau d'administration locale.

§ 6. Les tuteurs des pauvres et autres autorités et agents devront réclamer leur payement au bureau d'administration locale dans la forme, avec les attestations et suivant les règles que le bureau aura établies; celui-ci fixera les sommes dues suivant les principes adoptés et imposera pour le payement les conditions exigées avant le vote du présent *act*.

§ 7. Le bureau d'administration locale pourra modifier les certificats qu'il aura délivrés pour l'exécution de cet article.

La police.

ART. 25. — Lorsque le secrétaire d'État aura refusé de délivrer, aux termes de l'*act* de 1856 sur la police des bourgs et comtés, un certificat constatant que la police du comté a été composée, dans l'année précédente close le 29 septembre, d'un nombre d'hommes suffisant et soumis à une discipline convenable, le conseil de comté, au lieu de transférer au compte « police » des sommes prévues par l'article 24, débitera le compte « contribution de l'Échiquier » d'une somme qui, dans l'estimation du secrétaire d'État, représentera la moitié du payement et de l'habillement de la police du comté durant ladite année. Cette somme sera confisquée au profit de la Couronne.

§ 2. Quand le même fait se produira pour la police d'un bourg, le conseil de comté transférera la moitié de la dépense

annuelle du compte « contribution de l'Échiquier » au compte général du comté. Cette somme sera appliquée aux dépenses générales du comté.

Les agents (officers) des unions des pauvres.

ART. 26. — § 1. A partir du 31 mars 1889, les conseils de comté, à l'exception de celui de Londres, remettront aux tuteurs de chaque union de la loi des pauvres située en tout ou en partie dans le comté une somme annuelle destinée à défrayer les dépenses des fonctionnaires et agents de l'union et des écoles de districts auxquelles l'union contribue. Cette somme, jusqu'à ce que le Parlement en décide autrement, sera égale à celle qu'un certificat du bureau d'administration locale établira comme ayant été dépensée dans l'année précédente, close le 25 mars, pour les salaires, rémunérations et gratifications (à part ceux des maîtres des écoles des pauvres), et pour les médicaments et soins en cas de maladie.

§ 2. Lorsqu'une union est située à la fois dans deux ou plusieurs comtés, le payement fait par chaque conseil est proportionnel à la valeur imposable de la partie de l'union qui se trouve dans chaque comté, constatée tel jour que le bureau du gouvernement local aura fixé.

ART. 27. — § 1. Les sommes que le conseil de comté devra payer en exécution de la présente loi à l'Échiquier, au Trésor, ou au receveur pour le district métropolitain de police, seront prélevées sur le compte des taxes locales, lesquelles, au lieu d'être payées au conseil, sont versées à l'Échiquier ou entre les mains du receveur du district de la police métropolitaine.

§ 2. Les opérations de recettes et de dépenses du compte « taxes locales » seront vérifiées par le contrôleur général et l'auditeur général, conformément à des règlements que le Trésor peut faire de temps à autre.

§ 3. Lorsque les recettes du compte « taxes locales » seront insuffisantes pour couvrir les dépenses autorisées par le bureau d'administration locale, le bureau sera libre de faire, pour couvrir le déficit, un emprunt temporaire garanti par ce compte et les sommes qui doivent y entrer. Cet emprunt pourra être consenti par la Banque d'Angleterre; mais les sommes ainsi empruntées devront être remboursées dans l'année même avec les intérêts.

Dispositions générales en ce qui concerne les pouvoirs transférés au conseil de comté.

ART. 28. — § 1. Le conseil de comté, en ce qui concerne les affaires dont étaient chargés les juges de paix en sessions ou hors sessions et qui lui sont transférées, sera soumis aux règles et limitations spécifiées par le présent *act*; mais, comme il a été dit, il aura tous les droits qui appartenaient, tous les devoirs et obligations qui incombaient à ces juges ou aux comités nommés par eux.

§ 2. Le conseil de comté, sauf les exceptions ci-après mentionnées, peut déléguer, avec ou sans conditions, tout ou partie des pouvoirs qui lui sont confiés par le présent *act*, soit à un comité choisi dans son sein, soit à un conseil de district. Il peut aussi, sans préjudice de tout autre pouvoir, comme celui de nommer des comités, déléguer aux juges de paix siégeant en petites sessions les pouvoirs qui lui sont attribués en ce qui concerne les licences pour les maisons ou emplacements destinés aux représentations théâtrales, et aussi l'exécution de l'*act* de 1875 sur

les matières explosibles et de celui qui a rapport aux maladies contagieuses des animaux.

§ 3. Il est entendu que le conseil de comté ne peut, en vertu de cet article, déléguer aucun pouvoir pour lever des impôts ou faire des emprunts.

ART. 29. — Les contestations qui s'élèveraient relativement aux pouvoirs que le présent *act* transfère aux conseils de comtés ou aux conseils mixtes pourront, entre autres manières de les terminer, être soumises, sur la demande d'un président de sessions, de conseil, de comité ou de n'importe quelle autorité locale, à la décision de la Haute Cour de justice, qui jugera sommairement, suivant les règles de la cour.

Le comité mixte permanent.

ART. 30. — § 1. Pour ce qui regarde la police ainsi que le secrétaire des sessions trimestrielles du comté, les greffiers des juges de paix, les officiers communs à la cour des sessions trimestrielles et au conseil de comté, et en général toutes les matières attribuées conjointement à l'un et à l'autre, il sera établi, par un arrangement à intervenir de temps en temps entre la cour et le conseil, un comité mixte permanent (*standing joint committee*), composé en nombre égal de juges de paix nommés par la cour et de membres du conseil de comté choisis par ce conseil. A défaut d'entente sur ce sujet entre le conseil et la cour, le secrétaire d'État composera le comité mixte suivant la même règle.

§ 2. Le comité mixte élira un président. Dans le cas où deux ou plusieurs personnes réuniraient le même nombre

de suffrages, le président sera tiré au sort entre ces personnes.

§ 3. Le comité mixte décidera, en vertu du présent article, sur toutes les questions relatives à la police, — au secrétaire du comté, aux greffiers des juges de paix ou aux officiers qui sont occupés à la fois par la cour et par le conseil, ainsi qu'aux dispositions à prendre pour l'installation des audiences des juges de paix en sessions ou hors sessions, — à l'usage des bâtiments, chambres ou propriétés nécessaires à ces juges et à leurs secrétaires ou greffiers, ainsi qu'à la police, — à l'application du *local stamp act* de 1869 en ce qui concerne les sommes reçues par les greffiers des juges de paix, — et, en général, à tout incident qui naîtra sur ces questions.

Toutes les dépenses que le comité mixte aura jugées nécessaires en vue de ces objets seront imputées à la caisse du comté, et le conseil du comté veillera à ce que les payements soient effectués en conséquence.

DEUXIÈME PARTIE

APPLICATION DE LA LOI AUX BOURGS, A LA MÉTROPOLE ET A CERTAINS COMTÉS SPÉCIAUX

Application de la loi aux bourgs. — Les bourgs de comté.

ART. 31. — Chacun des bourgs mentionnés dans la troisième annexe de la présente loi, c'est-à-dire ayant, à la date du 1^{er} juin 1888, une population d'au moins 50 000 âmes ou se trouvant être par lui-même un comté, deviendra, par l'application de cette même loi et à partir du jour fixé, un comté administratif indépendant, désigné sous le nom de bourg de comté (*county borough*).

Il est entendu qu'en dehors de l'application de la présente loi, et soit pour les affaires qui concerneraient la commission chargée de tenir les assises, d'ouïr et terminer (*oyer and terminer*), de faire évacuer les prisons (*gaol delivery*) (à moins que ce bourg n'en ait une séparée), soit pour le service des jurés et la confection des listes de jury, le bourg de comté continuera à faire partie du comté dans lequel il est situé ou se trouve rangé par cette annexe pour l'exécution de la présente loi.

Les finances.

ART. 32. — § 1. Une convention réglant équitablement la répartition, tant du produit des taxes locales sur les licences que de la part dans les droits sur l'homologation des testaments, et en général tous les autres rapports financiers du comté et des bourgs de comté, sera conclue dans l'année qui suivra le jour fixé entre les conseils de comté et les conseils des bourgs de comté. Si cette convention ne peut être conclue amiablement, elle sera établie par les commissaires que nomme la présente loi.

§ 2. Lorsqu'un bourg de comté sera situé dans plusieurs comtés, la convention sera conclue avec tous les conseils de ces comtés.

§ 3. Cette convention devra être établie sur des bases telles, que ni le comté, ni le bourg de comté ne se trouvent, après la présente loi, dans une situation financière inférieure à celles qu'ils avaient antérieurement. Il y aura lieu d'appliquer également les dispositions suivantes :

a) Lorsqu'il ne devra pas y avoir dans un bourg de comté de sessions particulières d'assises, ou de cour d'*oyer and terminer* ou de *gaol delivery*, le conseil du bourg contribuera aux dépenses des assises du comté.

b) Si le bourg n'est pas, au moment de la promulgation de la présente loi, un bourg de sessions trimestrielles, il devra contribuer aux dépenses des grandes et petites sessions, ainsi que des *coroners* du comté et des districts francs; si, postérieurement, une cour de sessions trimestrielles est accordée au bourg, la contribution sera rachetée à des conditions qui seront fixées, soit à l'amiable, soit, à défaut d'accord, suivant le mode d'arbitrage déterminé par la présente loi.

c) Lorsqu'un bourg de comté aura jusque-là contribué aux frais de construction et d'ameublement d'un des asiles d'aliénés du comté, il continuera, jusqu'à ce qu'une convention nouvelle soit intervenue, à y contribuer pour la même somme. Le conseil de comté établira, sur les mêmes bases qu'auparavant, un règlement relatif aux aliénés indigents envoyés par le bourg de comté, et le conseil du bourg pourra désigner, pour faire partie du comité d'inspecteurs de cet asile, un certain nombre de ses membres dont on sera convenu ou qui sera fixé par les commissaires de la présente loi : cette faculté remplaçant tout autre droit de nomination de ce genre que le bourg pourrait avoir eu antérieurement.

De nouvelles conventions pourront être conclues entre le conseil de comté et tous les conseils des bourgs relativement à ces asiles. Si l'un des conseils de bourg désire conclure un arrangement et que l'un ou la totalité des autres s'y refuse, le différend sera tranché par les commissaires de la présente loi, ou, après qu'ils auront cessé d'exercer leurs fonctions, au moyen de l'arbitrage que cette même loi institue.

d) Tout bourg de comté est soumis, pour l'entretien des aliénés indigents, à la même responsabilité que n'importe quel autre comté.

§ 4. Sauf ce qui concerne la répartition du produit des licences et de l'impôt des testaments, aucun bourg de comté ne peut être assujéti par l'arrangement financier intervenu entre lui et le comté à des contributions nouvelles ou plus fortes qu'antérieurement.

§ 5. Les dispositions de la troisième partie de la présente loi seront applicables à l'arrangement financier : propriétés, revenus, dettes, responsabilités, dépenses, emprunts. La commission établie par la présente loi sera considérée comme étant l'arbitre mentionné dans cette partie.

§ 6. (Lorsqu'au bout de cinq ans il sera constaté, devant le bureau d'administration locale, par le conseil du comté ou du bourg, que la convention financière est devenue contraire à l'équité et que les parties n'ont pu s'entendre pour la modifier, le bureau désignera un arbitre qui tiendra lieu de la commission nommée par la présente loi et qui établira pour cinq ans une nouvelle convention.)

§ 7. Jusqu'à ce qu'une convention financière ait été conclue, en exécution de la présente loi, entre le conseil de comté et le conseil de bourg, les versements réciproques seront calculés sur la moyenne des trois dernières années. Il sera tenu compte des sommes ainsi versées lorsqu'on en viendra à la convention, et celle-ci sera rédigée de manière à prendre effet rétroactivement à partir du jour de la promulgation de la loi.

§ 8. Les dispositions de l'article 153 de la loi municipale de 1882 seront applicables aux contributions dues par un bourg de comté au comté, comme si le bourg de comté était un bourg de sessions trimestrielles situé dans le comté, sauf ce qui concerne la nomination d'un arbitre.

§ 9. Dans cet article, l'expression « contribution due par le bourg au comté » comprend toute somme levée dans le bourg, sur les paroisses ou les héritages, pour la taxe de comté.

La police.

ART. 33. — § 1. Aucune disposition dans la présente loi n'empêchera qu'il ne continue d'exister une force de police pour le bourg de comté et une autre pour le comté, ou qu'une réunion (*consolidation*) des forces de police du bourg de comté et du comté ne soit effectuée, comme cela a eu lieu jusqu'à ce jour; mais dans le cas où les disposi-

tions de la présente loi modifieraient l'effet des arrangements qui auraient été pris pour cette réunion, une nouvelle convention serait conclue entre le conseil de comté et le conseil du bourg. Les dispositions de cet article sont applicables aux bourgs qui ne sont pas bourgs de comté, comme si elles étaient prescrites de nouveau.

§ 2. Lorsqu'il y aura lieu, pour fixer la part de contribution qui sera due en vertu de la présente loi, d'évaluer la valeur imposable à la fois d'un comté et d'un ou plusieurs bourgs de comté, cette évaluation sera faite par un comité commun (*joint committee*) composé de représentants de tous les conseils intéressés. Ce comité aura pour cet objet les pouvoirs et la juridiction d'une cour de sessions trimestrielles et d'un comité de juges de paix nommés en exécution de la loi de 1852 sur la taxe de comté (15 et 16 Vict., ch. 81) et des *acts* qui l'amendent. Le nombre des membres qui représenteront le comté et chaque bourg de comté respectivement sera fixé soit à l'amiable, soit, en cas de contestation, par le bureau d'administration local.

Pouvoirs, obligations et responsabilités des conseils municipaux des bourgs de comté.

ART. 34. — § 1. Le maire avec les *aldermen* et bourgeois de chaque bourg de comté agissant par le moyen de leur conseil auront, s'ils ne les ont déjà, tous les droits, devoirs et responsabilités du conseil de comté. Pour ce qui concerne en particulier les arrangements à intervenir entre comtés et bourgs de comté, ils seront qualifiés pour toucher les sommes à prendre régulièrement sur le compte des taxes locales, comme aussi tenus d'effectuer les paiements régulièrement substitués aux subventions locales

Ils fourniront donc, comme les conseils de comté, en tant que les circonstances y donneront lieu, les subventions régulières destinées au salaire des employés de l'union et des maîtres des écoles de district, du moins si les circonstances exigent le paiement de ce salaire; enfin ils exécuteront toutes les prescriptions de la présente loi, y compris celles qui regardent la déchéance, dans le cas où le secrétaire d'État refuse le certificat constatant le bon état de la police du comté : le tout sauf les modifications nécessaires, et spécialement les suivantes :

a) On substituera les noms de bourgs de comté, caisse de bourg, secrétaire municipal, à ceux de comté, caisse de comté, secrétaire des sessions trimestrielles et secrétaire du conseil.

b) Toutes les fois qu'il sera question de deux ou plusieurs comtés, il est entendu qu'on parle des bourgs de comté.

c) Les pouvoirs, obligations et responsabilités de la cour des sessions trimestrielles ou des juges de paix hors sessions qui sont transférés dans le comté, au conseil de comté, sont transférés dans le bourg de comté, au conseil municipal du bourg, sans distinguer s'ils ont été attachés à la cour ou aux juges du bourg ou du comté où était situé le bourg.

d) Dans le cas des droits qui seraient perçus par la commission du revenu intérieur pour les licences relatives aux charrettes, locomotives, chevaux, mulets et marchands de chevaux, en vertu d'un *act* ultérieur de la présente session, cette commission devra constater le montant perçu dans chaque comté de la même manière que si le comté enfermait chaque bourg de comté désigné dans la troisième annexe de la présente loi comme compris dans ce comté. Le montant ainsi arrêté sera partagé entre lesdits bourgs et le reste du comté en proportion de la valeur imposable, soit établie par le comité commun formé en exécution de cette loi, soit, en attendant, con-

forme à la base actuelle des contributions du comté. La part ainsi fixée sera payée comme si elle avait été perçue dans le bourg de comté, ou, suivant les circonstances, dans le reste du comté, en dehors du bourg.

e) Toute somme existant au compte de la contribution de l'Échiquier d'un bourg de comté, qui restera après le paiement de la contribution exigée au salaire des agents des unions, sera versée dans la caisse du bourg ou servira à compléter, comme l'indiquera le conseil, telle ou telle taxe à lever sur le bourg entier, et les dispositions relatives au versement de cette somme dans la caisse de comté, à l'établissement du compte général du comté, à l'emploi et à la répartition qui en devront être faits, ne seront pas appliquées.

§ 2. L'obligation de réparer les ponts situés dans le bourg de comté ainsi que leurs approches, lorsque ces ponts avaient été jusqu'à ce jour à la charge du comté ou d'une centurie (*hundred*) y comprise, est transférée au maire et aux *aldermen* et bourgeois du bourg de comté. Les dépenses occasionnées de ce chef ou par la réparation des chemins déclassés, par la présente loi ou par l'une de celles dont elle fait l'application, parmi les grandes routes (*main roads*), seront imputées sur la caisse municipale (*borough fund*).

§ 3. Les dispositions de la présente loi qui concernent :

a) La constitution, l'élection, les règles d'action (*proceedings*), la position des membres du conseil de comté et de leur président ;

b) Le trésorier, l'inspecteur et les autres agents du comté ;

c) Le comité mixte permanent formé des juges de paix et du conseil ;

d) Les *coroners* ;

e) Les compteurs à gaz (*gaz meters*) ;

f) Le transfert au conseil des pouvoirs relatifs aux taxes de comté ne seront pas applicables aux bourgs de comté, non plus qu'à la partie IV de la présente loi concernant l'administration financière, sauf les cas où il y aurait dans cette partie une prescription contraire.

§ 4. Il est entendu que le *coroner* est nommé par le conseil du bourg. Cependant, si son district est situé en partie hors du bourg, il sera nommé par le conseil de comté, qui toutefois sera tenu de choisir celui que lui présentera la majorité du comité commun, s'il y en a un.

§ 5. Ce comité commun est facultatif et dépend de la requête que ferait le conseil élu du bourg pour l'obtenir. Comme toujours, en ce cas, la proportion des membres du comté et de ceux du bourg est fixée par le secrétaire d'État, faute d'accord entre les parties.

§ 6. La présente loi ne transfère aucun pouvoir au conseil d'un bourg en ce qui concerne la division du comté en sections de vote (*polling districts*) pour les élections parlementaires, la désignation des lieux de vote, les emplacements pour tenir les cours de revision des listes électorales, la confection de ces listes, les frais qu'elles entraînent et autres matières qui s'y rapportent.

§ 7. Les pouvoirs accordés à l'autorité du comté par la loi de 1887 sur les lotissements continueront, en ce qui concerne le bourg, à être exercés par le bureau d'administration locale.

§ 8. Les dispositions de cet *act* de 1887 et de la loi municipale de 1882 seront modifiées dans leur rédaction de manière à assurer l'application des dispositions du présent article.

Les villes ou bourgs de la première classe.

ART. 35. — Lorsqu'il s'agira d'un bourg de sessions trimestrielles qui ne sera point porté sur la liste de la 3^e annexe du présent *act*, mais qui, d'après le recensement de 1881, renfermera une population de 10 000 âmes et au-dessus, on appliquera les dispositions suivantes :

§ 1. La présente loi ne transfère au conseil de comté aucun des pouvoirs qui appartiennent au conseil du bourg comme autorité locale. Sauf exception expressément mentionnée, elle laisse intacte la situation faite au conseil du bourg par la loi municipale de 1882. Néanmoins, à part cette règle et les exceptions qui vont suivre, le bourg sera considéré comme partie du comté pour l'application de cette loi, et les paroisses du bourg, en dehors des exceptions suivantes, seront soumises aux taxes, comme le reste du comté.

§ 2. Lorsqu'un bourg de ce genre est exempté totalement ou en partie de l'obligation de contribuer aux dépenses quelconques que la cour des sessions trimestrielles du comté où il est situé est autorisée à faire, les paroisses de ce bourg, sauf exception expressément formulée par la loi, devront, quant aux taxes de comté levées pour ces dépenses, bénéficier de la même exemption. Mais cette exemption ne s'étendra pas aux frais supportés par le conseil de comté en conséquence de la cession des pouvoirs des juges de paix qui leur est faite par cette loi, ni à ceux des assises du comté.

§ 3. Nonobstant la précédente disposition, le bourg et les paroisses feront partie du comté et seront assujettis, conformément aux prescriptions de l'*act* de 1878 sur les chemins publics et les locomotives routières, aux taxes

de comté en ce qui touche l'entretien et l'amélioration des grandes routes qui seront payés sur la caisse du comté.

§ 4. Il est entendu que :

a) Le bourg sera considéré comme un district sanitaire urbain au sens de l'*act* de 1878, et, aux termes de cet *act*, il aura le droit de faire les statuts locaux (*byelaws*) sur les locomotives, autorisant leur usage sur les routes du bourg, sauf que, s'il établit une différence entre une grande route classée par le conseil de comté et les autres chemins, il aura besoin de l'approbation du conseil de comté ;

b) Le conseil du bourg pourra, en qualité d'autorité urbaine et conformément aux dispositions de la présente loi, demander à conserver le pouvoir d'entretenir et de réparer les grandes routes dans le bourg ;

c) Dans les deux ans qui suivront la promulgation de la présente loi, le conseil du bourg pourra présenter une requête au conseil de comté à l'effet de faire déclarer grandes routes soumises à l'*act* de 1878 certains chemins situés dans le bourg. Si le conseil de comté refuse de déférer à cette requête, appel peut être interjeté dans le délai raisonnable devant le bureau d'administration locale, qui pourra, après enquête, faire la déclaration demandée, laquelle aura le même effet que si elle avait été faite par le conseil.

§ 5. Les frais des assises et des sessions seront une dépense générale du comté pour laquelle les paroisses seront soumises aux contributions du comté. Les frais des poursuites mentionnées à l'article 169 de la loi municipale de 1882 seront payés par la caisse de comté.

§ 6. Les conseillers de comté nommés par une circonscription électorale formée par tout ou partie d'un des bourgs auxquels s'applique le présent article ne pourront,

dans le conseil de comté, prendre part aux votes ou délibérations concernant les matières pour lesquelles les circonscriptions qui les ont élus ne sont point soumises aux taxes levées sur le reste du comté.

§ 7. Le conseil de comté et celui du bourg peuvent conclure des arrangements à l'effet de supprimer ou de diminuer l'exemption des impôts du comté résultant pour les paroisses du présent article, en considération, soit du paiement d'une somme imposée par le conseil de comté, ou d'un paiement annuel, ou d'un transfert de propriétés ou de créances, ou des pouvoirs et obligations, qu'accepte le conseil de comté en se substituant au conseil du bourg, ou de toute autre circonstance.

§ 8. Le bourg, qui est comté de cité ou de ville, sera considéré pour l'application du présent article, comme situé dans le comté dont il touche les limites, et, s'il est voisin de plusieurs, dans celui dont il fait partie pour les élections parlementaires.

Les bourgs qui ont une juridiction séparée.

ART. 36. — § 1. Dans les bourgs qui ont une commission séparée de la paix avec ou sans grandes sessions et qui ne sont pas portés sur la liste de la 3^e annexe, les pouvoirs et obligations des juges de paix, en session ou hors session, sont transmis au conseil de comté, qui les y exerce comme dans le reste du comté.

§ 2. Il est entendu que ces pouvoirs et obligations, en ce qui concerne les aliénés indigents, et sauf les dispositions contraires du présent *act*, sont transférés non pas au conseil de comté, mais au conseil du bourg.

ART. 37. — La création postérieurement à la présente loi d'une cour de sessions trimestrielles dans un bourg, qui n'est pas bourg de comté, ne modifiera en rien les pouvoirs et obligations du conseil de comté dans l'étendue de ce bourg. Elle n'empêchera pas les paroisses d'être imposées pour contribuer aux mêmes dépenses du comté qu'auparavant, et ne donnera au conseil du bourg que les pouvoirs nécessaires pour établir et maintenir la cour de sessions trimestrielles dans le bourg.

Les villes ou bourgs de la deuxième classe.

ART. 38. — Les dispositions suivantes s'appliqueront aux bourgs de sessions trimestrielles ayant moins de 10 000 habitants au moment du recensement de 1881.

§ 1. Les attributions du conseil et des juges de paix du bourg relatives aux asiles pour les aliénés indigents sont transférées au conseil de comté.

§ 2. Les attributions du conseil et des juges de paix du bourg sont transférées au conseil de comté en ce qui concerne :

- a) Les *coroners*;
- b) La nomination des chimistes experts (*analysts*) créés par les lois sur la vente des aliments et des produits pharmaceutiques;
- c) L'exécution des lois relatives aux écoles pénitentiaires et industrielles; à la conservation du poisson; aux matières explosibles, etc.;
- d) L'exécution de la loi de 1878 sur les chemins publics et les locomotives routières.

Il est entendu que les dispositions du présent article :

- a) Ne dérogeront pas aux dispositions prises par la pré-

sente loi pour protéger les fonctionnaires existants et assurer l'exécution des contrats régulièrement passés avant elle.

b) De plus, et sauf ce qui concerne les *coroners*, elles laissent intactes les attributions conférées au conseil de ces bourgs par la loi municipale de 1882.

§ 3. Pour l'application de la loi de 1878 sur les chemins publics et les locomotives routières, le bourg sera réputé district sanitaire urbain.

§ 4. Dans les deux ans qui suivront le vote de la présente loi, le conseil du bourg peut présenter une requête au conseil du comté à l'effet de faire classer certaines routes de bourg parmi les grandes routes (*main roads*), auxquelles l'*act* de 1878 sur les chemins publics et les locomotives routières est applicable. Si le conseil de comté refuse de faire droit à cette requête, appel de sa décision peut être interjeté devant le bureau d'administration locale.

§ 5. En ce qui concerne les attributions administratives conférées au conseil de comté, ces bourgs seront réputés compris dans le comté comme s'ils n'avaient pas de cour de sessions trimestrielles; ils seront par conséquence soumis à l'autorité du conseil de comté et des *coroners* du comté et pourront être annexés à tel district de *coroner* que décidera le conseil. Les paroisses devront supporter toutes les taxes du comté.

§ 6. Les questions relatives aux dettes, propriétés ou engagements du comté ou d'un des bourgs mentionnés dans cet article et dans le suivant (y compris la charge des aliénés, qui, sans le présent *act*, eût été supportée par le bourg), pourront être réglées conformément à la partie III de la présente loi.

§ 7. Sur la requête du conseil d'un bourg auquel s'appliquent cet article et le suivant, il est loisible à Sa Majesté de révoquer par un ordre donné en conseil la concession d'une cour de sessions trimestrielles et, par lettres patentes, celle d'une commission de la paix.

§ 8. Dans le cas de cette révocation, et si le bourg est comté de cité ou comté de ville, ce bourg sera considéré comme situé dans le comté auquel il est adjoint pour les élections parlementaires.

§ 9. (Application de cet article aux *cinq ports*.)

Les villes ou bourgs de la troisième classe.

ART. 39. — § 1. En ce qui concerne les bourgs avec ou sans cour de sessions trimestrielles, et possédant, lors du recensement de 1881, une population inférieure à 10 000 habitants, les attributions du maire, des aldermen, des bourgeois et du conseil du bourg ainsi que celles du comité de sûreté (*watch committee*) relatives :

- a) A la force de police du bourg ;
- b) A la nomination des chimistes experts désignés dans les lois sur la vente des aliments et médicaments falsifiés ;
- c) A l'exécution des lois sur les maladies contagieuses des animaux de 1878 à 1886 et de celle de 1877 sur les insectes nuisibles ;
- d) Aux compteurs à gaz ;
- e) Aux poids et mesures, si le conseil a juridiction sur ce point, leur sont retirées, et, sauf les dispositions du présent *act* relatives aux agents de la police du bourg actuellement en fonctions, le bourg, en ce qui concerne toutes ces matières, fera partie du comté, comme s'il n'était pas un bourg.

§ 2. Il est entendu que cet article ne s'applique pas aux attributions mentionnées dans l'article 34 de l'*act* de 1878 amendé par l'article 9 de l'*act* de 1886 et relatif aux maladies contagieuses des animaux.

§ 3. En ce qui concerne les lois sur les substances explosibles, l'autorité urbaine cessera d'être l'autorité locale, et le conseil de comté exercera dans les bourgs mentionnés au présent article la même autorité que dans le reste du comté.

Application de la loi à la métropole.

ART. 40. — Pour l'application de la loi à la métropole, les dispositions suivantes entreront en vigueur :

§ 1. La métropole formera un comté administratif (*administrative county*) sous le nom de comté administratif de Londres.

§ 2. Les portions du comté administratif de Londres qui sont actuellement comprises dans les comtés de Middlesex, Surrey et Kent, seront séparées de ces comtés, et formeront, pour toutes les affaires non administratives, sous le nom de comté de Londres, un comté séparé. La reine pourra y nommer un *sheriff* et lui accorder une commission de la paix ou une cour de sessions trimestrielles, et on y appliquera, sans préjudice du présent *act*, toutes les lois et tous les usages qui sont en vigueur dans les autres comtés d'Angleterre et de Galles.

§ 3. Le comté de la Cité de Londres continuera à former un comté séparé relativement aux affaires non administratives et à la juridiction de la cour de sessions trimestrielles ou de la commission de la paix mentionnées au paragraphe précédent; mais une commission délivrée sous

le Grand Sceau peut étendre sur la Cité la juridiction de la cour ou de la commission, si le maire, le conseil communal et les citoyens y consentent.

§ 4. Le nombre des conseillers de comté pour le comté administratif de Londres sera double de celui des membres envoyés au Parlement par les bourgs parlementaires de la métropole. Les circonscriptions électorales seront les mêmes que pour les élections au Parlement, chaque circonscription nommant deux fois plus de conseillers que de membres du Parlement.

§ 5. Le nombre des *aldermen* de comté du comté administratif de Londres n'excédera pas le sixième du nombre total des conseillers.

§ 6. Les dispositions de la présente loi relatives aux pouvoirs et obligations du conseil de comté et au transfert des propriétés, dettes ou autres charges des comtés aux conseils de comté, seront, autant que les circonstances le permettront, applicables au comté de Londres, comme si les juges de paix, en sessions ou hors sessions, et les secrétaires des sessions trimestrielles des comtés de Middlesex, Surrey et Kent avaient été ceux du comté de Londres.

§ 7. Il est entendu que les propriétés, dettes ou charges des comtés de Kent, Middlesex et Surrey seront réparties entre les portions de ces comtés situées dans la métropole et les portions situées en dehors, suivant des proportions réglées par un arrangement entre les divers conseils de comté, ou, à défaut d'arrangement, par les commissaires nommés en vertu de la présente loi. Les parts attribuées aux portions situées dans la métropole appartiendront au comté tout entier.

§ 8. Les pouvoirs du *Metropolitan Board of works* sont

aussi transférés au conseil de comté, ainsi que ses charges, dettes et propriétés. Le conseil de comté sera légalement le successeur du *Metropolitan board*.

§ 9. Si le conseil de comté de Londres contracte des emprunts en vertu du présent *act*, il le fera en se conformant aux prescriptions des *acts* concernant le *Metropolitan board of Works*, si ce n'est qu'on lui appliquera la quatrième partie du présent *act*, et que les dépenses qu'il fera en agissant au lieu et place du *Metropolitan board* seront tenues pour dépenses générales du comté et payées sur la caisse de comté.

La Cité de Londres.

ART. 41. — § 1. En ce qui concerne les pouvoirs, obligations et responsabilités de la cour de sessions trimestrielles et des juges de paix de la Cité de Londres :

a) Ceux qui, en vertu de la présente loi ou de toute autre, appartiendraient, si la Cité était un bourg de sessions trimestrielles avec une population supérieure à 10 000 habitants, au conseil de ce bourg, seront exercés par le conseil municipal;

b) Ceux qui seraient exercés en vertu de la présente loi par le conseil de comté cesseront, et le conseil de comté aura, dans la Cité de Londres, les mêmes pouvoirs que dans le reste du comté administratif de Londres.

§ 2. Les dispositions de la présente loi relatives au transfert des attributions au conseil de comté s'appliqueront aux attributions transférées au conseil municipal. Celui-ci est autorisé à recevoir du conseil de comté de Londres, pour chaque aliéné indigent, la somme qui doit être, d'après la présente loi, payée par le conseil de comté au conseil d'un bourg.

§ 3. Si, au moment du vote de la présente loi, le *Metropolitan board of Works* ou les sessions trimestrielles de Middlesex sont autorisés à faire quelque dépense, et que le conseil municipal ne soit pas tenu d'y contribuer, les paroisses de la Cité de Londres, sauf exception expresse inscrite dans le présent *act*, ne pourront être frappées de taxe de comté de ce chef. Cette exemption ne s'étendra pas aux charges imposées en raison des pouvoirs confiés aux sessions trimestrielles ou aux juges de paix de la Cité de Londres, et qui seront exercés par le conseil de comté de Londres.

§ 4. Sont étendues à la métropole les dispositions de la loi de 1878 sur les chemins publics et les locomotives routières, avec les modifications ci-après :

a) Dans la Cité de Londres, le conseil municipal aura le droit de faire des statuts locaux (*byelaws*) relatifs aux locomotives à employer dans la Cité, à la condition que ces statuts soient approuvés par le conseil de comté, s'ils font une distinction entre les grandes routes et les autres ;

b) Le conseil municipal de la Cité de Londres, et, dans les autres parties de la métropole, les *vestries* et *district boards*, seront désormais considérés comme conseils de district et autorités urbaines en ce qui concerne les grandes routes (*main roads*). Dans la Cité, ces pouvoirs seront exercés par les commissaires des égouts.

§ 5. Les dépenses des assises et des sessions constitueront une dépense générale de comté, pour laquelle les paroisses de la Cité pourront être soumises aux taxes de comté. Les frais de poursuite dans la Cité qui sont, d'après la loi, payables au moyen de la taxe de comté, seront acquittées sur la caisse de comté.

§ 6. Les conseillers de comté élus par la Cité ne prendront part, dans le conseil de comté, aux discussions

et votes relatifs aux dépenses pour lesquelles les paroisses de la Cité ne doivent pas être imposées dans la même proportion que le reste du comté.

§ 7. Le conseil du comté de Londres et le conseil municipal de la Cité peuvent conclure des arrangements pour mettre fin aux exemptions de taxes dont il est question dans le présent article.

§ 8. Les *sheriffs* de la Cité de Londres n'auront autorité que dans la Cité seulement.

Le président adjoint (deputy chairman) et les sessions trimestrielles.

ART. 42. — § 1. Si le conseil de comté de Londres présente une pétition à cet effet, la Reine pourra de temps en temps nommer un *barrister*, exerçant au moins depuis dix années, aux fonctions rétribuées, soit de président, soit de l'un des présidents adjoints, suivant le cas, des sessions trimestrielles pour le comté de Londres.

§ 2. Le président ainsi nommé gardera ces fonctions tout le temps qu'il les exercera d'une manière satisfaisante (*during good behaviour*) et sera, en vertu de son office, juge de paix pour le comté de Londres.

§ 3. Le traitement annuel de ce magistrat sera pris sur la caisse de comté comme dépense générale du comté, et n'excèdera pas le chiffre fixé dans la pétition sur laquelle la nomination a été faite. Il sera fixé dans cette limite par la Reine.

§ 4. Le magistrat ainsi nommé ne pourra, pendant la durée de ses fonctions, ni être élu membre du Parlement, ni exercer sa profession d'avocat.

§ 5. Partout où il y aura ainsi un président ou président adjoint rétribué, ce magistrat pourra tenir seul la cour des sessions trimestrielles.

§ 6. Des cours séparées de sessions trimestrielles peuvent être tenues en même temps en différentes parties du comté de Londres, si le conseil de comté l'a décidé avec l'approbation du secrétaire d'État. Les cours de sessions générales de la paix pour le comté de Londres auront, à tous égards, même pour les appels, les pouvoirs des cours de sessions trimestrielles.

§ 7. Le conseil de comté de Londres pourra de temps en temps soumettre au secrétaire d'État un projet de règlement relatif à la tenue des sessions trimestrielles, à la détermination de leur caractère légal, à la réglementation de la procédure et autres sujets analogues. Lorsque ce projet aura été revêtu de l'approbation du secrétaire d'État, il sera publié dans la *Gazette de Londres* et aura dès lors les mêmes effets que s'il était compris dans les dispositions de la présente loi.

§§ 8 et 9. Les divisions du comté de Londres relatives à la juridiction des petites et des spéciales sessions resteront ce qu'elles étaient dans les trois comtés qui le forment, jusqu'à ce que la cour des sessions trimestrielles en ait établi d'autres, soit celles du comté de Londres dans ce comté, soit celles de chacun des trois autres comtés dans la portion de ce comté située hors du comté de Londres.

§ 10. Les sessions trimestrielles pour le comté de Londres sont entièrement substituées, pour la juridiction et l'étendue du ressort, aux sessions générales d'assiette de l'impôt (*general assessment sessions*) chargées d'appliquer le *Valuation (metropolis) act* de 1869 (32 et 33, Vict. ch. 67). En cas d'appel sur une question relative aux droits de propriété dans la Cité, deux membres de la cour des ses-

sions trimestrielles de la Cité seront désignés par cette cour pour siéger comme membres dans la cour des sessions trimestrielles du comté de Londres.

§ 11. Tous les actes antérieurs relatifs aux sessions de la paix dans le comté de Middlesex cessent de lui être appliqués.

§ 12. Les juges de paix des comtés de Middlesex, Surrey et Kent pourront tenir leurs petites sessions et leurs sessions générales ou spéciales dans n'importe quel endroit du comté de Londres, lequel sera censé être leur propre comté; seulement les jurés ne pourront être pris dans le comté de Londres.

§ 13. La présente loi ne modifiera en rien les attributions des juges de paix, des cours de sessions trimestrielles, du *recorder* et du *sergent* communal (*common serjeant*) de la Cité de Londres, en tant qu'elles ne contreviennent à aucune disposition formelle ou ne touchent pas aux pouvoirs des juges et cours d'un comté.

§ 14. Il est entendu que le droit qui appartenait au conseil municipal de nommer aux postes de sergent communal et de juge de la cour de la Cité de Londres lui est retiré. A l'avenir, en cas de vacance, les titulaires de ces deux charges seront choisis par la Reine parmi les *barristers* réunissant les conditions exigées. De même, à la prochaine vacance, aucun *recorder* n'exercera de fonctions judiciaires s'il n'est nommé par la Reine.

Le conseil du comté administratif de Londres.

ART. 43. — § 1. Dans le comté administratif de Londres, le conseil de comté :

a) Payera aux tuteurs des unions des pauvres entière-

ment comprises dans le comté les sommes que le bureau d'administration locale certifiera être dues par le conseil à la place des subventions locales pour la rémunération des médecins des pauvres et les frais des médicaments et soins ;

b) Payera aux tuteurs de ces mêmes unions des pauvres une subvention de 4 pence par jour et par tête d'indigent secouru dans un établissement charitable de l'union. Le nombre d'indigents servant de base à cette subvention sera basé, pendant cinq ans, sur la moyenne des pauvres secourus au *workhouse* durant la période de cinq années financières qui a été close le 25 mai avant le vote du présent *act*. Ces cinq ans écoulés, on continuera sur la même base, à moins que le Parlement n'en décide autrement ;

c) Payera aux tuteurs des unions des pauvres qui ne sont pas entièrement comprises dans le comté de Londres une part des subventions ci-dessus énoncées proportionnelle à la valeur imposable de la portion de l'union comprise dans le comté administratif de Londres.

§ 2. Définition de l'expression *indoor pauper*. Sous ce terme on comprend tout indigent secouru au moins un jour entier dans un *workhouse*, un hôpital pour les maladies contagieuses, un dispensaire, un asile, une école publique ou privée, une institution pour sourds-muets, aveugles ou idiots, etc., mais seulement tant que le nombre de ceux qui y peuvent être admis suivant les prescriptions du bureau d'administration locale n'est pas dépassé.

§ 3. Le nombre moyen des pauvres sera calculé d'après les règles prescrites par le bureau d'administration locale et certifié par lui

ART. 44. — Les pouvoirs attribués au secrétaire des administrateurs des asiles du district métropolitain par le *Valuation (metropolis) act* de 1869 sont transférés au secrétaire du conseil de comté de Londres, et, dans la loi de 1869,

le conseil de comté sera substitué aux administrateurs du district métropolitain.

ART. 45. — Les pouvoirs attribués aux juges de paix hors sessions de la métropole pour la délivrance des licences des abattoirs et étables sont transférés au conseil du comté de Londres.

**Application de la loi aux comtés spéciaux
et aux districts francs (liberties).**

ART. 46. — I. (a). Les circuits (*ridings*) du Yorkshire et les divisions du Lincolnshire formeront respectivement des comtés administratifs séparés ;

b) Les divisions orientales et occidentales des comtés de Sussex et de Suffolk formeront également des comtés administratifs séparés ;

c) L'île d'Ely, d'une part, et le reste du comté de Cambridge de l'autre, formeront aussi respectivement des comtés administratifs séparés et seront les deux divisions du comté de Cambridge ;

d) Il en sera de même du *soke* de Peterborough et du reste du comté de Northampton, qui seront les deux divisions du comté de Northampton.

§ 2, a), b), c), d) et §§ 3, 4, 5 (Détails sur les comtés d'York, de Lincoln, de Sussex, de Cambridge et de Northampton).

§ 6. A l'avenir, le *sheriff* de Middlesex sera nommé, non plus par la Cité de Londres, mais par la Reine.

§ 7. (Définition de l'expression : « affaires administratives. »)

ART. 47. — § 1, 2 et 3. (Dispositions spéciales pour le comté palatin de Lancastre.)

ART. 48. — § 1. Tout district franc fera partie, à l'avenir, du comté dans lequel il prend part aux élections parlementaires.

§ 2. Le conseil de comté y remplacera l'autorité existante.

§ 3. Dans ceux des districts où la police était placée sous le contrôle d'une cour de sessions trimestrielles, elle se confondra avec la police unique de tout comté administratif; mais cette cour enverra au comité mixte permanent institué par le présent *act* un nombre de membres convenu entre elle-même, le conseil de comté et la cour des sessions trimestrielles du comté, ou, faute d'accord, fixé par le secrétaire d'État.

§ 4. Les *cinq ports* et leurs dépendances feront à l'avenir partie du comté où ils sont respectivement situés, sans préjudice toutefois de la situation faite à chacun d'eux comme bourg de sessions trimestrielles par la loi municipale de 1882, telle que l'amende celle-ci, ni des privilèges dont ils jouissent tous dans les matières que ne touche pas le présent *act*.

ART. 49. — § 1, 2, 3. (Dispositions relatives aux îles Scilly.)

TROISIÈME PARTIE

LIMITES DES CIRCONSCRIPTIONS ADMINISTRATIVES

ART. 50. — § 1. Le premier conseil élu par le comté administratif en exécution de la présente loi sera choisi par les électeurs du comté entier, tel qu'il est actuellement délimité pour l'élection des membres du Parlement. Il est décidé comme il suit :

a) Cette disposition ne s'appliquera pas à la limite entre deux comtés administratifs qui sont des portions d'un comté entier. Dans ce cas, les délimitations actuellement existantes pour la taxe de comté détermineront le comté administratif pour lequel le conseil est élu.

b) Quand un district sanitaire urbain se trouvera situé, partie dans un comté administratif, partie dans un autre, il sera réputé dans le comté qui contient, d'après le recensement de 1881, la plus grande partie de sa population.

c) Aucune modification n'est apportée par la présente loi pour le cas où une portion d'un comté administratif aurait été transférée auparavant dans un autre comté, pour l'exécution des *acts* sur la police ou sur les maladies contagieuses des animaux ou d'autres encore.

d) (Disposition spéciale au comté d'York.)

§ 2. Le conseil de comté exercera ses attributions sur

tout le comté administratif ainsi délimité par lequel il est élu.

§ 3. Si quelque difficulté s'élève sur le point de savoir quel est le comté qui contient la plus grande partie du district mentionné plus haut, le différend sera tranché par le bureau d'administration locale prononçant en dernier ressort.

§ 4. Cet article ne s'applique pas ni au comté administratif de Londres, ni au bourg de comté. Toute localité qui, bien que faisant partie d'un bourg de comté pour l'élection des membres du Parlement, n'est pas comprise cependant dans les limites municipales du bourg, fera partie du comté dans lequel elle est située.

ART. 51. — Dans la constitution des divisions électorales d'un comté, les dispositions suivantes seront observées, soit pour la présente élection, soit pour les élections subséquentes.

§ 1. Dans chaque division il y aura, autant que possible, une population égale, et, en tenant compte de la distribution et des occupations de cette population, de la superficie qu'elle occupe, des derniers recensements et des changements considérables qui les ont suivis, on s'attachera à donner une juste représentation à la fois aux habitants des campagnes et à ceux des villes.

§ 2. Autant que la chose sera raisonnablement praticable, les divisions électorales concorderont avec les districts de comté (districts sanitaires, urbains ou ruraux) ou les quartiers. Quand une division ne formera qu'une partie de district ou de quartier et n'aura pas de liste séparée d'électeurs, elle continuera à se rattacher provisoirement au district ou quartier sur la liste duquel ses électeurs sont actuellement inscrits.

§ 3. Quand, pour l'application du présent article, un district de comté sera partagé en deux ou plusieurs parties, chaque partie comprendra, autant que possible, une paroisse entière ou un certain nombre de paroisses entières.

§ 4. Pour la première élection, si un district sanitaire rural se trouve situé sur le territoire de deux ou plusieurs comtés, on considérera chaque partie du district qui se trouve dans le même comté comme un district de comté, et on pourra la joindre à un autre district de comté qui même n'en serait pas limitrophe.

§ 5. Les divisions électorales pour les premières élections devront être établies le 8 novembre 1888 au plus tard.

ART. 52. — § 4. Lorsque le conseil municipal d'un bourg n'est pas l'autorité sanitaire urbaine pour toute l'étendue de ce bourg, soit que le bourg coïncide avec le district sanitaire, soit qu'il y entre tout entier ou en partie seulement, le bureau d'administration locale avisera. Par arrêté provisoire il formera, pour l'exécution du présent *act*, un district de comté, soit avec le bourg ou le district sanitaire, soit avec tout ou partie des deux réunis, avec liberté d'y adjoindre un territoire voisin. Dans tous les cas, c'est le conseil municipal du bourg qui deviendra le conseil de district, et le bureau pourra, en conséquence, modifier les limites du bourg, au besoin même celles du comté. S'il arrive alors que la population de ce bourg dépasse 50000 habitants, il pourra constituer le bourg ainsi remanié en un bourg de comté et tout disposer pour que les prescriptions du présent *act* relatives aux bourgs de comté s'appliquent à celui-ci.

§ 2. Quand des membres de l'autorité sanitaire en question sont nommés par une université, le bureau d'adminis-

tration locale pourvoira à ce que cette université nomme aussi les membres du conseil de district.

§ 3. L'arrêté provisoire du bureau d'administration locale n'entrera en vigueur qu'après avoir été confirmé par le Parlement.

ART. 53. — § 1. Chaque rapport des commissaires pour les délimitations (*boundary commissioners*), institué par le *Local government (boundaries) act* de 1887 (50 et 51 Vict., ch. 61), sera remis au conseil du comté administratif ou du bourg de comté visé par ce rapport.

§ 2. Le conseil sera tenu d'examiner ce rapport et de faire au bureau d'administration locale toutes représentations qu'il jugera convenables, en vue d'empêcher qu'aucune des nouvelles divisions s'étende sur plus d'un comté.

ART. 54. — § 1. Toutes les fois que le conseil d'un comté ou d'un bourg fera connaître au bureau d'administration locale qu'il serait utile :

- a) De modifier les limites d'un comté ou d'un bourg ;
- b) De réunir, pour tous les services ou pour quelques-uns seulement, un bourg de comté à un comté ;
- c) D'unir plusieurs comtés ou plusieurs bourgs ou de supprimer les divisions d'un comté ;
- d) D'ériger en bourg de comté un bourg ayant au moins 50 000 habitants ;
- e) De modifier les limites d'une circonscription électorale du comté, le nombre des conseillers de comté et des circonscriptions électorales ;
- f) De modifier une division de gouvernement local partiellement située dans un bourg ou dans un comté.

Le bureau d'administration locale, à moins de raisons particulières, ouvrira une enquête locale, et, s'il ne conclut pas au refus, il prendra un arrêté conforme à la

requête ou à toute autre proposition qu'il préférerait. Dans le dernier cas il pourra, par cet arrêté, modifier en conséquence telle ou telle division électorale qu'il jugera bon.

§ 2. (Joint au § 5.)

§ 3. L'arrêté du bureau sera toujours provisoire, et n'aura d'effet qu'après confirmation par le Parlement.

§ 4. L'arrêté qui change les limites d'un bourg pourra augmenter ou diminuer le nombre des quartiers de ce bourg et modifier, en même temps que leurs délimitations, la répartition des conseillers faites entre eux, ainsi que le nombre total des conseillers et conséquemment celui des *aldermen*.

§§ 2 et 5. Après le 1^{er} novembre 1889 et avant le jour fixé par la loi, le bureau d'administration locale pourra toujours agir d'office, faire enquête et prendre des arrêtés sans qu'il soit besoin de vœux émis par les conseils.

ART. 55. — § 1. Le bureau d'administration locale peut aussi réunir deux bourgs de comté pour en faire un bourg et un comté.

§ 2. L'arrêté réunissant deux bourgs, qu'ils soient bourgs de comté ou non, peut contenir des dispositions relatives à la division en quartiers, au nombre de conseillers à élire par chaque quartier à la première élection du conseil, aux fonctionnaires à nommer comme à ceux qui étaient en charge, et généralement à toute question incidente ou découlant naturellement de l'union des bourgs.

§ 3. Quand un arrêté provisoire de cette nature a été confirmé par le Parlement, la Reine peut accorder au nouveau bourg ainsi constitué une commission de la paix ou

une cour de sessions trimestrielles, conformément au *Municipal corporations act* de 1882, et l'arrêté règlera tous les détails de ce changement opéré dans l'administration de la justice.

ART. 56. — Quand les *householders* d'une ville ou d'un district solliciteront une charte d'incorporation conformément au *Municipal corporations act* de 1882 (onzième partie, art. 210 à 218), leur pétition devra être envoyée au conseil de comté et aussi au bureau d'administration locale. Le conseil privé ne statuera qu'après avoir pris l'avis de l'un et de l'autre.

ART. 57. — § 1, *a, b, c, d, e*. Toutes les fois qu'un conseil de comté juge à première vue qu'il y a lieu, en ce qui concerne, ou bien un district de comté qui n'est pas un bourg, ou bien une paroisse de proposer un nouveau tracé de limites; des divisions, réunions ou adjonctions quelconques; des conversions de district ruraux et urbains, et réciproquement; des créations de districts; des créations ou remaniements ou changements de configuration de quartiers; des modifications relatives au nombre et à la répartition des membres des conseils, ce conseil peut ordonner, outre toutes autres enquêtes qu'il jugera bon, une enquête locale dont il donnera avis en même temps à la localité et soit au bureau d'administration locale, soit au département de l'éducation ou tout autre, comme il peut être prescrit. S'il acquiert la preuve que l'exécution de son projet est désirable, il peut prendre un arrêté en conséquence.

§ 2. Les dispositions de cet arrêté seront portées à la connaissance des intéressés, et des copies en seront mises à leur disposition. S'il a pour objet des modifications dans les quartiers ou dans le nombre et la répartition des

membres du conseil, il deviendra exécutoire après une dernière et définitive approbation du conseil de comté.

§ 3. Mais dans tous les autres cas, l'arrêté devra être soumis au bureau d'administration locale, qui après trois mois pourra, sur la réclamation par pétition du conseil de district, ou du sixième des électeurs du district, ou des électeurs du comté inscrits dans la paroisse, et après enquête locale, refuser de le maintenir.

§ 4. Si aucune pétition n'est présentée, ou si, après l'avoir présentée, on la retire, le bureau confirmera l'arrêté.

§ 5. En confirmant l'arrêté, le bureau peut y faire les modifications qu'il juge nécessaires pour en assurer l'exécution.

§ 6. L'arrêté ainsi confirmé par le bureau sera présenté aux deux chambres du Parlement sur-le-champ, ou, s'il ne siège pas, aussitôt qu'il aura repris ses séances.

§ 7. Le présent article ajoute aux pouvoirs appartenant au bureau en ce qui concerne l'union, la division ou la modification des paroisses; il n'y déroge pas.

ART. 58. — Quand une union des pauvres se trouve située dans deux ou plusieurs comtés, le bureau, au lieu de la dissoudre, peut décider qu'elle ne continuera à former une seule union qu'en ce qui concerne les pauvres secourus dans les établissements charitables (*indoor paupers*), mais qu'elle en formera deux ou plusieurs pour ce qui regarde les secours à domicile (*outdoor relief*), et il prendra les dispositions nécessaires à cet effet.

ART. 59. — § 1. Le projet (*scheme*) ou arrêté qui, en vertu du présent *act*, opère des changements dans les

limites, les autorités ou toute autre matière, peut décider tous les arrangements administratifs et judiciaires que ces changements occasionnent ou nécessitent.

§ 2. Toute localité qui fait partie d'un comté administratif pour l'exécution du présent *act* en fait partie également, sauf les exceptions mentionnées dans le présent *act* pour tous autres objets, le *sheriff*, le lieutenant, le garde des rôles, les juges de paix, la milice, le *coroner* et le reste. Cependant :

a) Les comtés entiers d'York, de Lincoln, de Sussex, Suffolk, Northampton et Cambridge continueront à former chacun un seul comté pour ces objets.

b) Cette décision ne touche pas aux pouvoirs ou privilèges appartenant actuellement aux cités et bourgs en ce qui concerne la milice, les *sheriffs*, *lords lieutenants*, juges de paix et *coroners*. Seulement, les bourgs de comté qui, avant le présent *act*, faisaient partie d'un comté pour l'un ou l'autre de ces objets, continueront à en dépendre à cet égard.

c) Cette décision ne s'applique pas davantage aux élections parlementaires, ni au droit de suffrage pour l'élection des membres du Parlement, ni à l'impôt foncier, ni aux dîmes, ni aux rentes garanties à titre de dîmes (*tithes rentcharge*), ni aux circonscriptions dans lesquelles un évêque, un ministre ou tout autre ecclésiastique prend le soin des âmes ou exerce une juridiction.

§ 3. En ce qui touche les élections parlementaires et l'inscription sur les listes électorales pour ces élections, le *sheriff*, le secrétaire des sessions trimestrielles et le conseil du comté dans lequel une localité était comprise pour cet objet avant la promulgation du présent *act* continueront, sauf disposition contraire, soit du projet ou de l'arrêté, soit de la loi de 1888 sur les électeurs de comté, soit du présent *act*, à exercer les mêmes pouvoirs et être

tenus des mêmes obligations que s'il n'était intervenu aucun changement dans le tracé des limites.

§ 4. Un projet ou arrêté décidé conformément à la présente loi peut prendre des dispositions nécessaires ou convenables pour son exécution, à savoir :

a) Supprimer ou établir, restreindre ou étendre la juridiction de toute autorité locale, rectifier ou changer le tracé des limites, organiser ce qui concerne les autorités, les juges et les fonctionnaires, y compris les dépenses faites à leur occasion, régler la situation d'une circonscription vis-à-vis de la plus grande dont elle fait partie, pourvoir à l'élection de ses représentants, la faire bénéficier des *acts* locaux ;

b) Prendre des dispositions temporaires pour satisfaire aux dettes et obligations des autorités visées par l'arrêté, administrer leurs propriétés, régulariser la situation des fonctionnaires existants ;

c) Pourvoir à la transmission des écritures, pièces de procès, registres, documents divers et aux difficultés que cette transmission peut soulever ;

d) Prendre toutes les mesures qui paraissent nécessaires ou utiles pour mettre l'arrêté en vigueur ;

e) Régler tout ce qui concerne les propriétés, dettes et obligations.

§ 5. Lorsque le changement des limites d'un comté a été fait par le présent *act*, le bureau peut régler les matières ci-dessus mentionnées par un arrêté ; mais, si quelque autorité locale s'y oppose par une pétition dans les trois mois de la signification qui lui en aura été faite, cet arrêté restera provisoire et n'entrera en vigueur que lorsque les pétitions seront retirées, ou après qu'il aura été confirmé par *act* du Parlement.

§ 6. Un projet ou arrêté peut avoir pour objet d'en

amender un autre. Lorsque l'*act* présent exige qu'il soit soumis au Parlement ou confirmé par lui, ou bien lorsqu'il a été l'objet d'une pétition qui s'y oppose, il peut amender un *act* personnel ou local.

Les commissaires et arbitres.

ART. 60. — Dans chaque modification apportée aux limites des circonscriptions du gouvernement local, il y aura lieu de prendre soin que les limites d'une de ces circonscriptions ne s'enchevêtrent pas dans les limites d'une autre.

ART. 61. — § 1. Sont nommés commissaires pour l'exécution de la présente loi : le *right honourable* Edward Henry, comte de Derby ; le *right honourable* George John Shaw Lefevre, John Lloyd Wharton, esq., Francis Mowat, esq., C. B., et Joseph J. Henley, esq.

§ 2. Ceux dont le poste viendrait à vaquer seront remplacés par la Reine.

§ 3. Ils emploient des agents, en s'entendant avec le Trésor pour en déterminer le nombre.

§ 4. Le Trésor fixe les appointements de ces agents. Il paye ces appointements et les indemnités des commissaires sur les fonds votés par le Parlement.

§ 5. Les commissaires et leurs agents auront, pour leurs enquêtes, tous les pouvoirs des inspecteurs du bureau d'administration locale.

§ 6. Les commissaires recevront des conseils des comtés et de ceux des bourgs de comté dont ils régleront les rapports financiers une indemnité fixée par le Trésor et qui comprendra les salaires de leurs agents.

§ 7. Les pouvoirs des commissaires sont discrétionnaires et leurs décisions sans appel. Leur droit s'étend même jus-

qu'à établir les proportions dans lesquelles, jusqu'à règlement définitif, les conseils de comtés et de bourgs pourront recevoir des fonds sur le compte de la taxe locale.

§ 8. Les décisions des commissaires auront la même force exécutoire que les sentences rendues par un juge de la haute cour de justice d'Angleterre. Les *sheriffs*, officiers de justice et autres personnes seront tenus d'y obéir et de les faire exécuter. Aucune de ces décisions ne pourra être entravée ni infirmée par aucune procédure devant une cour de Sa Majesté ou tout autre.

§ 9. Toutes les dépenses des enquêtes seront payées par les parties sur leurs fonds généraux.

§ 10. Les pouvoirs des commissaires cesseront le 31 décembre 1890, à moins qu'ils ne soient prorogés par le Parlement.

ART. 62. — § 1. Les conseils et autres pouvoirs locaux affectés par le présent *act* peuvent toujours conclure entre eux des arrangements relatifs à leurs propriétés, revenus, dettes, obligations, dépenses, soit qu'ils les transfèrent ou les retiennent, soit qu'ils les mettent en commun. Les sommes dues en conséquence, ainsi que les traitements ou indemnités des fonctionnaires, seront payées au moyen ou d'un capital une fois versé, ou d'annuités dont la durée aura été fixée par les commissaires ou par le bureau d'administration locale.

§ 2. Si les parties ne peuvent tomber d'accord et que le présent *act* ne leur en fournisse pas d'autre moyen, elles choisiront un arbitre, qui au besoin leur sera imposé par le bureau d'administration locale.

§ 3. L'arbitre ainsi choisi aura les mêmes pouvoirs que l'arbitre dont il est parlé dans le *Land's clauses consolidation act* de 1845 (8 et 9 Vict., ch. 18) et les lois qui

l'ont modifié. Mais, de plus, il fixera le montant des frais de l'arbitrage et refusera d'admettre ceux qu'il considérera comme ayant été faits sans nécessité.

§ 4. Les décisions émanant des commissaires ou des arbitres porteront sur toutes les questions qui auraient pu être réglées par un arrangement.

§ 5. Les sommes qui devront être payées en conséquence d'un arrangement ou d'une décision émanant des commissaires ou des arbitres, seront payées soit sur le fonds du comté ou celui du bourg, soit sur tel fonds spécial que le conseil désignera, avec l'approbation des commissaires ou du bureau d'administration locale.

§ 6. Lorsque ce paiement devra être fait en un capital une fois versé, il pourra devenir l'objet d'un emprunt contracté par le conseil de comté ou de bourg en vue de se procurer ce capital. Cet emprunt sera garanti par les fonds, taxes et revenus du conseil, ou par une émission d'obligations, ou de toute autre manière. Il n'est besoin d'autorisation ni du Trésor, ni d'aucune autre autorité; seulement il faudra que le bureau d'administration locale accepte la période proposée pour l'amortissement, lequel se fera de la manière réglée par le présent *act* (dans sa quatrième partie), ou par l'*act local* qui a émis les obligations.

§ 7. Le capital versé à un conseil dans ces conditions sera utilisé comme tout capital et employé, avec l'approbation du bureau d'administration locale, soit au remboursement de la dette, soit à toutes autres dépenses auxquelles sont affectées les capitaux.

ART. 63. — Lorsqu'un arbitrage sera, en exécution de la présente loi, déferé au bureau d'administration locale, on appliquera les dispositions du *Regulation railways act* de 1868 (31 et 32 Vict., ch. 119) relatives à l'arbitrage du bureau de commerce, comme si elles étaient reproduites ici.

QUATRIÈME PARTIE

FINANCES

Propriétés et dépenses du conseil de comté.

ART. 64. — § 1. A dater du jour fixé pour la mise en vigueur de la présente loi, toutes les propriétés appartenant à la cour des sessions trimestrielles du comté, ou possédées par le secrétaire de cette cour (*clerk of the peace*), les juges de paix du comté, le trésorier, les commissaires ou toute autre personne, et devant servir aux usages publics du comté ou d'une division du comté, passeront au conseil de comté qui en sera investi. Ces propriétés seront grevées, entre les mains du conseil de comté, des mêmes charges qu'elles supportaient au moment du transfert, et leur condition vis-à-vis du nouveau propriétaire sera exactement ce qu'elle était vis-à-vis de l'ancien.

Il est entendu que :

a) Les archives de la cour continueront à être conservées de la même manière que par le passé ;

b) Il ne sera touché en rien aux propriétés des institutions charitables, dont les administrateurs continueront à être nommés comme par le passé ;

c) Les juges de paix garderont les tableaux, meubles et immeubles qui leur appartiennent personnellement et non

pour un service public, sauf décision des commissaires en cas de contestation.

§ 2. Les charges qui grèvent les propriétés ainsi transférées deviendront charges du conseil de comté, et elles pèseront respectivement sur les mêmes propriétaires et les même fonds qu'auparavant.

§ 3. Le conseil de comté aura pleins droits pour entretenir, modifier, agrandir les fonds de terre et les bâtiments dont la propriété lui est transférée par le présent article ou acquise de toutes autres manières, et même, avec l'autorisation du bureau d'administration locale, pour les aliéner; mais il devra pourvoir à l'appropriation des locaux, à l'ameublement, aux fournitures de livres et autres objets dont le comité mixte permanent aura besoin pour ses séances, et à la garde des pièces et archives des juges de paix, en sessions ou hors sessions, et de leurs comités.

§ 4, 5 et 6. (Application de l'article aux comtés de Sussex et de Suffolk, d'York et de Lincoln, et de Northampton.)

ART. 65. — § 1. Le conseil de comté pourra, en conséquence de ses pouvoirs, y compris ceux qu'il exerce par le moyen du comté mixte permanent, acquérir, acheter, prendre à bail, échanger des fonds de terre ou des droits quelconques sur les fonds de terre, acquérir, louer, construire, meubler des salles, bâtiments et bureaux, soit dans le comté même, soit au dehors.

§ 2. Pour l'achat, le bail ou l'échange, on appliquera les articles 176, 177 et 178 du *Public health act* de 1875.

§ 3. Les sommes produites par l'aliénation de terres qu'aura faite le conseil de comté, avec l'approbation du bureau d'administration locale, seront employées comme

le prescrira le bureau; soit à éteindre des emprunts contractés, soit de toute autre manière.

ART. 66. — Les dépenses faites par les juges de paix, en sessions ou hors sessions, et par ces mêmes juges isolément, comme par les officiers de police et *constables*, pour se défendre en justice contre les poursuites occasionnées par l'accomplissement de leurs devoirs, seront payées par la caisse de comté jusqu'à concurrence de la somme approuvée par le comité mixte permanent.

ART. 67. — Le trésorier du comté devra acquitter, comme jusqu'ici, le montant des ordonnancements délivrés par les cours de sessions trimestrielles et par les juges de paix hors sessions, pour frais de procédure dans les affaires criminelles, ou autres dépenses faites conformément à l'art. 48 (Georges III, ch. 75), et le trésorier du conseil de comté, ou toute autre personne déléguée à sa place, devra suivre les séances de chaque cour de sessions trimestrielles, pour être prêt à effectuer les paiements ordonnés.

ART. 68. — § 1. Toutes recettes du conseil de comté faites pour les services généraux ou spéciaux du comté seront portées à la caisse de comté, et tous paiements pour ces mêmes services seront pris d'abord sur cette caisse.

§ 2. L'expression « services généraux du comté » (*general county purposes*) désigne les services pour lesquels le conseil de comté est autorisé par la loi à taxer l'étendue entière du comté administratif. Le compte général du comté (*general county account*) est celui auquel sont portées toutes les contributions de ce genre, et les dépenses faites en vue des services généraux s'appellent dépenses générales (*general expenses*).

§ 3. L'expression « services spéciaux de comté » (*special county purposes*) désigne les services pour lesquels telle ou telle partie du comté n'est pas tenue de contribuer, et aussi ceux dont la charge est restreinte à une portion limitée du comté, comme un *hundred*, une division, etc. Aux services spéciaux correspondent le compte spécial (*special county account*), et les dépenses spéciales (*special expenses*).

§ 4. Lorsque l'encaisse du compte général du comté est insuffisant pour solder les dépenses générales, des contributions peuvent être levées sur tout le comté administratif en vue de couvrir le déficit, et ces contributions seront assises sur toutes les paroisses du comté.

§ 5. En cas d'insuffisance de l'encaisse de l'un des comptes spéciaux du comté, des contributions destinées à combler le déficit seront levées sur les paroisses du comté, imposables pour ce compte.

§ 6. Les contributions soit générales, soit spéciales, seront établies sur les paroisses en proportion de leur revenu annuel, tel qu'il est déterminé pour l'assiette de la taxe du comté.

§ 7. Le conseil de comté veillera à ce que chacun de ces comptes ne serve qu'aux dépenses qui lui sont attribuées, en sorte que le comté administratif entier ne supporte rien des charges spéciales d'une partie du comté, ni davantage qu'une partie du comté ne contribue avec ses taxes spéciales aux dépenses du comté entier.

§ 8. En fixant le montant d'une dépense générale ou spéciale pour une affaire particulière au comté, le conseil de comté peut y ajouter une proportion convenable des frais occasionnés par les fonctionnaires, les bâtiments et l'installation du conseil de comté.

§ 9. Des contributions de comté peuvent être établies rétrospectivement, à l'effet de lever les sommes nécessaires au paiement des dépenses effectuées ou devenues payables dans les six mois qui ont précédé la demande de contributions.

Les emprunts.

ART. 69. — Le conseil de comté pourra, avec le consentement du bureau d'administration locale, contracter des emprunts gagés sur la caisse du comté ou sur les revenus du conseil pour les objets ci-après :

a) Consolidation des dettes du comté ;

b) Achat de terres ou de bâtiments, quand le conseil est autorisé par une loi à acheter ou à bâtir ;

c) Travail permanent ou considéré comme devant peser sur plusieurs années et autorisé par le bureau d'administration locale ;

d) Avances à des particuliers ou à des personnes civiles, incorporées ou non incorporées, pour faciliter l'émigration des habitants du comté, quand le remboursement de ces avances est garanti par une autorité locale du comté ou par le gouvernement de la colonie ;

e) Dans tous les cas, enfin, où la cour des sessions trimestrielles et le conseil de comté (ou par le gouvernement de la colonie) sont autorisés à emprunter par une loi quelconque. Mais le conseil de comté ne pourra jamais le faire sans le consentement du bureau d'administration locale, lequel toutefois le dispense de tout autre, quel qu'il soit, qu'exigeaient les *acts* précédents. Seulement le bureau, avant de donner l'autorisation, aura égard aux représentations qui pourraient être faites par les contribuables ou propriétaires taxés pour la caisse du comté.

§ 2. Il est entendu que lorsque le montant de la dette totale du comté, déduction faite du fond d'amortissement s'il y en a un, excède ou excédera, après l'emprunt projeté, le dixième de la valeur annuelle de la propriété imposable du comté, déterminée d'après l'assiette de la taxe de comté, l'autorisation ne pourra être donnée que par un arrêté provisoire du bureau confirmé par le Parlement.

§ 3. Le conseil de comté pourra, sans l'autorisation du bureau d'administration locale, contracter des emprunts à l'effet d'éteindre partiellement ou totalement une dette déjà existante.

§ 4. L'emprunt ainsi contracté pour éteindre une dette antérieure sera amorti dans le même délai que la dette originaire, et le second emprunt sera considéré comme parti du premier.

§ 5. Les emprunts contractés par le conseil de comté seront remboursés dans un délai fixé par le conseil, avec l'approbation du bureau d'administration locale, et qui n'excédera jamais trente ans.

§ 6. Les emprunts contractés par le conseil de comté seront remboursés, soit au moyen d'acomptes payés annuellement, semestriellement, soit au moyen d'un fond d'amortissement constitué et placé conformément au *Local loans act* de 1875 (38 et 39, Vict., ch. 83), et aux lois qui l'ont modifié.

§ 7. Le service d'un emprunt pour un emploi spécial devra être assuré au moyen du compte spécial auquel la dépense est imputable.

§ 8. Les emprunts autorisés seront contractés soit au moyen d'une émission d'obligations (*stock*), soit au moyen de reconnaissances (*debentures*), soit au moyen de certificats d'annuités, conformément aux dispositions du *Local*

loans act de 1875, soit encore par voie d'hypothèque (*mortgage*), dans les cas prévus par les articles 236 et 237 du *Public health act* de 1875.

§ 9. Il est entendu que le conseil de comté qui aura déjà emprunté au moyen d'obligations (*stock*), ne pourra contracter de nouveaux emprunts sur hypothèques que pour une période n'excédant pas cinq ans.

§ 10. Quand l'emprunt est contracté au moyen de reconnaissance (*debentures*), le montant de chaque reconnaissance sera d'au moins cinq livres.

§ 11. Les dispositions de cet article qui autorisent les avances pour venir en aide à l'émigration ou à la colonisation du comté, et les emprunts contractés pour les faire, seront, à l'exception de celles qui regardent la dette totale, étendues aux conseils des bourgs énumérés dans la troisième annexe du présent *act*.

§ 12. (Dispositions spéciales au comté de Chester.)

ART. 70. — § 1. La création, l'émission, le transfert, l'emploi, le remboursement des valeurs émises par le comté, auront lieu conformément aux règles prescrites par le bureau d'administration locale.

§ 2. Ces règles détermineront l'extension de l'emprunt, les modifications apportées à la durée de l'amortissement, l'application des lois sur le timbre et sur les chèques, enfin l'emploi des dividendes non réclamés, en appliquant les dispositions, modifiées suivant le besoin, du *Local loans act* de 1875 avec les *acts* qui l'amendent, ainsi que les lois relatives aux valeurs émises par le *Metropolitan board of works* et les corporations des bourgs municipaux.

§§ 3 et 4. Elles ne pourront être imposées aux conseils de comté que si elles sont approuvées dans les trente jours

par le Parlement, puis sanctionnées par un ordre de Sa Majesté donné en conseil; mais alors elles auront toute la force du présent *act*, comme si elles y avaient été insérées.

La reddition des comptes des conseils.

ART. 71. — § 1. Les comptes de recettes et de dépenses des conseils seront arrêtés à la fin de chaque année financière locale dans la forme prescrite par le bureau d'administration locale.

§ 2. Toutes les dispositions de la loi municipale de 1882 relatives à l'envoi des comptes des conseils des bourgs au bureau d'administration locale s'appliqueront exactement aux conseils de comtés.

§ 3. Les comptes du conseil de comté, du trésorier et des fonctionnaires du comté seront apurés par des auditeurs de district nommés par le bureau d'administration locale et conformément aux articles 247 et 250 du *Public health act* de 1875, comme s'il s'agissait des comptes d'une autorité urbaine et en particulier avec le même droit d'appel pour les contribuables et les propriétaires La première annexe du *District auditors act* de 1879 (42 Vict., ch. D) sera modifiée conformément à la deuxième annexe du présent *act*.

ART. 72. — Le bureau d'administration locale exercera vis-à-vis des bourgs du comté et des autres bourgs, pour l'autorisation des emprunts et aliénations de propriétés comme pour tout le reste, les pouvoirs énumérés dans la partie V de la loi municipale de 1882, qui traite des propriétés et responsabilités pécuniaires : le bureau d'administration locale y sera partout substitué au Trésor.

L'année financière locale et le budget annuel.

ART. 73. — § 1. L'année financière d'une localité pour laquelle sera établie régulièrement la balance des dépenses et des recettes comprendra douze mois, qui finiront le 31 mars après que le présent *act* y sera entré en vigueur (c'est-à-dire avant trois ans au plus tard); mais jusque-là elle sera close, comme d'ordinaire, le 25.

§ 2. Les lois existantes relatives à l'administration financière seront modifiées, sous la direction et par l'autorité du bureau d'administration locale, comme il sera nécessaire pour qu'elles s'adaptent à la disposition du présent article.

ART. 74. — § 1. Au commencement de chaque année financière locale, le conseil de comté se fera présenter un budget de prévision des recettes et des dépenses de l'année.

§ 2. Le conseil estimera la somme qui peut être levée au moyen de contributions, d'abord pendant les six premiers mois, puis pendant les six autres.

§ 3. Si, à l'expiration des six premiers mois, le conseil reconnaît que l'estimation faite a été ou trop élevée ou insuffisante, il la revisera et la modifiera en conséquence pour les six autres mois.

CINQUIÈME PARTIE

DISPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES

Application des lois antérieures à la loi actuelle. Le municipal act de 1882.

ART. 75. — Sont applicables au conseil de comté, à leur composition et à leurs fonctionnaires, etc..., les parties suivantes de la loi de 1882 sur les *corporations municipales* :

Les deuxième et troisième parties ;

La quatrième partie, amendée par l'*act* de 1884 sur les manœuvres de corruption dans les élections municipales (*municipal elections corrupt practices act*) ;

L'article 124 de la cinquième partie ;

Les parties 12 et 13 ;

La seconde annexe,

Les deuxième et troisième parties de la troisième annexe,

Et la première partie de la huitième annexe.

On y fera les modifications suivantes :

§ 1. Dans l'année où doivent être nommés les conseillers de comté, les élections au conseil des bourgs et au conseil de comté auront lieu simultanément.

§ 2. Une personne quelconque, désignée par le conseil du comté, sera le commissaire aux élections (*returning officer*) pour les élections des membres du conseil et remplira l'office dont est chargé le maire ou un *alderman* dans les bourgs régis par la loi de 1882.

§ 3. Ce *returning officer* aura tous les pouvoirs d'un *sherif*. Il pourra se choisir un adjoint (*deputy*).

§ 4. Les dispositions de l'act de 1882 visant le *returning officer*, le maire et les *aldermen* en ce qui concerne les élections, s'appliqueront au *returning officer* ou à son adjoint.

§ 5. Celles qui visent le secrétaire municipal (*town clerk*) s'appliqueront également au *returning officer* ou à son adjoint. Pour les questions postérieures à l'élection, elles s'appliqueront au secrétaire du conseil de comté.

§ 6. Dans les bourgs, le *returning officer*, pour les élections au conseil du bourg, restera le même qu'auparavant; et, dans le cas où une division électorale du comté coïnciderait avec le bourg ou y serait entièrement comprise, ce *returning officer* agira comme en vertu d'une délégation de celui du comté et de la même manière que s'il était son adjoint. Alors le secrétaire municipal du bourg, si c'est un bourg, reprendra ses droits.

§ 7. Ailleurs que dans un bourg, le *returning officer* peut désigner n'importe quel endroit dans la division électorale ou une division attenante, à la place des bureaux du secrétaire municipal (pour qu'on y dépose les bulletins de présentation) ou de la maison de ville (pour que le maire y reçoive les oppositions aux bulletins de présentation). Seulement, si la division électorale est située entièrement ou en partie dans un district urbain, cet endroit devra toujours se trouver dans le district.

§ 8. Immédiatement après l'élection, le *returning officer* transmettra au secrétaire du conseil de comté les noms des conseillers de comté élus.

§ 7. L'intervalle entre la présentation et l'élection sera fixé par le *returning officer*, mais n'excédera pas six jours.

§ 10. L'*alderman* sortant ne pourra, en sa qualité d'*alderman*, prendre part à l'élection du président.

§ 11. Les heures d'ouverture du scrutin seront fixées par l'*Elections (hours of poll) act* de 1885 (48 et 49 Vict., ch. 10).

§ 12. La disposition de l'article 11 de la loi municipale de 1882, qui établit le droit à l'éligibilité d'un conseiller de comté, en vertu de son inscription sur la liste séparée des non-résidents, sera étendue à tout électeur qui aura été porté sur cette liste séparée, dans un bourg municipal ou dans une partie quelconque du comté en dehors d'un bourg, à raison de l'occupation d'une propriété dans ce bourg ou cette partie du comté.

§ 13. Le 7 novembre sera substitué au 9 novembre comme jour ordinaire de l'élection du président et des *aldermen* de comté et comme jour de la réunion trimestrielle du conseil de comté.

§ 14. Un délai de dix jours est substitué à celui de cinq jours fixé par l'article 34 de la loi municipale de 1882 comme délai dans lequel une personne nommée à une charge de la corporation doit accepter cette charge, et un délai de douze mois à celui de six mois fixé par l'article 39 de la même loi comme période d'absence disqualifiant un *alderman* ou un conseiller.

§ 15. Le *quorum* du conseil de comté sera du quart du nombre total de ses membres. Il y aura lieu, pour l'exécution de la présente loi, de substituer un quart à un tiers

dans le paragraphe 10 de la deuxième annexe de la loi municipale de 1882.

§ 16. L'*act* de 1882 ne sera pas observé dans les cas suivants :

a) Il n'empêchera pas l'application d'une peine pécuniaire recouvrable d'une manière sommaire ;

b) Il n'entraînera pas l'application de ses dispositions relatives à la limitation ou au changement des quartiers ou aux auditeurs de bourgs, ni celles du paragraphe 5 de l'article 15 et des articles 16, 251 et 257 ;

c) Il ne fera pas qu'une personne élue à une charge de la corporation sans son consentement soit tenue de payer une amende en cas de refus, ni qu'un président adjoint (*deputy chairman*) soit disqualifié pour cause d'absence ;

d) Il n'autorisera pas un *returning officer* à procéder à l'élection d'un conseiller pour remplir une vacance accidentelle, si cette vacance se produit dans les six mois avant le moment régulier d'une nouvelle élection ;

e) Il n'entraînera pas l'application au conseil de comté de l'article 17 de la loi de 1882 relatif au secrétaire municipal, ni de l'art. 18 relatif au trésorier, à moins toutefois, dans ce dernier cas, que le conseil ne décide que cet article doit l'emporter sur les règlements en vigueur ;

f) Il ne fera pas qu'on ait à soumettre les décisions du comté mixte permanent à l'approbation du conseil de comté ;

g) Il n'empêchera pas qu'on utilise, pour voter aux élections, les écoles et lieux publics ; mais l'article 6 du *Ballot act* de 1872 (35 et 36 Vict., ch. 83) sera applicable dans ce cas, et le *returning officer* pourra, en outre, se servir des mêmes locaux, toujours francs de toute redevance, pour recevoir les oppositions contre les bulletins de présentation et faire le relevé des votes.

§ 17. Les frais officiels des élections au conseil de comté seront, à moins de dispositions contraires, payés comme dépenses générales par la caisse de comté.

§ 18. Ces frais n'excéderont pas, soit ceux qui sont alloués par la première partie de la première annexe du *Parliamentary elections returning officers act* de 1875 (38 et 39 Vict., ch. 84) modifié par celui de 1885 (48 et 49 Vict., ch. 62), soit une limite que le conseil de comté peut fixer de temps en temps.

§ 19. Les articles 4, 5, 6 et 7 du *Parliamentary elections (returning officers) act* de 1875, amendé par celui de 1886 (49 et 50 Vict., ch. 57), seront appliqués avec les modifications nécessaires, comme s'ils faisaient partie de la présente loi. On y substituera, en particulier, le conseil de comté à la personne de qui le payement est réclamé, et la période d'un mois à celle de quatorze jours pendant laquelle on peut réclamer la taxation.

§ 20. Le conseil de comté peut, avant le scrutin pour l'élection d'un conseiller, avancer au *returning officer*, sur sa demande, une somme n'excédant pas dix livres par mille électeurs.

§ 21. Les séances d'un conseil de comté ou d'un de ses comités se tiendront à l'endroit désigné par le conseil, soit dans le comté, soit en dehors du comté.

ART. 76. — § 1. (Extension de l'article 5 du *County electors act* de 1888 concernant les listes électorales aux paroisses situées dans un bourg parlementaire.)

§ 2. Pour l'application de cet article, le conseil de comté signifiera le conseil de comté.

§ 3. Les noms des électeurs parlementaires et des électeurs du comté seront numérotés consécutivement dans chaque district, puis il sera établi avec les premiers une liste d'électeurs parlementaires, et avec les autres une liste d'électeurs de comté.

§ 4. Pour l'exécution des prescriptions qui concernent

la nomination des *revisings barristers* et de l'article 9 du *County electors act* de 1888, le comté de Surrey et la partie du comté administratif de Londres située au sud de la Tamise, sont déclarés comtés séparés faisant partie du circuit du sud-est ; la partie du comté administratif de Londres située au nord de la Tamise sera considérée comme faisant partie du comté de Middlesex, et le comté de Middlesex, y compris cette partie, formera un circuit ; mais les sommes que le comté de Londres devra payer pour l'une ou l'autre de ces parties seront tenues pour dépenses d'intérêt général du comté.

§ 5. Les prescriptions de l'article 11 du *County electors act* de 1888, relatives au paiement des sommes ci-dessus mentionnées, s'appliqueront, pour l'année 1888, comme si une autorité de comté n'avait pas été établie par le présent *act*.

§ 6. L'article 12 du *County electors act* de 1888 ne s'appliquera pas à une personne occupant une propriété dans un bourg.

§ 7. La Reine pourra de temps en temps, par un ordre en conseil, modifier les règles relatives à l'inscription des électeurs, de manière à assurer l'exécution de la présente loi et celle du *County electors act* de 1888 ou de tout *act* en vigueur amendant ceux-ci.

§ 8. Les dispositions de l'art. 6 du *County electors act*, prescrivant de désigner un *barrister* pour connaître des appels quatre jours au moins avant le premier jour de la cession de Saint-Michel, ne s'appliqueront pas pendant l'année de 1888.

ART. 77. — Quiconque réunira toutes les conditions pour être inscrit comme électeur du comté administratif de Londres, excepté celle de la résidence, et résidera à plus de sept milles, et à moins de quinze milles, du comté,

aura le droit d'être porté sur la liste des électeurs du comté de Londres.

ART. 78. — § 1. Toutes les dispositions légales, générales, locales ou personnelles, se rapportant à des pouvoirs ou objets transférés par le présent *act* d'une autorité quelconque, soit au conseil de comté, agissant seul ou conjointement avec la cour des sessions trimestrielles, soit à un comité commun, seront, autant que les circonstances le permettront, interprétées d'après les règles suivantes :

a) Les dispositions relatives à cette autorité, ou à l'un de ses comités ou de ses membres, ou à ses réunions, seront appliquées au conseil de comté ;

b) Celles qui visent un secrétaire, greffier ou fonctionnaire de cette autorité se rapporteront au secrétaire ou fonctionnaire du conseil de comté.

Et généralement, ces dispositions seront interprétées de manière à permettre d'exécuter la présente loi.

§ 2. Il est entendu que ce transfert d'attributions n'autorisera pas un conseil de comté :

a) A exercer les pouvoirs d'une cour de greffe ou *record* ;

b) A déferer le serment ;

c) A exercer la juridiction conformément aux *Summary jurisdiction acts*, à accomplir aucun acte judiciaire ou à agir d'aucune manière en qualité de juge de paix seul ou en session, sans préjudice toutefois de la situation et des droits de juge de paix qui appartiennent au président du conseil de comté en sa qualité de juge de paix du comté.

§ 3. Lorsque, en vertu de l'une des dispositions du présent article, les pouvoirs du conseil de comté doivent être exercés et ses obligations remplies à la suite d'un *presentment*, ou de quelque manière particulière, ou dans un genre déterminé de sessions, ou sous toute autre espèce

de condition, le conseil a le droit, par des règlements permanents (*standing orders*) qui arrêtent l'ordre de ses travaux, de pourvoir à l'exercice de ces pouvoirs et à l'accomplissement de ces obligations, sans qu'il soit besoin de *presentment* préliminaire, et de telle manière ou dans tel genre de sessions qu'il jugera bon, sans être soumis à aucune condition. Le *presentment* sera dorénavant remplacé par l'*indictment*.

§ 4. (Définition des termes employés dans cet article : autorité, membre d'une autorité, etc.)

Mode de conduite des affaires (proceeding) dans les conseils et leurs comités.

ART. 79. — § 1. Le conseil de chaque comté constituera une corporation, laquelle aura perpétuelle succession, sceau commun et droit d'acquérir et occuper des terres pour remplir l'objet de son institution sans licence de mainmorte.

§ 2. — Les obligations et responsabilités des habitants du comté deviendront les obligations et responsabilités du conseil du comté.

§ 3. — Lorsque les dispositions de la loi relatives, soit aux asiles d'aliénés, ponts et toutes autres matières intéressant le comté, soit aux sessions trimestrielles, exigent ou autorisent qu'une terre soit transférée ou concédée au secrétaire de la cour des grandes sessions, à un juge de paix ou à toute autre personne, ou qu'un contrat ou arrangement soit conclu en leur nom, pour l'intérêt soit du comté, soit de la cour ou des juges de paix du comté, ces affaires se traiteront dorénavant avec le conseil du comté administratif.

ART. 80. — § 1. Tous paiements faits à la caisse de comté ou effectués par elle seront reçus ou faits par le trésorier. A moins qu'il ne soit disposé autrement par un *act* du Parlement ou un ordre d'un tribunal compétent, ils auront lieu en exécution d'un ordre du conseil signé par trois membres du comité des finances présents à la réunion du conseil et contresigné par le secrétaire du conseil. Le même ordre peut ordonner plusieurs paiements. En outre, les chèques émis en exécution d'un tel ordre seront contresignés par le secrétaire du conseil ou un adjoint accepté par le conseil.

§ 2. Un ordre de paiement peut être annulé en haute cour de justice au moyen d'une ordonnance de saisissement (*writ of certiorari*). Le jugement pourra le supprimer en tout ou en partie ou le confirmer, avec ou sans frais, suivant qu'il plaira à la cour.

§ 3. Chaque conseil de comté nommera de temps en temps un comité des finances pour régler et contrôler les finances du comté. Aucun ordre pour le paiement d'une somme au moyen de la caisse de comté, soit sur le capital, soit sur le revenu, ne sera émis par un conseil de comté, si ce n'est en exécution d'une résolution du conseil prise sur l'avis du comité des finances, et sauf les dispositions du présent *act* qui concernent le *comité mixte permanent*. Aucune autre dépense, dette ou obligation excédant 50 livres ne sera faite ou acceptée sans une résolution du conseil prise après estimation présentée par le comité des finances.

§ 4. Les convocations aux séances du conseil où ces paiements ou engagements extraordinaires seront proposés porteront le montant des sommes et l'indication de leur emploi.

§ 5. Le présent article ne s'applique pas aux bourgs de comté.

ART. 81. — § 1. Les conseils de comtés et les cours de sessions trimestrielles peuvent toujours s'entendre pour former, avec les membres des uns et des autres, un comité mixte (*joint committee*) chargé de régler les affaires qui intéressent à la fois les deux corps.

§ 2. Les conseils et les cours qui constituent ces comités peuvent toujours leur déléguer les pouvoirs qu'ils exerceraient eux-mêmes pour les objets qui leur sont attribués.

§ 3. Il est entendu, toutefois, que cet article n'autorise, en aucun cas, la délégation par les conseils du pouvoir de créer des taxes ou de contracter des emprunts.

§ 4. Dans les limites de la délégation, les comités mixtes auront les mêmes pouvoirs à tous égards que les conseils et les cours qui les auront nommés.

§ 5. Les membres des comités mixtes seront nommés aux époques et de la manière fixées par les conseils ou les cours qui les auront désignés.

La durée de leurs fonctions sera déterminée par le conseil ou par la cour; mais lorsque des membres de ces comités auront été nommés par le conseil de comté, ces comités ne continueront pas d'exister au delà de trois mois après l'élection triennale des membres de ce conseil.

§ 6. Les dépenses des comités mixtes seront supportées proportionnellement par les conseils de comtés qui en auront nommé une partie des membres.

§ 7. Le présent article s'appliquera aux conseils des bourgs de comté. Un comité mixte permanent pourra être nommé par deux ou plusieurs comtés administratifs, y compris les bourgs de comtés; les membres en seront choisis par les divers conseils et cours de sessions trimestrielles dans la proportion qui sera fixée, soit amialement par un accord, soit, à défaut d'accord, par un secrétaire d'État.

§ 8. Le présent article s'appliquera aux comités mixtes permanents.

ART. 82. — § 1. Le conseil de comté qui, en vertu du présent *act*, a nommé un comité, a toujours le droit de faire, de remanier ou de renouveler les règlements qui concernent le *quorum* et l'ordre des travaux de ce comité, aussi bien que la circonscription (s'il y en a une) sur laquelle il exerce son autorité; mais, sauf ce règlement, les travaux, le *quorum* et le lieu où se tiendront les séances, soit dans le comté, soit au dehors, seront tels que le comité le décidera, et le président, à chaque séance, aura voix prépondérante.

§ 2. Tout comité fera un rapport de ses travaux au conseil qui l'a nommé, mais dans la mesure où le conseil l'aura décidé. Ses actes ne lui seront pas soumis, comme le prescrit la loi municipale de 1882, pour recevoir son approbation.

§ 3. Dans le cas d'un comité mixte, les conseils et cours qui l'auront nommé jouiront conjointement des pouvoirs conférés par cet article, dont les dispositions lui seront appliquées.

Fonctionnaires et agents (officers). — Le secrétaire du comté ou de la cour des sessions trimestrielles (clerk of the peace).

ART. 83. — Les dispositions ci-après entreront en vigueur et se concilieront avec les règles établies par la présente loi pour sauvegarder la situation des secrétaires de comté actuellement en fonctions.

§ 1. Le secrétaire du comté ou des sessions trimestrielles sera le secrétaire du conseil de comté.

§ 2. Il sera nommé et pourra être révoqué par le comité mixte permanent.

§ 3. Il aura, sous la direction du gardien des rôles des sessions trimestrielles ou du conseil de comté, suivant les cas, la charge et la responsabilité des archives et papiers du comté.

§ 4. Le comité mixte pourra nommer un secrétaire adjoint (*deputy clerk*), qui remplacera, quand il y aura lieu, le secrétaire titulaire et aura les mêmes pouvoirs, sans préjudice de la nomination d'un autre secrétaire adjoint, dans le cas où les affaires judiciaires rendraient nécessaire la tenue d'une seconde cour de sessions trimestrielles.

§ 5. Le secrétaire des sessions trimestrielles sera payé par le conseil de comté, tant pour ses services comme secrétaire des sessions trimestrielles qu'en sa qualité de secrétaire du conseil. Les émoluments et indemnités auxquels il a droit, indépendamment de ses appointements, seront pris sur la caisse du comté. Les appointements et autres profits seront fixés par le comité mixte permanent, substitué respectivement à la cour des sessions et à l'autorité locale.

§ 6. Lorsque le secrétaire des sessions trimestrielles s'occupera des affaires qui regardent le conseil (inscription des électeurs parlementaires, dépôt de projets et documents, listes de jurés, enregistrements de toute espèce, etc.), il agira sous la direction du conseil.

§§ 7 à 10. — (Application de l'article aux comtés de Sussex, Suffolk, Lancastre, York et Lincoln.)

§ 11, *a*, *b*, *c*). Le secrétaire de la cour des sessions trimestrielles pour le comté de Londres sera un autre fonctionnaire que le secrétaire du conseil de comté pour le comté administratif de Londres.

Le secrétaire de la cour aura la charge et la garde des papiers et archives des juges de paix en sessions ou hors de sessions; et le secrétaire du conseil aura la garde des autres papiers du comté.

Le conseil rétribuera son secrétaire comme il l'entendra et pourra lui donner un adjoint ou suppléant (*deputy*).

§ 12. Le conseil chargera son secrétaire, ou tout autre fonctionnaire, de transmettre au secrétaire d'État ou au bureau d'administration locale les rapports et renseignements exigés par le Parlement.

§ 13. Il est entendu que ni le secrétaire, ni aucun autre fonctionnaire appointé par le conseil pour un emploi permanent et lui devant, en conséquence, tout son temps, ne seront éligibles au Parlement.

ART. 84. — § 1. Les greffiers appointés des petites sessions seront nommés et révoqués comme il est dit ci-dessus.

§ 2. Ils seront payés par le conseil de comté conformément au paragraphe 5 de l'article 83.

Réglementation pour les bicycles, etc.

ART. 85. — § 1, *a*, *b*), et § 2. Retire aux autorités locales le droit de faire des *byelaws* au sujet de l'usage des vélocipèdes, bicycles, tricycles, etc., qui sont assimilés aux voitures et donne pour ce nouveau genre de transport un règlement de police additionnel, qui devra être observé sous peine d'une amende pouvant monter à 40 shillings (50 fr.).

**Adaptations des lois existantes à la présente loi.
Les asiles d'aliénés.**

ART. 86. — Dispositions diverses relatives à l'adaptation des lois sur les asiles d'aliénés indigents.

§ 1. Les comptes du comité d'inspecteurs des asiles sont rendus et vérifiés comme compte du conseil.

§ 2. La juridiction des juges de paix en sessions ou hors sessions en ce qui concerne la réception ou la détention d'un aliéné dans un asile et tout ce qui le touche subsiste entière; elle n'est pas transférée au conseil de comté.

§ 3, *a et b*). Si les représentants d'un bourg au conseil de comté ont qualité pour y voter sur la nomination des inspecteurs, ceux-ci sont nommés par le conseil de comté, sinon par le conseil du bourg.

§ 4. Lorsqu'un bourg de 10 000 âmes au moins, avec cour séparée de sessions trimestrielles, contracte avec la cour de sessions trimestrielles du comté pour la réception des aliénés du bourg dans l'asile du comté, ce bourg cesse d'avoir le droit de construire lui-même un asile, et il est tenu de contribuer comme le reste du comté à l'entretien de celui qui existe, sans préjudice d'une charge additionnelle, s'il n'a pas payé déjà sa part dans les frais de construction et d'ameublement de cet asile.

§ 5. Tout asile aux frais duquel pourvoit le comté en tout ou en partie est compris sous le titre d'asile d'aliénés du comté (*county lunatic asylum*).

§ 6. Quand il y a deux ou plusieurs asiles dans le comté, le conseil peut nommer un comité pour les administrer et

les surveiller tous. Celui-ci pourra nommer des sous-comités pour chacun des asiles dont il est chargé.

§ 7. Ce comité veillera, sous la direction du conseil, à ce que la charge de l'entretien des aliénés se répartisse également entre les divers asiles, et utilisera le surplus des recettes des uns pour combler le déficit des autres.

§ 8. Les comités d'inspecteurs des asiles d'aliénés s'organisent suivant les mêmes règles que les conseils de comté, et nomment leur président comme eux.

Les arrêtés provisoires.

ART. 87. — § 1. Les art. 293 à 296 du *Public health act* de 1875 sont applicables aux enquêtes locales que le bureau d'administration locale fera faire en exécution de la présente loi, comme, par exemple, avant d'émettre ou de confirmer un arrêté ou avant de donner son consentement, sa sanction ou son approbation à un acte quelconque.

§ 2. Les articles 207 et 298 du *Public health act* relatif aux arrêtés provisoires du bureau d'administration locale seront appliqués comme s'ils étaient reproduits dans la présente loi.

§ 3. Il est entendu que lorsqu'un arrêté provisoire transférera au conseil du comté d'une manière générale des pouvoirs qui appartenaient au conseil privé, au secrétaire d'État, au bureau d'administration locale ou à tout autre département ministériel, il ne sera pas nécessaire d'ouvrir une enquête locale ou de publier des avertissements dans les journaux.

§ 4. Quand l'*act* présent autorise ou requiert une prescription quelconque sans déclarer à qui il appartient de

s'en charger, c'est le bureau d'administration locale qui exercera ce droit ou accomplira ce devoir.

§ 5. Dans le cas d'une enquête locale, les dépenses de cette enquête, y compris les frais de déplacement d'un inspecteur ou fonctionnaire du bureau (frais qui n'excéderont pas trois guinées par jour), seront à la charge des conseils de comté ou des autorités locales. Elles seront réglées et réparties par le bureau entre les conseils et autres autorités intéressées dans l'enquête et constitueront une dette de ces conseil ou autorité envers la Couronne.

Londres.

ART. 88. — Dispositions spéciales au comté administratif de Londres.

a) Le conseil du comté peut nommer un président adjoint qu'il rétribue ;

b) Ce président adjoint a tous les pouvoirs du président lui-même ;

c) L'art. 192 du *Public health act* de 1875 s'appliquera à la métropole comme si les commissaires des égouts de la Cité de Londres, les *vestries* et les *districts boards* étaient les autorités locales mentionnées dans cet article.

ART. 89. — § 1. Le *Central criminal court act* de 1834 sera interprété comme si le comté de Londres y était mentionné, aussi bien que le comté de Middlesex.

§ 2. Le *County juries act* de 1825 et les *acts* qui l'ont amendé s'appliqueront au comté de Londres comme à celui de Middlesex ; les jurés seront choisis et les listes du jury dressées comme dans le comté. Le privilège accordé aux habitants du district franc et de la cité de Westminster

de ne point être jurés aux sessions trimestrielles du comté de Middlesex leur est retiré; mais rien dans le présent article ne modifie les conditions requises pour être juré dans la Cité de Londres.

§ 3. Le comté de Londres et le comté de Middlesex seront considérés comme formant un seul comté pour toute procédure civile ou criminelle suivie dans les diverses cours, à l'exception de celle des sessions trimestrielles.

ART. 90. — (Détail sur les arrangements financiers à intervenir entre les comtés de Surrey et de Middlesex d'une part et celui de Londres de l'autre.)

ART. 91. — Les *acts* relatifs à la milice générale ou locale s'appliqueront au comté de Londres comme aux autres comtés. La Reine nommera de temps en temps un lieutenant du comté de Londres, et le présent article ne modifie pas l'art. 50 du *Militia act* de 1882 (45 et 46 Vict., ch. c. 89).

Réserves (*savings*).

ART. 92. — § 1. La présente loi ne modifie en rien les limites des bourgs ou des comtés parlementaires, ni le droit qui appartient à une personne d'être inscrite sur les listes électorales pour le Parlement.

§ 2. Quand une localité située dans un comté parlementaire devient partie d'un comté administratif ayant autorité seulement sur la partie du comté parlementaire qui contient le moins d'électeurs, cette localité pourra, en ce qui concerne les élections parlementaires, être considérée comme appartenant au comté qui comprend la plus grande partie

du comté parlementaire, et l'on appliquera les dispositions du *Registration act* de 1885 :

§ 3. (Détail d'exécution.)

ART. 93. — §§ 1 et 2. La présente loi n'affecte en rien le district métropolitain de police, dans lequel le conseil de comté ne pourra pas lever de taxes, ni davantage la police de la Cité de Londres.

ART. 94. — La subvention accordée par le conseil du comté de Londres pour les pauvres secourus dans un établissement (*indoor paupers*) sera ajoutée au paiement fait sur le fond commun métropolitain des pauvres.

La présente loi ne modifie en rien les dispositions légales relatives à ce fonds.

ART. 95, §§ 1 et 2, et ART. 96. — (Droits particuliers réservés au comté de Middlesex, de Surrey et de Kent.)

ART. 97. — La présente loi ne modifie en rien, pour ce qui regarde les grandes routes, la responsabilité qui incombe à toute personne ou à tout corps constitué ou non constitué n'étant pas une autorité routière (*highway authority*) d'entretenir et de réparer tout ou partie d'un chemin.

ART. 98. — La présente loi ne touche en rien aux pouvoirs appartenant aux commissaires du revenu intérieur et des douanes.

Définitions.

ART. 99 et 100. — (Définitions des termes employés par la loi : documents écrits, comtés, bourgs, paroisses, districts,

Trésor, autorité, pouvoirs, dépenses, office, etc., qu'on trouvera dans les notes lorsqu'elles sont nécessaires.)

ART. 101. — Cet *act* ne s'étend pas à l'Écosse et à l'Irlande.

ART. 102. — On citera le présent *act* sous le titre abrégé de *local government act*, 1888 (1).

Vu :

Lyon, 3 mai 1912

Le Professeur, Président du jury de la thèse,

E. BOUVIER

Permis d'imprimer :

Lyon, le 4 mai 1912.

Le Recteur de l'Académie,

JOUBIN

Vu :

Lyon, le 4 mai 1912.

Le Doyen de la Faculté,

FLURER

(1) Nous ne reproduisons pas la sixième partie de la loi, qui traite uniquement des dispositions transitoires.

TABLE DES MATIÈRES

AVERTISSEMENT.

CHAPITRE I. — Coup d'œil d'ensemble sur l'administration locale de l'Angleterre	1
§ 1. — Généralités sur l'administration locale anglaise. .	1
§ 2. — Circonscriptions locales de l'Angleterre d'origine ancienne autres que le comté (la paroisse et le bourg).	5
A. — <i>La paroisse</i>	5
B. — <i>Le bourg</i>	13
§ 3. — Circonscriptions locales anglaises d'origine récente.	17
CHAPITRE II. — Histoire de l'administration du comté. .	22
APPENDICE AU CHAPITRE II	63
Prérogatives actuelles des juges de paix.	63
CHAPITRE III. — Divers aspects de la réforme du gouvernement local en 1888.	76
CHAPITRE IV. — Le conseil de comté. — Composition et fonctionnement.	88
CHAPITRE V. — Attributions du conseil de comté.	107
GÉNÉRALITÉS.	107
§ 1. — La situation juridique et le domaine privé des conseils de comté anglais.	109

§ 2. — Attributions administratives du conseil de comté. .	110
§ 3. — Pouvoir réglementaire du conseil de comté. . . .	117
§ 4. — Rapports du conseil de comté avec les habitants des diverses parties du comté.	119
§ 5. — Rapports du conseil de comté avec les autorités locales du comté.	123
 CHAPITRE VI. — Le conseil de comté et le pouvoir central.	130
§ 1. — Caractère du contrôle du pouvoir central sur les autorités locales anglaises.	130
§ 2. — Contrôle du <i>local government board</i> sur le <i>county</i> <i>council</i>	134
§ 3. — Contrôle du <i>home office</i>	137
§ 4. — Contrôle du <i>board of education</i>	141
§ 5. — Contrôle du <i>board of agriculture</i>	143
§ 6. — Contrôle du <i>board of trade</i>	145
§ 7. — Pouvoirs du conseil de comté en matière de <i>bills</i> privés.	146
 CHAPITRE VII. — Les finances du "County council".	149
§ 1. — Préparation et vote du budget	149
§ 2. — Ressources du conseil de comté.	151
A. — <i>Les subventions de l'État</i>	151
B. — <i>Les taxes du comté</i>	164
C. — <i>Le domaine privé</i>	167
D. — <i>Les emprunts</i>	168
§ 3. — Comment le conseil de comté dépense ses ressources.	170
§ 4. — Le contrôle des finances comitales.	171
 CHAPITRE VIII. — Comparaison de l'administration du dé- partement et de celle du comté.	176
§ 1. — Idée générale de l'administration locale du départe- ment.	176

§ 2. — Le conseil général, la commission départementale et le préfet.	178
§ 3. — Le conseil de comté et l'administration locale du département.	184
CONCLUSION	197
<i>Loi du 13 août 1888 amendant les lois relatives à l'admi- nistration locale en Angleterre et dans le pays de Galles et réglant diverses matières qui s'y rat- tachent.</i>	209

IMPRIMERIE DE LA JURISPRUDENCE GÉNÉRALE DALLOZ

IMPRIMERIE DE LA JURISPRUDENCE GÉNÉRALE DALLOZ
